

LE FIGARO HISTOIRE

FÉVRIER-MARS 2021 - BIMESTRIEL - NUMÉRO 54

EST-OUEST
LA GUERRE SECRÈTE

GUERRE FROIDE NID D'ESPIONS 1945-1991

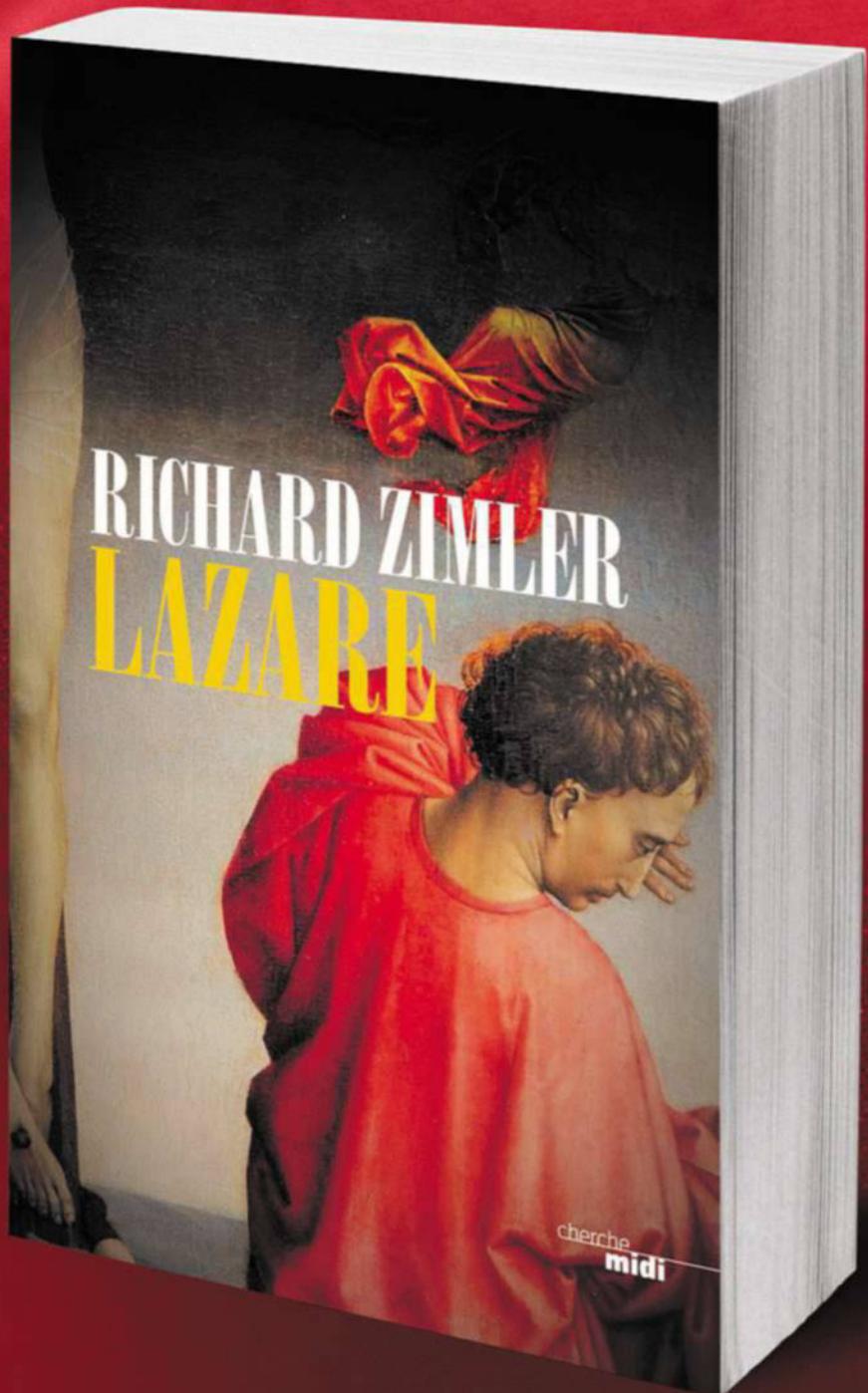
A 9,30€ BEL: 9,20€ CAN: 14,50€ SC: 14,90€ DOM: 9,50€ GB: 7,50£ GRE: 9,20€ IT: 9,30€ LUX: 9,20€ MAR: 9,00€ PORT CONT: 9,20€

M 05595 - 54 - F: 8,90 € - RD



« L'aspect le plus remarquable de cet admirable roman est la façon dont Richard Zimler réussit à faire de l'histoire la plus connue de toute notre culture un livre qu'on ne parvient pas à lâcher ! »

The Guardian



UN ROMAN PASSIONNANT,
DOCUMENTÉ, PLEIN
DE COMPASSION
ET D'UNE RARE HUMANITÉ.



P8



P42



P106

AU SOMMAIRE

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

8. La révolution, pour quoi faire ?

Par Patrice Gueniffey

16. La liberté sur le fil *Par Jean-Louis Thiériot*

18. De Gaulle au bout de la nuit *Entretien avec Jean-Marie Rouart, de l'Académie française, propos recueillis par Michel De Jaeghere*

28. L'exil et le royaume *Par Frédéric Valloire*

29. Côté livres

35. Le terminal des prétentieux *Par Eugénie Bastié*

36. Un dernier verre à Pompéi *Par Marie Zawisza*

39. Point de rillettes pour M. de Balzac

Par Jean-Robert Pitte, de l'Institut

EN COUVERTURE

42. Bons baisers de la guerre froide

Par Georges-Henri Soutou, de l'Institut

50. Le pont au change *Par Alexandre Lévy*

56. En eaux troubles *Par Rémi Kauffer*

66. L'honneur perdu du club des Cinq *Par Adrien Jaulmes*

72. Des agents très spéciaux *Par Rémi Kauffer*

82. Le bal des espions *Par Bruno de Cessole*

90. Le miroir aux tiroirs

94. OSS 117 contre 007 *Par Geoffroy Caillet*

98. Des chiffres et des lettres

100. Le choc des titans *Par François-Joseph Ambroselli*

L'ESPRIT DES LIEUX

106. Karabagh, terre de sang *Par Mikaël Nichanian*

114. La sentinelle de la Butte *Par Marie-Laure Castelnau*

118. Au-delà des images *Par François-Joseph Ambroselli*

126. La tête de l'emploi *Par Sophie Humann*

130. Tous les matins du monde *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Président **Charles Edelstenne**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**. Enquêtes **Albane Piot**, **François-Joseph Ambroselli**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**. Rédactrice photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**. Directeur industriel **Marc Tonkovic**. Responsable fabrication **Emmanuelle Dauer**. Responsable pré-presse **Corinne Videau**. Relations presse et communication **Laëtitia Brechemier**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733. Édité par la Société du Figaro. ISBN : 978-2-8105-0915-7

Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**

Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.

Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Janvier 2021. Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,0093 kg/tonne de papier. **Abonnement** un an (6 numéros) : 35 € TTC.

Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures.

Le Figaro Histoire est disponible sur iPhone et iPad.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE **Jean-Louis Voisin, Philippe Maxence, Marie Peltier, Jean Tulard, Éric Mension-Rigau, Henri-Christian Giraud, Charles-Édouard Couturier, Blandine Huk, secrétaire de rédaction, Sophie Suberbère, rédactrice photo, Key Graphic, photogravure, Sophie Trotin, fabrication**.

EN COUVERTURE : © SÉBASTIEN DANGUY DES DÉSERTS POUR *Le Figaro Histoire*. © BLACK SPRING-STOCK.ADOBE.COM

LE FIGARO
HISTOIRE

RETROUVEZ LE FIGARO HISTOIRE SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE ET SUR



Le Figaro Histoire
est imprimé dans le respect
de l'environnement.

CONSEIL SCIENTIFIQUE. Président : Jean Tulard, de l'Institut. Membres : Jean-Pierre Babelon, de l'Institut ; Marie-Françoise Baslez, professeur émérite d'histoire ancienne à l'université Paris-Sorbonne ; Simone Bertière, historienne, maître de conférences honoraire à l'université Bordeaux-Montaigne et à l'ENS Sèvres ; Jean-Paul Bled, professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne ; Jacques-Olivier Boudon, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne ; Maurizio De Luca, ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; Barbara Jatta, directrice des musées du Vatican ; Thierry Lentz, directeur de la Fondation Napoléon ; Eric Mension-Rigau, professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université Paris-Sorbonne ; Arnold Nesselrath, professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; Dimitrios Pandermalis, professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; Jean-Christian Petitfils, historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; Jean-Robert Pitte, de l'Institut, ancien président de l'université de Paris-IV Sorbonne ; Giandomenico Romanelli, professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; Jean Sévillia, journaliste et historien.



© VICTOIRE PASTOR

GUERRE FROIDE, GUERRE SECRÈTE

L'espionnage est pour nous un sujet de curiosité sans pareil, en même temps qu'un genre littéraire et cinématographique d'une fécondité inépuisable. Nous ne connaissons pas les modalités exactes de cette guerre. Nous savons qu'elle est propice à l'aventure individuelle, au risque fou, qu'elle donne à qui la mène l'étrange privilège de tutoyer la mort sous les apparences de la vie quotidienne. Nous subodorons que la liberté, la patrie, le succès de nos armes s'y défendent parfois avec des méthodes de bandits. Le mystère alimente les fantasmes. L'espion nous paraît d'autant plus redoutable, en même temps que romantique, qu'il agit dans l'ombre, qu'il est méconnaissable. La guerre qu'il mène est fascinante parce qu'elle est clandestine.

Celle qu'a suscitée le conflit Est-Ouest l'est plus encore, sans doute, que ne le seront jamais les aventures du colonel Redl, de Mata Hari ou de Bolo Pacha. Parce que c'est la guerre elle-même qui, alors, nous semblait invisible. Les hommes de l'ombre s'y affrontaient au cœur d'un conflit qui passait lui-même très largement inaperçu.

On a prétendu parfois que Thucydide avait en quelque sorte inventé la guerre du Péloponnèse : c'est par le don de voyance de l'historien – les malveillants diront : par l'artifice de l'écrivain – que les événements, les pourparlers, les crises, affrontements, révoltes qui avaient opposé pendant vingt-sept ans Athènes et ses alliés à Sparte ou à ses satellites au cours de conflits parfois ponctuels, entrecoupés de trêves, de paix armées, de rapprochements, ont été rassemblés, ordonnés en une lutte à mort pour la maîtrise de l'hégémonie sur la Grèce, une seule et même guerre à laquelle il a donné un nom ; par là, une existence.

On pourrait faire les mêmes remarques sur la guerre de Cent Ans, sur celle de Trente Ans : elles n'ont pas opposé leurs protagonistes comme les deux guerres mondiales en une succession continue d'offensives, de sièges, de victoires, de défaites. Leurs contemporains n'étaient pas toujours conscients de vivre une même guerre. C'est nous qui les tenons pour telles.

Il en va ainsi, a fortiori, de cette étrange « guerre de cinquante ans » (le titre du beau livre que lui a consacré Georges-Henri Soutou), que George Orwell baptisa, le premier, du nom de guerre froide. Nous ne sommes pas en mesure d'en dater avec certitude le début et la fin. Commença-t-elle dès 1943, lorsque se manifestèrent les premières tensions entre l'Union soviétique et ses alliés anglo-saxons ? En 1945, avec la capitulation de l'Allemagne ? En 1946, lorsque se déclencha la guerre civile en Grèce ? En 1947, lors de l'élaboration de la « doctrine Truman » de soutien aux « pays libres » menacés par le communisme ? S'acheva-t-elle en 1985, avec la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev ? En 1989, avec la chute du mur de Berlin ? En 1991, avec la disparition de l'Union soviétique ? Il est difficile de trancher avec la netteté ordinaire.

Nous étions en guerre, et nous ne le savions pas. Nous avions bien plutôt le sentiment de jouir de la plus longue des périodes de paix dont ait jamais bénéficié le monde. D'en recueillir les dividendes avec le baby-boom, l'arrivée des réfrigérateurs et la voiture pour tous, l'avènement de la société de consommation, la généralisation de l'*American way of life*.

Illusion un peu effarante, indifférence de bien portants et de nantis. Nous pensions être en paix, et, de fait, nous l'étions, parce que nous étions simplement à l'arrière, à l'abri de tout ordre de mobilisation, de tout bombardement. Nous ne voyions pas le champ de bataille. Cela nous suffisait à croire que la planète jouissait d'une paix universelle. Mais les conflits se comptaient en réalité par centaines. En Corée, la guerre qui opposa ce que l'on appelait alors le « monde libre » au monde communiste fit, entre 1950 et 1953, pas moins de deux millions de morts. En Indochine, celle dont Hô Chi Minh donna le signal dura plus de trente ans et s'acheva, au Cambodge, par un génocide, au Vietnam, par la rééducation de centaines de milliers d'opposants. L'Europe de l'Est fut secouée, pendant que nous détournions pudiquement le regard vers des spectacles plus amènes, par des interventions militaires soviétiques : à Budapest, en 1956 ; à Prague, en 1968. La Pologne n'y échappa, en 1981, qu'au prix d'une intractable dictature policière. En Afrique, la subversion communiste vint accélérer et pourrir à la fois (en Algérie, en Guinée, en Angola, au Mozambique) le processus de décolonisation. En Amérique latine, elle suscita une succession presque ininterrompue de guerres civiles et de coups d'Etat militaires. Au Moyen-Orient, l'affrontement aiguise et nourrit le conflit israélo-arabe ou la guerre civile du Yémen autant qu'il agrava la ruine du Liban. Comme l'écrit justement Georges-Henri Soutou, « *la guerre ne fut pas froide pour tout le monde* ». Nous nous croyions en paix. Nous étions seulement aveugles et sourds aux combats, aux souffrances qui ne nous touchaient pas directement.

Cette guerre invisible était en réalité multiforme, mondiale. Le but n'était plus de redéfinir les frontières, de changer le rapport de force dans le concert des puissances. Il était bel et bien l'anéantissement du système de pensée et des institutions, du mode de vie de l'ennemi. Le théâtre des opérations ne se limitait pas aux champs de bataille où combattaient les alliés, parfois les marionnettes des deux Grands. L'affrontement idéologique se déroulait dans nos universités, sur les plateaux de nos télévisions, dans les colonnes de nos journaux. Jean-Paul Sartre y prenait sa part, et Joan Baez. Le témoignage de Soljenitsyne, la prédication de Jean-Paul II vaudraient un jour autant et plus que les divisions blindées dont s'était rengorgé Staline.

La guerre n'était pas prédestinée à épargner toujours le théâtre européen, en dépit du bouclier que représentait la dissuasion nucléaire : on sait aujourd'hui que l'hypothèse d'une attaque surprise de l'Europe de l'Ouest n'a jamais été complètement écartée par les stratégies de l'URSS. La paranoïa de ses dirigeants interdit de considérer que cette menace était purement théorique.

Reste que l'emploi de l'arme atomique paraissait redoutable par les répliques qu'il rendait inévitables, et que le scénario de l'invasion frontale était dès lors peu adapté au but poursuivi. L'Union soviétique entendait convertir le prolétariat de tous les pays aux bienfaits du communisme : il pouvait être contre-productif de commencer par le détruire complètement ; les Etats-Unis voulaient diffuser, de la même manière, le capitalisme ; ils ont certes cru, depuis, pouvoir le faire par le bombardement des pays qu'ils avaient choisis pour bénéficier des délices de la démocratie parlementaire ; ils n'ont pu le



© JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER/GAMMA-RAPHO.

faire (sans remporter, d'ailleurs, de succès décisif) que parce que la disproportion des forces permettait, croyaient-ils, d'atteindre cet objectif sans user d'armes de destruction massive.

Le résultat fut que les deux superpuissances qui luttaient pour l'hégémonie (non plus celle de la Grèce antique, de la France médiévale ou de l'Europe classique, mais bel et bien, cette fois, celle de toute la terre) n'en vinrent jamais, par miracle, à une guerre ouverte qui eût mis le feu à la planète. Ou plutôt, cet affrontement, quand il ne se jouait pas par le biais de leurs alliés, le truchement de leurs comparses, ne se déroula jamais sous la forme d'un conflit ouvert, mais bien plutôt de la guerre secrète. Ses combattants étaient, au premier chef, les agents de renseignement. C'est par eux que fut évité, en grande partie, le pire. Par leurs informations que la guerre fut gagnée en définitive : quand les Etats-Unis comprurent qu'ils pouvaient ruiner l'Union soviétique en la lançant dans une ultime course aux armements, une guerre des étoiles que le délabrement de son appareil productif ne lui permettait plus de gagner ni seulement de poursuivre, tandis que leurs services apportaient, dans les pays de l'Est, un précieux soutien logistique à tous les opposants.

Cette guerre fut celle du courage, mais elle fut avant tout celle de la volonté et de l'intelligence. Elle fut riche en coups tordus, en trahisons, en retournements, à quoi rendent propices la solitude de ses combattants, la pratique quotidienne de la double vie, du mensonge, l'habitude de trahir la confiance d'ennemis dont il a fallu commencer par attirer, d'abord, la sympathie, la hantise permanente de se voir démasqué soudain : on conçoit qu'il y ait là de quoi tourner les têtes, faire frémir les coeurs les plus aguerris. C'est ce qui, plus qu'une épopee, continue à rendre leur histoire palpitante. A l'ombre d'une paix trompeuse, les espions des deux coalitions prenaient des risques immenses. Des traîtres leur livraient des informations vitales. Des agents doubles changeaient interminablement de camp. Certains

nous ont fait échapper, plus d'une fois, au malheur, au désastre. Ils ne défileraient jamais dans les rues pour que nous leur marquions notre reconnaissance. Nous ne connaissons, le plus souvent, pas leur nom.

Elle fut celle aussi parfois des malentendus, des mécomptes. On s'appuya sur des faux frères. On livra par mégarde des agents à l'adversaire. On en sacrifia d'autres à la raison d'Etat. On arma, plus d'une fois, contre l'ennemi d'aujourd'hui, celui d'hier ou de demain. Les Etats-Unis financèrent les Contras qu'ils soutenaient contre les sandinistes en Amérique latine en vendant clandestinement du matériel militaire à l'Iran de l'ayatollah Khomeyni. Ils crurent longtemps habile de nourrir l'islamisme qui mettait, en Afghanistan, les troupes soviétiques dans une situation embarrassante. C'est par eux que fut armé, entraîné, Oussama Ben Laden. Ils devaient en payer les conséquences au prix fort.

Cette guerre a ceci de supérieur à la guerre ouverte qu'elle fait moins de victimes parmi les innocents, moins de dégâts collatéraux qu'un bombardement. Elle est en principe « *la bonne guerre, celle où l'on sait pourquoi l'on tue et qui l'on tue* » (Montherlant). C'est compter cependant sans les trahisons et les erreurs de jugement, sans les lâchetés, parfois, des politiques, sans les défaillances de la chaîne de commandement. Sans ces faiblesses humaines qui sont, à chaque instant, susceptibles de donner à la plus juste guerre un arrière-goût amer.

BIPOLAIRE En haut : en voiture à Moscou, en 1956. Dans les années 1950, les diplomates de l'ambassade américaine enregistraient les radiotéléphones des dirigeants soviétiques traversant la capitale russe dans leurs limousines. De 1945 à 1991, les Etats-Unis, l'URSS et leurs alliés respectifs forment deux blocs qui s'affrontent tant sur les valeurs idéologiques que sur les systèmes économiques qu'ils prônent.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

© REUTERS/LEAH MILLIS. © ERIC GARAULT/PASCOANCO. © LUIGI SPINA/AFP PHOTO/JEAN-MARIE POMPEI PRESS OFFICE. © PHOTO JOSEPH LEEMAGE

8 LA RÉVOLUTION POUR QUOI FAIRE ?

L'ÉMEUTE DES PARTISANS DE DONALD TRUMP À WASHINGTON
LE 6 JANVIER DERNIER NE FUT NI UN COUP D'ÉTAT NI UNE RÉVOLUTION.
DE LA PRISE DE LA BASTILLE À LA CRISE DU 13 MAI 1958, DÉCRYPTAGE
DE CE QUI FAIT L'UN OU L'AUTRE ET FONDE SON SUCCÈS OU SON ÉCHEC.

18

DE GAULLE AU BOUT DE LA NUIT QUE SERAIT DEVENU

DE GAULLE SI PÉTAIN ÉTAIT PASSÉ EN AFRIQUE DU NORD APRÈS
L'INVASION DE LA ZONE LIBRE PAR L'ARMÉE ALLEMANDE ? JEAN-MARIE
ROUART LIVRE UN ROMAN JUBILATOIRE QUI EST AUSSI UNE RÉFLEXION
SAVOUREUSE SUR L'HISTOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE.



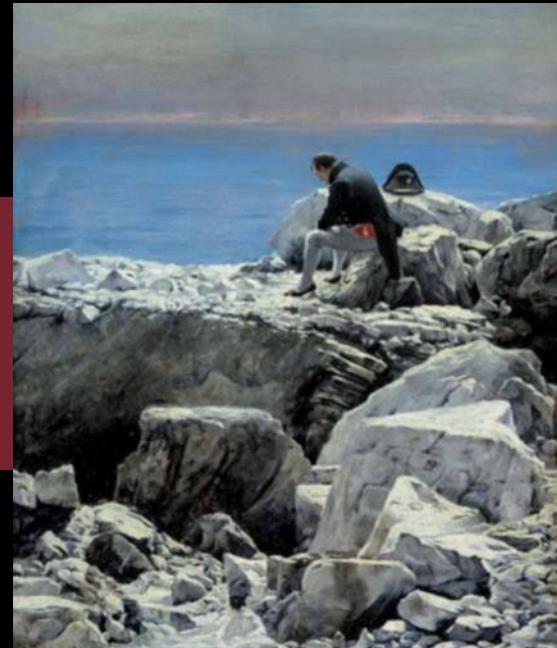


36

UN DERNIER VERRE À POMPÉI

DÉSORMAIS ENTIÈREMENT MIS AU JOUR, C'EST LE PLUS BEAU THERMOPOLIUM JAMAIS RETROUVÉ À POMPÉI. CE SNACK-BAR ANTIQUE, ENTIÈREMENT PEINT À FRESQUE, FOURMILLE D'INFORMATIONS SUR L'ALIMENTATION DANS LA CITÉ DISPARUE.

ET AUSSI
LA LIBERTÉ SUR LE FIL
L'EXIL ET LE ROYAUME
CÔTÉ LIVRES
LE TERMINAL DES PRÉTENTIEUX
POINT DE RILLETTES
POUR M. DE BALZAC



À L'AFFICHE
Par Patrice Gueniffey

La Révolution pour quoi faire ?

L'émeute des partisans de Donald Trump, le 6 janvier, a été dénoncée comme un coup d'Etat ou une tentative de révolution. Elle se contenta de singer l'un et l'autre.

Les vrais ressorts des « journées révolutionnaires » sont ailleurs.

Coup d'Etat ? Révolution ? Ce sont sans doute des mots trop forts pour décrire ce qui s'est passé à Washington le 6 janvier dernier. Plutôt le triste épilogue d'un naufrage provoqué par la contestation des résultats de l'élection présidentielle. Non que la fraude ait été impossible. Les élections américaines ne sont pas toujours transparentes : ni JFK ni George Bush Jr n'auraient été élus si les résultats n'avaient pas été falsifiés, mais en ces deux occasions, le vainqueur accepta sa défaite, sacrifiant ainsi son droit au respect de la Constitution. Donald Trump n'aura pas eu l'élégance qui eût, d'ailleurs, mieux réservé ses chances pour l'avenir. Une foule hétéroclite de défenseurs du deuxième amendement, d'ennemis du pouvoir fédéral et de comploteurs – il est vrai chauffés à blanc par quatre années d'attaques démocrates ininterrompues pour changer le résultat de l'élection de 2016 – auront accompagné la sortie de scène du président histrion. De là à parler de « révolution » ou de « tentative de coup d'Etat », c'est trop. Ceux qui ont envahi le Capitole étaient plus soucieux de se photographier pour immortaliser ce grand moment et l'afficher sur leur compte Twitter que de s'emparer d'un bâtiment emblématique de la capitale américaine.

Ces expressions appartiennent d'ailleurs davantage au lexique français qu'américain.



Certes, les manifestations du 6 janvier pourraient évoquer, de loin, la Boston Tea Party du 16 décembre 1773, lorsque les habitants des colonies britanniques d'Amérique jetèrent par-dessus bord des cargaisons de thé, en signe de protestation contre les exactions fiscales du gouvernement de Londres. La défense des libertés individuelles ou locales contre les empiétements et les abus du pouvoir fédéral est une vieille histoire en Amérique, et c'est encore la défense des droits des Etats qui préluda à l'affreuse

Loup y es-tu ? Page de droite : la manifestation du 6 janvier devant les bâtiments du Capitole à Washington.

Contestant le résultat de l'élection présidentielle, suspectée de fraude, les partisans de Donald Trump (ci-dessus, l'activiste Jake Angeli, « le loup de Yellowstone ») ont envahi le bâtiment.

Les démocrates ont aussitôt parlé de coup d'Etat et de révolution. L'émeute n'avait ni stratégie, ni chef, ni objectif déterminé. Elle s'est retournée contre Donald Trump accusé d'avoir encouragé les comportements factieux.

guerre de Sécession. On n'aura pas la cruauté, cependant, de comparer aux « Fils de la Liberté » de 1773 les énergumènes du 6 janvier. Les premiers fondaient une nation, les seconds illustrent sa décomposition. Plutôt que de coup d'Etat, de putsch ou de révolution, c'est de guerre civile qu'il faudrait parler : elle dure depuis maintenant quatre ans et, certainement, la responsabilité en est largement partagée.

TECHNIQUE DU COUP D'ÉTAT

Ecartons l'hypothèse du coup d'Etat. Comme la France, les Etats-Unis n'ont jamais été propices aux pronunciamientos. On soupçonna bien le général MacArthur de vouloir jouer les Césars, et peut-être y songea-t-il, mais cela n'allait pas plus loin. La Constitution de 1787 est semblable à une arche sacrée outre-Atlantique. Nous, Français, n'avons pas un aussi grand respect pour nos institutions ; néanmoins, l'idée de la prééminence de l'autorité civile sur l'élément militaire s'est si bien acclimatée que nos soldats ont rarement caressé l'idée de s'emparer du pouvoir. Il fallut la Révolution et ses troubles pour que quelques-uns d'entre eux se décident à franchir le Rubicon. Mal leur en prit : La Fayette comme Dumouriez, dont l'intention était seulement de briser le mouvement populaire parisien afin de mettre un terme à l'anarchie, durent l'un et l'autre prendre leurs jambes à leur cou. Non seulement leurs propres soldats ne les suivirent pas, mais ils leur tirèrent dessus.

Les militaires de l'Ancien Régime s'étaient divisés en deux camps : les uns s'étaient mis au service de la République et lui avaient obéi, même sous la Terreur où de nombreux généraux furent emprisonnés et exécutés ; les autres avaient quitté leurs fonctions, à l'image de la plupart des officiers de la Royale, qui refusaient de repudier le serment prêté au roi. On connaît, un siècle plus tard, la mésaventure du général Boulanger qui, élu député de la Seine, crut pouvoir triompher du gouvernement par les urnes. Il refusa de se prêter au coup d'Etat proposé par Déroulède, le chef de la Ligue des patriotes, et plusieurs députés bonapartistes. Triste aventure, qui se termina par un suicide, mais Boulanger avait vu juste : la République, même malade des





COUPS D'ÉCLAT Heurs et malheurs des coups d'Etat : à gauche, *Coup d'Etat du 18 Brumaire*, par François Bouchot, 1840 (Versailles, musée du Château). Après deux jours de tentatives infructueuses pour donner un caractère légal à sa prise de pouvoir, Bonaparte avait fait chasser les députés réunis dans l'orangerie du château de Saint-Cloud par les grenadiers de Murat. Le coup d'Etat donnera à la France quatorze ans de stabilité après le chaos consécutif à la secousse révolutionnaire. À gauche : l'échec de Déroulède (extrait du *Petit Journal*, 12 mars 1899). A l'issue de l'enterrement de Félix Faure, le 23 février 1899, il avait pris la bride du cheval du général Roget pour entraîner la troupe à l'Elysée. Il finit derrière les barreaux.

« affaires », n'était pas à la merci d'un assaut. Déroulède récidiva pourtant dix ans plus tard et essuya un nouvel échec. L'atmosphère, alors empoisonnée par l'affaire Dreyfus, était à la farce puisque ce 23 février 1899 on enterrait Félix Faure, mort d'avoir « trop sacrifié à Vénus », comme on disait à l'époque. Déroulède avait tenté de détourner vers l'Elysée les troupes du général Roget qui escortaient le convoi funèbre. La plupart de ses partisans ayant préféré la prudence au sacrifice héroïque, il finit derrière les barreaux.

Il faudra attendre soixante ans pour qu'une nouvelle – et dernière – tentative de coup d'Etat ait lieu, cette fois à Alger. Le « quartieron de généraux à la retraite » qui fit illusion quelques jours et donna à De Gaulle l'occasion d'une déclaration télévisée mémorable n'était pourtant pas, comme on l'a dit, médiocre. Tous les quatre pouvaient se prévaloir de brillants états de service militaires et, s'ils échouèrent, c'est moins parce qu'ils étaient incomptents – les guerres de décolonisation avaient introduit dans l'armée française des idées de « guerre révolutionnaire » qui devaient ensuite être acclimatées sous d'autres latitudes – que parce que la masse de l'armée (les appelés du contingent singulièrement) demeura loyale et qu'il s'agissait d'une révolte désespérée et privée de réelles perspectives politiques. Les Français en avaient souffert de l'Algérie, des pieds-noirs et des Arabes, et aspiraient à jouir en

paix du confort moderne qui, quinze ans après la Libération, s'offrait enfin à eux.

Si l'Amérique latine se fit une spécialité des coups d'Etat, c'est que les armées y étaient, bien plus que les Etats inconsistants dont, en théorie, elles recevaient leurs instructions, un symbole fort de la nation. L'armée ne pouvait prétendre à ce statut en France où l'Etat lui-même, royal puis républicain, s'était imposé au fil des siècles comme l'incarnation de la nation.

QUAND LES COUPS D'ÉTAT RÉUSSISSENT

On objectera que la chute du Directoire en brumaire an VIII et celle de la IV^e République en 1958 démentent cette histoire puisque, dans les deux cas, le régime en place fut renversé à l'issue de ce qui ressemble beaucoup à un coup d'Etat.

En effet, l'armée ne fut pas absente en Brumaire et, si on la vit peu, elle joua un rôle décisif. Ce sont les grenadiers de Murat qui, après deux jours de lenteurs destinées à donner à l'opération une apparence aussi civile que possible, chassèrent les députés réunis dans l'orangerie du château de Saint-Cloud et précipitèrent la chute de la République directoriale.

Si, le 13 mai 1958, l'armée d'Alger emboîta le pas des manifestants qui s'étaient emparés du siège du Gouvernement général et réclamaient plus ou moins spontanément le retour de De Gaulle, néanmoins la peur qui s'empara de la classe politique compta pour beaucoup dans le dénouement rapide et pacifique de la crise. Les conjurés – gaullistes mais pas seulement – envisageaient, dit-on, d'aller plus loin si Paris faisait la sourde oreille. Des parachutistes sautèrent sur la Corse,





D'UN COUP
D'ÉTAT L'AUTRE
Ci-contre :
le 13 mai 1958,
la foule s'empare
du Gouvernement
général à Alger et y
propulse les généraux
Salan et Massu, qui en
appellent au général
De Gaulle. Des agents
gaullistes s'étaient
rendus sur place
pour détourner vers
l'homme du 18 Juin
la colère des pieds-
noirs. Moins heureux
que De Gaulle,
les généraux Zeller,
Jouhaud, Salan
et Challe (page de
gauche, en bas,
de gauche à droite)
échoueront dans leur
coup de force destiné
à faire obstacle à sa
politique algérienne.

à titre d'avertissement, mais ils n'eurent pas à marcher sur le Palais-Bourbon. Les Chambres investirent le général De Gaulle nouveau président du Conseil, tout en sachant que, par ce vote, elles enterraient le régime fondé en 1946.

Peut-être les choses eussent-elles mal tourné s'il s'était agi de complots ourdis à l'extérieur de l'appareil d'Etat et dirigé contre lui. Mais en 1799 comme en 1958, une fraction plus ou moins large du personnel dirigeant et jusqu'aux plus hautes autorités de l'Etat étaient, sinon parties prenantes de l'opération, du moins au courant et favorables à son succès. Bonaparte pouvait compter sur le soutien d'une des deux Chambres et sur l'appui de trois des cinq Directeurs qui faisaient collectivement office de président de la République. Ce coup d'Etat singulier fut donc le fait d'une partie de l'Etat contre l'autre. En 1958, De Gaulle aussi savait pouvoir compter sur l'appui, au moins *ex post facto*, d'un certain nombre de dirigeants de la IV^e République, à commencer par le premier d'entre eux, le président

René Coty, et il ne lui fallut guère déployer d'efforts pour se concilier les bonnes grâces du socialiste Guy Mollet. Tous étaient en quête d'une solution au problème algérien, et tous savaient que le régime en place ne trouverait pas en 1958 la solution qu'il n'avait pas trouvée depuis 1954, et que, l'eût-il trouvée, jamais il n'aurait le courage nécessaire pour l'imposer.

C'était la même chose en 1799 : la République s'écroulait sous le poids des difficultés intérieures et des menaces extérieures. Elle titubait d'échec électoral en échec électoral, ne se maintenant, chaque fois plus fragile, qu'en épurant les majorités hostiles choisies par un corps électoral fatigué de la Révolution. Les Français de 1799, comme ceux de 1958, aspiraient à la paix, à l'ordre et au repos. De plus, les institutions en place n'offraient aucun moyen de remédier légalement aux difficultés.

Parler de coup d'Etat ne relève-t-il pas, dès lors, d'une conception étiquetée de la légalité ? Si coup d'Etat il y eut, alors ce serait selon la définition qu'au XVII^e siècle Gabriel Naudé en donnait dans ses *Considérations*

politiques sur les coups d'Etat : « Des actions hardies et extraordinaires que les princes sont contraints d'exécuter aux affaires difficiles et comme désespérées, contre le droit commun, sans garder même aucun ordre ni forme de justice, hasardant l'intérêt du particulier, pour le bien du public. »

Ne pourrait-on, du reste, appliquer aussi cette définition au 2 décembre 1851 ? Le « coup » perpétré par Louis-Napoléon Bonaparte a depuis fourni le modèle-type du coup d'Etat. Mais cette réforme violente d'une constitution – celle de 1848 –, qui interdisait la réélection du président de la République, n'avait-elle pas été déclenchée par le premier responsable de l'Etat, ici encore avec l'appui d'un nombre important de responsables de premier plan et le soutien d'une large partie de l'opinion, comme la suite allait en apporter la preuve ? Si la France a connu bien des coups de force, du 18 brumaire au 13 mai en passant par le 2 décembre, jamais l'armée n'y est intervenue pour imposer sa loi ou ses hommes contre le sentiment de l'opinion.



LES JOURNÉES RÉVOLUTIONNAIRES

Pauvre en coups d'Etat, l'histoire de France est en revanche prodigue en révoltes et « journées ». Leur fréquence est en relation directe avec la faiblesse de nos institutions depuis 1789, sauf parenthèse exceptionnelle (1800-1814 et 1958-1986). Quarante-deux années de stabilité en plus de deux siècles, qui dit mieux ?

La raison est connue. Il faut revenir à la Révolution française. On ne peut dire, bien sûr, qu'en déclarant le peuple souverain et source de toute autorité comme de toute légitimité elle condamnait nécessairement le pays à l'instabilité. Après tout, le « *We, the People* » américain a conforté la

Constitution de 1787, car nulle part il n'a jamais été dit que le titulaire de la souveraineté conservait la faculté d'en faire usage. La souveraineté est un principe de légitimité, non une autorisation donnée au peuple d'agir partout et tout le temps.

C'est un événement fortuit qui a provoqué la catastrophe. En 1791, après trois années d'après débats, l'Assemblée constituante avait accouché d'une constitution. Moins d'un an plus tard, celle-ci se voyait renversée par la violence – en même temps que le trône – au nom de la volonté

inalienable du peuple. La leçon était claire : la volonté du peuple reste supérieure au droit, même édicté au nom du peuple souverain. Refonder la légalité devenait dès lors une tâche impossible, puisque la nouvelle constitution pourrait être renversée comme la précédente au nom de la volonté (supposée) du peuple souverain. Et c'est ce qui s'est passé. La culbute des constitutions n'a plus cessé. N'est-ce pas encore l'idée sous-jacente à l'absurde revendication de faire du référendum d'initiative citoyenne le ressort principal de la législation ?

L'ÉMEUTE LÉGITIMÉE En haut : *Prise du palais des Tuileries, le 10 août 1792*, par Jacques Bertaux, 1793 (Versailles, musée du Château). Elle déboucha sur le renversement de la royauté, car, impressionnée par le massacre des Suisses, la faible Assemblée législative suspendit Louis XVI de ses fonctions et livra la famille royale à la Commune insurrectionnelle de peur de subir la violence populaire. En fondant le nouveau régime sur le succès de l'émeute, elle fragilisait à l'avance tous ceux qui se sont succédé depuis. Ci-contre : les combats de la rue Soufflot (ici, par Horace Vernet, 1849, Berlin, Deutsches Historisches Museum) lors de la révolution de 1848, qui devait déboucher sur le renversement de Louis-Philippe.



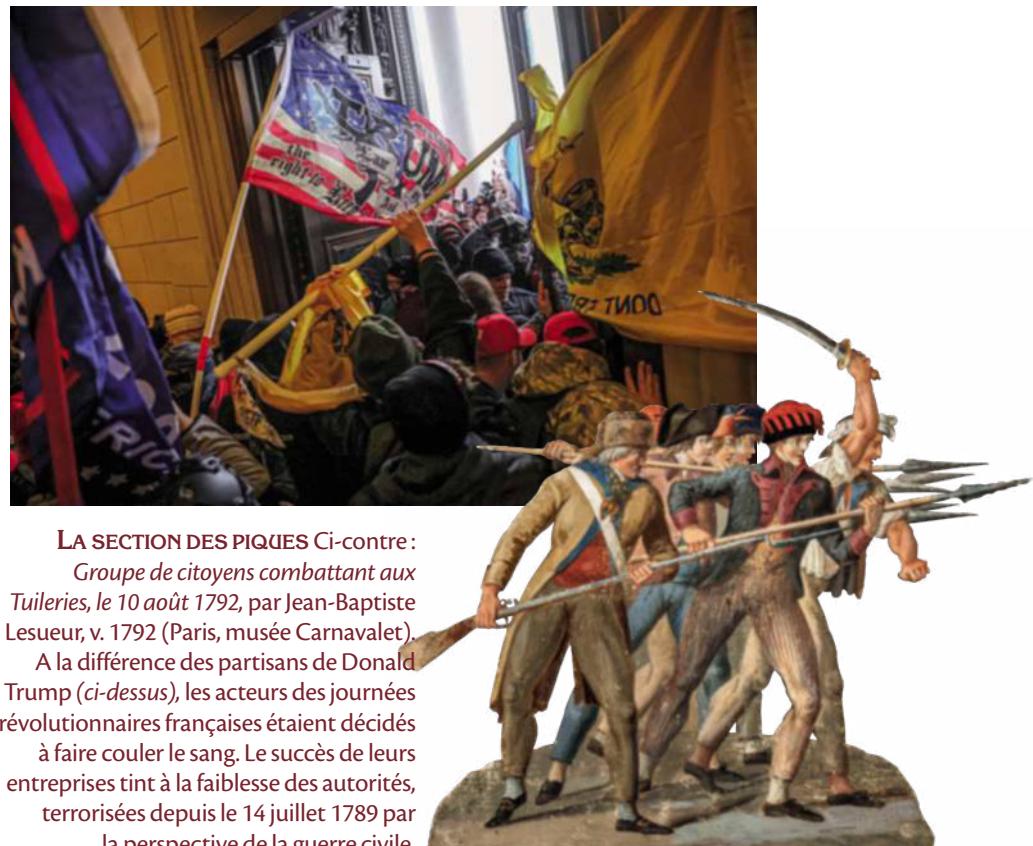
Qu'on en juge : après le 10 août 1792 vinrent les Journées de septembre, au cours desquelles le peuple « souverain » se fit justice en massacrant les détenus des prisons, puis le 10 mars 1793 pour exiger le prompt jugement des coupables, trois mois plus tard, les « Journées » des 31 mai et 2 juin visant à jeter les Girondins par-dessus bord, enfin les 4 et 5 septembre pour exiger des mesures de Terreur. On ne retient ici que les principaux épisodes. Du 14 juillet 1789 au 10 août 1792, le roi est la cible ; en 1793, c'est la Convention, accusée de trahir la Révolution, et même le Comité de salut public, soupçonné de faiblesse dans la lutte contre les ennemis du peuple. Le 9 Thermidor, c'est la Convention qui fait à son tour « sa » révolution, cette fois contre ses comités et contre le Paris sans-culotte, et qui en confirme les résultats lorsque en 1795 elle écrase, outre les deux dernières grandes « journées révolutionnaires » des 12 germinal et 1^{er} prairial (1^{er} avril et 20 mai), l'insurrection royaliste du 13 vendémiaire (5 octobre).

L'histoire ne s'arrête pas là. Charles X succombe en 1830 à trois nouvelles « Journées », et Louis-Philippe en février 1848 face aux émeutiers, tandis que le Second Empire disparaît sans gloire après l'humiliante défaite de Sedan et une nouvelle « Journée », celle du 4 septembre.

La dernière grande journée de l'histoire française contemporaine est le fait de la droite. Le 6 février 1934, les Ligues tentent de prendre d'assaut le Palais-Bourbon. Peut-être faudrait-il ajouter la manifestation du 1^{er} décembre 2018, qui vit le sac de l'Arc de triomphe, sur laquelle flotta assurément un parfum de journée révolutionnaire, avec sa mythologie – la marche sur l'Élysée – et ses images de barricades. Rejouait-on les scènes de 1830 ou celles de 1848 ? Elles sont, inconsciemment, dans toutes les têtes. N'est-ce pas ces mêmes souvenirs qui inspirèrent les émeutiers du 10 ou du 24 mai 1968, eux qui, avec les mots de Lénine et de Mao, s'inspiraient en fait d'un répertoire bien français ?

CE QUE C'EST QU'UNE RÉVOLUTION

Il n'y a pas de « journée révolutionnaire-type ». Chacune emprunte aux circonstances les traits qui vont l'inscrire dans l'histoire. Mais on peut tout de même en dégager



LA SECTION DES PIQUES

Ci-contre : *Groupe de citoyens combattant aux Tuileries, le 10 août 1792*, par Jean-Baptiste Lesueur, v. 1792 (Paris, musée Carnavalet).

A la différence des partisans de Donald Trump (*ci-dessus*), les acteurs des journées révolutionnaires françaises étaient décidés à faire couler le sang. Le succès de leurs entreprises tint à la faiblesse des autorités, terrorisées depuis le 14 juillet 1789 par la perspective de la guerre civile.

quelques caractères qui, tous, renvoient à la Révolution française.

Toujours la foule, ou plutôt l'illusion du nombre, car jamais aucune de ces Journées n'a vu plus de quelques milliers de personnes descendre dans la rue. Une étude précise des événements est souvent éloquente : combien étaient les 100 000 manifestants supposés encercler la Convention pour réclamer la tête des Girondins ? Moins de 5 000, et Marat, le héros du jour, paradait suivi d'une bande de gamins des rues. La foule est un élément rhétorique, un mythe inséparable de la révolution. Même réduite à la portion congrue, elle est « le peuple ».

Après la foule, la spontanéité. Même l'insurrection du 14 juillet inspire des doutes à cet égard ; même les Journées de juin 1848, qui virent les ouvriers parisiens affronter la Garde nationale. Les insurrections qui émaillent le cours de la Révolution française ont toutes fait l'objet d'une préparation soigneuse, la plupart d'entre elles étant même annoncées. L'attaque des Tuileries en août 1792, celle de la Convention en juin 1793 ou l'affrontement entre la Convention et les robespierristes ne surprisent personne. Discours, motions, articles de journaux attestent tous de

l'imminence de l'attaque. La légende révolutionnaire n'aime pas l'idée de la préméditation. On le comprend, puisque la légende en sort un peu écornée. Augustin Cochin avait choqué en évoquant les tireurs de ficelles lors de l'élection de 1789 aux états généraux. On ne sait pas toujours qui ils sont car, dans l'ombre des tribuns et des chefs de factions, il y a les obscurs, tous ceux qui, à défaut de recueillir le bénéfice de ces « journées », savent les préparer.

Il y a deux raisons principales à la multiplication des journées insurrectionnelles de 1789 à 1870. La première tient à la faiblesse intrinsèque du « parti » favorable à la révolution. Si un référendum avait été organisé en 1789, en 1792, en 1830, en 1848 et en 1870, le résultat n'aurait fait aucun doute. Les Français étaient-ils républicains en 1792 ? Souhaitaient-ils revivre les troubles de la Révolution française en 1830 ou en 1848 ? L'évolution conservatrice de la monarchie de Juillet les rassura et, en 1848, ils firent un héros de Cavaignac, qui avait écrasé dans le sang la révolte des ouvriers parisiens. C'est moins l'armée que la « peur des rouges » qui assura la victoire de Louis-Napoléon Bonaparte en 1851. Les Français souhaitaient-ils, pareillement, la chute du



ROMANTISME RÉVOLUTIONNAIRE

Ci-contre et en bas : la place de la Concorde, le 6 février 1934, et les Gilets jaunes sur les Champs-Elysées, en décembre 2018. La récurrence des journées révolutionnaires tient à la persistance du mythe romantique que Delacroix a immortalisé (*page de droite, détail de La Liberté guidant le peuple, 1830, Paris, musée du Louvre*). Mais le pouvoir ne tient pas à un lieu qu'il suffirait de prendre. Sa stabilité dépend essentiellement du loyalisme des forces de l'ordre et de la volonté de les utiliser, partant, du sentiment de sa légitimité.



en sursis. Contestée dans les clubs de la capitale, menacée par le public des tribunes, elle vivait sous la menace. Terrorisée, le 10 août, par le massacre impitoyable des soldats suisses, elle suspendit Louis XVI de ses fonctions avant de livrer la famille royale à la Commune insurrectionnelle qui avait pris le pouvoir dans la capitale.

Le supplice de Louis XVI, le 21 janvier 1793, tua en même temps que le roi la mystique de la royauté. Aucun de ceux qui s'assirent sur le trône après 1814 ne put restaurer la légitimité de l'antique monarchie. C'en était fini de son caractère sacré. Ni Louis XVI, ni Charles X, ni Louis-Philippe ne se sentirent la force, ni même peut-être le droit, de se défendre. Les hésitations de la troupe, voire sa défection comme en 1789, ne firent que consacrer une défaillance de légitimité.

LA FIN DU CYCLE RÉVOLUTIONNAIRE

Mais ensuite, tout changea, et l'histoire des journées révolutionnaires se referma. La République rétablie à partir de 1870 ne cessa, malgré les crises, les scandales, les affaires, en dépit d'une politique qui parfois dressait les Français les uns contre les autres, de s'affermir, scrutin après scrutin. Plus elle durait, plus l'hypothèse d'une contre-révolution ou d'une restauration bonapartiste devenait chimérique. La République nouvelle se réclamait, certes, de la « Grande Révolution », mais elle sut ne pas assumer l'ensemble de l'héritage : 1789 plutôt que 1793, et s'il fallait se réclamer de 1793, alors Danton plutôt que Robespierre. Elle y gagna en respectabilité. Surtout, elle prouva par la répression de la Commune – aussi affreuse que nécessaire – qu'elle aussi pouvait devenir « parti de l'ordre ». Elle avait l'autorité, la légitimité

Second Empire dont ils venaient, par leurs votes, de plébisciter les réformes libérales ? La révolution est l'affaire de minorités dont la violence est d'autant plus nécessaire qu'elles n'ont aucune chance de gagner le soutien d'une majorité de citoyens. Les massacres de septembre 1792 ne furent-ils pas perpétrés au moment de la nomination des députés à la Convention, afin de terroriser les électeurs et d'éviter aux jacobins une défaite annoncée dans les urnes ?

Il y a une seconde raison : chaque fois qu'une journée a été couronnée de succès, ce fut moins en raison de la puissance des émeutiers que de la faiblesse du pouvoir. Louis XVI refusa de donner l'ordre d'ouvrir le feu sur les assaillants le 10 août 1792.

On connaît le mot de Bonaparte : « *Quel couillon !* » Charles X prit la route de l'exil sans avoir vraiment combattu, et Louis-Philippe fit de même en 1848. En 1870, le régime n'avait plus de défenseurs et l'empereur était prisonnier des Prussiens. La légitimité des uns et des autres était si faible, si diminuée, qu'ils ne pouvaient que se soumettre.

En 1792, l'Assemblée législative ne se portait pas mieux que le roi. Louis XVI avait laissé échapper sa couronne en convoquant les états généraux, autrement dit en déclarant qu'il s'en remettait à la nation pour trouver une solution à la crise des finances publiques. Mais la représentation nationale élue en 1791 se sentait elle-même

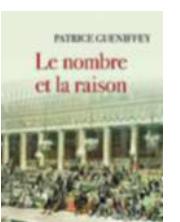
suffisantes pour se défendre et – souvenons-nous de Clemenceau, plus tard de Jules Moch lors des grèves insurrectionnelles de 1947 – elle sut se défendre, quoi qu'il en coûte. Les émeutiers du 6 février 1934 s'approchèrent du Palais-Bourbon mais ne parvinrent pas à s'en emparer. Du reste, comme ceux qui, le 6 janvier dernier, envahirent le Capitole, qu'auraient-ils fait une fois dans la place ? Qu'auraient fait les Gilets jaunes du palais de l'Elysée ?

La mythologie de la révolution et de l'insurrection n'est pas morte. Elle fait partie de notre inconscient collectif et quelques politiciens médiocres, du côté de La France insoumise, y trouvent l'inspiration. Mais l'histoire des révoltes est tout autre chose. Du reste, les Gilets jaunes réclamaient justice comme les Jacques de l'ancienne France, non le changement du régime.

Il était facile de s'emparer de l'Etat en 1792, 1830, 1848 et encore en 1870. Il suffisait de prendre le contrôle de ses symboles. Le gouvernement des nations modernes n'a plus cette simplicité. Ni la prise de l'Elysée ou du Palais-Bourbon ni celle du Capitole ne suffiraient à renverser l'Etat. ↗

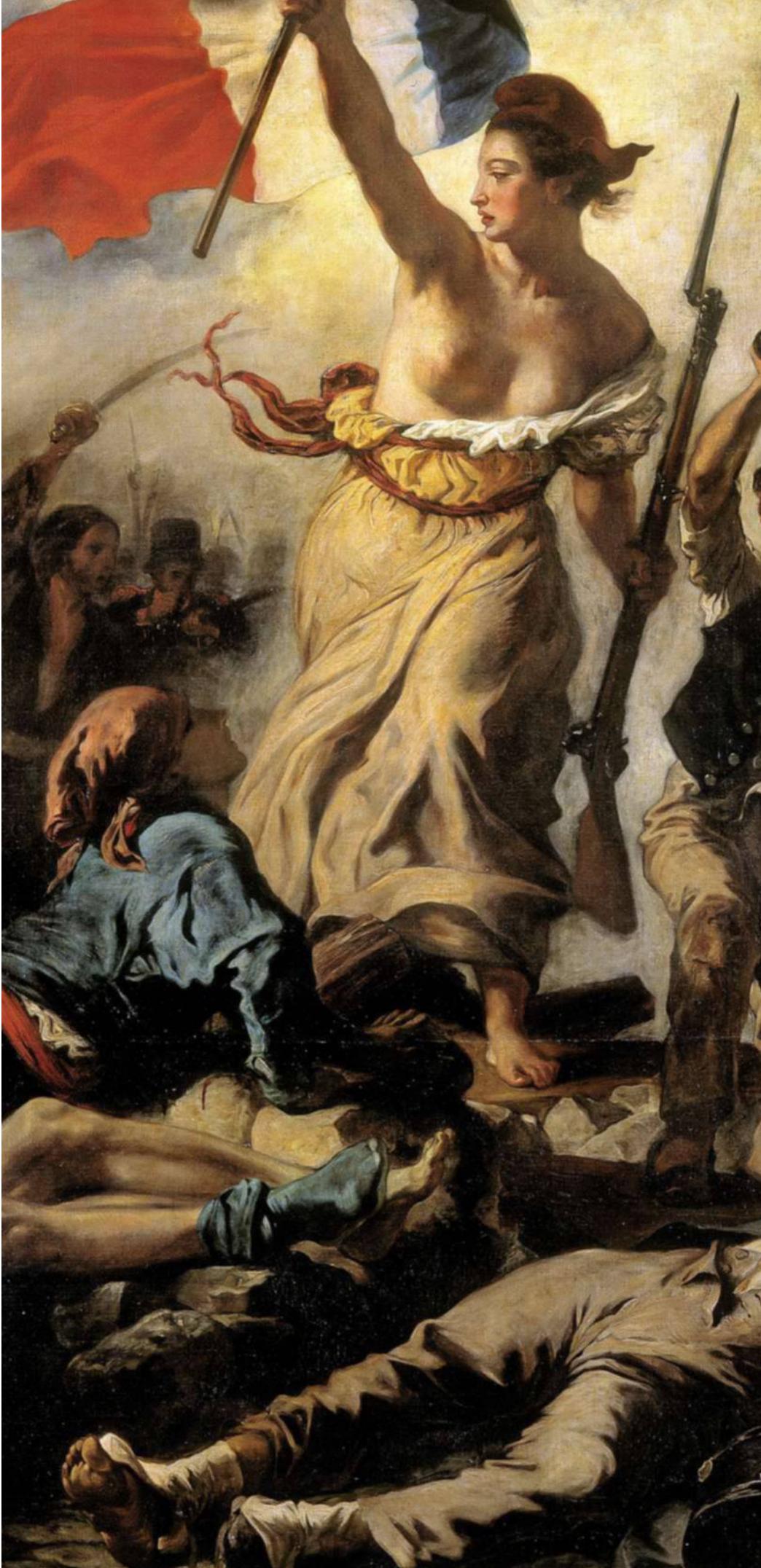
Professeur à l'EHESS, Patrice Gueniffey est spécialiste de l'histoire de la Révolution et de l'Empire.

À LIRE de Patrice Gueniffey



*Le Nombre
et la Raison*,
Editions du Cerf,
588 pages, 24 €.

*Révolutions
françaises,
du Moyen Age
à nos jours*
(dir. avec François-
Guillaume Lorrain),
Perrin/Le Point,
400 pages, 21 €.





© DR.

LA LIBERTÉ SUR LE FIL

Le bannissement de Donald Trump sur Twitter invite à repenser les garanties que donne la loi de 1881 à la liberté de la presse à l'heure des réseaux sociaux.

Les images inouïes du 6 janvier dernier resteront à jamais dans l'imaginaire collectif : un manifestant coiffé de cornes de bison occupant la tribune de la Chambre des représentants ou un autre posant, avantageux, les pieds sur le bureau de Nancy Pelosi. Moins visibles, les décisions unilatérales de Twitter et de Facebook de bannir à titre de sanction Donald Trump de leurs réseaux sont au moins aussi importantes que cette irruption délirante de la foule dans l'enceinte du pouvoir législatif aux Etats-Unis. Au-delà de l'intérêt bien compris que représente pour les sociétés en question le fait de fermer le compte du perdant au moment où les Gafam sont sous le coup de procédures antitrust et ont tout intérêt à se concilier les bonnes grâces de Joe Biden ; au-delà, également, de l'hypocrisie qui affleure dans le comportement de dirigeants qui n'ont jamais songé à fermer le compte de l'ayatollah Khamenei, guide de la révolution iranienne, et laissent libre cours aux propos incendiaires du président Erdogan ou à ceux de l'ancien Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad qui appelait récemment à « *tuer des millions de Français* » – seul le tweet fut retiré –, ces mesures interrogent l'avenir de la liberté d'expression.

La question se pose aux Etats-Unis bien sûr, mais en réalité dans le monde entier, car Twitter se trouve, de fait, dans une situation de quasi-monopole des flux d'informations instantanées. La situation est d'autant plus sérieuse que les autres réseaux sociaux, Facebook ou YouTube, lui ont emboîté le pas et que les plateformes des géants du numérique comme Apple Store ou Google ont supprimé de leurs services le modeste réseau alternatif Parler. Il est donc essentiel de relire ces événements à la lueur de la lente et difficile conquête de la liberté d'expression.

En France, la célèbrissime loi de 1881 a posé trois règles intangibles : la liberté comme principe, le juge comme censeur des exceptions, la procédure comme garant des libertés.

Le principe de la liberté d'opinion et d'expression avait été, en 1789, l'œuvre de l'Assemblée constituante. Faisant suite au bouillonement intellectuel des Lumières, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 proclame : « *La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.* »

Comme ce fut fréquemment le cas, la Révolution s'empressa cependant de fouler elle-même aux pieds les libertés proclamées.

Tout devient rapidement abus. La censure qui était censée rester l'exception est bien plutôt la règle. Dès le 22 août 1791, la loi Thouriet multiplie ainsi les délits de presse : provocation à la désobéissance aux lois, à la résistance aux pouvoirs publics, calomnie contre les fonctionnaires publics. Le processus révolutionnaire n'entend pas être freiné par les principes qu'il a imprudemment approuvés : le 12 août 1792, deux jours après l'émeute qui a provoqué le renversement de la royauté, le Conseil général de la Commune de Paris arrête que « *les empoisonneurs de l'opinion publique, tels que les auteurs de divers journaux contre-révolutionnaires, seront arrêtés* ». La loi Lamarque du 29 mars 1793 dispose que « *tout journaliste ou auteur favorable au retour de la royauté ou à la dissolution de la Convention nationale sera traduit devant le Tribunal révolutionnaire* ». Pas de liberté pour les ennemis de la liberté. Et la guillotine pour sanction ! Si le 9 Thermidor et le Directoire mettent fin au contrôle sanglant de la presse, la situation ne s'améliore pas sous l'Empire. Dès 1800, la plupart des journaux parisiens sont supprimés. Soixante en 1799, ils ne seront que quatre en 1811, étroitement surveillés par le ministre de la Police. Certains journaux comme *Le Moniteur universel* ou *le Bulletin de la Grande Armée* deviennent les organes officiels du régime.

Le XIX^e siècle sera celui de la conquête progressive de la liberté de la presse, marquée par un subtil jeu du chat et de la souris entre les pouvoirs publics et les journaux. La Restauration se montre plutôt libérale avec la loi de Serre de 1819 et le ministère Martignac, qui suppriment le régime de l'autorisation préalable à la création d'un journal. C'est en grande partie son rétablissement par les ordonnances Polignac de juillet 1830 qui déclenche la révolution de 1830. Une fois arrivés aux affaires, les orléanistes demeurent pourtant eux-mêmes frileux : à l'autorisation préalable, ils substituent en effet un cautionnement élevé pour tout lancement d'un organe de presse ; ils créent en outre un délit de presse pour atteinte à la sûreté de l'Etat et instituent un contrôle préalable des caricatures. Après avoir proclamé le principe de la liberté, la II^e République reprend elle aussi la main après les journées de Juin : rétablissement du cautionnement qu'elle avait supprimé – « *Silence aux pauvres !* » s'écriera Lamennais –, création de nouveaux délits de presse – contre l'Assemblée, les institutions, la propriété. Le Second Empire ne relâche que très progressivement les contraintes fortes qu'il a ajoutées. Rétablie en 1852, l'autorisation préalable n'est supprimée qu'en 1868. Plus de soixante journaux naissent en l'espace de deux ans.

MUSELÉE Ci-contre : *Descente dans les ateliers de la liberté de la presse*, par Grandville et Desperet, 1833. Cette caricature dénonce, à travers le geste brutal de l'homme qui veut faire taire l'ouvrière et les ciseaux brandis par le personnage de gauche, la censure qui pouvait sévir sous Louis-Philippe.



C'est la loi du 29 juillet 1881 sur la presse qui marque cependant la vraie rupture. Elle pose le principe de la liberté. Ni autorisation ni cautionnement. Elle supprime les délits d'outrage au régime. Seuls peuvent être poursuivis les provocations aux crimes et aux délits suivies d'effet, l'incitation à la désobéissance des militaires ou l'offense au chef de l'Etat. S'agissant des particuliers ou des fonctionnaires, ils sont protégés par le délit d'injure ou de diffamation. Cette dernière, définie comme « *l'allégation d'un fait contraire à l'honneur où à la considération* », peut être justifiée par l'auteur des propos incriminés en invoquant « *l'exception de vérité* » – les faits sont avérés – ou « *l'exception de bonne foi* » – l'enquête a été suffisamment approfondie et conduite sans intention de nuire. Pour assurer son efficience, la loi est encadrée par un régime jurisprudentiel strict : courte prescription de trois mois, obligations de notification à parquet... Enfin, *last but not least*, c'est au juge judiciaire, garant des libertés individuelles, de traiter l'ensemble du contentieux.

Certes adaptée depuis à l'air du temps – introduction du délit d'injure raciste ou d'incitation à la discrimination en 1972, instauration de la loi Gayssot sur le révisionnisme historique en 1990, abolition de l'offense au chef de l'Etat en 2013 –, la loi de 1881 est toujours en vigueur aujourd'hui, enrichie d'une abondante jurisprudence qui a exclu, hors injure ou diffamation, toute réparation du préjudice que l'expression d'une opinion aurait pu constituer. C'est en son nom que la justice a toujours refusé de censurer, par exemple, les caricatures religieuses, qu'elles visent le christianisme ou l'islam. C'est en son nom aussi que nos élites ont, sans toujours approuver le contenu de ce qui y était publié, unanimement proclamé : « *Je suis Charlie !* »

C'est cet édifice que la décision de Twitter de bannir le président Trump vient directement percuter. Prise sur le sol américain, par une entreprise américaine, elle a des conséquences directes sur le droit à l'information des Français puisque, à l'heure de la mondialisation, nos compatriotes ont comme les autres les yeux rivés sur les réseaux sociaux que dirigent les Gafam et qui exercent sur l'opinion une influence au moins aussi décisive (ou plus) que les journaux. A la décision d'un juge, motivée avec soin, succède ici l'arbitraire d'un opérateur privé.

On objectera qu'il ne s'agit pas d'une censure d'Etat, puisque les réseaux sociaux sont des entreprises et que leurs relations avec les utilisateurs sont des relations contractuelles. Il serait donc légitime de les laisser faire ce qu'ils veulent, comme le directeur de la publication d'un journal décide de ce qu'il entend, ou non, publier. L'argument est doublement fallacieux.

D'une part, il existe un ordre public qui prohibe certaines stipulations contractuelles comme nulles de plein droit : le corps humain est hors commerce ; les pactes sur succession future sont interdits ; le prêt usuraire est sanctionné... pour ne citer que quelques exemples. Le législateur peut donc parfaitement réguler le contenu des contrats entre personnes privées.

D'autre part, Twitter se trouve en situation de quasi-monopole. Or au long de son histoire, même le plus libéral des pays, les Etats-Unis, a reconnu, depuis 1890, le caractère inacceptable des monopoles ou des ententes dominantes au regard du bien commun et © n'a pas hésité, parfois, à les démanteler.

L'argument fait en outre litière du poids du politiquement correct. On sait son rôle aux Etats-Unis, remarquablement mis en lumière par *La Tache*, le best-seller de Philip Roth publié en 2000, et formidablement analysé dans l'essai qu'il lui a consacré (*L'Empire du politiquement correct*) par Mathieu Bock-Côté. Le droit permet de tout dire, mais la contestation des bienfaits de la « *société diversitaire* », du féminisme outrancier ou de la théorie du genre peut conduire à la relégation professionnelle et à la mort sociale. L'émergence aux Etats-Unis de la *cancel culture*, ce désir mortifère d'abolir des pans entiers de notre culture selon les critères d'un néo-antiracisme qui postule que le « *mâle blanc* » est par essence coupable, en a encore récemment donné l'illustration, conduisant au suicide un professeur de Caroline du Nord désigné à la vindicte.

Répandus sur toute la planète avec un modèle économique largement fondé sur la publicité, qui ne peut dès lors leur permettre de déplaire aux élites *mainstream*, les réseaux sociaux pourraient faire peser, s'ils se font les arbitres de ce qui s'y dit, la menace d'une pensée unique et d'une épuration des esprits qui n'a rien de théorique.

Sur un sujet aussi crucial que la liberté d'expression, le cumul d'un monopole de fait, d'une idéologie dominante et de l'absence de tout contrôle des entraves à la liberté d'expression par un juge invite à regarder en arrière. A se rappeler que la liberté de la presse a été une conquête, avec le juge pour arbitre des limitations nécessaires. A se rappeler aussi que les monopoles ne peuvent se substituer aux Etats, c'est-à-dire au corps politique des citoyens et des lois qu'ils édictent. Au cours de leur histoire, les Etats-Unis en ont pris acte. L'Europe continentale aussi.

La France a mis un siècle à mettre au point une législation qui respecte les libertés mais en sanctionne les abus. Aujourd'hui, elle doit l'adapter aux défis de l'extraterritorialité, de l'instantanéité et de la toute-puissance des Gafam. L'écueil à éviter est celui de la précipitation, comme la vie parlementaire vient de le montrer avec la loi Avia votée en 2020. Pleine de bonnes intentions – lutter contre les contenus haineux sur Internet –, elle confiait aux opérateurs le soin de filtrer eux-mêmes les contenus litigieux. En clair, vu les volumes échangés, à des algorithmes... Le Conseil constitutionnel en a heureusement censuré la plus grande partie en rappelant un principe : toute censure suppose l'intervention d'un juge judiciaire garant des libertés individuelles au titre de l'article 66 de la Constitution. Cette garantie n'est certes pas parfaite (il arrive que le juge soit lui-même politisé, qu'il se laisse guider par ses idées, plus que par les principes) : elle reste infiniment préférable à la censure de machines programmées par les géants du secteur privé, eux-mêmes dirigés par des élites formatées par toutes les dérives dont l'Université américaine a été le théâtre depuis cinquante ans. Le bannissement de Donald Trump – quelles que soient les réserves qu'il puisse lui-même susciter – rappelle la nécessité de se saisir du sujet !

De Gaulle au bout de la nuit

Avec *Ils voyagèrent vers des pays perdus*, l'académicien signe le moins académique des romans. L'épopée du gaullisme y est revisitée sur le mode du conte pour nourrir la plus décoiffante des réflexions sur l'histoire.

Le 11 novembre 1942, au milieu de l'après-midi, le monde entier apprend l'effarante nouvelle : trois jours après le débarquement américain en Afrique du Nord, et à l'annonce de l'invasion de la zone libre par l'armée allemande, le maréchal Pétain a pris acte de la violation de la convention d'armistice et rallié Alger en avion, ordonnant à la flotte et à tous les Français qui en auraient la liberté de le rejoindre pour reprendre la lutte aux côtés des Alliés. Tel est le point de départ du savoureux roman que Jean-Marie Rouart a composé autour de la figure du général De Gaulle. Car pour la France libre, la bonne nouvelle est une catastrophe. Lâché par les Anglais, devenu inutile, sans troupe et sans projet, son chef sort sans gloire de l'histoire, « comme si une gigantesque gomme venait de l'effacer ». Il s'embarque pour une destination inconnue sur l'aviso que Churchill a mis à sa disposition, à titre de cadeau d'adieu. C'est le début d'une formidable équipée qui voit De Gaulle cingler les côtes du cap Nord à la tête d'une poignée de fidèles (parmi eux Gaston Palewski, Joseph Kessel, Maurice Druon, Raymond Aron), se réfugier auprès de Staline,



L'ODYSSEÉE DU GAULLISME Ci-dessus, à gauche : l'opération « Torch ». Le 8 novembre 1942, les troupes américaines débarquent en Algérie. Jean-Marie Rouart (page de droite) imagine dans son nouveau roman que le maréchal Pétain ait rejoint Alger trois jours plus tard comme il en avait eu le projet. Lâché par les Alliés, De Gaulle (ci-dessus, à droite) s'embarque sur un aviso mis à sa disposition par Churchill et met cap au nord, vers une destination inconnue.

et s'enfoncer dans des steppes neigeuses parcourues par les loups, en quête d'une explication du caractère incompli de sa destinée. L'épopée est burlesque, le conte, décapant. Ils donnent à son auteur le prétexte d'une réflexion sur les incertitudes et les ambiguïtés de l'histoire ; l'occasion aussi de brosser une collection de portraits hauts en couleur, où les

personnages imaginaires se mêlent aux figures historiques, les aventures amoureuses aux drames de l'époque. Jean-Marie Rouart y revisite, l'air de rien, le récit de la Seconde Guerre mondiale en secouant la poussière de l'histoire officielle avec une incroyable jubilation. Au fil des pages de ce roman funambulesque, onirique, il se donne l'apparence de nous amuser avec

la plus fantastique des uchronies. Mais l'ironie, la fantaisie, le picaresque, ne désarment pas chez lui l'anticonformisme. Ils se contentent d'habiller du sourire de Voltaire la plus stimulante des méditations sur la manière dont s'écrivent les légendes, le rôle du grand homme et celui du hasard et des circonstances, l'insuffisance des schémas simplistes et moralisateurs que nous plaquons après coup, sur les événements.

Comment l'idée de ce roman vous est-elle venue ?

Il ne doit rien à la mode de la bondieuserie gaulliste, qui a fait depuis quelques années du général De Gaulle un saint de vitrail, revisité par l'art de Saint-Sulpice. J'ai une grande pratique des Mémoires et des souvenirs, des témoignages de ceux qui furent des acteurs de la grande histoire. Consciemment ou inconsciemment, les historiens me paraissent souvent soucieux de sélectionner les faits qui confortent leur analyse, leur thèse. Les témoins ont la spontanéité de l'instant. Ils racontent ce qu'ils voient, sans toujours en mesurer la portée, et cela donne une fraîcheur inégalable à leurs témoignages. En lisant, il y a une vingtaine d'années, les cahiers du capitaine Guy, qui fut, de 1944 à 1949, l'aide de camp du général De Gaulle, je suis tombé sur une confidence qui m'a plongé dans une profonde méditation sur les incertitudes de l'Histoire : « Que serais-je devenu si le maréchal Pétain était parti à Alger le 11 novembre 1942 après l'invasion de la zone libre ? lui avait dit en substance De Gaulle. Les pieds noirs auraient applaudi, les Américains auraient exulté, les Anglais se seraient rangés, et à la Libération, il aurait remonté les Champs-Elysées sur son cheval blanc. » Il y avait là de quoi s'interroger sur la relativité des choses, les coups de dés où se noue l'histoire, et qui vous font passer du camp des réprouvés à celui des héros. Cela m'a donné l'envie d'explorer cette hypothèse comme un conte, et de réfléchir,

PHOTOS : © IWM/HAIRIMAGES. © ERIC GARAU/TASCO/ANCO.





par ce biais, à l'inadéquation des analyses manichéennes qui prévalent à propos de cette période de notre histoire. Il m'a semblé que le roman me donnait, pour le faire, une liberté que n'ont pas les historiens.

J'ai écrit, en 1983, *Avant-guerre*, un roman qui visait à répondre à cette question : qu'aurais-je fait si j'étais né à cette époque ? J'avais rencontré, pour le préparer, de nombreux résistants, comme Alain Griotteray, Claude Bourdet, ou des personnages appartenant à un entre-deux marqué par le clair-obscur, comme François Mitterrand. Celui-ci m'avait dit une phrase qui me paraît essentielle : « *Le débat n'oppose plus aujourd'hui les partisans de Vichy à ceux de la Résistance. Il sépare ceux qui ont connu la période, de ceux qui sont nés ensuite, parce que les premiers sont seuls capables de comprendre ce que fut la complexité de nos choix.* » Sa génération a disparu depuis. La caricature est devenue la règle, aussi bien pour parler de De Gaulle que de Pétain. J'ai essayé avec ce roman burlesque de nous délivrer des idées trop simples qui défigurent l'histoire.

Vous mettez dans la bouche de Joseph Kessel une belle définition du roman : « *Il ne s'agit pas de vivre des choses extraordinaires, mais de discerner l'extraordinaire dans les plus petits événements de la vie courante.* » Proust n'aurait sans

doute pas renié ce propos. Mais le roman historique, c'est tout le contraire. Qu'est-ce qui amène un romancier à se livrer à cet exercice ?

Je n'aime pas le terme de roman historique, qui est souvent dépréciatif, comme le sont les catégories de « roman catholique » ou de « roman provincial ». Il classe les livres en question dans le second rayon. On a pu dire de même que les romans de Proust étaient des romans mondains. La question est de savoir si à partir de la matière qui peut être le « monde », la province ou l'histoire, le romancier est parvenu à créer des personnages qui, comme les trois mousquetaires, sont aussi intéressants ou plus intéressants que l'histoire à laquelle ils ont été mêlés. La guerre et l'Occupation offrent, comme la Révolution française ou les Cent-Jours (songeons à *La Semaine sainte d'Aragon*), un formidable réservoir de situations, qui permettent au romancier de soumettre ses personnages à la tyrannie des circonstances et de les confronter ainsi à des choix dramatiques, essentiels, de révéler en eux ce qu'ils ont de meilleur ou de pire. En quelques années, quelques mois, quelques jours, tous les choix politiques sont possibles (certains les adoptent d'ailleurs successivement !) et l'on peut parcourir la gamme des réactions qui vont de la peur au courage, de l'héroïsme à la trahison. Il est donc possible de montrer les hommes tels qu'ils sont dans leurs virtualités contradictoires. Camper un roman dans

l'histoire, c'est proclamer en outre une vérité que n'aiment pas les progressistes : les hommes ont peu changé. Ils sont animés par les mêmes passions, les mêmes faiblesses. C'est ce dont nous convainc aussi bien la lecture de Marguerite Yourcenar (*Mémoires d'Hadrien*) que celle d'Anatole France (*Les dieux ont soif*) ou de Victor Hugo. Il me paraît donc injuste de faire subir à leurs œuvres une sorte de déclassement.

Vous dites, dans un chapitre haut en couleur où De Gaulle est aux prises avec une belle Kirghize, que le roman permet de raconter ce qu'ignoreront toujours les historiens et qui nous intéresse plus que tout ; mais devant des personnages qui appartiennent à l'histoire, votre liberté d'invention s'est-elle donné des limites ?

Cocteau a eu cette phrase merveilleuse : « *Je suis un mensonge qui dit toujours la vérité.* » C'est l'un des pouvoirs étranges de la littérature que de nous faire sentir, par l'expérience des permanences de la nature humaine, ce que ne disent pas les documents. Elle les complète et les magnifie. Que serait la guerre de Troie sans l'*Iliade* ? L'épopée napoléonienne sans Chateaubriand, Balzac et Stendhal ? On dira que c'est au détriment du réel. Il est vrai que Napoléon a créé autour de lui une légende. Il en a assuré, en dictant le *Mémorial de Sainte-Hélène*, la diffusion. Mais ce Napoléon mythique est

LE PION SUR L'ÉCHIQUIER Page de gauche : le général De Gaulle passant en revue les premiers volontaires de la France libre, le 14 juillet 1940, à Londres. Il avait aussi été rejoint par des intellectuels, des écrivains, comme Joseph Kessel (*ci-contre*). Faute d'une assise territoriale et d'une véritable armée, il savait qu'il restait un pion entre les mains des Alliés qui pouvaient à tout moment décider de se débarrasser de lui.

par certains aspects plus vrai que celui que ferait naître la recension prosaïque de ses faits et gestes quotidiens. Nous voulons la vérité, bien sûr, mais nous aspirons aussi, de manière contradictoire, au mythe qui nous donne accès à la véritable portée de l'événement, qui en justifie le rayonnement. Quand un écrivain campe des personnages du passé, il ne retranscrit certes pas la réalité servilement. Il donne sa vision. Le Fouquet de Morand n'est pas celui des archives de son procès. C'est un personnage habité par Morand, ses foucades, ses expériences, ses aspirations. Mais le vrai Fouquet nous est inaccessible. Il l'est, autant qu'à nous, aux chartistes : il ne se résume pas à ce que l'on peut déduire de la consultation des grimoires et des livres de comptes. Le Fouquet de Morand explique mieux qu'une liasse de factures les merveilles de Vaux-le-Vicomte, parce que Morand a su, mieux que personne, donner chair et âme à celui qui avait été capable de les imaginer et de les faire sortir de terre. Je ne prétends pas avoir parlé du De Gaulle réel. Mon personnage est imaginaire. Ce que je crois, c'est que cet imaginaire n'est pas moins vrai que la réalité que pensent mettre en scène les historiens. De Gaulle n'a pas fait ce que je lui fais faire (il ne s'est, notamment, pas embarqué pour le cap Nord avec une poignée de fidèles ! Il n'a pas cherché refuge dans un monastère zoroastrien au cœur du pays des brumes, il n'a pas rencontré en songe le maréchal Pétain), il n'a pas dit ce que je lui fais dire. Pour autant, je me suis efforcé de traduire par mes inventions ce qui me paraissait sa vérité profonde, ce qu'il avait dans la tête et dans le cœur. Lui-même n'a pas procédé autrement dans ses propres Mémoires. Il a, comme César dans la *Guerre des Gaules*, occulté certains faits, déformé d'autres, laissé parler, dans le récit et l'analyse des événements, ses préférences et ses détestations. Elles n'en constituent pas moins un témoignage de première main pour qui veut le comprendre. Quels que

soient leurs scrupules, leurs précautions, les historiens sont eux-mêmes soumis à l'incomplétude des sources, et la reconstitution qu'ils font ne peut pas ne pas être marquée par leurs préjugés, leurs opinions. Michelet croit raconter la vraie Révolution française. Mais Taine le croit aussi, ou il écrit à peu près le contraire ! L'historien est souvent (comme l'est, à propos de la France de Vichy, l'Américain Robert Paxton) un idéologue qui s'ignore. Comme le disait Napoléon, « *l'histoire est un mensonge qu'on ne conteste plus* ». Le romancier a cet avantage qu'il affiche la couleur.

Que sait-on en réalité du projet du maréchal Pétain de partir pour Alger en 1942 ?

On en a d'innombrables témoignages. Au contraire de ce que l'on raconte, Vichy n'était pas un univers monolithique. C'est un monde où se côtoient, se concurrencent des sensibilités antagonistes : certains viennent de l'Action française ou de la Cagoule, d'autres de la droite parlementaire, d'autres encore du parti radical ou de la SFIO. Certains sont anti-Allemands, d'autres attentistes, d'autres favorables à une franche collaboration avec les Allemands afin que la France prenne sa place dans l'Europe nouvelle que dessine Hitler. Les anti-Allemands pressent donc le maréchal de partir, tandis que les autres lui recommandent de rester, voire d'entrer en guerre contre les Alliés, qui viennent de faire irruption sur un territoire qui relève de la souveraineté de la France. Le maréchal est habité quant à lui par l'exemple de la Prusse défaite en 1806 par Napoléon à l'éna. Elle a signé un armistice avec son vainqueur pour se donner les moyens de prendre sa revanche. Moins de dix ans plus tard, ses uhlans ont occupé Paris aux côtés des Russes et des Autrichiens. Le maréchal a voulu l'armistice pour se donner le temps nécessaire à cette résurrection, et attendre, au moins, l'entrée en guerre des Américains. Général en chef de l'armée



française, il avait été, en 1918, favorable à une ultime offensive qui eût permis aux Alliés d'entrer profondément sur le territoire allemand et qui eût obligé l'état-major allemand à demander lui-même l'arrêt des combats. Il avait été désavoué par Foch, commandant des forces interalliées, et il avait gardé la conviction qu'en consentant de manière prémature à l'armistice du 11 novembre, la France avait commis une lourde erreur : parce qu'elle n'avait pas alors affaibli suffisamment l'Allemagne et qu'elle avait laissé les militaires prétendre que cet armistice avait été le fait de la trahison des civils, qui auraient livré à l'ennemi une armée vaincue (« le coup de poignard dans le dos »). Pétain est convaincu que cette erreur a été à l'origine de la rapidité du redressement allemand. Il croit qu'en consentant à l'armistice de 1940, Hitler a commis la même faute, d'autant qu'il a laissé au gouvernement non seulement la zone libre et la petite armée de l'armistice (100 000 hommes, dont 10 000 tomberont pendant la guerre et seront considérés comme morts pour la France) mais la flotte et l'immense empire colonial français. Il a refusé d'entrer en guerre avec l'Angleterre même après que les forces britanniques eurent bombardé nos navires à Mers el-Kébir (n'importe quel pays l'aurait fait après une agression aussi caractérisée). Il le refusera toujours, en dépit des pressions de Laval, et malgré les tentatives répétées de l'Angleterre de prendre prétexte de la guerre pour s'emparer de notre empire colonial : à Dakar, lors de l'offensive anglo-gaulliste de septembre 1940 ; en Syrie, en juin-juillet 1941 ; à Madagascar, en mai 1942. Il a même envoyé, après Mers el-Kébir, un émissaire à Londres, le professeur Louis Rougier, pour assurer le gouvernement de son intention de se



© AFP / © ROGER-VIOLLET / © KEystone-France

L'AMI AMÉRICAIN En haut : le maréchal Pétain avec l'ambassadeur américain à Vichy, l'amiral Leahy. Les deux hommes entretenaient des relations confiantes. Ci-dessus : l'amiral Darlan et le général Giraud en compagnie du général Eisenhower, à Alger, en novembre 1942. Le premier se trouvait par hasard en Afrique du Nord. Dauphin du maréchal (*à droite, à Vichy, avec Pierre Laval*), il servit de carte de rechange aux Américains pour concrétiser l'entrée en guerre de la France à leurs côtés. Il sera assassiné le 24 décembre 1942, par un jeune résistant royaliste, Bonnier de La Chapelle. Evadé, le général Giraud avait rejoint l'Algérie à bord d'un sous-marin britannique.

refuser à tout renversement d'alliance. Churchill l'a reçu en cachette de De Gaulle ! Le maréchal a gracié le camélot du roi qui avait tenté en août 1941, à l'occasion de la création de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF), d'assassiner Laval et qui avait tiré sur un groupe où se trouvaient Doriot, Déat et Fernand de Brinon : le gratin de la collaboration parisienne ! C'est énorme ! Le même Pétain entretient d'excellentes relations avec l'amiral Leahy, l'ambassadeur américain à Vichy. Or celui-ci n'a cessé de le préparer à la perspective d'un retournement, le

pressant de sauter le pas, le jour où les Américains seraient prêts à s'installer en masse en Afrique du Nord.

Le départ du maréchal à Alger était donc inscrit dans la logique des événements. Pétain souhaitait certes respecter la parole qu'il avait donnée aux Allemands lors de l'armistice, parce que telle était sa conception de l'honneur militaire (ce pour quoi il était hostile aux attentats de la Résistance communiste contre les troupes allemandes), mais ceux-ci s'apprêtaient à lui donner eux-mêmes le prétexte de la reprendre, puisqu'ils allaient envahir la zone libre en réaction



à l'installation des Américains. Pétain avait d'ailleurs fait discrètement condamner à mort une centaine d'espions allemands entre 1940 et 1942 et quarante d'entre eux avaient été fusillés ! Mais, au dernier moment, il renonce à partir. Sans doute a joué chez lui le refus de se séparer des Français, auxquels il avait promis de partager leurs malheurs, l'idée que sa présence en métropole leur éviterait le pire : l'administration directe par un Gauleiter, comme aux Pays-Bas ou en Pologne, avec son lot de déportations, de répressions, de réquisitions, de vengeances. On a dit qu'il avait peur de l'avion. Plus profondément, je pense qu'il faut attribuer cette erreur à son âge. Le maréchal a alors 86 ans. A cet âge, on est hésitant, sujet à l'influence de l'entourage, on n'aime pas changer ses habitudes. S'il avait eu 50 ans, je suis convaincu qu'il serait parti. L'histoire de France eut été différente. Symétriquement, on peut se demander si, âgé de 86 ans, De Gaulle serait parti pour Londres.

Le régime de Vichy n'était-il pas, dès alors, disqualifié aux yeux des Alliés pour



avoir signé l'armistice ? Ce serait, en 1945, le pivot de l'accusation contre le maréchal Pétain lors de son procès...

Roosevelt avait connu le maréchal Pétain pendant la Grande Guerre, où, commandant en chef, il avait joué à fond le jeu de l'alliance américaine, et il avait pour lui un immense respect. Il en allait de même pour le général Pershing, qui avait commandé le corps expéditionnaire. Ils avaient avec lui une relation affective. Ils savaient en outre que, compte tenu de sa stature (on n'imagine plus aujourd'hui le prestige qui était alors celui du « vainqueur de Verdun » tant en France qu'à l'étranger), l'avoir dans leur camp aurait représenté, vis-à-vis de l'opinion, un avantage déterminant.

Quant aux Anglais, ils avaient certes proclamé que l'armistice était une trahison des alliances, mais je raconte dans mon livre qu'ils avaient de leur côté signé avec l'Allemagne un accord secret sur la démilitarisation et l'occupation des îles Anglo-Normandes. Consigne avait été donnée aux recteurs de Jersey et de Guernesey de ne tolérer que soit

fait aucun tort aux forces d'occupation allemandes. Et leurs habitants s'étaient, de fait, gardés de toute activité de résistance. A la fin de la guerre, les recteurs seront anoblis par le roi en récompense de leur loyauté.

Pour ce qui est des Russes, il suffit de voir ce que fut la réaction de Staline, quand Roosevelt lui demanda si cela ne le dérangeait pas qu'il s'appuie dorénavant, à défaut de Pétain, sur Darlan, qui avait tout de même été le Premier ministre et le dauphin désigné du maréchal : « Prenez qui vous voulez, même le diable ! Ou même sa grand-mère ! »

En France, l'armistice avait été signé avec le soutien de 90 % de la population. Tout le monde savait qu'il n'y avait pas d'autre solution, même Raymond Aron, qui était pourtant passé à Londres. Sans doute pouvait-on reprocher au régime de Vichy d'avoir suspendu les institutions républicaines. Mais il faut avoir en tête que la République était incroyablement décriée. On l'associait à la débâcle. Vichy avait certes commis cette faute inexcusable, inouïe, d'imposer le statut des Juifs, mais, pour le reste, son antirépublicanisme n'était pas beaucoup plus outrancier que celui

de De Gaulle, qui avait mis deux ans avant d'adopter la devise républicaine, « Liberté, Egalité, Fraternité », à laquelle il avait jusqu'alors préféré « Honneur et Patrie ». Dans le scénario que je décris, une réconciliation n'était donc pas impossible. Elle nous aurait évité les drames de l'épuration.

Pourquoi De Gaulle n'a-t-il pas joué cette carte de la réconciliation en 1944 ?

C'est ce que le maréchal suggère à De Gaulle en 1944, lorsqu'il lui envoie l'amiral Auphan en lui proposant de lui remettre pacifiquement le pouvoir pour éviter la guerre civile. Il dicte à Henri Massis un texte qui développe l'idée de leur complémentarité : celle que reprendra d'ailleurs De Gaulle à son compte lorsqu'il confiera en privé au colonel Rémy qu'ils avaient été l'un et l'autre indispensables à la France, comme le sont « *deux cordes à [un] arc* » : l'épée et le bouclier. De Gaulle a refusé la main tendue, car toute sa stratégie, tout son discours officiel avaient été, depuis l'origine, de nier toute légitimité à Vichy. Pour lui, la France était à Londres depuis le 18 juin 1940. Les gouvernements qui s'étaient succédé depuis n'étaient que des gouvernements de rencontre, des gouvernements de fait. Or cela n'est pas vrai. Le maréchal Pétain avait reçu le pouvoir dans des conditions légales, il lui avait été donné par les chambres du Front populaire à une écrasante majorité. Mais on est là au cœur de la mystique gaullienne. De Gaulle n'entend pas se contenter de défendre la France, de se battre pour elle : il l'incarne. Pour lui, il est la France. Rien de ce qui s'est fait en dehors de lui ne peut donc exister. C'est ce qui explique qu'il n'hésite pas, en Syrie, en 1941, à ordonner à ses troupes de tirer sur des soldats français. Ils ne le sont plus à ses yeux par le seul fait qu'ils refusent de le rallier et qu'ils persistent défendre le territoire contre les Anglais. On a souvent comparé De Gaulle à Jeanne d'Arc, mais c'est une Jeanne d'Arc qui se serait fait couronner



LE MOINE SOLDAT

Le général De Gaulle à Londres. Le roman de Jean-Marie Rouart souligne qu'entre Churchill et lui (*page de droite*) se jouait un jeu du chat et de la souris. De Gaulle supportait mal de dépendre du bon vouloir d'un allié qui, en dépit de ses démentis, entendait profiter de la situation pour mettre la main sur tout ou partie de l'empire colonial de la France.

© DAVIS/TOPICAL PRESS AGENCY/GETTY IMAGES. © BRIDGEMAN IMAGES.

à la place de Charles VII et qui aurait tenu pour ennemi tous ceux qui n'acceptaient pas de la reconnaître pour reine. Dans ces conditions, aucun accommodement n'était pensable. Il fallait que Pétain soit coupable, éliminé de l'histoire, et avec lui ceux qui l'avaient approuvé et suivi. Or cela conduisait à l'affrontement et à la division des Français : c'est ce que Saint-Exupéry reprochait à De Gaulle.

Celui-ci était en outre lié par son alliance tactique avec le parti communiste. Si Pétain s'était rendu à Alger, comme il le fait dans mon livre, cette hypothèse eût été levée. Le parti communiste, qui avait appelé à la désertion et au sabotage pendant la « drôle de guerre », et qui avait collaboré sans états d'âme avec l'Allemagne de juin 1940 à juin 1941, eût été irrémédiablement disqualifié pour avoir montré qu'il était en définitive le parti de l'étranger. Au lieu de quoi, l'alliance que De Gaulle a dû passer avec lui pour obtenir en échange la reconnaissance de Staline et pour tirer de sa présence combattante un surcroît de légitimité vis-à-vis des Alliés l'a réintégré dans le jeu politique en lui donnant en outre un brevet de patriotisme pour avoir, sur le sol français, multiplié des attentats dont beaucoup visaient plus à créer un second front qu'à être utiles à la libération de la France. Il a laissé le PCF jouer un rôle majeur ensuite dans l'épuration extraordinairement violente qui a fait couler, à la Libération, un nouveau fleuve de sang et lui a permis de s'installer au cœur de l'Etat, fort du soutien de près de 30 % des électeurs. Songeons au sort qui fut, dès mars 1944, celui de Pierre Pucheu, ancien ministre de l'Intérieur du maréchal passé en Espagne en novembre 1942, venu s'engager comme simple capitaine dans l'armée alliée, porteur d'un sauf-conduit signé par le général Giraud, et que De Gaulle fait arrêter et exécuter à la demande des communistes après un simulacre de procès ; à l'arrestation d'un patriote aussi incontestable que le général Weygand à son retour de déportation ; à



celle du gouverneur Boisson, qui n'avait commis d'autre crime que de repousser les troupes gaullistes venues tenter en vain de s'emparer de Dakar ; à l'emprisonnement de Sacha Guitry, détenu soixante jours sans autre raison que son appartenance à la grande bourgeoisie.

Votre livre semble pourtant attribuer à De Gaulle une certaine affection pour le maréchal Pétain...

Il suffit de lire ses *Mémoires*. Il ne cesse d'y parler de Pétain comme de son maître, de proclamer pour lui son admiration, alors même que, d'une façon générale, De Gaulle n'admirait personne. Il en fait un portrait attachant. Il ne souhaitait ni son procès ni son emprisonnement. Il aurait voulu que Pétain reste en Suisse, où il s'était retrouvé après avoir été emmené à Sigmaringen par les Allemands. Mais il tenait à sa condamnation de principe, qui lui paraissait le socle même de sa propre légitimité.

Entre De Gaulle et Churchill, votre livre met en scène un jeu du chat et de la souris...

Ils s'agacent. Ils savent que leurs objectifs ne sont pas les mêmes. Mais ils ont besoin l'un de l'autre. De Gaulle est pour Churchill un allié incommodé, avec ses manières de roi en exil, son effarante ingratITUDE, sa façon de disposer de ses alliés comme s'ils étaient ses valets (songez qu'il demande qu'on enferme l'un de ses hommes à la tour de Londres !). Churchill lorgne sur l'empire colonial français, dont il ne lui déplairait pas de s'emparer à la faveur des circonstances, et De Gaulle le sait. Ils sont aussi cyniques l'un que l'autre. Richelieu est un enfant de chœur auprès d'eux. Mais il y a en même temps entre eux une mystérieuse complicité. Ce sont des littéraires, infiniment plus cultivés que les hommes politiques qu'ils fréquentent. Ils se sentent l'un et l'autre intellectuellement au-dessus du lot, nourris par les classiques, et cela entretient entre eux une estime mutuelle.

Votre De Gaulle échappe à l'exercice d'admiration convenu. C'est un moine soldat étranger aux tendresses humaines, à la simple amitié. Pour autant, il finit par être sympathique à force d'être antipathique. Quel sens avez-vous voulu donner à ce jeu de massacre ?

J'ai voulu d'abord échapper à l'image caricaturale qu'en a donnée la piété de ses thuriféraires. Je crois que c'est un homme d'Etat impitoyable, sans beaucoup de tendresse, incapable de gratitude, avare en amitié, dégoûté par la concupiscence. La comparaison que l'on peut faire avec Napoléon (non pour les faits d'armes – Montcornet est tout de même l'Austerlitz du pauvre – mais pour le caractère) est éclairante. Napoléon fait toute sa carrière avec des compagnons qu'il couvre d'or et de titres. Il connaît leurs prévarications, leurs faiblesses, et il est indulgent à leur sujet, parce que ces corrompus, ces nouveaux riches, sont aussi capables de miracles de bravoure sur le champ de bataille. Il les aime tels qu'ils sont. De Gaulle n'aime personne. Il ne promeut personne autour de lui et il est désagréable avec les jeunes recrues qui viennent se mettre à son service.

En revanche, c'est un homme d'une culture immense. Ses *Mémoires* sont tout de même d'une tenue exceptionnelle pour un homme d'action. Ce n'est sans doute ni le cardinal de Retz, ni Chateaubriand, ses modèles, mais un texte d'un beau style, d'une très grande élévation de pensée. Il s'y montre très injuste, il arrange les faits (Weygand en a fait un commentaire qui souligne à quel point il s'écarte parfois de la réalité), mais il n'en a probablement aucune conscience. Il est dans sa vérité. Le point de vue des autres, à ses yeux, n'existe pas. Il est tout à la célébration de sa propre geste, habité par sa mission salvatrice, dans une sorte de mystique de la France qui le conduit à tout sacrifier à l'idée qu'il s'en fait.

Est-il habité par l'amour de la France ou par l'amour de lui-même ?

Pour lui, c'est la même chose. Mais c'est peut-être le cas de tous les grands hommes. Au moment de mourir, Richelieu écrit dans son *Testament politique* qu'il n'a pas eu d'autres ennemis que ceux de la France. Certes, mais comme De Gaulle, n'a-t-il pas eu tendance à tenir ses propres ennemis pour ceux de la France ?

Vous évoquez l'influence qu'aurait eue, chez lui, la figure peu connue du colonel Rossel. D'où tenez-vous cette conviction ?

Son exemple a été négligé par les historiens. On n'en trouve la trace ni chez Jean Lacouture ni chez Eric Roussel. Alors qu'il a joué dans l'imaginaire gaullien un rôle clé. Le père de De Gaulle l'avait connu en Bretagne. Il était devenu un de ses amis. Or ce polytechnicien fut le seul officier supérieur à refuser l'armistice de 1871. Il était devenu le délégué à la Guerre de la Commune, avant de démissionner pour incompatibilité d'humeur avec les communards, qui avaient fini par l'emprisonner. A la chute de la Commune, Thiers lui avait fait choisir entre la condamnation à mort et l'exil. Il avait préféré être fusillé pour rester solidaire des vaincus. De Gaulle en avait nécessairement entendu parler par son père. Il le cite dans *Le Fil de l'épée*. Lui-même condamné à mort par contumace par les tribunaux militaires de Vichy après son passage à Londres, il ne pouvait manquer de se demander si Rossel ne préfigurait pas son propre destin. Jeune officier en Pologne dans l'immédiat après-guerre, De Gaulle avait



été consulter une cartomancienne qui lui avait annoncé qu'il serait pendu. Il était convaincu par sa connaissance de l'histoire que toute révolution dévore ses auteurs. Tel est le ressort de son intransigeance. Il récuse les liens que certains membres de son entourage, comme le colonel Rémy ou Guillain de Bénouville, entretiennent avec les vichysto-résistants. Il est conscient de la fragilité de sa position. Il a hantisé d'être déclassé par l'émergence d'un Mandel, d'un Weygand, d'un Darlan, d'un Giraud. Il pouvait aussi être éliminé par ses propres alliés : ne disait-on pas que les Anglais avaient fait assassiner le chef de la résistance polonaise, Sikorski, parce qu'il imputait les massacres de Katyn à leur cher allié Staline ?

Vous racontez qu'au lendemain de l'échec de son coup de main sur Dakar, il a été tenté de se suicider.

Certains le nient, mais il l'a lui-même avoué. L'échec militaire de son expédition était cinglant. De Gaulle espérait s'emparer d'une colonie où étaient conservés l'or de la Banque de France et celui de la Banque de Belgique. Le Sénégal lui aurait procuré une assise territoriale et financière qui aurait

donné à la France libre son indépendance vis-à-vis des Alliés. Mais il avait dû, pour cela, s'associer aux Britanniques, qui venaient, quelques semaines plus tôt, de bombarder traîtreusement la marine française à Mers el-Kébir. Et il avait été repoussé à coups de canons. Quelle image cet échec ne pouvait-il manquer de donner à son aventure !

Dans le bateau qui emmène De Gaulle vers l'inconnu, vous faites monter Joseph Kessel et Maurice Druon. Ont-ils été en réalité si proches du chef de la France libre ?

Ils avaient rallié Londres, mais ils ne faisaient pas partie du premier cercle des intimes. Je n'ai pas cherché ici la vraisemblance, mais j'ai procédé, *mutatis mutandis*, comme Dante associant librement les personnages qui faisaient partie de son paysage intime dans ses cercles de l'enfer. Kessel m'intéressait d'autant plus que son caractère offrait, avec celui de De Gaulle, une antinomie parfaite : il était amical, viveur, libertin, opiomane, promenant sur le monde, sur les hommes, un regard plein de chaleur et de sympathie. Il avait avec les hommes de « l'armée des ombres » un rapport sentimental :

il les aimait. Ce n'était pas le cas de De Gaulle, qui estimait qu'ils lui étaient nécessaires, à lui comme à la France – ce qui, encore une fois, était pour lui la même chose – mais qu'après tout, ils ne faisaient que leur devoir : il leur appartenait de lui obéir et de le servir. Kessel était indulgent avec le maréchal Pétain. Il respectait le vainqueur de Verdun, qui voulait atténuer les souffrances des Français. Il avait de la compassion pour des hommes confrontés à des difficultés, contraints aux compromis. De Gaulle n'avait de compassion pour personne. Mais j'ai voulu aussi montrer, à travers leur relation, la modestie de De Gaulle en matière de littérature. Car c'est un fait que cet homme à l'orgueil démesuré était capable d'une humilité confondante quand il s'agissait d'écriture. Je l'ai campé montrant ses tentatives dans ce domaine à Kessel dans l'attitude même qu'il adoptait lorsqu'il faisait lire le manuscrit de ses *Mémoires* à Marcel Jullian, qui était son éditeur, quand il le faisait venir à la Boisserie.

Il y a, de fait, un chapitre formidable où Kessel et De Gaulle visitent la maison de Tolstoï. De Gaulle en tire un petit essai remarquable

de sensibilité. Pensez-vous qu'il en aurait été capable ?

J'ai surtout voulu, à travers le portrait que De Gaulle fait du couple Tolstoï, évoquer le couple improbable qu'il formait avec sa femme, et qui tenait de Don Quichotte et Sancho Pança, l'un la tête dans les nuages, l'autre accaparée par les mille et un détails de la vie quotidienne. Le capitaine Guy a témoigné de ce que cela n'allait pas toujours sans d'inévitables tiraillements. Il n'est pas facile d'être la femme d'un homme d'exception.

Il y a un personnage qui est particulièrement maltraité, dans votre livre, c'est Raymond Aron. Vanité sans borne, procrastination, pensée labyrinthique, stérile à force d'être subtile, ambition inassouvie, impuissance devant l'action, naïveté dans l'observation du réel, dénonciation autoritaire de toute autorité autre que la sienne : ne croyez-vous pas que vous avez été franchement injuste avec celui qui est tout de même l'un des grands intellectuels de ce siècle ?

Raymond Aron était à Londres le rédacteur en chef du journal *La France libre*. Or il ne cessait de mettre en garde contre la menace qu'aurait fait planer De Gaulle sur la démocratie, la tentation du césarisme. Il y avait en lui un caractère raisonnable qui, s'il n'avait été juif, l'aurait plutôt poussé du côté de Vichy. Rallié à la France libre et, en quelque sorte, son porte-parole, il n'avait de cesse de faire des réserves qui ne pouvaient manquer d'exaspérer son chef. De Gaulle eut pourtant la sagesse de s'en accommoder, conscient qu'il n'était pas négligeable, compte tenu de son prestige, d'avoir Aron avec lui. Il n'empêche qu'il y avait, là encore, un effet de contraste complet entre l'homme tout d'une pièce, sûr de lui comme de l'univers, et l'intellectuel ressassant objections, difficultés, faux problèmes. Mon portrait est un peu



DE DAKAR À MOSCOU

Page de gauche : De Gaulle pendant l'expédition de Dakar qui le vit, en septembre 1940, tenter de prendre le contrôle du Sénégal avec l'appui des troupes anglaises. Il fut piteusement repoussé par la canonnade des troupes loyales au régime de Vichy. Ci-contre, en haut : la signature du pacte franco-soviétique, le 10 décembre 1944 à Moscou. En bas : Raymond Aron. Rédacteur en chef de *La France libre*, il ne cessait de s'inquiéter des possibles dérives dictatoriales du gaullisme.

ironique, mais il n'enlève rien à la considération que j'ai pour ce grand esprit. Je l'ai connu au *Figaro* (il avait d'ailleurs demandé ma tête à Jean d'Ormesson, à la suite d'une enquête sur les prévarications des compagnies pétrolières, auxquelles il estimait que je n'avais rien compris) et j'ai pour lui une grande admiration. Ses *Mémoires* témoignent de sa hauteur de vue, de sa modération. Reste qu'il était paradoxalement d'aller à Londres pour y consacrer toute son énergie à critiquer De Gaulle et à se demander si, le soutenant, on ne faisait pas le lit de la dictature. Il y a là quelque chose qui me paraît constitutif de l'impuissance de l'intellectuel devant les nécessités de l'action. Il y avait en lui un peu de Mme de Staél devant Napoléon. Il n'avait avec De Gaulle qu'un point commun : il ne supportait pas la contradiction et considérait qui la lui apportait comme un ennemi irréductible.

Pourquoi faites-vous embarquer avec lui Jacques Derrida, qui n'avait alors, en réalité, que 12 ans ?

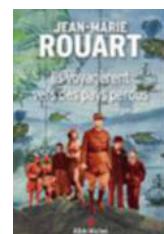
J'ai pris cette liberté avec la chronologie parce que Derrida a été à l'université

l'apôtre de la déconstruction. Je voulais lui donner l'occasion de voir la mise en œuvre de ses conceptions dans l'URSS de Staline.

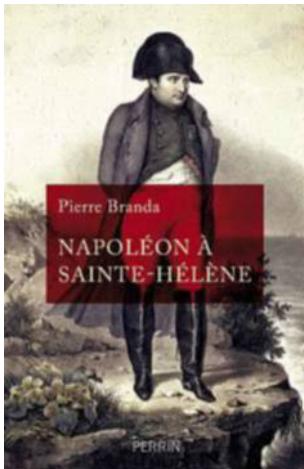
Votre De Gaulle estime que l'importance donnée aux intellectuels est proportionnelle à la disparition des véritables écrivains.

C'est en réalité une phrase de Mauriac : « *Quand la littérature disparaît, les commentateurs pullulent.* » Cela m'a paru très actuel. ↗

À LIRE



Ils voyagèrent vers des pays perdus
Roman
Jean-Marie Rouart
Albin Michel
336 pages
21,90 €



À LIVRE OUVERT

Par Frédéric Valloire

L'exil et le royaume

En ouverture du bicentenaire de la mort de Napoléon, Pierre Branda revient sur les six dernières années de sa vie à Sainte-Hélène, dans un livre palpitant, savoureux et renseigné.

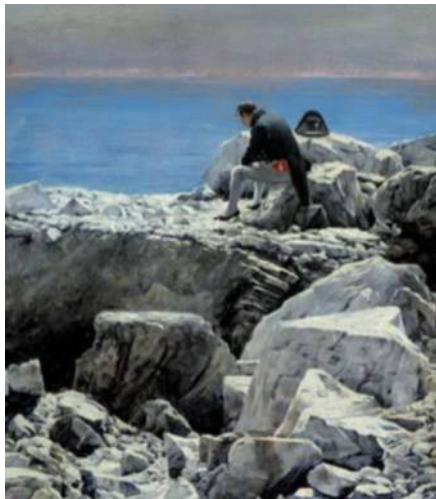
Le 5 mai 1821, à 17 h 49, les pendules s'arrêtent à Longwood. Marchand, premier valet de chambre et exécuteur testamentaire de l'Empereur, en a immobilisé les aiguilles : au terme de près de six années de captivité dans cette maison de bois au cœur d'une île perdue au large de l'Afrique australe, Napoléon vient de mourir.

Solide historien, directeur du patrimoine de la Fondation Napoléon, Pierre Branda raconte une histoire neuve de cette captivité, très éloignée de la figure convenue de l'Aigle sur le rocher.

Sur Sainte-Hélène, tout semblait dit et ressassé. Des inédits, des sources peu exploitées, l'utilisation du premier manuscrit du *Mémorial de Sainte-Hélène* donnent pourtant des couleurs vives à ces pages qui évitent à la fois de sombrer dans une vision crépusculaire et de se perdre dans les méandres de l'affrontement entre Napoléon et ses geôliers.

Même la cascade des événements qui suivent Waterloo, de l'abdication en faveur de son fils à l'arrivée au port de Rochefort, se pimente. Touché, parfois abattu, l'Empereur n'est pas submergé par les événements qui le dépassent. Il reste pugnace. Il veut demeurer l'acteur de sa destinée. Il rêve des Etats-Unis mais demande, « comme Thémistocle », écrit-il, la protection des lois britanniques. Le 15 juillet 1815, en habit de colonel des chasseurs de la Garde, il monte à bord du *Bellerophon*. Napoléon songe à un cottage et s'imagine l'hôte de l'Angleterre. Illusion. Son sort est décidé au plus haut niveau du pouvoir anglais : le général Bonaparte sera prisonnier de guerre, déporté dans une petite île de 122 km², à 8 000 km de l'Europe, à 3 000 km de la côte brésilienne et à 2 000 km de la côte africaine, Sainte-Hélène.

Résigné, mais combatif, Napoléon est conduit à bord du *Northumberland* le 7 août avec sa suite, trois officiers (Bertrand, Montholon, Gourgaud), un secrétaire (Las Cases), leurs familles et des domestiques. Le 15 octobre, le navire jette l'ancre devant



Sainte-Hélène. L'arrivée du captif en bouleverse la vie quotidienne. Une priorité absolue, la sécurité : des bâtiments de guerre surveillent l'île, 1 500 tuniques rouges s'installent, des fortifications sont construites, seuls les navires anglais font escale. Une résidence est aménagée à Longwood pour l'Empereur, au centre d'un enclos de 3 km.

Pour Londres, un coût considérable. La crainte d'une évasion hante les Anglais et leurs alliés. Napoléon fait-il une excursion à cheval, il est aussitôt mis en joue par un soldat. Pierre Branda montre qu'il est toutefois déterminé à ne faire aucune concession à l'adversaire. Il exige une étiquette, impose à tous le respect, réaffirme son rang, celui d'empereur et non de général. Jamais il ne se

rend chez les Anglais ; il ignore leurs invitations. Vend-il son argenterie ? Très vite, la vente est connue en Angleterre. C'était le but : ne pas être oublié, alimenter les gazettes, une opération de communication. Des désaccords apparaissent au sein de son entourage, des départs. Pour l'Empereur, les problèmes de santé s'aggravent en 1819. Son moral en pâtit, il lit de moins en moins. En Europe, il commence à être oublié. Il comprend qu'il ne peut changer le cours de son destin. L'île du « *prisonnier de l'Europe* » se transforme en mourir. « *Il est pénible et difficile de quitter l'espérance et la gloire* », avait-il répondu quand on lui avait demandé pourquoi il ne s'était pas supprimé en 1815. Espérer sans transiger avec la grandeur, telle est la leçon de ces presque six années à Sainte-Hélène. Avec ce livre palpitant, savoureux, renseigné, Pierre Branda ouvre en fanfare la commémoration du bicentenaire de la mort de l'Empereur. *✓*

Napoléon à Sainte-Hélène, de Pierre Branda, Perrin, 480 pages, 27 €.

CÔTÉ LIVRES

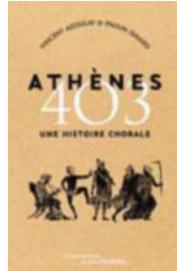
Par Michel De Jaeghere, Jean-Louis Voisin, Philippe Maxence, Frédéric Valloire, Marie Peltier, François-Joseph Ambroselli, Jean Tulard, Eric Mension-Rigau, Henri-Christian Giraud et Charles-Edouard Couturier

Athènes 403. Une histoire chorale

Vincent Azoulay et Paulin Ismard

Au terme de la guerre du Péloponnèse, à la toute fin du V^e siècle av. J.-C., la défaite d'Athènes ne provoqua pas seulement la perte de son empire : elle déboucha sur une crise politique qui vit l'abolition du régime démocratique, tenu pour responsable du désastre, et l'instauration de la tyrannie des Trente, dictature exercée par un collège d'oligarques installé au pouvoir sous la protection de l'occupant spartiate, qui réduisit drastiquement le corps civique et multiplia les crimes politiques, avant d'être renversée à son tour par les démocrates, au terme d'une brève guerre civile. L'épisode a été raconté par Xénophon dans ses *Helléniques*. Il a eu de profonds contrecoups. Son souvenir fut omniprésent dans le procès de Socrate. Il scella, paradoxalement, la légitimité d'un régime qui n'avait cessé jusqu'alors d'être critiqué. Il reste pourtant pour nous assez énigmatique, tant demeurent les zones d'ombre. Spécialistes de l'Athènes classique, Vincent Azoulay et Paulin Ismard ont conjugué leurs talents pour en revisiter les péripeties. Plutôt que de se livrer à une reconstitution linéaire, inévitablement réductrice, ils en ont exploré les tenants et aboutissants à travers l'étude de dix personnages et de leurs cercles : Critias, ce disciple de Socrate qui fut l'un des plus éminents oligarques, Thrasybule, qui mena la résistance démocratique, Archinos, qui imposa, après la crise, une amnistie prévoyant la condamnation de ceux qui « garderaient rancune », Socrate et ses disciples, Lysias et ses procès, quelques autres. L'enquête est passionnante. L'approche polyphonique d'une cité divisée permet en effet aux deux historiens d'en traduire les complexités, les nuances. Elle permet de discerner, derrière le jeu convenu des institutions, celui des invisibles hiérarchies, des solidarités méconnues, et de dessiner les contours de groupes soudés par leurs émotions, leurs idées, leurs pratiques. L'histoire de la démocratie athénienne sort de l'exercice profondément renouvelée. **MDeJ**

Flammarion, « Au fil de l'histoire », 464 pages, 25 €.

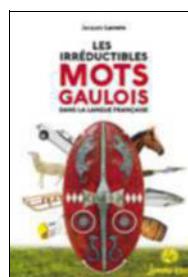


Atlas historique du Proche-Orient ancien

Martin Sauvage (dir.)

C'est là qu'a pris son essor la révolution néolithique, là qu'ont émergé les premières villes, les premiers Etats. L'histoire du Proche-Orient antique n'est pas celle d'une région parmi d'autres. Elle est celle de la naissance de la civilisation, des empires qui se sont succédé de Sumer aux derniers Séleucides. C'est là qu'est apparue l'écriture phénicienne, qu'emprunteront les Grecs. C'est ici qu'a été composée la Bible. Là encore qu'ont été inventés la cité, le royaume et l'empire : l'idée même de l'Etat. C'est dire l'immense intérêt de l'atlas qu'a réalisé l'équipe de chercheurs réunis sous la houlette de Martin Sauvage et de l'Institut français du Proche-Orient. On y suit aussi bien les débuts de l'agriculture et la domestication des mammifères que l'apparition du monde proto-urbain, la route du lapis-lazuli, ou l'incroyable succession des grands empires, de la Mésopotamie au delta du Nil, du Levant au Caucase ou à l'Afghanistan. La qualité, la précision, le raffinement et la beauté des cartes le disputent à la pédagogie et à la science des commentaires écrits par pas moins de cinquante archéologues, ingénieurs du CNRS, conservateurs du Louvre, universitaires, doctorants. Les plans des cités d'Ur, de Babylone ou de Persépolis voisinent avec la carte des guerres médiques, où celle des conquêtes d'Alexandre. Une merveille. **MDeJ**

Les Belles Lettres/
Institut français
du Proche-Orient,
218 pages, 55 €.

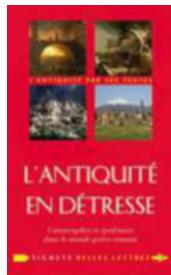


Les Irréductibles Mots gaulois dans la langue française

Jacques Lacroix

Si notre langue provient pour l'essentiel du latin, le vieux fonds gaulois existe toujours, insubmersible. Encore faut-il le savoir et le faire savoir. Sur les 50 000 mots de notre vocabulaire, un millier nous relie à la Gaule, mais nous l'ignorons. Les voici, classés par grands thèmes, paysages, animaux, frontières, guerre, agriculture, artisanats, industrie des métaux, métiers du bois, etc. Quelques exemples. « Bagnole » vient de « benne » ou « banne », la charrette à deux ou quatre roues. Son voisin « car » (avec ses dérivés chariot, carriole, etc.) est issu du gaulois *carros* que les Latins adoptèrent sous la forme *carrus*. « Galoche », « cagoule » et notre « béret » national descendaient eux aussi de mots gaulois. Comme le sont, dans un autre registre, « valet » et « glaive », emprunté par les Latins au celte *cladio*. Sans oublier le bardé, l'alouette, la borne, le tonneau, etc. Une introduction accessible et pleine de charme aux racines oubliées de la langue française. **J-LV**

Lemme Edit, 156 pages, 19 €.



L'Antiquité en détresse. Catastrophes et épidémies dans le monde gréco-romain. Textes réunis et présentés par Jean-Louis Poirier

Un livre d'actualité même s'il ne se réduit pas aux épidémies, peste d'Athènes (430-426 av. J.-C.), peste antonine (165 apr. J.-C.)... Du chaos primitif qui précède pour les stoïciens l'ordre – l'un naissant de l'autre et l'autre naissant de l'un dans un éternel affrontement – à la fin du monde par usure qu'imaginent les épiciuriens, la palette des catastrophes que rapportent les auteurs anciens est large : continents engloutis, tremblements de terre, volcans, tsunamis, disettes, déluges, cyclones, crues. Charlans et prophètes jouent sur la peur des crédules. Le pouvoir et les notables aident à reconstruire. Les savants classent et analysent ces phénomènes. Les poètes chantent les temps antérieurs. Les dieux en sont-ils responsables ? Punissent-ils les hommes d'une souillure ? Si l'alternance de morts et de renaissances affecte la vie des hommes, affirme Macrobe (début du Ve siècle), le monde, lui, reste inchangé. **J-LV**

Les Belles Lettres, « Signets Belles Lettres », 304 pages, 15 €.



Les Grandes Figures de la Bible

Jean-Marie Guénois et Marie-Noëlle Thabut (dir.)

Sous la direction de Jean-Marie Guénois, responsable des pages religieuses du *Figaro*, et de Marie-Noëlle Thabut, une vingtaine d'auteurs font les portraits des grandes figures de la Bible, ce livre religieux qui a traversé le temps et qui a nourri la foi et la culture d'une grande partie du monde. Juifs ou chrétiens, ils s'attachent tous à donner le contexte historique et le sens spirituel des destins abordés. Qui sont ces grandes figures ? Jésus (Jean-Christian Petitfils), bien sûr, mais aussi Adam et Eve (Floriane Chinsky), Moïse (Fabrice Hadjadj), Ruth (Patrick Kéchichian), Marie Madeleine (Renaud Silly) ou Jean le Disciple (Guillaume de Tanouarn), par exemple. Cette réédition en poche met ainsi à la portée de tous cet exercice de dialogue interreligieux et culturel. **PM**

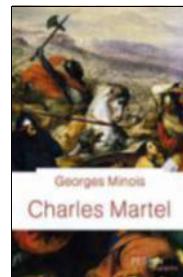
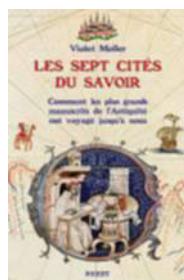
Tallandier, « Texto », 416 pages, 10,50 €.

Les Sept Cités du savoir. Comment les plus grands manuscrits de l'Antiquité ont voyagé jusqu'à nous

Violet Moller

A la fin du Ve siècle apr. J.-C., un Grec, Stobée, compila une anthologie de littérature. Elle rassemblait des citations de 1 430 ouvrages ; 315 nous sont encore accessibles. Le reste ? Englouti dans les siècles. Le domaine scientifique connaît un sort moins tragique et résiste mieux à « la grande éclipse » qu'est pour l'auteur le millénaire qui s'étend de 500 à 1500. Parmi les œuvres rescapées, l'historienne a traqué le destin de trois livres phares de la science antique, *Les Éléments d'Euclide* (mathématique), *L'Almageste* de Ptolémée (astronomie) et le corpus des œuvres de Gallien (médecine), sans cesse recopiés, traduits, commentés. Avec vivacité, elle les suit des derniers îlots de culture antique, comme Alexandrie, aux imprimeries de la Venise de la Renaissance en passant par les traductions de Bagdad l'abbasside et par une halte dans l'extraordinaire Palerme normande. Si elle cède un peu naïvement aux sirènes du paradis d'al-Andalus, ses filatures sont captivantes. **FV**

Payot, 336 pages, 23 €.



Charles Martel. Georges Minois

732, Charles Martel stoppe le djihad musulman. La mémoire se fige là, mais l'histoire de Charles n'est pas contenue tout entière dans la seule bataille de Poitiers. Fils illégitime, chef autoritaire, voire brutal, laïc chrétien dans une société aux mœurs barbares, où le dogme balbutiant s'accorde avec l'immoralité, de la violence et du paganisme, dépassé par sa légende, le maire du palais apparaît d'abord comme un homme d'Etat. Georges Minois produit ici une biographie riche et exhaustive, d'une remarquable linéarité, malgré des sources rares, elliptiques et partiales. Et ose les vraies questions : que Poitiers fut une victoire décisive ou une escarmouche récupérée par l'historiographie nationale, les « combats posthumes » du dernier Pippinide restent d'une criante actualité. **MP**

Perrin, 400 pages, 23 €.

De l'autre côté des croisades

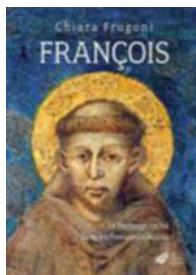
Gabriel Martinez-Gros

Souvent considéré comme un bloc, au présent comme au passé, le monde islamique est pourtant le fruit d'une histoire bouleversée. Si les croisades l'ont bousculé, il fut pris aussi en tenaille par les violentes invasions des Mongols. L'historien Ibn al-Athir les compare à l'Antéchrist et affirme qu'ils ont même « ouvert le ventre des femmes enceintes pour tuer les fœtus ». Loin de se contenter d'un simple récit historique, Gabriel Martinez-Gros entraîne son lecteur, parfois un peu essoufflé, dans une analyse poussée des bouleversements de l'Empire islamique, le conduisant jusqu'en Inde et en Chine, et au constat final de l'hégémonie du persan sur l'arabe, jusqu'à ce que celui-ci prenne sa revanche au XX^e siècle. **PM**

Passés Composés,

308 pages, 23 €.

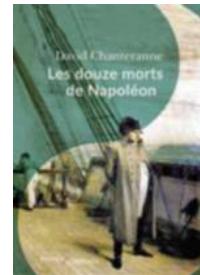




François. Le message caché dans les fresques d'Assise. **Chiara Frugoni**

C'est laboutissement d'une vie de recherche. La médiéviste italienne Chiara Frugoni connaît sur le bout des doigts chacune des fresques de la basilique qui, à Assise, fut érigée à partir de 1228 en l'honneur de François, l'humble *illiteratus* prêchant aux oiseaux et aux hommes. Elle nous fait partager ses connaissances dans un livre dense et richement illustré, qui nous renseigne sur la portée symbolique de ces chefs-d'œuvre peints par des artistes illustres comme Cimabue, Giotto, Simone Martini, ou des anonymes dont le nom fut emporté par le vent des siècles. Il nous plonge aussi dans les luttes intestines que connut l'Ordre franciscain après la mort de son fondateur en 1226, tiraillé entre la simplicité évangélique vécue par les compagnons de la première heure, et la nécessité de l'adapter à une institution hiérarchisée, quitte à mettre en œuvre des mesures que François aurait sans doute lui-même rejetées, et à prendre respectueusement ses distances avec lui dans les fresques de la basilique, où il est le seul à être représenté barbu et pieds nus, comme pour souligner son caractère inimitable. **F-JA**

Les Belles Lettres, 760 pages, 55 €.



Les Douze Morts de Napoléon

David Chanteranne

Rédacteur en chef de *Napoléon 1er, revue du souvenir napoléonien*, David Chanteranne construit une œuvre originale. D'abord *L'Insulaire, les neuf vies de Napoléon*, à travers les îles, Corse, Elbe, Aix, Sainte-Hélène, puis *Napoléon aux cent visages*, cent portraits commentés, et, en 2021, *Les Douze Morts de Napoléon*. Celui-ci meurt dans son lit après avoir échappé à la mort, entre autres, rue Saint-Nicaise, lors de l'explosion de la machine infernale, à Ratisbonne, victime d'une balle perdue, à Schönbrunn, où Staps n'a pas le temps de le poignarder, à Moscou en flammes et enfin à Waterloo, sans parler d'une tentative de suicide à Fontainebleau en 1814. Le récit de ces « morts manquées » s'organise autour de Sainte-Hélène de façon vivante et sous une forme inédite. Une lecture passionnante. **JT**

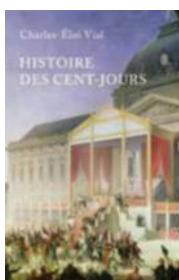
Passés Composés, 256 pages, 21 €.



Catherine de Médicis. **Céline Borello**

Femme, italienne, Médicis donc rusée, plongée malgré elle dans les guerres civiles entre protestants et catholiques, femme de pouvoir, passionnée d'astrologie et de science divinatoire, Catherine de Médicis (1519-1589) reine de France, puis « gouvernante » de France, cumule tous les ingrédients qui construisent une légende noire. Ne lui attribue-t-on pas le massacre de la Saint-Barthélemy d'août 1572 ? Sans oublier ses empoisonnements et son « escadron volant » de demoiselles aux mœurs dissolues ! De son vivant, elle est une cible privilégiée pour ses détracteurs qui produisent libelles et pamphlets. Les Lumières et les romantiques, relayés au XX^e siècle par les cinéastes, renchérissent sur « *l'immonde Jézabel* », comme la nommait Michelet. Or, depuis un demi-siècle, la recherche historique a profondément modifié cette image. Qu'en est-il vraiment ? Ce petit livre fait le point sur ce personnage complexe, une figure exceptionnelle dans la France du XVI^e siècle. **FV**

PUF, 208 pages, 14 €.

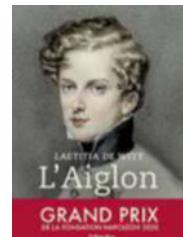


Histoire des Cent-Jours. **Charles-Eloi Vial**

Fallait-il un nouveau livre sur les Cent-Jours après ceux d'Emile Le Gallo, de Dominique de Villepin et d'Emmanuel de Waresquel, sans parler des *Vingt Jours* que j'avais publié en 2001, considérant que tout s'était joué entre le 1^{er} et le 20 mars 1815 ? Charles-Eloi Vial reprend le sujet dans un gros volume qui suit fidèlement le cours des événements mais réagit contre « *la vision centralisée* » de la période, en s'intéressant aux réactions de la province. Ce qu'il nous

montre, c'est une France apathique, attentiste, pour ne pas dire désabusée, une France silencieuse prise au milieu de deux minorités radicalisées, les blancs et les bleus. Nous voilà loin des envolées lyriques sur le vol de l'Aigle ou de la vision épique de Waterloo. Vial se délecte en revanche des intrigues de Fouché et de Talleyrand, les seuls à garder leur sang-froid. **Jean Tularde**

Perrin, 668 pages, 27 €. A paraître le 25 février.

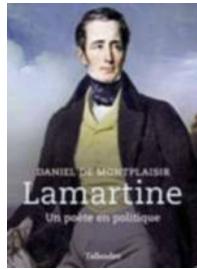


L'Aiglon. **Laetitia de Witt**

Frédéric Masson disait en 1904 que le fils de Napoléon ne valait que par son père. Si la mort tragique du duc de Reichstadt à 21 ans de tuberculose l'a fait entrer dans la geste napoléonienne, l'homme n'est pas seulement l'héritier impérial qui régna quinze jours en 1815, puis un prince exilé dans sa famille maternelle, enfin le duc héritaire de Reichstadt, une petite ville de Bohême où il ne se rendit jamais. Depuis son plus jeune âge, il a été habitué à un rôle de représentation dans l'attente d'un trône, mais sa vie ne fut faite que de frustrations. « *Ma naissance et ma mort, voilà toute mon histoire. Entre mon berceau et ma tombe, il y a un grand zéro* », disait-il lui-même. Descendante de la famille Bonaparte, Laetitia de Witt s'appuie sur un exceptionnel corpus de sources et de Mémoires pour réhabiliter ce jeune homme charmant, affable en société, romantique, volontaire, consciencieux et non dénué d'intelligence politique. Une biographie tout en finesse, qui manquait à l'historiographie impériale. **EM-R**

Tallandier, 496 pages, 24,90 €.





Lamartine. Un poète en politique. Daniel de Montplaisir

Le chantre de Milly, qui, dans les années 1830-1840, fut sacré comme le plus populaire des hommes publics et le plus grand poète français de tous les temps, mourut en 1869 presque solitaire, loin des honneurs, considéré comme un écrivain suranné, sauf en Mâconnais où le peuple savait gré au gentilhomme campagnard d'être toujours resté fidèle à son terroir d'origine. Cette biographie, aussi solide que fort bien écrite, exemplairement méthodique dans l'usage des sources, retrace en trois temps – l'attente, la gloire, la peine – un destin marqué par une mélancolie profonde, fructueuse littérairement, sans cesse contrée par une action politique flamboyante, de député de Mâcon à chef du gouvernement provisoire de la République, avec des idées souvent visionnaires au service de la liberté de la presse, de l'abolition de l'esclavage, de la réduction des inégalités ou de la concorde européenne. **EM-R**
Tallandier, 494 pages, 25,50 €.



Les Défricheurs du monde. Ces géographes qui ont dessiné la Terre. Laurent Maréchaux

Seul un bourlingueur comme l'auteur pouvait fusionner voyages, cartes, géographie aux rêves. Avec son choix de messagers aux pieds ailés qui, d'Homère, aveugle dans sa vieillesse selon la tradition, à Vidal de La Blache (1845-1918), le fondateur de la géographie universitaire, s'émerveillent aux beautés du monde, il invite le lecteur à s'embarquer à leur suite pour suivre la création des cartes qui dessinèrent la Terre. Anaximandre (v. 610-547 av. J.-C.),

le précurseur, la voit cylindrique et flottante ; Hécatée de Milet (v. 550-480 av. J.-C.) en donne la première représentation : elle est circulaire et entourée d'un fleuve, l'Océan. Sphérique, immobile et convexe dit Aristote (384-322 av. J.-C.) avant qu'Eratosthène, au siècle suivant, n'en calcule la circonférence et ne crée le mot « géographie ». Une science est née. Elle ne cessera de s'affiner dans ses représentations de la Terre, inventera le globe terrestre et la projection sphérique. S'y illustrent des physiciens comme Huygens, une famille, celle des Cassini, des naturalistes, Humboldt, « une académie à lui seul », et des géologues-trappeurs tel le Français Jules Marcou (1824-1898) trop oublié. Pour s'échapper du confinement, le livre idéal. **FV**

Cherche-Midi, 224 pages, 38 €.

Les Maréchaux de Staline. Jean Lopez et Lasha Otkhmezuri

Ils sont dix-sept à avoir été nommés maréchal entre 1935 à 1946. Des inconnus à l'exception de Vorochilov (1881-1969), à la carrière politique plus que militaire, marquant la primauté du Parti sur l'Armée rouge, et de Joukov (1896-1974) dont les soldats plantèrent leur drapeau sur le Reichstag à Berlin le 30 avril 1945. Outre leurs médailles (56 soit 5 kg pour Joukov !), leur carte du Parti et leur insigne (une étoile à cinq branches) qu'ont-ils en commun ? Un âge moyen de 48 ans, une participation pour douze d'entre eux à la Première Guerre mondiale et, pour tous, l'expérience de la guerre civile. Une guerre barbare sur d'immenses territoires, où l'on doit improviser, être en mouvement, user de la terreur et de l'endoctrinement avec un dédain absolu des pertes humaines. Tout est sacrifié à cette guerre totale, préfiguration de celle qu'ils mèneront contre Hitler. Dernier point commun : la Grande Terreur de 1937-1938. Trois y perdront la vie. Sur tous, l'ombre du dictateur, Staline. **FV**

Perrin, 600 pages, 25 €.



De Staline à Hitler. Robert Coulondre

Quand, en 1950, Robert Coulondre (1885-1959) écrit ses souvenirs, il n'est pas un ancien ambassadeur comme les autres. Ce « huguenot gai », comme le décrivait dans *Le Figaro* Vladimir d'Ormesson, a représenté Paris en URSS avant de rejoindre l'Allemagne nazie. A ce titre, il annonce la déclaration de guerre de la France à un Ribbentrop dépeint comme celui qui « monologue à froid ». François-Guillaume Lorrain, qui présente et annote cette réédition, s'attache avec insistance à montrer la perspicacité de Coulondre, cherchant à renforcer l'alliance de Paris avec Moscou pour que l'URSS ne se jette pas dans les bras de Berlin. Document sur une époque décisive, ces souvenirs décrivent aussi à leur manière les hésitations et les échecs de la politique française. **PM**

Perrin, 378 pages, 23 €. A paraître le 18 février.

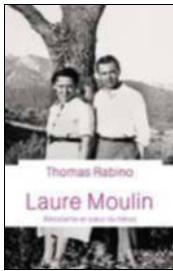
Terre inhumaine. Joseph Czapski

Ecrit entre 1942 et 1947, ce livre, paru en 1949, complété en 1971, était l'un des premiers témoignages sur l'horreur du goulag. Son auteur (1896-1993), vieille noblesse polonaise, chrétien, idéaliste, combat en 1919 les bolcheviks, puis s'engage en 1939. Désormais, son sort est lié aux aléas de la vie internationale.

Invasion de la Pologne par les Allemands et les Soviétiques en septembre : capturé par l'Armée rouge, détenu en camp, Czapski ignore que 8 000 de ses camarades, qu'il cherchera plus tard, ont été assassinés sur ordre de Staline. Juin 1941 : Hitler attaque l'URSS ; le 2 septembre les Polonais sont libérés pour lutter aux côtés des Russes. Objectif ? Gagner l'Iran, donc traverser toute l'URSS. Ce voyage vers la liberté se transforme en un périple terrifiant, reflet du « stalinisme au quotidien », qui transparaît dans ses descriptions de paysages et de rencontres. **FV**

Les Editions Noir sur Blanc, 448 pages, 23 €.





Laure Moulin. Thomas Rabino

Jean Moulin avait une sœur, connue jusqu'ici pour avoir été sa première biographe. Désormais, Laure Moulin existe par elle-même, et le mérite de ce livre est de révéler la « résistante » tout entière associée à l'œuvre clandestine du héros. Un portrait tout en finesse, qui donne davantage de relief à l'enquête que l'auteur consacre à la tentative de Laure pour connaître, dès la Libération, le sort du frère aimé. Ce qui interroge, ce sont les difficultés auxquelles elle se heurte. Certes, la guerre n'est pas finie, et Moulin n'avait pas que des amis dans la Résistance, mais l'enquêtrice ne manque pas d'appuis dans les hautes sphères du pouvoir, à commencer par le chef du gouvernement. Cette quête épisante d'une sœur impuissante à découvrir le moindre indice autorise une question : a-t-elle rencontré plus que des bonnes paroles ? H-CG

Perrin, 330 pages, 22 €.

La Guerre d'Algérie, une guerre sainte ? Roger Vétillard

Ce livre dévoile la dimension religieuse de la guerre d'Algérie. Sous l'égide de la confrérie des oulémas, proche des Frères musulmans, et dont l'influence ira croissant par le biais de ses commissaires politiques qui vont servir d'interface entre les moudjahidin (combattants de la foi) et la population, le combat du FLN s'inscrit dans le cadre des « principes islamiques » avec en vue l'application de la charia et l'épuration ethnique. Les autres tendances plus ouvertes à la démocratie sont liquidées. Rien ne doit résister à cet islam conquérant qui annonce la décennie noire et l'islamisme actuel. Avec cette généalogie du djihad algérien visant, à travers l'indépendance, à l'islamisation totale d'une société diverse, c'est une magistrale réplique qu'adresse Roger Vétillard à ceux qui n'ont vu et ne voient dans la guerre d'Algérie qu'un « simple conflit colonial d'un autre âge ». H-CG

Editions Atlantis,

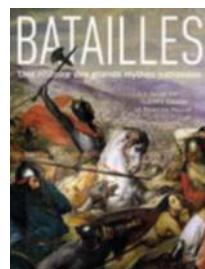
302 pages, 24 €.



24 heures de la vie en RDA. Emmanuel Droit

Cet universitaire décrit le communisme au quotidien à Zeitz, petite ville du Land de Saxe-Anhalt proche de Leipzig. Dans les années 1970, elle incarnait la réussite économique et sociale de la RDA et comptait 46 000 habitants. Actuellement, ils sont 28 000, dont 60 % de plus de 65 ans. Chaque chapitre présente une « scène » de l'année 1974 dans les lieux de la vie ordinaire, l'entreprise, l'école, la police, l'église (son pasteur s'immola par le feu), etc. On apprend ainsi la façon dont les citoyens socialistes sont modelés, les ravages de l'alcool, la xénophobie envers les travailleurs des « pays frères », l'énergie que la Stasi emploie à se surveiller elle-même, le désir de consommer des produits de qualité, l'artifice des liens avec l'URSS, le fossé qui se creuse entre dirigeants et simples citoyens, etc. En parallèle, l'auteur compare Zeitz avec le reste de la RDA et avec la RFA. Un oubli à mon sens : comment était présentée l'histoire de l'Allemagne avant la RDA ? FV

PUF, 200 pages, 17 €.

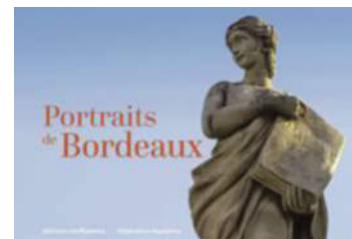


Batailles. Une histoire des grands mythes nationaux Isabelle Davion et Béatrice Heuser (dir.)

Aucune nation ne vit sans mythe. Et très souvent, le mythe national naît de la guerre. De Marathon à Stalingrad, dix-neuf batailles égrènent l'histoire de l'Europe avec Alésia, Poitiers, Marignan, Verdun. Toutes ont été perçues comme un moment décisif où se joue, plus que le déroulement d'une guerre, l'avenir d'une nation, même s'il ne s'agit pas toujours d'une victoire. Ainsi la bataille de Mohács, entre Hongrois et Turcs, en 1526, et celle de Culloden, entre Ecossais et Anglais, en 1746, signèrent la mort d'un Etat hongrois pour l'une et celle d'une nation écossaise catholique pour l'autre. Pourtant, ces défaites furent érigées en mythe. Ces cas ne sont pas uniques. Pourquoi et comment s'accomplirent ces métamorphoses ? Autant d'historiens que de batailles répondent à ces questions dans ce beau livre qu'accompagnent des cartes claires et une riche iconographie. FV

Belin, 320 pages, 33 €.

33
LE MONDE
HISTOIRE



Portraits de Bordeaux

Coordonné par Jean-Pierre Bost, Louis Maurin et Jean-Michel Roddaz

A la fin du XVIII^e siècle, Bordeaux accueille 300 ou 400 navires le long des berges de la Garonne. Elle connaît le plus rapide taux de croissance des villes françaises et dépasse, à la fin du siècle, les 120 000 habitants. Ouverte sur l'Atlantique, cette troisième ville de France est l'une des principales places commerciales de l'Europe. De cette époque, grâce aux plans d'urbanisme du marquis de Tourny, datent sa trame actuelle, ses places, ses constructions homogènes qui en font l'une des villes préférées des Français. Presque toujours, ils oublient que c'est l'une des villes les plus anciennes, née au tournant des VII^e et VI^e siècle av. J.-C., qu'elle fut la capitale de la province romaine d'Aquitaine, célèbre pour son université, ses vins et ses liaisons avec la mer du Nord. Superbement mis en page, agrémenté de documents variés et judicieusement choisis, ce magnifique livre en dévoile l'histoire et invite à flâner sous « ce ciel clément et doux » que chantait Ausone au IV^e siècle dans l'éloge de sa cité natale. FV

Editions Confluences/Fédération Aquitania, 240 pages, 38 €.





Les Jardins de France. Une histoire du Moyen Age à nos jours. Jean Vassort

« Le jardin, c'est la plus petite parcelle du monde et puis c'est la totalité du monde. » C'est sur la citation de Michel Foucault que s'ouvre cette inspirante histoire des jardins qui croise temporalité des saisons et des époques, rapport à la nature et aux espèces cultivées, art et créativité. La première partie, consacrée au Moyen Age, nous emmène à la découverte des jardins monastiques, des potagers et explique l'émergence des jardins d'agrément, qui se déployent, comme le montre la seconde partie, entre la Renaissance et la fin du XVIII^e siècle. Une troisième partie, couvrant ce même champ chronologique, laboure les potagers et les jardins botaniques. L'horizon contemporain est dessiné en guise d'épilogue. La multiplication des espaces végétalisés dans les villes, qui se constate dès le siècle des Lumières, ne cesse de croître. Ce fut d'abord l'engouement pour les jardins publics au XX^e siècle. Désormais, il s'agit de la conquête absolue du végétal jusqu'aux parois des immeubles. L'art du jardinier est plus que jamais le révélateur d'une société et de son époque. **EM-R**
Perrin, 384 pages, 23 €.



L'Action extérieure de la France. Entre ambition et réalisme. Georges-Henri Soutou (dir.)

Vingt-huit communications à l'Académie des sciences morales et politiques en 2019 associent, en s'appuyant sur l'histoire, approche théorique et étude de l'actualité pour situer la place de la France au XXI^e siècle. Une certitude, la mondialisation libérale est en panne, et une probabilité, l'hypothèse de conflits de haute intensité. Certains auteurs soulignent que l'intérêt national a toujours sous-tendu toute politique étrangère. La question sensible de l'identité est abordée à plusieurs reprises. Tous conviennent, malgré quelques divergences, qu'il est urgent de refonder la politique étrangère française en s'accordant pour préférer la raison à l'émotion et le réalisme à l'invocation, ajuster les pratiques budgétaires, avoir une claire hiérarchie des priorités, affirmer la nécessité d'une défense qui ne se résume pas à l'Otan au sein d'une Union européenne qui manque d'une pensée stratégique et d'une politique extérieure digne de ce nom. **FV**
PUF, 572 pages, 29 €.



Le Sabre et le Turban. Jusqu'où ira la Turquie ? Jean-François Colosimo

Mustafa Kemal, le fondateur de la Turquie moderne, et Recep Erdogan, le promoteur d'un nouvel Empire ottoman, sont jumeaux : l'un a voulu nationaliser l'islam, l'autre veut désormais islamiser la nation. Dans un essai d'une lucidité salutaire, Jean-François Colosimo montre que le XX^e siècle n'a connu qu'une seule et même Turquie : une sorte de « *fabrique identitaire sans cesse recommandée* » qui, dans les soubresauts d'un siècle sanglant, a oscillé habilement entre l'Orient et l'Occident, entre l'Europe et l'oumma pour servir un même but, l'hégémonie et la revanche. Avec finesse et minutie, l'auteur analyse les invariances turques, dénonce les massacres, les nettoyages ethniques, les coups d'Etat militaires, et enfin les compromissions des démocraties occidentales avec un « *nouveau sultan* » sachant jongler entre le « *turban religieux* » et le « *sabre politique* ». **F-JA**
Les Editions du Cerf, 216 pages, 15 €.



Des couples tragiques de l'histoire. Jean des Cars

Têtes couronnées, impériales, royales ou princières, tous devaient vivre heureux et traverser à deux la vie que leur offrait leur rang. Et pourtant, le destin en a décidé autrement, fracassant leurs espoirs et leur avenir. Louis XVI et Marie-Antoinette, Maximilien et Charlotte du Mexique, François-Ferdinand et Sophie de Habsbourg ou encore le shah d'Iran et la shahbanou, ce sont quatorze couples au triste sort dont Jean des Cars, historien des grandes dynasties européennes, nous conte les vies tragiques, où la passion se heurte aux us, à l'exil, à la mort parfois. Un ouvrage historique aux allures romanesques, agrémenté d'un cahier d'illustrations permettant au lecteur néophyte de mettre des visages sur des noms. **C-EC**
Perrin, 464 pages, 23 €.



La Confrérie des intranquilles. Laurent Dandieu

Dédié « *A qui voudra* », cet ouvrage récompense, dès ses premières lignes, « *qui veut* » se familiariser avec les membres d'un curieux cercle, qui unit Montaigne, Chateaubriand, Barrès, Fitzgerald, Drieu la Rochelle, Morand, Chardonne, Julien Green, Cioran et quelques autres, jusqu'aux contemporains Raspail et François Sureau. Leur commune « *intranquillité* », ce sentiment d'être « *un sphinx qui cherche inlassablement la clef de sa propre énigme* », inspire à Laurent Dandieu le désir de trouver cette clef qui ouvre le monde intérieur de chacun. Fort de leur fréquentation, il en perçoit le style, la personnalité, la pensée politique, les intuitions... Mieux que des écrivains, ce sont des amis que nous fait rencontrer ce livre, dont la plume aussi élégante qu'intranquille pourrait avoir été tenue par l'un des leurs. **IS**
Editions de l'Homme Nouveau, 204 pages, 20 €.



LE TERMINAL DES PRÉTENTIEUX

A quoi pourrait ressembler l'enfer au XXI^e siècle ? Dans un conte savoureux, Gaspard Koenig croque les dérives d'une époque régie par le néolibéralisme où la maximisation de tous les possibles dessine un monde sans signification.

De la chapelle des Scrovegni au chef-d'œuvre de Dante, l'iminaire médiéval nous a légué l'image de l'enfer comme une fournaise peuplée de monstres fourchus. L'abîme éternel se devait d'être la maximisation des afflictions terriennes : le feu, la torture, la maladie et la saleté conjugués à la perpétuité constituaient l'horreur absolue pour des hommes qui devaient se battre au quotidien contre les maux physiques. Mais pour nous, habitants de contrées démocratiques d'où la souffrance a quasiment disparu, où le Doliprane vient calmer la moindre douleur et le ventilateur la moindre canicule, quelle serait la définition du supplice ? Dans un conte philosophique savoureux le philosophe Gaspard Koenig répond en imaginant la géhenne comme un réseau d'aéroports connectés où les réprouvés sont condamnés à consommer et voyager sans cesse (sans pouvoir sortir bien entendu de chaque terminal). Un enfer aseptisé, climatisé, d'une propreté étincelante. Munis de cartes de crédit illimité, ils sont obligés d'acheter perpétuellement vivres et vêtements. Tous les choix sont possibles, mais ils ne peuvent ni dormir, ni pleurer, ni jouir, ni s'enivrer : « *Dans cet enfer, tout était disponible mais rien n'était satisfaisant.* »

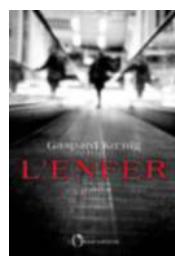
Le héros de Koenig est un économiste qui a œuvré toute sa vie pour la maximisation des possibles et le confort généralisé, loué les vertus de la technologie et appelé de ses vœux la fluidité totale des transactions. « *Je tenais pour valides les principes fondamentaux du néolibéralisme, qui avait considérablement amélioré les conditions de vie sur cette planète au cours des cinquante dernières années* », confesse-t-il. Il va bientôt découvrir qu'il a lui-même contribué à fabriquer le châtiment éternel auquel il est condamné. « *Le principe d'efficience poussé à son terme devait tout transformer en un gigantesque aéroport, parfaitement fonctionnel et totalement inutile.* » Dans cette fable savoureuse, le philosophe croque avec un vrai talent littéraire les dérives d'une époque précautionniste, utilitariste, matérialiste, qui promet l'infini des possibles et l'absence de risques, les cinquante marques de yaourts et la fouille à l'entrée des magasins, le mouvement perpétuel et le tourniquet à chaque seuil, la pleine santé et la signalétique infantilisante.

Président du laboratoire d'idées Génération libre, Gaspard Koenig est un libéral-libertaire pur jus. Etait ? Ce texte, qui ressemble au roman noir de la mondialisation libérale et à la dystopie d'une logique technologique poussée à son terme, sonne comme

la confession d'un repenti. Si le confinement a rendu les conservateurs libéraux, les ravages patents de la marchandisation du monde rendent certains libéraux conservateurs. Le mot ne plairait sans doute pas à l'auteur, mais le fait est qu'il ressemble plus à Tocqueville qu'à Jeff Bezos. « *J'aimais les ruisseaux qui coulent dans les prairies et pourtant, par je ne sais quel délire, quelle ferveur intellectuelle, j'avais semé sur mon passage les centres commerciaux* », dit son narrateur plein de regrets.

On perçoit même dans son roman une tonalité carrément réactionnaire... Dans l'éternité, son héros croise ainsi un Louis XVI en bonnet Gucci et vêtu d'un jogging, errant perpétuellement. « *Nous sommes tous devenus des gueux* », se lamente le monarque contraint de passer les portiques de sécurité de l'aéroport. « *J'étais la première digue, celle que l'humanité avait mis tant de siècles à construire : une fois brisée, les autres n'avaient aucune chance, et le monde a vite été englouti.* » Attention, Gaspard, les progressistes en ont envoyé au purgatoire pour moins que ça !

À LIRE



L'Enfer
Gaspard Koenig
Editions
de l'Observatoire
144 pages
17 €

Par Marie Zawisza

Un dernier verre à Pompéi

Le nouveau *thermopolium* retrouvé à Pompéi éclaire un peu plus la vie quotidienne dans la cité antique.



Avant que le ciel ne s'obscurcisse des nuées du Vésuve et que la vie ne se fige brutalement à l'automne 79, c'était une de ces places colorées de la Méditerranée où il faisait bon vivre. Une fontaine et un puits-citerne réjouissaient les passants de leur eau fraîche. Une taverne accueillait les gladiateurs après leur entraînement à la caserne toute proche – si l'on en croit la scène de combats de gladiateurs décorant ce lieu –, qui se mêlaient aux habitués ou aux clients de passage. Aujourd'hui, c'est une autre tranche de vie de cette place fréquentée de Pompéi que les archéologues viennent d'exhumier : une échoppe de restauration rapide dans un état de conservation exceptionnel, dont la désignation latine, *thermopolium*, est empruntée au

grec *thermos*, chaud, et *pôleô*, vendre. « En plus d'offrir un témoignage sur la vie quotidienne à Pompéi, la découverte de ce *thermopolium* donne des possibilités d'analyses exceptionnelles, parce que pour la première fois on a exhumé un environnement entier », s'est réjoui Massimo Osanna, directeur général du Parc archéologique de Pompéi, dans un communiqué.

Si la mise au jour de l'intégralité du *thermopolium* a été annoncée le 26 décembre 2020, un premier élément de cette échoppe avait été exhumé en 2019, dans le cadre du projet de sauvegarde « Grand Pompéi ». Sur cette place située au croisement de la ruelle des Noces d'Argent et de celle des Balcons, dans la région V de la cité antique, les archéologues avaient notamment

dégagé un comptoir orné d'une peinture représentant une Néréide tenant une cithare et chevauchant un cheval marin. C'est la beauté et la délicatesse de ce décor polychrome qui a déterminé la poursuite des opérations pour fouiller le *thermopolium* dans son intégralité.

Avec raison. Car sur ce comptoir sont apparues d'autres peintures d'une grande expressivité : une nature morte, avec deux canards abattus présentés la tête en bas, qu'on pouvait sans doute consommer sur place, un coq au plumage chatoyant, un chien noir en laisse. Sur cette dernière peinture, on déchiffre un graffiti, « *Nicia cinaede cacator* » : l'auteur s'y moque avec une certaine grossièreté d'un dénommé Nicia, probablement un affranchi grec, qui pourrait être le patron inverti et libertin du lieu. Il faut dire que les *thermopolia*, très populaires dans le monde romain, attiraient, si l'on en croit Plaute, une clientèle qui pouvait être encline à la beuverie...

L'emplacement de cet établissement dans un lieu de passage ouvert sur un large espace, était idéal pour attirer les clients. Son comptoir, immédiatement accessible depuis le trottoir, est disposé en L, avec en surface les ouvertures des *dolia*, grands pots en terre cuite, où plats chauds et boissons étaient stockés et servis. « Sur un des côtés du comptoir, adossé au mur, on avait en général un présentoir en étage où étaient exposés les plats et les vases contenant les divers mets. Pour compléter l'installation, un fourneau mobile pour réchauffer sur le moment les plats à servir chaud », explique Massimo Osanna dans *Les Nouvelles Heures de Pompéi* (Flammarion). Les archéologues ont retrouvé sur place neuf amphores, une patère en bronze, deux flacons, une *olla* (marmite) de table en céramique commune. Les matériaux comme les vestiges culinaires trouvés dans les *dolia* seront étudiés en laboratoire avec la précision permise par les nouvelles technologies, mises au service d'une équipe pluridisciplinaire composée de chercheurs en anthropologie physique, archéologie, archéobotanique, archéozoologie, géologie et vulcanologie.

Les premières analyses confirment d'ores et déjà que les peintures sur le comptoir représentent bien la nourriture vendue



dans le *thermopolium* : un fragment d'os de canard a été trouvé à l'intérieur de l'un des récipients, avec du porc, de la chèvre, du poisson et des escargots, témoignant de la grande variété des viandes utilisées pour préparer les plats. Il apparaît aussi que plusieurs ingrédients étaient cuisinés ensemble, à la façon d'une paella. En outre, les archéologues ont découvert au fond d'une jarre des fèves pilées, employées pour jouer sur le goût et la couleur du vin.

Une fois dégagés les dépôts pyroclastiques et les pences, le comptoir est en effet apparu intact, avec son mobilier et ses vestiges alimentaires, comme il avait été laissé au moment de l'éruption, juste avant la fuite des habitants. Des ossements humains témoignent d'ailleurs de la soudaineté de la catastrophe. Les uns, ceux d'un individu âgé d'une cinquantaine d'années, se trouvent dans le coin le plus intérieur de la boutique. L'homme semble s'être caché sous un lit d'enfant. S'agit-il du propriétaire du lieu, peut-être le dénommé Nicia ? Ou d'un passant venu s'abriter là dans sa course ? Ses os ont été dispersés, sans doute par les premiers fouilleurs. D'autres ossements semblent être ceux d'un voleur ou d'un fugitif affamé, tué par les vapeurs ardentes alors qu'il tenait à la main le couvercle du pot qu'il venait d'ouvrir, pris la main dans le sac presque deux mille ans plus tard !

BRÈVES DE COMPTOIR En haut : la fresque de Néréide décorant un côté du comptoir du *thermopolium* mis au jour à Pompéi en 2019. Page de gauche : la fouille de l'intégralité de cette échoppe, achevée en décembre 2020, offre des possibilités d'analyses exceptionnelles. A droite : un sarcophage exposé lors de l'annonce, le 17 janvier 2021, des nouvelles découvertes de la nécropole de Saqqarah.

LE RETOUR DE LA MOMIE

Avec sa pyramide à degrés, construite vers 2600 av. J.-C. par l'architecte Imhotep, la nécropole de Saqqarah, dans la région de Memphis, au sud du Caire, est non seulement la plus vaste d'Egypte mais aussi la plus ancienne. Elle témoigne en effet de toute l'histoire pharaonique, de la I^e dynastie à l'époque ptolémaïque. Si les dernières découvertes des archéologues égyptiens sur ce site étudié depuis le XIX^e siècle, en particulier par Auguste Mariette, par Jean-Philippe Lauer et par Jean Leclant, ne permettront peut-être pas de « *réécri[re] l'histoire de Saqqarah* », comme l'a annoncé l'égyptologue aussi célèbre que controversé Zahi Hawass, elles contribueront certainement à l'enrichir. Dans un puits funéraire situé à proximité de la pyramide du roi Téti, premier pharaon de la VI^e dynastie de l'Ancien Empire, l'équipe d'archéologues conduite par Hawass a en effet exhumé une cinquantaine de sarcophages du Nouvel Empire vieux de plus de trois mille ans, auxquels s'ajoute un sarcophage en pierre retrouvé dans un autre puits. « *Nous avons découvert un total de vingt-deux puits funéraires* », a déclaré Zahi Hawass à l'AFP. Parmi les autres découvertes dans ces puits, celle d'un « *soldat à côté duquel reposait sa hache de guerre* », « *un papyrus d'environ 5 m de long contenant le chapitre 17 du Livre des morts (...), des masques, des embarcations en bois, des jeux auxquels jouaient les anciens Egyptiens* ». Alors que l'Egypte espère inaugurer son nouveau musée archéologique, le Grand Egyptian Museum, sur le plateau de Gizeh, en 2021, et redynamiser le tourisme, les fouilles se poursuivent. MZ



DANS LE PALAIS D'HÉRODE

Pour accéder à l'Hérodion, le palais-forteresse colossal qu'Hérode le Grand, roi de la Judée romaine entre 37 et 4 av. J.-C., fit creuser dans la falaise d'une colline qu'il avait exhaussée entre Jérusalem et Bethléem, on peut désormais gravir son escalier monumental, surmonté d'arches, et déboucher sur le hall principal de l'édifice, aux parois ornées de fresques aux teintes de brun, de vert et de noir. Ces espaces ont été ouverts au public le 13 décembre 2020. Les visiteurs peuvent aussi pour la première fois déambuler dans le théâtre royal, où le souverain accueillit, en 15 av. J.-C., le général romain Marcus Agrippa. Désormais restauré, ce théâtre avait été découvert il y a une dizaine d'années par l'archéologue Ehud Netzer, de l'Université hébraïque de Jérusalem. MZ

ARCHÉOLOGIE

Par Marie Zawisza

Le soldat reconnu

Cent six ans après la disparition au front du capitaine d'Hotelans, son corps a été identifié et sera bientôt rendu à sa famille.

Quatorze corps, disposés tête-bêche et enterrés à 40 cm sous terre. Retrouvés durant l'été 2020 au Châtelet-sur-Retourne, dans les Ardennes, lors d'une fouille préventive menée par la Direction régionale des affaires culturelles (Drac) Grand Est, ces soldats avaient été inhumés en uniforme dans une tranchée au début de la Grande Guerre. Au terme de son enquête, la Drac a pu déterminer la date et les circonstances de leur mort et identifier cinq d'entre eux, parmi lesquels le capitaine Etienne Broch d'Hotelans.

« En recoupant l'ancre marine figurant sur les boutons de leur capote militaire et les plaques des ceinturons avec les archives des combats autour du Châtelet-sur-Retourne, nous avons pu établir que ces soldats appartenaient à l'infanterie coloniale du Maroc, qui avait combattu là le 1^{er} septembre 1914 », indique Yves Desfossés, chargé de mission sur l'archéologie des conflits contemporains à la Drac Grand Est. Ces soldats métropolitains étaient chargés du maintien de l'ordre au sein du protectorat français. Lorsque la guerre éclate, ils sont rappelés en urgence. Nommé capitaine en juin 1914, à 35 ans, Etienne d'Hotelans se remet alors à peine d'une blessure au bras. Mais « n'écoutant que sa bravoure, et malgré l'état de son bras non encore complètement rétabli, Etienne d'Hotelans supplia le général Lyautey de l'affecter à

une unité envoyée en France », lit-on dans un ouvrage sur la famille Broch d'Hotelans.

Débarquée à Sète mi-août 1914, la division marocaine se trouve le 1^{er} septembre au Châtelet-sur-Retourne face aux troupes allemandes, dont elle doit contenir l'avancée vers Reims. Sa mission : « défendre le passage de la Retourne et tenir au village coûte que coûte », indique le journal de marche du 7^e bataillon colonial qui, après de lourdes pertes, fusionne avec le 9^e bataillon, l'unité initiale du capitaine d'Hotelans.

Au cours de la matinée, des tranchées de défense sont creusées. Peu après 13 h 30, l'artillerie allemande ouvre le feu sur la lisière du village et l'infanterie tire sur les tranchées. Vers 14 heures, alors que l'ennemi approche, le capitaine d'Hotelans fait « mettre baïonnette au canon, ouvre un feu à répétition à 250 m et fait exécuter par ses deux sections plusieurs bonds en avant qui arrêtent momentanément l'offensive allemande ». Mais lui-même tombe grièvement blessé. Le premier peloton doit se replier dans ses tranchées. Au cours de l'après-midi, quelques-uns de ses hommes se présentent pour chercher leur capitaine sur le terrain. Menées sous une pluie d'obus, leurs recherches seront vaines. A 19 h 30, l'ennemi, supérieur en nombre, a pénétré dans le village. « Les troupes se replient pas à pas, les maisons sont criblées d'obus et toute résistance devient impossible »,



relate le journal de marche. Ce jour-là, on dénombre, côté français, dix-huit tués et cent soixante disparus.

Cent six ans plus tard, quatorze d'entre eux viennent donc d'être retrouvés, « déposés dans une des tranchées, avec un certain soin, sans doute par les Allemands dans un but prophylactique, ou peut-être par les villageois », observe Yves Desfossés. Quatre ont pu être identifiés grâce à leurs plaques militaires. Le capitaine d'Hotelans a pu l'être notamment par ses attributs militaires, la chevalière arborant les armoiries familiales qu'il portait encore au doigt et ses médailles religieuses, comme celle de sa première communion.

Si le père d'Etienne d'Hotelans, qui était retourné après-guerre sur le terrain, n'avait pu trouver le corps de son fils, sa famille entretient la mémoire de cet oncle resté sans descendance. « Son frère, mon arrière-grand-père, appela son fils Etienne. Et ce dernier conservait chez lui un buste et des médailles de son oncle, que nous admirions enfants », confie Charles-Henri d'Hotelans. En 2020, la famille avait demandé au maire de Chénas, commune natale d'Etienne d'Hotelans, dans le Rhône, l'autorisation d'apposer dans l'église une plaque à son nom, retrouvée dans une église du Maroc. « Celui-ci nous a écrit que non seulement il acceptait, mais aussi qu'il venait d'être contacté par l'Office national des anciens combattants : le corps de mon arrière-grand-oncle venait d'être retrouvé ! » raconte Charles-Henri d'Hotelans. Etienne d'Hotelans devrait être inhumé en juin 2021 à Chénas, dans le caveau familial. ✓

MÉMOIRE VIVE Ci-contre : la tranchée où furent déposés les corps de quatorze soldats tués lors des combats autour du Châtelet-sur-Retourne, le 1^{er} septembre 1914. Parmi eux, le capitaine Etienne Broch d'Hotelans (en haut).





© H-K

POINT DE RILLETTES POUR M. DE BALZAC

De Tours ou du Mans ? Entre les amateurs de rillettes, la guerre est ouverte. Pour le plus grand plaisir des papilles !

Dans *Le Lys dans la vallée*, Balzac décrit sa frustration d'avoir été privé de rillettes lorsqu'il était élève à la pension Le Guay, à Tours, entre 1804 et 1807 : « Cette préparation, si prisée par quelques gourmands, paraît rarement à Tours sur les tables aristocratiques ; si j'en entendis parler avant d'être mis en pension, je n'avais jamais eu le bonheur de voir étendre pour moi cette brune confiture sur une tartine de pain (...). » Ses camarades, issus de la petite bourgeoisie tourangelle, le narguent méchamment en lui faisant passer sous le nez sans le partager leur excellent casse-croûte de midi : « Tu n'as donc pas de quoi ? (...) Ce contraste entre mon abandon et le bonheur des autres a souillé les roses de mon enfance, et flétrit ma verdoyante jeunesse. » Qui sait s'il serait devenu l'auteur prolifique que l'on sait s'il n'avait pas subi cette cruelle brimade dans sa tendre enfance ?

© COLLECTION KHARINE-TAPABOR. CRÉATION : SDI. PHOTO : © MDJ.

Les rillettes – diminutif du mot médiéval « rille », longue bande de lard, qui a aussi donné « rillon », gros cube de lard confit – désignent la pâte onctueuse que l'on obtient en cuisant longuement à feu doux du maigre et du gras de porc, jusqu'à l'obtention d'une compote facile à tartiner. C'est une recette de conservation de la viande de porc que l'on retrouve avec des variantes multiples dans toute la France de l'Ouest, depuis le Val de Loire jusqu'à l'Aquitaine. Mais les deux plus fameuses, objet d'une querelle picrocholine, sont celles de Tours et celles du Mans. Préparation paysanne à l'origine, elles apparaissent pour la première fois dans la littérature sous la plume de Balzac et, peu après,



dans l'édition de 1845 du dictionnaire de Bescherelle. A partir de 1865, elles commencent à être élaborées par les charcutiers de Tours dont elles deviennent une spécialité renommée. Petit à petit, le Maine s'empare de la recette et la ville du Mans éclipse au début du XX^e siècle sa rivale ligérienne, en raison de l'importance de la production porcine qui est commercialisée au marché de Connerré. Ce bourg est en outre une halte ferroviaire où les trains s'arrêtent pour refaire le plein d'eau. Un malin charcutier, Albert Lhuissier, imagine de vendre aux cheminots ses rillettes, plus finement hachées et grasses que les tourangelles. Dans les années 1920, l'aventure industrielle commence, dominée par la maison Bordeaux-Chesnel. Demeurées artisanales et plus confidentielles, aujourd'hui, seules les rillettes de Tours bénéficient d'une IGP. Elles doivent mijoter entre cinq heures et demie et douze heures et provenir d'une aire délimitée comportant l'Indre-et-Loire et ses environs immédiats. Même Proust ne s'y était pas trompé dans *Le Côté de Guermantes* : « *L'esprit des Guermantes – entité aussi inexistante que la quadrature du cercle, selon la duchesse, qui se jugeait la seule Guermantes à le posséder – était une réputation comme les rillettes de Tours ou les biscuits de Reims.* » Balzac et Proust : excusez du peu !

39
L'ESPRESSO
HISTOIRE

UN PETIT CREUX... Ci-dessus : *Le Goûter des enfants dans la Sarthe*, carte postale vers 1920.

LA RECETTE

PARMENTIER À LA TOURANGELLE

Préparez un écrasé de pommes de terre au beurre. Étalez-en une couche épaisse au fond d'un plat à gratin. Recouvrez-la d'une duxelles de champignons de Paris (on en produit de délicieux dans les troglodytes de Touraine), c'est-à-dire d'un fin hachis de champignons et d'échalotes grises, poêlé au beurre, salé et poivré. Étalez ensuite une généreuse couche de rillettes de Tours IGP au vin de Vouvray (celles de la maison Hardouin à Vouvray sont délectables ; on les trouve chez un certain nombre de revendeurs en France). Recouvrez d'une couche d'écrasé de pommes de terre et gratinez 30 min au four. Servez avec un jasnières sec ou tendre, ou bien encore un romorantin ou un cheverny rouge (84 % de pinot noir) du domaine de Chambord, élaborés par le grand Henry Marionnet.



ENCOUNTERURE

© SEBASTIEN DANGUY DES DESERTS POUR LE FIGARO HISTOIRE. © OLIVIER BAILEZ POUR LE FIGARO HISTOIRE. © ILLUSTRATIONS DE STÉPHANE HEUET POUR LE FIGARO HISTOIRE.

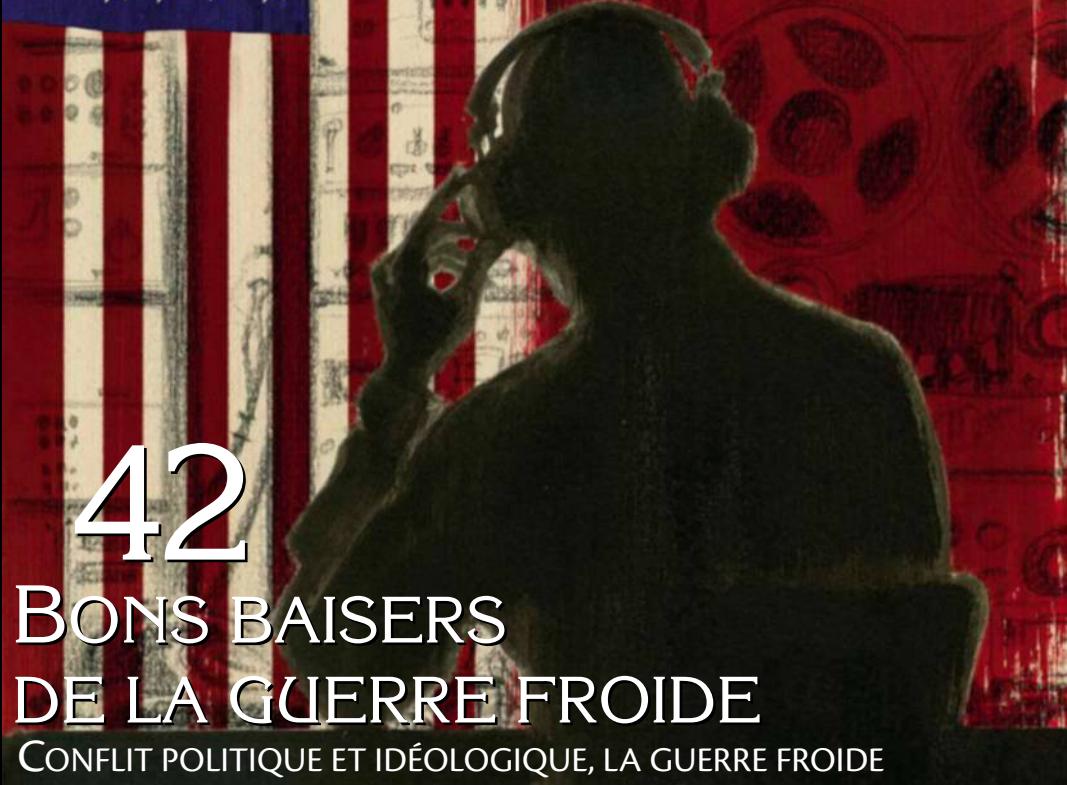
56 EN EAUX TROUBLES

AUDACIEUSES, SCANDALEUSES, MARQUÉES PAR LA TRAHISON OU
LE MYSTÈRE... DES ROSENBERG À FAREWELL, CES SEPT GRANDES AFFAIRES
ONT RYTHMÉ LA GUERRE FROIDE, ENTRE DÉSINFORMATION COLLECTIVE,
DÉSTABILISATION, MANIPULATION ET INFILTRATION POLITIQUE.



42 BONS BAISERS DE LA GUERRE FROIDE

CONFLIT POLITIQUE ET IDÉOLOGIQUE, LA GUERRE FROIDE
FUT UNE GUERRE DE CINQUANTE ANS QUI VISAIT À LA SUBVERSION
TOTALE DE L'ADVERSAIRE.





66

L'HONNEUR PERDU DU CLUB DES CINQ

ILS ÉTAIENT BRITANNIQUES, BRILLANTS
ET ROMANESQUES EN DIABLE. GRISÉS PAR
LE MARXISME, LES « CINQ DE CAMBRIDGE »
N'EN TRAHIRENT PAS MOINS LEUR PAYS
AU PROFIT DE L'URSS.

EXTRAIT DE L'OUVRAGE « LES CINQ
DE CAMBRIDGE INTÉGRALE » DE NEURAY
ET LEMAIRE © CASTERMAN. AVEC L'AIMABLE
AUTORISATION DES AUTEURS ET DES
EDITIONS CASTERMAN.



GUERRE FROIDE NID D'ESPIONS 1945-1991

ET AUSSI

LE PONT AU CHANGE
DES AGENTS TRÈS SPÉCIAUX

LE BAL DES ESPIONS

LE MIROIR AUX TIROIRS

OSS 117 CONTRE 007

DES CHIFFRES ET DES LETTRES

LE CHOC DES TITANS





Bons baisers de la guerre froide

Par Georges-Henri Soutou, *de l'Institut*

Après s'être partagé l'Europe à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS et les Etats-Unis ont, durant près de cinquante ans, mené une guerre idéologique et politique pour étendre leurs zones d'influence dans le monde. Les services secrets y jouèrent un rôle clé.



La guerre froide fut d'abord un conflit politique et idéologique : il ne s'agissait pas de détruire l'adversaire, mais de le transformer, de l'amener à se rallier à votre vision du monde, à vos valeurs, à votre modèle d'organisation politique, sociale et économique. Certes la menace et la pression militaire jouaient leur rôle, certes de nombreux conflits armés locaux marquèrent la guerre froide, de l'Indochine à l'Afghanistan, mais à la différence des guerres précédentes, l'action militaire ne constituait pas l'essentiel.

Bien entendu, même « froid », l'affrontement Est-Ouest était d'une très grande âpreté. La distinction classique entre l'état de paix et l'état de guerre était fortement érodée. « *La lutte pour la paix* », tel était le très significatif slogan stalinien. La guerre avait été de tout temps la poursuite de la politique (« *par des moyens plus violents* », avait dit Lénine, complétant ainsi sa manière Clausewitz). Mais désormais la politique était aussi pour beaucoup la poursuite de la guerre, ou son succédané.

Renseignement et sécurité nationale

Cette évolution était en fait antérieure à la guerre froide. Elle orienta les services secrets soviétiques depuis la guerre civile de 1918-1920 et marqua également les services nazis à partir de 1933. On ne se contentait plus de recueillir des informations secrètes diplomatiques et militaires, on établissait une cartographie complète des forces et des faiblesses de l'adversaire dans tous les domaines (y compris l'état de l'opinion, l'économie, etc.). Le mot anglais « *Intelligence* » (compréhension) rend bien compte de cet élargissement des objectifs, qui marqua

également, à partir de la guerre d'Espagne et de la Seconde Guerre mondiale, l'évolution des services occidentaux.

L'*Intelligence* ajoute au renseignement l'analyse de celui-ci, fonction qui était jusque-là confiée aux capacités très variables des décideurs et qui était maintenant intégrée au processus du « cycle de renseignement ». Elle comporte également l'intégration aux sources secrètes des sources ouvertes, et la recherche d'une compréhension en profondeur, de nature stratégique, pas seulement tactique.

Par ailleurs, la sécurité intérieure était en général tenue à part du renseignement extérieur et assurée par des organismes distincts. En France, l'affaire Dreyfus (qui fut au départ une affaire de services secrets) avait montré que c'était souhaitable dans des pays libéraux. Mais l'intrusion croissante de l'idéologie dans les relations internationales à partir des années 1930 produisit une profonde évolution : l'ennemi n'était plus seulement extérieur, il pouvait être intérieur, en liaison avec l'étranger. Par ailleurs, les Soviétiques, et dans une certaine mesure les nazis, avaient uni le renseignement extérieur et intérieur, c'était la caractéristique essentielle du KGB soviétique (et de ses prédecesseurs depuis 1918). En effet, « l'ennemi de classe » (ou « l'ennemi de race » pour les nazis) ne connaissait pas les frontières.

Les Occidentaux, de façon plus timide car contraints par des normes juridiques très réticentes à l'assimilation de l'opposant intérieur à un ennemi étranger, malgré les réalités idéologiques internationales issues des années 1930, coordonnèrent quand même tant bien que mal leurs services de



GUÉRILLEROS Page de gauche : une patrouille de Contras, au Nicaragua. En guerre contre le gouvernement sandiniste (soutenu par l'URSS et Cuba), les Contras ont bénéficié d'un financement américain occulte organisé par la CIA par le biais de ventes d'armes à l'Iran alors sous embargo. C'est le scandale de l'Irangate révélé en 1987. Ci-dessus : un moudjahid afghan équipé d'un missile Stinger, en 1988. De 1979 à 1992, la CIA a secrètement armé les rebelles en lutte contre le régime communiste au pouvoir à Kaboul.

sécurité. En Grande-Bretagne ce fut par le Joint Intelligence Committee (Comité conjoint du renseignement). Aux Etats-Unis, ce fut par la création en 1947 du National Security Council, relevant directement du président. Le nouveau concept était celui de la « sécurité nationale ».

La place de l'idéologie

L'irruption des conflits idéologiques au XX^e siècle a transformé le renseignement. Mais s'il est sûr que la place nouvelle de l'idéologie dans la politique extérieure ne pouvait qu'influencer l'organisation et le travail des services secrets, il faut éviter de penser qu'elle commandait tout, alors que les différents pays continuaient à poursuivre des objectifs classiques à côté de la guerre froide. La Grande-Bretagne et la France avaient leur propre politique dans leurs anciens espaces coloniaux, les Etats-Unis, en Amérique latine, et on pourrait en dire autant de Moscou vis-à-vis de l'Allemagne ou du Moyen-Orient, par exemple. C'est une question particulièrement délicate, car l'idéologie peut être un cadre de référence contraignant mais qui ne fait pas disparaître des objectifs géopolitiques plus classiques (cas de l'URSS) ou alors elle devient une explication commode ou une obsession (« la main de Moscou », qui a conduit parfois Paris ou Washington à de graves erreurs d'interprétation, notamment lors des deux guerres d'Indochine ou lors de la guerre d'Algérie).

Un autre exemple est celui de la motivation des agents secrets. Au début de la guerre froide, les Soviétiques obtiennent leurs plus grands succès dans ce domaine avec des Britanniques idéologiquement motivés depuis la guerre d'Espagne, comme les « Cinq de Cambridge », dont le fameux Philby, qui pendant la Seconde Guerre mondiale et les débuts de la guerre froide fournit des renseignements très importants à Moscou. Dans le sens inverse, le colonel Penkovsky, qui se mit au service des Américains en 1960 et qui fut l'un des plus importants transfuges, le fit par rejet du communisme soviétique.

Mais par la suite, la motivation fut très souvent essentiellement financière : Aldrich Ames, haut responsable de la CIA, fut arrêté en 1994 et avoua avoir travaillé pour Moscou depuis 1985. Ses raisons étaient purement péculiaires. Or il fut l'un des espions à avoir fait le plus de mal à la CIA, voir le plus dangereux de tous. Depuis les années 1970, avec le recul du prestige moral du communisme, les recruteurs de Moscou utilisèrent, outre les faiblesses humaines habituelles, de plus en plus souvent la promesse de sommes considérables.

En outre, le contexte idéologique et le rapprochement institutionnel de l'espionnage et du contre-espionnage conduisirent à des chasses aux sorcières, selon un paradoxe très simple : plus un agent adverse retourné apportait de bons renseignements, plus il était soupçonné par le contre-espionnage d'être une taupe





COUPS D'ÉTAT En haut : des manifestants monarchistes à Téhéran en 1953, après le coup d'Etat orchestré par la CIA contre le Premier ministre Mossadegh. Ci-dessus : l'armée chilienne tire sur le palais présidentiel de Santiago durant le coup d'Etat du général Pinochet, en 1973, également encouragé par les Etats-Unis. Page de droite : Lech Walesa, leader de Solidarnosc, soutenu par la CIA, à Gdansk, en août 1980.

soviétique attendant la première occasion pour « désinformer » (encore une expression apparue à l'époque) ses employeurs. S'ensuivait une lutte acharnée entre les services concernés, ainsi que des soupçons en cascade, le contre-espionnage se méfiant des collègues de l'espionnage qui prenaient pour argent comptant les révélations du transfuge. Le résultat était une « jungle de miroirs », comme on l'a dit, comme celle qui a paralysé la CIA pendant une dizaine d'années, alors que le chef du contre-espionnage, James J. Angleton, appuyé sur les révélations en 1961 d'un transfuge, Anatoli Golitsyne, imaginait un plan démoniaque du KGB pour désinformer les Etats-Unis sur le sens et les objectifs de la politique extérieure russe. En même temps, Golitsyne multipliait les accusations contre des membres de tous les services secrets occidentaux, mais de façon imprécise, ce qui ne faisait qu'attiser les soupçons.

La CIA ne s'en sortit qu'en tirant un trait et en mettant Angleton à la retraite. Encore aujourd'hui, on ne sait pas avec certitude ce qu'il y avait de vrai dans les propos de Golitsyne. Mais il est clair que la désinformation du KGB, certes bien réelle, n'a pas cherché à s'élever à la hauteur politique et quasi philosophique que lui attribuait Golitsyne. C'était une bureaucratie, et ses méthodes étaient plus classiques, plus tactiques que stratégiques pourrait-on dire.

Au commencement était l'action

La Seconde Guerre mondiale avait grandement amplifié une branche de l'espionnage, l'action secrète, visant, au-delà du simple renseignement, à intervenir dans le cours des choses, mais de façon camouflée, irrégulière, par des envois d'armes, d'argent, éventuellement par la prise en main voire la création

d'organisations politiques dans le pays que l'on veut influencer. Ce fut évidemment le cas du soutien anglo-américain aux mouvements de résistance en Europe. Mais après 1945, l'action garda définitivement sa place dans la nébuleuse du renseignement. Tout le monde y eut recours, le KGB bien sûr, mais aussi les services occidentaux et en particulier la CIA, fort souvent. Sans doute d'ailleurs au détriment de la fonction renseignement proprement dite.

C'est ainsi que l'on créa à Washington, en juin 1948, l'Office of Policy Coordination, qui fut par la suite englobé dans la CIA, et qui mena des opérations subversives, avec parachutages et infiltrations d'opposants, dans les pays d'Europe orientale, ainsi qu'en Ukraine et dans les pays Baltes. La plupart de ces entreprises devaient échouer ; outre qu'elles étaient encore très rudimentaires, l'espionnage soviétique avait pénétré, grâce à Philby, les services britanniques qui collaboraient étroitement avec la CIA dans toutes ces opérations.

D'autres opérations américaines réussirent mieux, dans le contexte de la guerre froide, mais en dehors de la zone d'influence soviétique et dans des pays où l'influence américaine était bien implantée. Les renversements, par des coups d'Etat largement encouragés ou même suscités par la CIA, du Premier ministre iranien Mossadegh, jugé trop favorable aux communistes, en 1953, et, l'année suivante, d'Arbenz au Guatemala furent des cas d'école, provoquant une surestimation à Washington de ce que l'action secrète pouvait accomplir. Le coup d'Etat au Chili du général Pinochet en 1973 fut également encouragé par la CIA, mais avec des moyens plus discrets.

De retentissants échecs eurent également lieu. Ainsi l'affaire dite de la baie des Cochons, en avril 1961, où des opposants à Castro, équipés et armés par la CIA, furent débarqués, mais, sans le soutien aérien promis, se retrouvèrent battus et faits prisonniers par les Cubains. Cet échec majeur, auxquels vinrent s'ajouter par la suite de nombreuses opérations secrètes menées dans le cadre de la guerre du Vietnam, conduisit le Congrès, en 1973, à restreindre les pouvoirs de guerre du président et en 1976 à établir un comité du Sénat pour le renseignement, chargé de superviser les activités des services secrets – ce qu'il fit avec plus ou moins d'efficacité.

La CIA, très abattue, fut revitalisée par un nouveau directeur, William Casey, nommé en 1981 par le président Reagan, un ancien de la Seconde Guerre mondiale. Elle relança l'action secrète, mais par des moyens beaucoup plus sophistiqués que lors des décennies précédentes. On le vit avec le soutien apporté à Solidarnosc en Pologne. L'idée de manœuvre de Casey était de jouer à la fois sur l'aspect catholique, en liaison avec le pape Jean-Paul II, et sur l'aspect syndical de Solidarnosc. Il a travaillé aussi à cette occasion avec certains éléments de l'Internationale socialiste en Europe. Casey était persuadé que le communisme pouvait être battu en Pologne et que cela aurait des répercussions sur le reste du monde communiste.

Les résultats furent nets : dès 1985, 400 publications clandestines, dont certaines tiraient à plus de 30 000 exemplaires

grâce au matériel informatique et de reprographie fourni par les Américains, faisaient échec à la tentative du pouvoir de museler Solidarnosc. Par ailleurs, si la Pologne échappait au communisme, on était persuadé que le reste de l'Europe orientale suivrait. En mai 1982, Reagan prit la *National Security Decision Directive (NSDD) 32*, qui prévoyait des mesures économiques, politiques et secrètes afin de « neutraliser les efforts de l'URSS pour maintenir son emprise en Europe orientale ». Cela s'inscrivait dans une stratégie générale, reposant sur des idées simples, mais efficaces. On ruinerait l'URSS par la compétition militaire et technologique. On multiplierait les opérations secrètes pour encourager les opposants en Pologne, mais aussi en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Cette stratégie offensive s'étendit à l'Afghanistan. Le président Carter avait commencé à aider les rebelles, mais l'aide devint massive à partir de 1985 (elle comporta en particulier des fusées antiaériennes portables à dos d'homme et très efficaces, les fameux Stinger). A partir de 1987, les Etats-Unis fournirent 65 000 tonnes d'armes par an, pour une valeur totale de 2 milliards de dollars. Des équipes de la CIA allèrent sur le terrain pour conseiller les rebelles, les faire profiter des renseignements obtenus grâce aux satellites de reconnaissance, etc. Et surtout, la stratégie sous-jacente était tout à fait nouvelle. En octobre 1984, Casey se rendit au Pakistan et expliqua aux autorités locales que l'on ne se contenterait pas d'aider les rebelles afghans, mais que l'on organiserait une subversion religieuse musulmane dans le sud de l'URSS avec l'aide des services pakistanais, en particulier en expédiant des exemplaires du Coran, des livres, etc. Donc c'était l'URSS elle-même qui était visée par son point faible. Casey encouragea même les services pakistanais à organiser des raids armés menés par des Afghans sur le territoire soviétique avec du matériel fourni par la CIA. On allait décidément très loin et on retournait contre les Soviétiques les méthodes qu'ils avaient eux-mêmes souvent utilisées.

Cette stratégie d'aide aux « combattants de la liberté », comme les appelait Reagan, s'étendit à d'autres régions : en 1986, elle fut accordée à Jonas Savimbi, chef de l'Unita qui luttait en Angola contre le régime de Neto, lui-même soutenu par les Soviétiques et les pays de l'Est par tous les moyens, y compris le renseignement et l'action secrète. Outre cette assistance militaire à des mouvements de guérilleros, on accorda également une aide politique non militaire à des mouvements anticommunistes au Mozambique et en Ethiopie. Tout cela fut extrêmement rentable, car dans l'ensemble efficace et relativement peu coûteux : pour la période 1985-1987, au total 650 millions de dollars (l'essentiel pour l'Afghanistan). On avait trouvé la parade à la pénétration idéologique du tiers-monde par l'URSS, renforcée à partir du milieu des années 1970 par des opérations militaires, éventuellement par Cubains interposés, et par la prise en main, essentielle, des services de sécurité des pays concernés par le KGB.

En même temps, une telle politique n'est pas facile à conduire dans une démocratie : elle devait capoter en partie



en 1987 avec l'immense scandale de l'Irangate, qui atteignit gravement l'autorité du président Reagan. Rappelons qu'à la fin des années 1970 et au début des années 1980 c'était l'Amérique centrale qui constituait la première préoccupation de Washington, à la suite de la révolution sandiniste au Nicaragua en 1978 et de la guerre civile au Salvador, appuyées par Cuba et derrière elle l'URSS. Reagan décida d'apporter un soutien important au gouvernement salvadorien, et fit voter par le Congrès, en 1986, une aide aux rebelles du Nicaragua (les Contras). Ce fut l'occasion d'une crise très sérieuse. En effet, après les élections de 1986 défavorables à l'administration en place, le Congrès se montra très réticent à financer l'aide aux Contras : du coup, la CIA mit sur pied une aide occulte, financée par des ventes d'armes à l'Iran, secrètes et tout à fait illégales. L'affaire fut révélée et provoqua en 1987 le grand scandale de l'Irangate ; Reagan échappa à l'*Impeachment*, mais son autorité en ressortit affaiblie, même si le coup d'arrêt au communisme en Amérique latine avait été efficace.

Guerre électronique et codes

Si tout cela est à peu près bien connu désormais, un autre aspect capital du renseignement pendant la guerre froide fut, à côté de l'utilisation de sources humaines, la course aux sources techniques, au déchiffrement des communications de l'adversaire et à l'espionnage électronique sous toutes ses formes, pour capter communications téléphoniques ou radioélectriques, émissions radar, bref tous les aspects de la guerre des ondes. Tout cela avait commencé en 1939-1945, avec d'ailleurs les premières applications concrètes de ce que l'on



appellerait par la suite l'informatique, et la guerre froide se situait dans l'exact prolongement. Mais ce fut tenu très secret. Ce ne fut qu'à la fin des années 1970 que les Britanniques révélèrent qu'ils avaient décrypté beaucoup de messages allemands chiffrés sur la fameuse machine Enigma, ce dont les Allemands ne s'étaient pas rendu compte, tandis que les Américains avaient fait de même avec les communications japonaises.

Les efforts furent poursuivis après 1945, mais désormais contre l'URSS. Celle-ci (mais on est là moins bien informé) protégeait ses communications mieux que ne l'avaient fait les Allemands. Avec cependant parfois des faiblesses : durant les années 1970, l'ambassade américaine à Moscou captait les radiotéléphones des dirigeants soviétiques traversant Moscou dans leurs limousines. Et pendant la guerre, le NKVD (l'ancêtre du KGB) débordé commit quelques erreurs dans les procédures de chiffrement, qui furent exploitées à partir de 1947 par les Américains (opération « Venona »). Ce fut un travail de fourmi, qui n'avait évidemment plus d'actualité opérationnelle, mais qui permit de repérer des agents soviétiques (dont Philby) et fit prendre conscience à Washington et à Londres de l'ampleur de la pénétration soviétique, véritable tournant après leurs illusions pendant la guerre.

C'est seulement depuis peu que l'on a compris l'importance de l'espionnage électronique pendant la guerre froide : des deux côtés, des navires, des avions, des sous-marins, plus tard des satellites, tentaient de capter les signaux émis par les centres de commandement, les radars, les installations et les matériels de toute nature de l'adversaire. Tout cela était essentiel pour suivre le processus de décisions et les forces armées de l'adversaire, pour percevoir ses intentions et le cas échéant pour déjouer ses défenses. Pendant ce temps, les ambassades adverses étaient transformées en véritables studios d'émission, avec la mise en place de systèmes d'écoute de toute nature...

Là, du côté occidental, les Américains avec la NSA et les Britanniques avec leur très important centre de guerre électronique GCHQ (ce qui signifie modestement « Quartier général des communications gouvernementales ») dominaient le terrain, ne partageant que fort peu avec leurs alliés de l'Otan, quand ils ne les

écoutaient pas, et restant entre eux. Or, la base et la consistance réelles de l'Otan se trouvaient justement dans tous ces systèmes.

Leurs résultats étaient vérifiés et complétés sur le terrain par les « missions de Potsdam », dont le rôle n'a été connu qu'après la fin de la guerre froide. En effet, d'après les accords de 1945, les Américains, Britanniques et Français entretenaient à Potsdam des missions militaires de liaison avec le Commandement des forces soviétiques en Allemagne. Leurs personnels jouissaient d'une liberté de circulation en RDA dont ils usaient à fond, repérant les bases, les convois, tandis que les centres d'écoute occidentaux à Berlin-Ouest écoutaient les communications soviétiques et est-allemandes (y compris un centre français avec un millier de personnes, dont des linguistes). Bien entendu, les Soviétiques et les Allemands de l'Est détestaient cela, il y eut de nombreux incidents, des « accidents » de circulation, des morts parmi les membres des missions. Mais la combinaison des observations sur le terrain et des écoutes leur permettait de tenir à jour l'ordre de bataille de leurs adversaires potentiels et d'étudier leurs équipements et leurs procédures. Et en particulier une éventuelle mise en alerte ou montée en puissance, informations assurément capitales pour ce qui restait le front central de la guerre froide.

Une tentative de bilan

Evidemment le problème constant de l'espionnage est que si on peut arriver, avec beaucoup d'efforts, à déterminer les moyens dont dispose l'adversaire, et éventuellement à suivre une opération en cours, il est beaucoup plus difficile de prévoir ses décisions à plus long terme. Là, il faut pénétrer ses centres de décision. Or les Soviétiques, autant qu'on sache, furent peu pénétrés, alors que les sociétés occidentales s'y prêtaient davantage. Mais même la pénétration, le recrutement d'agents de haut niveau ne garantissent pas une connaissance objective des intentions adverses.

Prenons la première question : comment fonctionne l'adversaire ? Quel est son processus de décision ? Quels sont les centres de pouvoir importants ? Or on a tendance à projeter sur lui ses propres schémas. C'est ainsi que les Occidentaux ne compriront que très tardivement, entre la fin des années 1960 et les années 1970, que le vrai centre de décision soviétique résidait dans la collaboration entre l'administration du Comité central, avec les instituts de recherche qui lui étaient liés, et le Politburo, qui arbitrait entre les options proposées. C'est seulement à partir de la fin des années 1970 que les diplomates occidentaux à Moscou commencèrent à tenter d'entrer en contact avec les responsables des affaires internationales au sein de l'administration du Comité central, comprenant que les diplomates du Minindel (ministère des Affaires étrangères de l'URSS) n'étaient pas, sauf exception, à un niveau déterminant du processus de décision.

Quant aux Soviétiques, ils avaient beaucoup moins de mal à infiltrer des sociétés occidentales ouvertes. Par ses réseaux d'espionnage aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (en particulier Philby et Maclean, respectivement au cœur du service de

L'OMBRE DE Moscou Ci-contre : le bâtiment de la Loubianka, ancien quartier général du KGB et aujourd'hui siège du FSB.

Page de gauche, en haut : le lieutenant-colonel Oliver North, impliqué dans l'affaire de l'Irangate, témoigne devant les membres du Congrès américain. En dessous : en 1960, l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Henry Cabot Lodge, accuse les Soviétiques d'avoir mis sur écoute l'ambassade des Etats-Unis à Moscou.

renseignement britannique et du Foreign Office) Staline était très bien informé. Il savait en particulier dès 1943 que l'Occident, fondamentalement, ne réagirait pas à la communisation de l'Europe orientale. Mais il raisonnait en termes de sphères d'influence (comme avec Hitler). Il avait l'impression que les Occidentaux avaient accepté ce langage ; il ne comprenait pas les conceptions internationalistes des Etats-Unis. D'où sa surprise devant la « doctrine Truman » de soutien aux pays libres, annoncée le 12 mars 1947 et suivie au mois de juin par le plan Marshall. Mais là, le prisme idéologique lui fit commettre une seconde erreur : il vit dans le plan Marshall l'expression de la volonté hégémonique du capitalisme américain et un projet de « reconquête » de l'Europe orientale, ce qu'il n'était nullement. Il s'réagit et la « doctrine Jdanov » d'opposition radicale entre les blocs, proclamée à l'automne 1947, lança la guerre froide pour de bon. Certes, Moscou avait des renseignements, mais le renseignement brut qui n'est pas suivi par une analyse informée n'a que peu de valeur. Or les Soviétiques n'eurent jamais un système efficace d'analyse du renseignement, à cause du poids de l'idéologie et aussi des rivalités au sein de l'appareil. Disons que l'exploitation tactique du renseignement fut assez bonne, l'exploitation stratégique beaucoup moins.

De leur côté, les Occidentaux n'obtinrent que des résultats mitigés : en 1961, ils sentaient que la question de Berlin-Ouest (posée par Khrouchtchev dès 1958) allait déboucher sur une offensive soviétique, mais ils imaginaient un *remake* du blocus de Berlin en 1948, pas le Mur, qui posa des problèmes très ardu aux Occidentaux, qui en fait ne réagirent pas.

Même sidération occidentale lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, même si les missions de Potsdam avaient décelé des mouvements de troupes soviétiques en RDA. Et incompréhension des objectifs soviétiques réels, Washington imaginant un moment, à tort, que dans la foulée, Moscou allait vouloir mettre au pas deux pays récalcitrants, la Roumanie et la Yougoslavie. Même surprise en 1979 lors de l'invasion de l'Afghanistan. Mais, à l'inverse, les Soviétiques n'avaient pas prévu la force de la réaction occidentale en faveur des combattants afghans.

Parfois cependant, les services occidentaux virent plus clair que leurs dirigeants. Dès le milieu des années 1980, alors que la tendance était à la surestimation de la puissance soviétique, les services occidentaux constatèrent la crise systémique de l'économie soviétique, ainsi que la crise en Europe orientale, où désormais une intervention militaire soviétique devenait de moins en moins imaginable (à cause de son coût politique). Certes, en 1989, tout le monde fut pris par surprise (peut-être pas les services allemands, cependant), mais Washington, qui depuis Reagan et avec son successeur le président Bush (qui avait été directeur de la CIA) suivait attentivement les analyses des services, en tira bénéfice pour sa stratégie de sortie victorieuse de la guerre froide.

Dans cet univers complexe et ambigu, la crise des missiles de Cuba en octobre 1962 reste pourtant exemplaire. Les Etats-



Unis n'avaient pas vu venir l'installation de missiles nucléaires soviétiques et ils hésitèrent sur les mesures à prendre (dont certaines auraient pu conduire à la troisième guerre mondiale...). Mais un certain nombre de moyens (observations aériennes, renseignements, parfois d'origine française d'ailleurs) et les révélations du colonel Penkovsky l'année précédente sur les procédures et aussi les limites des forces nucléaires soviétiques leur permirent de trouver la bonne parade : le blocus de l'île. Tandis qu'un contact direct entre la Maison-Blanche et un membre des services secrets soviétiques à Washington permettait d'établir une communication rapide avec Moscou, qui fut essentielle pour désamorcer la crise. A partir de là d'ailleurs, si bien sûr les « coups tordus » de toute nature continuèrent à être échangés, les services secrets de part et d'autre s'employèrent à éviter que les crises successives ne débouchent sur une escalade dangereuse. Paradoxalement, ils jouèrent souvent un rôle stabilisateur. ✓

Professeur émérite à l'université de Paris IV-Sorbonne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, Georges-Henri Soutou est spécialiste des relations internationales au XX^e siècle.

À LIRE de Georges-Henri Soutou



La Guerre froide, Fayard, « Pluriel », 1 120 pages, 13 €.
La Guerre froide de la France, 1945-1990, Tallandier, 592 pages, 25,90 €. **L'Action extérieure de la France** (dir.), PUF, 572 pages, 29 €.

LE JOUR OÙ

Par Alexandre Lévy

Le Pont au Change

Il y a près de soixante ans, les Etats-Unis et l'URSS procédaient au premier échange d'espions de la guerre froide sur un pont de Berlin. Des décennies plus tard, l'événement devait inspirer Steven Spielberg pour son *Pont des espions*.

On ne saura jamais ce qui s'est réellement passé ce 10 février 1962 sur le pont de Glienicker, qui reliait Berlin-Ouest à la République démocratique allemande (RDA), les principaux acteurs de cette histoire emblématique de la guerre froide n'étant plus de ce monde. Une chose est sûre : il faisait très froid ce jour-là, comme si le vent qui balayait les rives de la Havel au lever du jour venait « *directement du pôle Nord* », écrit Annette von Broecker, de l'agence Reuters, dans la fameuse dépêche qui a décrit le premier échange d'espions entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Mais Annette von Broecker avoue elle-même qu'elle n'était arrivée qu'à la fin de la scène et qu'elle avait juste eu le temps d'entrepercevoir le manège d'un groupe d'hommes des deux côtés de la ligne de démarcation avant que ces derniers ne repartent en trombe. « *C'était une scène paisible, statique et irréelle*, écrit-elle. *Les hommes, enveloppés dans des manteaux d'hiver, qui se tenaient sur le pont, étaient en deux groupes, séparés par une ligne blanche peinte sur le bitume et qui représentait ici le rideau de fer. A mon arrivée, ils se sont mis en mouvement. Un groupe est parti vers l'Est, l'autre vers l'Ouest, disparaissant derrière les*



rideaux tirés des limousines. Ils ont décollé comme des fusées. »

A ce jour, Annette von Broecker est le seul témoin – très partiel donc – de cette première opération d'échange d'espions entre les deux superpuissances de l'époque. Ce jour-là, Moscou avait accepté de libérer Francis Gary Powers, un pilote américain abattu deux ans plus tôt alors qu'il

effectuait un vol de reconnaissance au-dessus de l'URSS, en l'échangeant contre un agent clandestin du KGB pris en flagrant délit d'espionnage à New York – un homme qui se faisait appeler Rudolf Abel. L'ironie de l'histoire voulut que ce soit elle, la « *petite blonde de 19 ans* » (c'est en ces termes qu'elle se décrit à cette époque), que le bureau de Berlin-Ouest de Reuters venait d'embaucher comme secrétaire, qui eût l'idée de jeter un coup d'œil du côté du pont de Glienicker, alors que tous les témoins de la presse se massaient au Checkpoint Charlie, principal point de passage entre Berlin-Ouest et Berlin-Est.

Car en ce jour de 1962, tout Berlin bruisse de rumeurs sur un éventuel échange d'espions. Les grands médias du monde entier y ont dépêché leurs reporters les plus chevronnés. Quelques mois plus tôt, les autorités de la RDA ont érigé le « *mur de la honte* », qui divise désormais la ville en deux, secteur Est contre secteur Ouest, troupes alliées et soviétiques se faisant face. La moindre escarmouche peut y dégénérer en nouveau conflit mondial. Tout le monde est donc sur les dents ce matin-là, à commencer par les journalistes de Reuters, dont les locaux se trouvent sur Savignyplatz, en plein Berlin-Ouest.



DE L'AUTRE CÔTÉ Ci-dessus : scène du *Pont des espions* (2015), de Steven Spielberg,

qui relate l'histoire vraie d'un échange d'espions entre la CIA et le KGB, sur le pont de Glienicker, à Berlin, en 1962. Le film s'attache en particulier au personnage de James B. Donovan (interprété par Tom Hanks), avocat de l'agent soviétique Rudolf Abel lors de son procès en 1957 et principal négociateur de l'échange en 1962. Page de gauche : affiche du film *Le Pont des espions*, de Steven Spielberg, par Edgar Ascensão.

« Il faut avoir les bonnes personnes, au bon moment et au bon endroit ! » tonne le chef de bureau Alfred Kluehs. Puis c'est le branle-bas de combat : Reuters poste deux de ses correspondants les plus expérimentés des deux côtés de Checkpoint Charlie, lieu présumé – et logique – de l'échange. D'autres sont envoyés à tous les postes frontières le long du mur. Annette, « la petite blonde », se retrouve bientôt seule en compagnie d'Alfred Kluehs dans les bureaux de l'agence.

La jeune Berlinoise a pour mission ce matin-là de décrocher le téléphone et de taper à la machine ce que lui dictent les correspondants – une mission qui ne l'enchantait guère. Elle fixe longuement la carte accrochée au-dessus du bureau de son chef ; tous les lieux possibles de l'échange sont marqués d'une punaise rouge. Tous sauf un, remarque-t-elle : le Glienicker Brücke, ce pont en structure de fer sur la Havel qui relie le secteur américain de Berlin à la ville est-allemande de

Potsdam. Fermé à la circulation, il n'est emprunté que par les missions militaires de liaison autorisées à se rendre en RDA. La petite Annette prend son courage à deux mains, s'éclaircit la gorge et demande timidement à son patron : « Herr Kluehs, et si c'était à Glienicker Brücke ? » D'abord agacé par son impertinence, Herr Kluehs se ravise : « Si vous alliez y jeter un coup d'œil plutôt que de faire des suppositions idiotes ? »

Plus de cinquante ans après, Annette von Broecker se souviendra encore des moindres détails de sa traversée de Berlin-Ouest en taxi, une ville déserte et comme figée sous la neige en ce samedi matin, puis de son arrivée à l'entrée du pont Glienicker et de ce curieux manège dont elle n'aperçoit que la fin. Dans son livre *Bridge of Spies*

de 2010, le journaliste britannique Giles Whittell suggère, lui, que la jeune Annette aurait tout raté de la scène. Et que la dépêche qu'elle écrivit, et qui fut publiée en une de tous les journaux le lendemain de l'échange, n'était basée que sur le récit d'un policier ouest-allemand qu'elle arriva à faire parler sur place.

Annette von Broecker ne nie pas ce dernier point : elle a bien réussi, jouant de sa jeunesse et de sa candeur, à convaincre un jeune officier « blondinet et à la moustache duveteuse » à lui raconter « tous les détails » de ce qui deviendra son premier et meilleur scoop. Les deux convois qui arrivent aux extrémités du pont peu après l'aube, l'attente interminable, puis Rudolf Abel qui franchit le premier la ligne





ESPIONS

DE HAUT VOL

A gauche : l'espion soviétique Rudolf Ivanovitch Abel fut arrêté le 21 juin 1957, peu de temps après la défection de l'un de ses collaborateurs, Reino Häyhänen. Ce n'est qu'après sa mort, en 1971, que l'on apprit son véritable nom, William Fischer. A droite : le pilote américain Francis Gary Powers avait été recruté dès 1955 par la CIA pour effectuer des vols secrets. Page de droite : illustration du *Pont des espions* par Levente Szabó.



blanche escorté par deux hommes en direction de l'Est et le retour vers l'Ouest de Francis Gary Powers, très « pâle », habillé d'un « manteau d'hiver et d'un bonnet en laine »... Lyrique, elle tient à ajouter dans sa dépêche une soudaine éclaircie dans le ciel gris au-dessus de Berlin au moment de l'échange et le manège majestueux de deux cygnes qui, eux, se baladent librement d'une rive à l'autre.

On n'échange pas les traîtres

Dans son *Pont des espions*, film sorti en 2015, Steven Spielberg a campé cette scène dramatique en pleine nuit sous la lumière des projecteurs. Les deux groupes se font longuement face en attendant, à la demande de l'avocat James B. Donovan – principal artisan de cet échange –, la libération d'un troisième homme exigée par les Américains : le jeune étudiant Frederic Pryor, détenu par la Stasi. Puis les deux prisonniers partent simultanément et se croisent, sans se regarder, au milieu du pont avant de rejoindre chacun son camp. Quelques minutes plus tôt, Frederic Pryor a enfin été remis à la CIA par un autre avocat hors normes, l'Allemand de l'Est Wolfgang Vogel.

Cet échange a beau être romancé, il n'en demeure pas moins réel et a inauguré une

pratique qui a survécu à la fin de la guerre froide dans le monde du renseignement : l'échange simultané d'espions déchus. « C'est un peu comme les échanges de prisonniers dans la guerre conventionnelle. Cela sert les intérêts des deux parties », estime John J. Le Beau, ancien fonctionnaire de la CIA et professeur d'études de sécurité nationale au Centre européen George C. Marshall en Allemagne. Pour les agences de renseignement, il s'agit aussi d'une opération de communication destinée à la fois à l'opinion publique et à leur propre personnel. Avec un message très simple : où que vous soyiez, on vous sortira d'affaire. Du moment que vous êtes restés loyaux. « Car on n'échange pas les traîtres », ajoute John J. Le Beau.

Précisément, Rudolf Abel et Francis Gary Powers étaient tout sauf des traîtres. « Frank » était un pilote de l'US Air Force, choisi pour ses qualités exceptionnelles afin d'effectuer des vols secrets à grande altitude au-dessus de l'URSS à bord du célèbre avion de reconnaissance Lockheed U-2. Il avait été abattu le 1^{er} mai 1960 par une salve de missiles au-dessus de l'Oural et la seule chose qu'on lui avait alors reprochée, c'était de ne pas avoir ingéré sa capsule de cyanure et détruit son avion. Il n'était pas censé non plus survivre à sa chute. Capturé

par les Soviétiques, il avait été condamné à dix ans de prison lors d'un procès retentissant à Moscou où les autorités, ulcérées, avaient voulu adresser un message de fermeté à la communauté internationale et aux Américains en particulier. Les relations entre Washington et le Kremlin étaient alors au plus bas.

Rudolf Abel était, lui, un espion d'un tout autre genre. Dans le jargon du KGB, c'était un « clandestin » (*nelegal*) : un homme sans couverture diplomatique envoyé se fondre derrière le rideau de fer sous une fausse identité. Lui en avait au moins cinq. Lorsque le FBI l'avait arrêté un jour de 1957 dans un hôtel de New York, il s'était présenté comme Rudolf Abel, avait dit être artiste peintre et avait nié farouchement être lié au renseignement soviétique. Dans la communauté artistique de Brooklyn, tout le monde le connaissait sous le nom d'Emil Goldfus. En 1948, lorsqu'il était arrivé aux Etats-Unis en provenance des pays Baltes, il s'appelait Andrew Kayotis, ayant usurpé l'état civil d'un Américain décédé. Au KGB, où il aurait le grade de colonel, il émergea sous deux noms de code différents : « Mark » et « Frank ». Le FBI le suspecta de s'être intéressé surtout aux projets nucléaires menés à Los Alamos et de diriger un important réseau

d'informateurs américains. Mais jusqu'au bout, cet homme qui parlait cinq langues (anglais, allemand, russe, polonais et yiddish) resta une énigme.

Ce n'est que lors de sa mort, en 1971, que l'Amérique apprit sa véritable identité : il s'agissait d'un certain William Fischer, né en Grande-Bretagne dans une famille de Russes d'origine allemande. « Nous ne savons toujours pas ce que Rudolf Abel a vraiment fait aux Etats-Unis en sa qualité d'officier supérieur du KGB », avouait la CIA dans une note récemment déclassifiée. On sait en revanche aujourd'hui qu'un Rudolf Abel a réellement existé aussi : il s'agissait d'un autre agent du renseignement soviétique, mort en 1955, qui était le meilleur ami de William. En donnant le nom de son ancien camarade lors de son arrestation, ce dernier aurait ainsi adressé à ses supérieurs à Moscou un message codé, destiné à la fois à les prévenir de sa capture mais aussi à les rassurer sur le fait que la véritable identité de William Fischer ne serait jamais révélée.

William Fischer était à lui seul une « jungle de miroirs » (*wilderness of mirrors*), l'expression qu'utilisait James Angleton, un célèbre chasseur d'espions de la CIA, pour décrire les opérations de renseignement particulièrement bien ficelées. Il dut sa chute, comme bien d'autres maîtres espions, à une « banale » trahison : celle d'un de ses subordonnés, l'opérateur radio Reino Häyhänen, alcoolique et mari violent, que le KGB avait décidé de rappeler à Moscou et qui avait profité d'une escale à Paris pour faire déflection. C'est lui qui donna aux Américains celui qu'il ne connaissait que sous le nom de « Mark ».

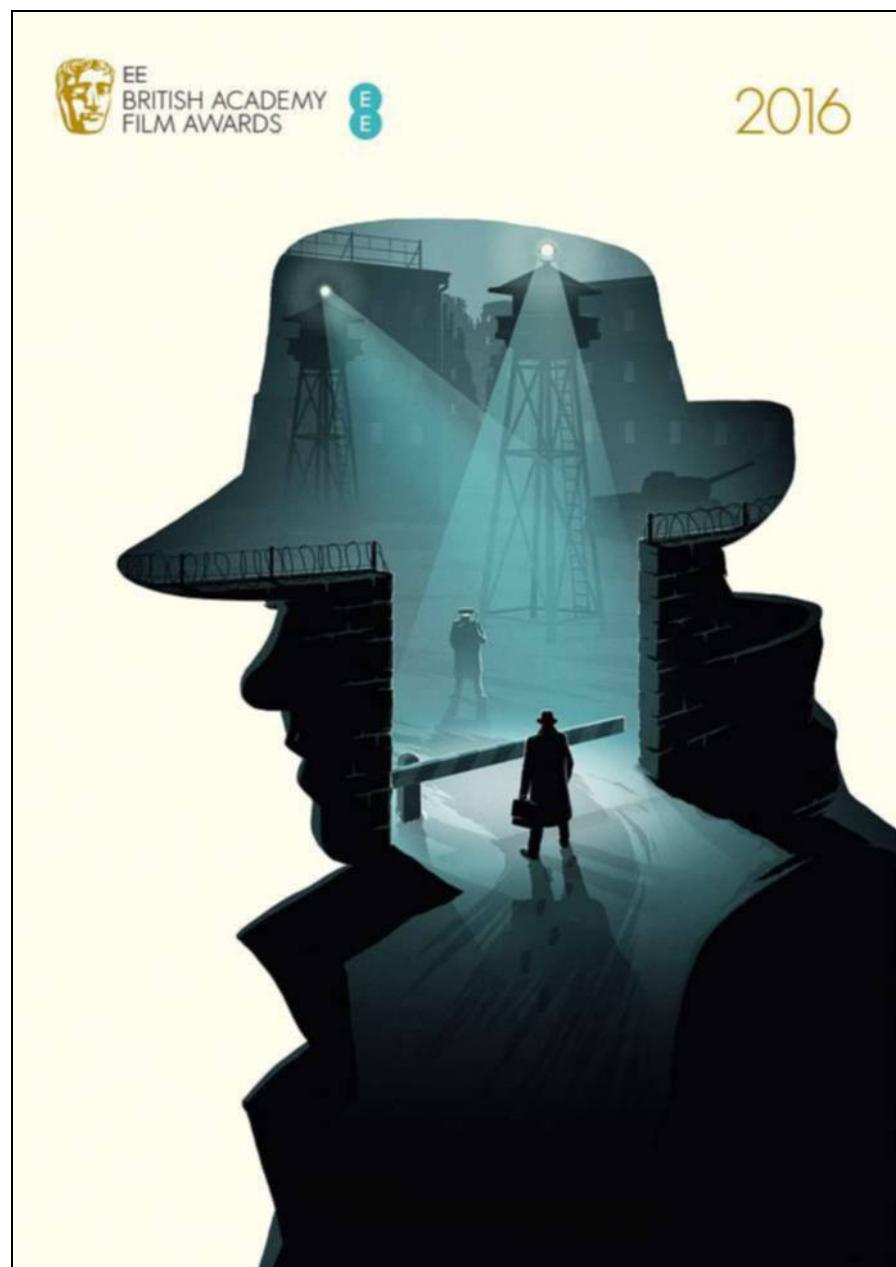
L'homme le plus haï des Etats-Unis

Steven Spielberg a construit en grande partie l'intrigue de son film sur la relation forte entre l'avocat James B. Donovan et son client Rudolf Abel. Une relation de respect, voire d'admiration mutuelle, en dépit des désaccords politiques. « Abel est un soldat ennemi, certes. Mais nous devons le traiter avec respect. Car c'est un bon soldat, un soldat qui n'a pas trahi sa cause et son pays », martèle Donovan dans le film. A en croire son livre *Strangers on a Bridge*,

publié deux ans après l'affaire (et réédité en 2015, dans le sillage du film de Spielberg), cette relation a vraiment existé. Les deux hommes se sont beaucoup parlé, se sont beaucoup écrit aussi pendant que l'espion était en prison. « On parlait de tout, peut-on y lire. De son procès, bien sûr, mais aussi de la justice américaine, des affaires internationales, de l'art moderne, des bienfaits des animaux de compagnie ; sur la théorie des probabilités dans les mathématiques avancées ; l'éducation des enfants ;

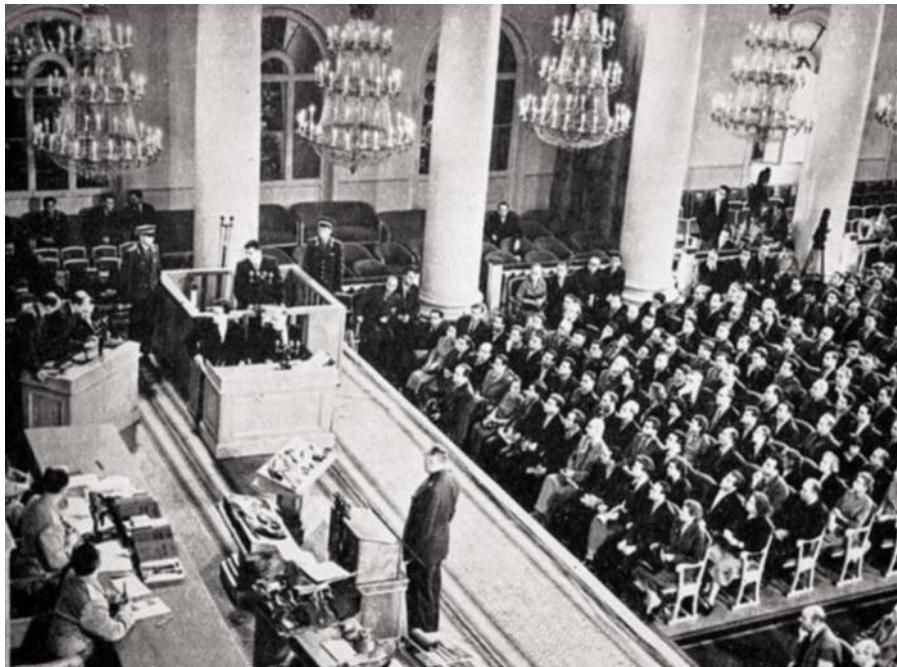
sur l'espionnage et le contre-espionnage ; la solitude des hommes traqués ; sur l'éventualité d'une crémation s'il venait à mourir en prison. (...) Son champ d'intérêt était aussi vaste que son érudition. »

En revanche, le « colonel Abel » resta muet jusqu'au bout sur sa véritable identité et la raison de sa présence aux Etats-Unis. « L'image du colonel Abel qui ressort des conversations fidèlement rapportées de Donovan avec lui est celle d'un agent soviétique dévoué et intelligent, doté d'une rare





© GERALD D. MORGAN RECORDS/NARA. © WORLD HISTORY ARCHIVE/AURIMAGES. © AKG-IMAGES.



capacité à s'adapter aux circonstances, une personne bien plus réelle que l'espion fictif habituel », admet, dans une autre note déclassifiée, l'agent spécial de la CIA, Milan Miskovsky, l'un des coordinateurs de l'échange au sein de l'Agence.

Mais à l'époque, ce respect est loin d'être partagé par l'opinion publique. « Abel était

l'homme le plus haï des Etats-Unis. Juste avant moi... », se plaisait à répéter James B. Donovan. Commis d'office, cet avocat spécialisé dans les assurances se révéla un excellent procédurier à la barre et releva plusieurs irrégularités qui, dans d'autres circonstances, auraient pu faire acquitter son client. Mais en 1960, l'ambiance était

au lynchage et tout le monde semblait ne rêver que d'une chose : voir ce placide espion soviétique griller sur la chaise électrique. Ce dernier ne dut sa vie qu'à cet argument implacable, glissé par Donovan aux oreilles du juge : « *Nous avons tout intérêt à le garder en vie en vue d'un éventuel échange contre l'un de nos agents de la même valeur capturé par les Soviétiques.* »

Cet agent, ce fut « Frank » Powers. A la différence d'Abel, ce dernier n'était « *qu'un citoyen américain capturé alors qu'il remplissait une mission militaire* », rappelle l'agent spécial Miskovsky de la CIA. Les Américains eurent même le sentiment d'être « grugés », tant l'échange semblait inéquitable : un maître espion contre un

**COMME UN AVION SANS AILES**

Page de gauche, en haut : les débris de l'avion de reconnaissance Lockheed U-2 piloté par Francis Gary Powers. Abattu par les Soviétiques le 1^{er} mai 1960,

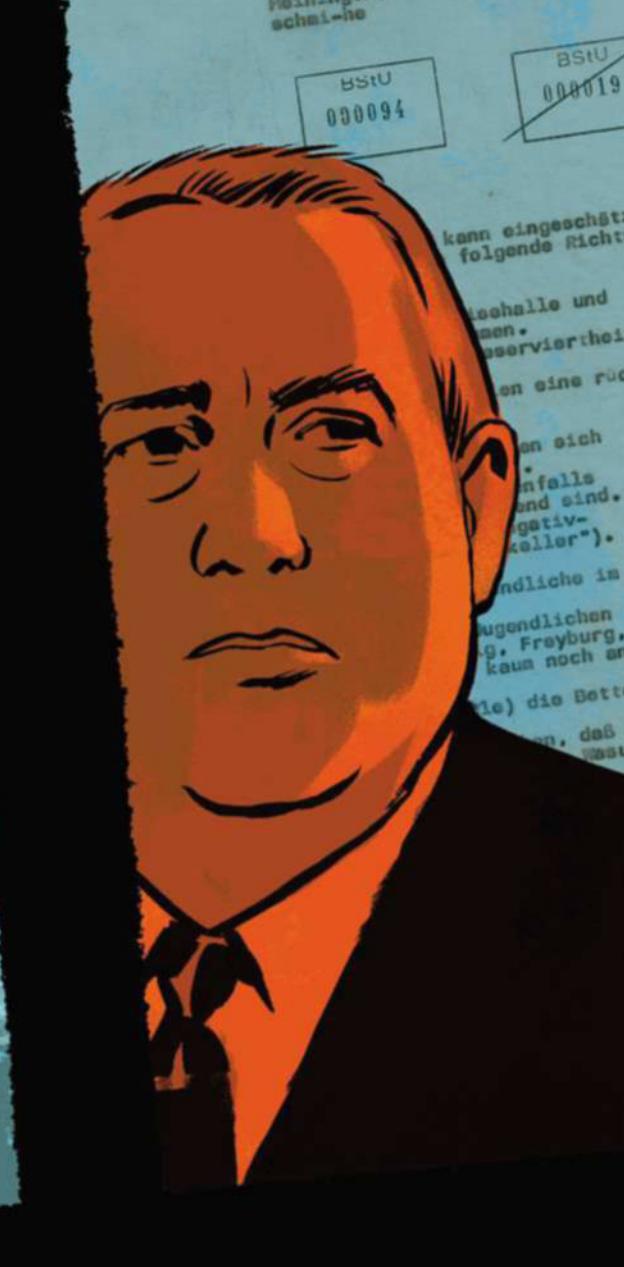
Powers n'était pas censé survivre à sa chute. Capturé, il fut condamné à une peine de dix ans d'emprisonnement lors d'un procès orchestré et médiatisé par Moscou (*page de gauche, en bas*). Ci-dessus : Francis Gary Powers à son retour aux Etats-Unis en 1962, lors d'une audience devant le Comité spécial des services armés du Sénat.

simple pilote ! Cela profita au jeune et idéaliste étudiant Frederic Pryor, qui avait eu la curieuse envie d'aller étudier l'économie socialiste à Berlin-Ouest en pleine construction du mur et s'était trouvé au mauvais moment au mauvais endroit.

Frank Powers, qui avait survécu à une chute de près de 20 000 m, mourut en 1977 aux commandes d'un hélicoptère de la chaîne de télévision câblée qui l'employait. Jusqu'à la fin, il avait dû convaincre ses supérieurs et concitoyens américains que, non, il n'avait « rien lâché » aux Soviétiques. Et que ce n'était pas de sa faute s'il avait survécu... Mais il fallut attendre 1986, soit près de dix ans après sa mort et vingt-cinq ans après son retour de captivité,

pour que la Distinguished Flying Cross lui soit décernée, et 2012 pour la Silver Star.

Contrairement aux craintes de Donovan, William Fischer, lui, fut plutôt bien traité par le KGB à son retour à Moscou ; après tout, sa « légende » avait tenu jusqu'au bout grâce au subterfuge de Rudolf Abel. Il fut employé à former d'autres agents « illégaux » et passa le reste de son temps à peindre des tableaux. Fumeur invétéré, il mourut d'un cancer du poumon en 1971. En 1990, l'URSS édita un timbre de cinq kopecks à son effigie dans une série consacrée aux « grands agents de renseignement soviétiques ». Un an avant l'effondrement d'un pays que William Fischer avait servi jusqu'à son dernier souffle. *✓*



En eaux troubles

Par Rémi Kauffer

Parmi les nombreuses affaires d'espionnage qui ont émaillé les relations entre les deux blocs antagonistes de la guerre froide, certaines ont suscité des légendes, d'autres des scandales, et beaucoup gardent encore leur part de zones d'ombre.

ILLUSTRATIONS : © OLIVIER BALEZ POUR LE FIGARO HISTOIRE.



L'OBJECTIF DE LA GUERRE FROIDE
DES ESPIONS : FRAPPER LE CAMP
ADVERSE MAIS EN ÉVITANT QUE LES
ÉTATS COMMANDITAIRES EN VIENNENT
À UN AFFRONTEMENT MILITAIRE. COMME
LE MONTRENT CES SEPT GRANDES
AFFAIRES, ELLE ALLAIT INCLURE
LE VOL DE SECRETS NUCLÉAIRES,
INDUSTRIELS ET ÉCONOMIQUES ;
LE MATRAQUAGE IDÉOLOGIQUE ;
LA DÉSINFORMATION COLLECTIVE ;
LA MANIPULATION INDIVIDUELLE ;
LA TRAHISON ; LE « RETOURNEMENT » ;
LE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES
DU RENSEIGNEMENT ; LES
DÉSTABILISATIONS RÉUSSIES
OU MANQUÉES ; LES ASSASSINATS ;
L'INFILTRATION POLITIQUE.
SI LA GUERRE FROIDE SE RÉCHAUFFA
DANGEREUSEMENT, COMME EN
OCTOBRE 1962 LORS DE LA CRISE
DES FUSÉES SOVIÉTIQUES DE CUBA,
JAMAIS LE POINT DE NON-RETOUR
NE FUT ATTEINT. EN CE SENS,
LES ESPIONS ONT CONTRIBUÉ
MALGRÉ TOUT, PARFOIS MÊME MALGRÉ
EUX, À LA SURVIE DE L'HUMANITÉ.

Les Rosenberg, morts pour la cause soviétique

Le drame commence en 1950 dans un contexte très particulier. A la fin septembre 1949, l'opinion publique américaine apprend que l'URSS vient d'acquérir l'arme nucléaire. Les Etats-Unis ne bénéficient donc plus du monopole de la bombe A, qu'ils détenaient depuis Hiroshima et Nagasaki. S'ensuit une vague d'indignation quand on apprend que des citoyens américains ont contribué à l'espionnage nucléaire russe. Parmi ces traîtres, Ethel et Julius Rosenberg.

Née en septembre 1915, Ethel Greenglass, l'aînée du couple, est une jeune activiste qui, lors du gala de la Saint-Sylvestre 1938 du syndicat international des marins, a fait la connaissance de son cadet de deux ans et demi Julius Rosenberg, adhérent du Steinmetz Club, le faux nez de la section universitaire de la Ligue des jeunes communistes des Etats-Unis. Dialecticien redoutable, le jeune homme vient d'abandonner ses études rabbiniques pour suivre des cours d'ingénieur en électricité. Le coup de foudre sera à la fois personnel et politique. Les deux jeunes gens se marient à l'été 1939. Sans tiquer devant le pacte Hitler-Staline, ils prennent leur carte du parti communiste des Etats-Unis dès novembre. Après l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS de juin 1941, Ethel et Julius suivent d'autant plus inconditionnellement la nouvelle ligne de « front antifasciste » qu'en tant que juifs, ils cessent de se trouver en porte-à-faux.

Ingénieur au US Army Signal Corps chargé des systèmes de communication de l'armée américaine, Julius est approché sur ces entrefaites par l'un de ses amis, Bernard Schuster, sergent recruteur des services secrets russes. Vassili Zaroubine, le « résident » soviétique aux Etats-Unis, donne son feu vert à l'enrôlement du jeune homme. Les Rosenberg constituent un couple fusionnel : elle ne fait rien sans lui, la réciproque étant encore plus vraie. Pour donner le change, ils cessent leur militantisme public. Le prétexte est tout trouvé : Ethel vient de mettre au monde un premier enfant. Ce qui ne l'empêche pas d'aiguillonner son mari, chef d'un réseau d'espionnage technologique qui étend ses ramifications à New York et dans l'Ohio, avec une prédilection pour les radars et l'aéronautique.

Une nouvelle cible apparaît quand l'officier traitant de Julius, Alexandre Feklissov, lance le couple sur la piste du nucléaire, priorité absolue de l'URSS. En juillet 1944, David Greenglass, le frère cadet d'Ethel, sur lequel cette femme très déterminée exerce une puissante emprise, intègre le projet anglo-américain « Manhattan » de confection de la bombe A. Sur pression des Rosenberg, Ruth Greenglass persuade alors son mari d'exfiltrer toute la documentation possible de Los Alamos, l'usine nucléaire secrète au Nouveau-Mexique. Ruth servira d'agent de liaison entre Julius et David, les autres courriers du réseau étant deux femmes, Ethel Rosenberg et Vivian Glassman.

Toutes ces modalités, et notamment le rôle des Rosenberg, le programme « Venona » de décryptage des messages des



LES ÉPOUX MAUDITS
Ci-contre : arrêtés durant l'été 1950, Ethel et Julius Rosenberg furent exécutés trois ans plus tard, sur la chaise électrique. Ils nièrent jusqu'à la fin toute implication dans l'espionnage nucléaire des Etats-Unis pour le compte de l'URSS. Moscou entretiendra longtemps à leur sujet le mythe de « victimes innocentes d'une Amérique folle », qui trouva d'innombrables relais en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

représentations diplomatiques soviétiques à Washington, New York et San Francisco permet au contre-espionnage américain de les apprendre, mais après guerre seulement. Et la justice ne pourra jamais faire état des décryptages « Venona », programme que les Américains croient secret alors que les Soviétiques le connaissent par un autre agent infiltré. Quant au grand public, il n'entendra parler que des aveux des Greenglass en juin 1950.

Repérés par les décryptages « Venona », arrêtés l'un après l'autre durant l'été 1950, inculpés, les Rosenberg nient jusqu'à l'absurde, Ethel assurant par exemple qu'ils n'ont jamais été communistes ! Leur procès commence en mars 1951. Certains qu'aucune mère n'accepterait de faire de ses deux enfants des orphelins par aveuglement idéologique, le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, et le juge Irving Kaufman s'accordent pour condamner à mort les époux. Les deux hommes croient dur comme fer qu'Ethel va craquer sous la pression et négocier ses aveux contre une simple peine de prison. Or ce qu'ils vont obtenir

du dévouement fanatique des Rosenberg, obstinés dans leur silence, à la cause, c'est une campagne de propagande internationale efficace orchestrée par Moscou. Beaucoup croient les époux innocents, même Pie XII, ému. Le *National Guardian* les compare au capitaine Dreyfus ; Jean-Paul Sartre dénonce leur exécution possible comme un « *lynchage légal* » ; Albert Einstein écrit en leur faveur au président Eisenhower ainsi que des centaines de responsables religieux de toutes confessions ; François Mauriac demande leur grâce. Quand ils meurent sur la chaise électrique en juin 1953, l'opinion gardera en mémoire la photo du « *baiser des Rosenberg* » prise trois ans plus tôt dans le fourgon qui les conduisait vers la prison de Sing Sing. Moscou qui, en bonne logique, aurait dû faire d'eux des héros de l'Union soviétique s'abstiendra : en « *victimes innocentes d'une Amérique folle* », les Rosenberg étaient bien trop rentables. En mai 1975 encore, Antenne 2 diffusera une « *évocation dramatique* » d'Alain Decaux et Stellio Lorenzi. Le titre : *Les Rosenberg ne doivent pas mourir.*

Le Dr John passe à l'Est

Avocat chrétien et monarchiste né en 1909, Otto John met à profit son emploi à la Lufthansa pour assurer, en Espagne ou au Portugal, les liaisons de la résistance allemande conservatrice antinazie avec les Alliés. L'un des rares survivants de la conjuration du 20 juillet 1944 contre Hitler, ce juriste fuit l'Allemagne et passe en Angleterre pour travailler au sein d'une station de propagande liée aux services secrets de Sa Majesté. La guerre finie, il aide les Britanniques à ficeler leurs dossiers d'accusation devant le tribunal de Nuremberg, puis contribue à la condamnation du maréchal Erich von Manstein pour crimes de guerre. Cette participation active à l'épuration lui vaudra de solides inimitiés dans son pays. Entre autres, celle du général Reinhard Gehlen, ex-chef du 2^e bureau de la Wehrmacht sur le front Est, qui jette au même moment les bases du service de renseignement extérieur de l'Allemagne fédérale avec l'appui de la CIA.

Se souvenant des conditions dans lesquelles Hitler est parvenu au pouvoir, la RFA décide de mettre en place un service de lutte contre les menées extrémistes néonazies comme communistes. En décembre 1950, appuyé par les Anglais, les Français et le parti libéral mais pas les Américains, qui lui préfèrent Gehlen, John prend la tête du BfV (*Bundesamt für Verfassungsschutz*, soit Office fédéral de protection de la Constitution), le nouveau service de renseignement. Il l'installe à Cologne, puis en développe le département de contre-espionnage, piétinant ainsi les plates-bandes de Gehlen, son ennemi juré au sein de la communauté ouest-allemande du renseignement.

Persuadé que l'Allemagne fédérale refuse de se dénazifier – pronostic pessimiste que l'Histoire démentira –, John sombre peu à peu dans l'amertume. En 1953, un agent signale au quartier général du KGB de Karlshorst, en RDA, que le président du BfV sympathise avec un gynécologue communiste ouest-allemand,



DERRIÈRE LE MUR
Ci-contre : à l'été 1954, l'Allemagne de l'Ouest est sous le choc : Otto John, directeur du service de renseignement de la République fédérale, vient de faire défection à l'Est. Page de droite : entre 1955 et 1956, un tunnel a permis à la CIA d'espionner les communications soviétiques de l'autre côté du mur. Jusqu'à sa découverte « fortuite » par le KGB en avril 1956.

Wolfgang Wohlgemuth. Le 21 janvier 1954, ce médecin accepte d'informer John que les Russes peuvent lui organiser des « échanges de vues » avec des personnalités politiques est-allemandes. Le piège pour attirer le chef du contre-espionnage fédéral dans l'Allemagne dite « démocratique » par antiphrase est tendu.

Le 20 juillet 1954, dixième anniversaire de la tentative manquée contre Hitler, John vient de Cologne à Berlin-Ouest se recueillir sur la tombe de son frère Hans, assassiné par les nazis en avril 1945. Le soir, il dîne en tête-à-tête avec Wohlgemuth, boit beaucoup. Suborné et probablement drogué, il passe ensuite à Berlin-Est dans la voiture du gynécologue. A cette époque où le mur n'existe pas, on transite en effet facilement d'une partie de la ville à l'autre. Interrogé une première fois par le KGB à Karlshorst, John argue d'une mauvaise connaissance des rouages de sa propre administration pour éviter de lâcher trop de noms de responsables du BfV. Les Soviétiques comprennent alors que sa défection leur sera surtout utile en termes propagandistes. De fait, ce 11 août, John assure à la presse avoir quitté l'Allemagne fédérale parce qu'elle serait aux mains des anciens nazis. « *Le passage*

de John à l'Est est terrible, mais il ne met pas en danger la sûreté de la République fédérale », riposte le chancelier chrétien-démocrate Konrad Adenauer. Il n'empêche : à l'Ouest, le choc est énorme.

Quinze jours plus tard, on transfère secrètement John en URSS pour des interrogatoires intensifs par les spécialistes des affaires allemandes du KGB. Il leur fournit les noms d'anciens serviteurs du III^e Reich occupant des postes à responsabilité en République fédérale, ainsi que quelques détails sur les opérations anticomunistes de l'organisation Gehlen. De retour à Berlin-Est, le transfuge attaque de nouveau la République fédérale à la radio communiste en février 1955.

Après avoir pressé une dernière fois l'orange John, le KGB décide de fermer les yeux sur son retour à l'Ouest : une vraie-fausse évasion le 12 décembre 1955 avec la complicité du correspondant d'un journal de Copenhague, Henrik Bonde-Henriksen, et du colonel Hans Lunding, le patron du renseignement militaire danois. Un an plus tard, John écope de quatre années de prison pour trahison devant la Cour suprême fédérale de Karlsruhe. Jamais réhabilité malgré ses nombreuses tentatives, il mourra en mars 1997.



Un tunnel à Berlin

Cette opération anglo-américaine de TECHINT (le renseignement technologique) se développe à la lueur de l'assaut surprise des troupes nord-coréennes qui envahissent la Corée du Sud le 25 juin 1950. Et si Staline déclencheait, de même, une opération en traître à la Pearl Harbor contre l'Allemagne de l'Ouest ? Faute de sources humaines (HUMINT) soviétiques de premier ordre, la CIA, le MI6 anglais ou encore le SDECE français seraient incapables de la prévoir.

Le MI6 vient tout de même de réaliser à Vienne un coup fumant : le branchement sur table d'écoute des câbles des troupes d'occupation russes en Autriche à partir d'une série de petits tunnels. Or le nouveau chef de la CIA à Berlin, William Harvey, songe à une initiative analogue avec Frank Rowlett, patron du Staff D, le département technique de l'agence. Le projet commence à prendre forme. Il nécessite un travail de détection de près de deux ans pour repérer les employés des PTT allemands au courant du tracé des lignes de téléphone berlinoises. A la fin de l'été 1954, Allen Dulles, le directeur de la CIA, avalise le coût faramineux de l'opération : au moins un demi-million de dollars.

L'idée (nom de code « Gold »), c'est de creuser un tunnel de 600 m de long à la limite du secteur américain de Berlin, tout près de la principale liaison téléphonique d'avant-guerre, qui dessert désormais le sud de la RDA. La difficulté tient au creusement, mais aussi au fait que le tunnel doit s'enfoncer sous la chaussée qui marque la limite du secteur américain avec le secteur soviétique pour s'en aller, dans le sous-sol de la zone russe, jusqu'aux câbles à brancher. Afin de camoufler le point de départ du tunnel en zone américaine, on va construire un baraquement. Ressemblant vaguement à une station météo, il doit donner le change aux « Vopos » est-allemands, qui ne manqueront pas de scruter le bâtiment en permanence avec leurs jumelles. Le Staff D de la CIA et le département des écoutes anglaises en zone adverse, la

Section Y, œuvreront ensemble, Harvey et son vis-à-vis du MI6, Peter Lunn, supervisant le travail sur le terrain.

Les travaux berlinois avancent vite grâce aux efforts conjugués des Royal Engineers et de leurs camarades américains de l'Engineer Support Team 8598. Pour qu'aucune interférence ne trahisse le secret, les ingénieurs des PTT britanniques vont imaginer des solutions techniques innovantes. Or ce secret n'en est plus un depuis septembre 1953 et l'intégration de George Blake, taupe soviétique au MI6, à la Section Y. Après consultation des hiérarques du Politburo soviétique, le patron du KGB, Ivan Serov, a décidé que le rôle de Blake au sein du MI6 l'emportait sur le risque de fuites de renseignements par le biais du tunnel.

Celui-ci fonctionne à merveille. Les Anglo-Américains en apprennent beaucoup sur les dessous de l'Armée rouge et sur la personnalité du remplaçant de Staline décédé en mars 1953, Nikita Khrouchtchev, quasi inconnu en Occident. Or, dans le plus grand secret, le nouveau maître du Kremlin a décidé de faire coïncider la découverte « fortuite » du tunnel de Berlin avec sa visite officielle en Grande-Bretagne d'avril 1956. A cette date en effet, Blake ne court plus le risque d'être soupçonné, n'ayant plus accès depuis un an aux informations top secret sur « Gold ».

Le 22 avril, le KGB saisit l'occasion d'une défaillance technique, matériellement constatée par les Anglo-Américains, sur une des lignes pour lancer la contre-opération : juste sous la ligne de démarcation entre les deux zones, les Russes trouvent un morceau de carton indiquant en plusieurs langues : « Vous entrez dans le secteur américain. » La presse internationale est invitée à visiter le tunnel, à le filmer et à le photographier. Echec sur toute la ligne... téléphonique ? Demi-succès plutôt, car en démontrant que les Soviétiques n'avaient pas de projet agressif à court terme en Allemagne, « Gold » aura contribué d'une certaine manière à sauvegarder la paix mondiale.



Cuba et la CIA, une tragédie en deux actes

Contre Castro et son régime qui narguent les Etats-Unis, la CIA a tout essayé : sabotages et même projets d'assassinat du Lider Maximo. Rien n'a marché. Ne reste que le plan « Pluto », ce projet de débarquement d'exilés anticastristes qu'ourdirrissent Allen Dulles et son adjoint chargé des opérations clandestines, Richard Bissell. « Pluto » inquiète cependant John Kennedy, à la Maison-Blanche depuis janvier 1961. Au point que le jeune président opte pour la pire des solutions : maintenir, mais édulcorer. Tout en exigeant qu'on éloigne le lieu du débarquement de La Havane, il confirme l'opération sous son nouveau nom de « Zapata ». Or l'endroit choisi est le moins propice qui soit à une telle affaire. On ignore en effet presque tout de la baie des Cochons et en particulier que ce cul-de-sac est garni de coraux coupants comme du verre.

Le 14 avril, lors d'une ultime conversation téléphonique avec Bissell, JFK n'ose toujours rien annuler. Mais pense se « couvrir » en posant une nouvelle condition : une seule frappe aérienne sur les aérodromes militaires cubains au lieu de deux. Sur son ordre, le nombre d'avions à engager à partir du Nicaragua passe en outre de 16 à 8. Ces appareils ne pourront pas bombarder les aérodromes et les casernes de Castro, mais seulement créer une zone d'exclusion aérienne restreinte autour de la tête de pont anticastriste.

Réduite à l'ombre d'elle-même, l'opération de débarquement débute le 17 avril 1961. Entraînés en Floride

par la CIA, les 1 500 hommes de la brigade 2506 débarquent bien dans la baie des Cochons, mais d'emblée un pilote castriste réussit à loger une fusée sous la ligne de flottaison du cargo affrété par la CIA. Le *Rio Escondido* et ses 150 tonnes de munitions explosent ! Et faute du soutien naval et aérien massif promis à ses chefs par Richard Bissell mais refusé à leur insu par JFK, la brigade 2506 reste bloquée sur les plages. Pendant deux jours, on s'affronte sans merci, et pour les anticastristes, sans espoir.

Au soir du 18 avril, le commandant de la brigade 2506, Pepe San Román, expédie un SOS désespéré aux officiers de la CIA présents sur le terrain. Faute d'effectifs, de munitions et de soutien, il n'a d'autre option que le combat jusqu'à la mort. Au matin, commandés par « Che » Guevara, les blindés ouvrent le feu sur des combattants dépourvus d'armes lourdes et de munitions. En début d'après-midi, il ne reste plus aux anticastristes qu'à lever les bras. Le Lider Maximo mettra les rieurs de son côté en les libérant en échange de tracteurs. L'acte I du duel Cuba-CIA se traduit par un échec humiliant pour les Etats-Unis.

L'acte II commence en mai 1962 quand le maître du Kremlin, Nikita Khrouchtchev, décide d'installer des missiles balistiques à moyenne portée à Cuba. Dès juillet 1962, le ministre de la Défense soviétique, le maréchal Rodion Malinovski, ordonne d'acheminer secrètement vers l'île caraïbe les missiles, leurs rampes de lancement et les personnels nécessaires à leur mise en œuvre. Le 29 août, un avion espion U-2

de la CIA survole Cuba. L'analyse des clichés qu'il rapporte permet de repérer un site de fusées soviétiques du type SAM. John McCone, successeur de Dulles à la CIA, effectue à cette époque son voyage de noces en Italie. Or, craignant un incident diplomatique, JFK ordonne le 11 septembre l'arrêt des vols U-2 sur Cuba. De sorte que tout début octobre, l'île compte déjà 99 têtes nucléaires !

De retour d'Europe le 4 octobre, McCone exige, à la lueur du rapport d'un agent en place à Cuba, la reprise des vols U-2. Dix jours plus tard, la Maison-Blanche accepte enfin de faire redécoller les avions espions. Le lendemain, les experts découvrent la forêt de missiles SAM pointés vers les Etats-Unis : des fusées d'une mégatonne qui peuvent atteindre New York ! JFK et son *brain-trust* se penchent sur les clichés pris par l'U-2. Le 17, McCone suggère un blocus, bien préférable selon lui à l'option militaire, plus lourde de dangers encore que l'aventure de la baie des Cochons.

Kennedy expédie ses ambassadeurs, photos U-2 en main, sonder les Alliés. Même le général De Gaulle, d'ordinaire rétif, annonce le 22 qu'il est à fond derrière le président américain. Le lendemain, McCone emporte le morceau : on jouera la carte du blocus. Quatre jours plus tard, le patron de la CIA, décidément incontournable, sera le premier à avancer la proposition qui va dénouer la crise : le retrait des missiles américains en Turquie contre celui des missiles russes à Cuba. L'acte II a failli déboucher sur une guerre mondiale. Pour autant, il se conclut par une victoire de la CIA.

Pâques, le faux « sauveur de la paix mondiale »

Fils d'artisans coiffeurs né en 1914 à Chalon-sur-Saône, Georges Pâques a suivi d'excellentes études qui l'ont conduit à Normale supérieure et à l'agrégation d'italien. Rien n'incline en principe cet enfant de la méritocratie républicaine, catholique de stricte observance, vers le communisme. En 1943 pourtant, alors qu'il travaille à la section politique du service de radiodiffusion à Alger, un attaché d'ambassade soviétique, Alexandre Gouzovski, accroche ce brillant sujet. A moins que ce ne soit l'inverse, Pâques faisant le siège de Gouzovski.

L'attaché d'ambassade travaille sous le regard perçant d'un as des services secrets russes, l'excellent francophone Ivan Agayants. Cet émissaire personnel de Staline auprès du général De Gaulle se montre assez avisé pour décider qu'on rentabilisera certes l'investissement Pâques, mais seulement sur le long terme. De fait, Agayants et Pâques reprennent contact à Paris à la Libération. Directeur de cabinet de plusieurs ministres ou secrétaires d'Etat sous la IV^e République, le Français fournit d'abord à ses officiers traitants russes successifs des éléments utiles, mais pas primordiaux. L'investissement devient vraiment rentable à partir d'octobre 1958, quand Pâques est chargé de mission à l'état-major de la Défense nationale pour les questions de guerre psychologique, puis auprès de l'Institut des hautes études de défense nationale. En octobre 1962, il prend la direction du service de presse de l'Otan, basé dans les locaux de l'actuelle université Paris-Dauphine, la France gaullienne n'ayant pas encore quitté l'organisation militaire intégrée de l'Alliance atlantique.

Même si elles visent un autre agent soviétique au sein de l'Otan, le Canadien Hugh Hambleton, les révélations d'un officier du KGB passé aux Américains en décembre 1961, Anatoli Golitsyne, finissent par attirer l'attention sur Pâques. La Direction de la surveillance du territoire (DST), ancêtre de l'actuelle DGSI, le prend dans son collimateur à l'été 1963. Le 12 août, au lendemain d'une prise de contact manquée mais révélatrice avec son contrôleur du KGB, Vladimir Khrenov, à Feucherolles, en grande banlieue parisienne, elle appréhende Pâques. Lequel passe immédiatement aux aveux.

L'enquête de la DST met en évidence son point faible : persuadé par le KGB de son rôle de figure de premier plan sur l'échiquier mondial en tant que « grand défenseur de la paix entre les deux blocs », le catholique Pâques a commis les péchés d'orgueil et de vanité en fournissant aux Soviétiques des renseignements de grande valeur pour satisfaire sa gloire. Entre autres documents secrets, le haut fonctionnaire leur a transmis les dossiers dits « de Berlin » détaillant les parades et ripostes de l'Otan à un éventuel coup de force russe ; les documents de l'Alliance atlantique sur la « guerre psychologique » ; les dossiers « Exercices de l'Otan » ; des études de 1958 et de 1963 sur les « forces et possibilités soviétiques » ; les procès-verbaux de diverses conférences interalliées.

Pâques fut à coup sûr une des plus grosses prises du KGB en France – peut-être la plus importante. Il sera traduit en juillet 1964 devant la Cour de sûreté de l'Etat. Jugé coupable à la majorité des voix « *d'avoir à Paris, de l'année 1955 au mois d'août 1963, en tout cas sur le territoire français et pour moins de dix ans, étant de nationalité française, livré à une puissance étrangère, en l'espèce l'URSS, ou à ses agents sous quelque forme que ce soit, des renseignements ou des documents qui devaient être tenus secrets dans l'intérêt de la Défense nationale* », il écope de la réclusion criminelle à perpétuité.

Les Soviétiques ne bougeront pas le petit doigt pour leur informateur. Pas la moindre proposition d'échange. Pâques n'était qu'un pion du KGB, pas un de ses officiers. Il se vantera par la suite d'avoir été destinataire de lettres personnelles de Staline puis de Khrouchtchev le remerciant de son « rôle considérable dans la défense de la paix entre les peuples », une tromperie classique des services secrets qui n'a pas coûté un rouble aux Soviétiques, experts dans la manipulation de leurs sources. Du côté français, Pâques verra sa peine commuée en vingt ans de détention en février 1968, avant que le président Pompidou ne lui accorde une remise de peine en mai 1970.



« **AU NOM DE LA PAIX** » Ci-dessus : Georges Pâques, l'une des plus grosses prises du KGB en France. Pendant vingt ans, ce haut fonctionnaire puis chef adjoint du service de presse de l'Otan renseigna les Soviétiques. Page de gauche : durant la présidence de John Kennedy, le débarquement de la baie des Cochons et la crise des missiles à Cuba ont tenu le monde en haleine.



L'affaire Guillaume : l'arroseur est-allemand arrosé

C'est l'histoire d'une manœuvre d'infiltration tellement bien montée qu'elle finit par tourner à la déconfiture de ses propres initiateurs. Tout commence pourtant à merveille pour le département de renseignement extérieur de la Stasi, la Hauptverwaltung Aufklärung (HVA) du maître espion Markus Wolf. Employé d'une maison d'édition est-allemande, Günter Guillaume est repéré au début des années 1950. Un élément prometteur, et même un couple prometteur. Comme son épouse Christel, Günter, né en 1927, est en effet, quoique ancien adhérent du parti nazi, membre depuis 1952 du SED, le parti communiste de RDA.

L'idée est d'infiltrer le couple sous son vrai nom en République fédérale, au milieu du flot des vrais réfugiés qui fuient le paradis socialiste est-allemand. Une technique couramment utilisée par la HVA du fait que les « Wessis », les Allemands de l'Ouest, considérant les « Ossis », ceux de l'Est, comme des compatriotes, les accueillent à bras ouverts. Une fois sur place, Günter deviendra *Führungsoffizier*, un chef de réseau actionnant plusieurs autres agents, et Christel sa « femme de liaison », chargée de remettre en main propre à des émissaires de la HVA les « fournitures » récoltées.

La feuille de route des Guillaume prévoit qu'ils doivent adhérer au parti social-démocrate, le SPD, et plus spécifiquement à son aile droite, affichant cette puissante aversion envers la RDA qui leur permettra de se fondre rapidement

dans le paysage. Le couple s'installe à Francfort où la mère de Christel tient un tabac. Comme couverture de ses activités de chef de réseau, Günter adopte le métier de photographe indépendant. Rien de plus commode pour remettre en catimini à ses correspondants de la HVA les pellicules de documents cachées à l'intérieur de boîtes de cigares.

Déclinant toute candidature aux élections, Guillaume apparaît au sein du SPD comme un militant dévoué, méthodique, sans ambition personnelle, toujours prêt à donner son temps au parti. Une technique dite « montée en structure », dans le jargon des services secrets, qui permet de gravir les échelons de façon discrète au sein de l'appareil d'une organisation donnée. De fait, le *Führungsoffizier* ne tarde pas à devenir l'un des principaux apparatchiks sociaux-démocrates de Francfort, responsable de la gestion des affaires du SPD pour toute la région dès 1964, puis membre du conseil municipal et secrétaire du parti.

Son anticomunisme attire sur lui l'attention du syndicaliste réformiste du bâtiment Georg Leber, ministre des Transports à partir de 1966 dans le gouvernement de coalition SPD-Démocratie chrétienne. Les deux hommes feront équipe contre la gauche sociale-démocrate, en pleine radicalisation dans le contexte des années 1960. Une équipe si performante qu'en 1969 Leber est largement élu, à l'heure où le SPD, désormais majoritaire

au Bundestag, peut gouverner seul à partir d'octobre sous la direction de l'ancien bourgmestre de Berlin, Willy Brandt.

Antinazi exilé en Norvège et en Suède pendant la guerre, Brandt n'a aucune sympathie particulière pour le communisme. Pour autant, il prône l'*Ostpolitik*, la « politique de l'Est », qui inclut la détente avec l'URSS d'un côté, le rapprochement avec la RDA de l'autre. Rien qui puisse déplaire à Markus Wolf et à sa HVA. Cependant, la « montée en structure » de Günter au sein du SPD s'effectue au détriment de son travail de chef de réseau. Pour cause d'emploi du temps surchargé d'abord, de nécessaire précaution ensuite car montant dans l'appareil social-démocrate, Guillaume est sous le coup d'une enquête de sécurité du BfV, cet Office fédéral de la protection de la Constitution créé fin 1950 par Otto John pour lutter contre tous les extrémistes, mais contre les infiltrations est-allemandes et soviétiques aussi.

Cette enquête intervient bien, mais Guillaume ayant freiné ses activités de chef de réseau, elle demeure sans résultat. Grâce à Leber, l'espion est-allemand accède au contraire à l'entourage direct de Brandt à la fin juillet 1970. Il en devient même l'un des principaux conseillers, omniprésent aux côtés du chancelier. De son côté, Christel se voit pressentie pour un autre poste clé : assistante de Georg Leber au secrétariat d'Etat à la Défense. De quoi déclencher une nouvelle enquête du BfV. Au printemps 1973, la certitude est là : les Guillaume travaillent pour Markus Wolf. Un an plus tard, le couple est arrêté. Le scandale qui s'ensuit entraînera la démission de Brandt, ce chancelier dont l'*Ostpolitik* plaisait si fort à l'Est. Un parfait ratage !

SCANDALE AU SOMMET En haut : l'affaire de l'espion est-allemand Günter Guillaume a contraint le chancelier d'Allemagne de l'Ouest Willy Brandt à la démission en 1974. Page de droite : Vladimir Vetrov, lieutenant-colonel du KGB, permit notamment à François Mitterrand de prouver à Ronald Reagan que la France restait une alliée de confiance.

Affaire Farewell

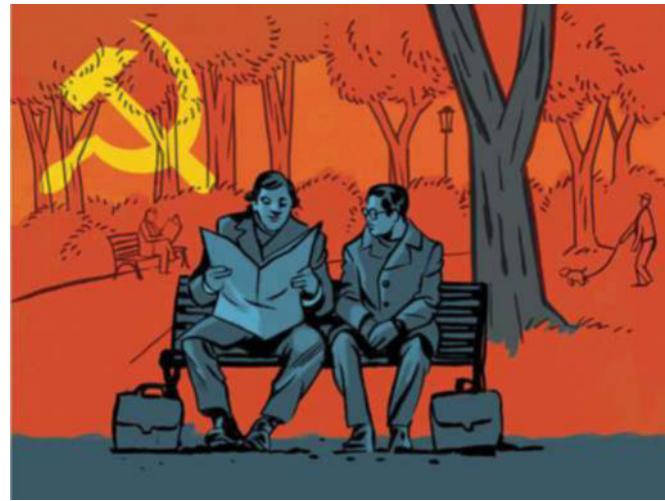
L'opération va rehausser de beaucoup la cote des Français auprès des Américains, très basse au début de la première mandature de François Mitterrand pour cause de ministres communistes au sein du gouvernement. Elle ne sera pas l'œuvre de la DGSE mais de la Direction de la surveillance du territoire (DST), ancêtre de l'actuelle DGSI. De police de contre-espionnage donc, et non de service secret.

L'affaire se décide le 14 juillet 1981, au soir de la première garden-party élyséenne de l'ère Mitterrand. Le nouveau président socialiste reçoit discrètement le patron de la DST, Marcel Challet. Lequel exhibe des documents émanant du KGB et demande non seulement l'autorisation d'exploiter leur source, nom de code « Farewell », mais aussi celle de traiter l'affaire de connivence avec la CIA. Le tout à l'insu du SDECE, bientôt DGSE, en principe compétent. Pressentant l'utilisation politique potentielle de ce dossier pour un rapprochement avec les Etats-Unis de Ronald Reagan, Mitterrand avalise cette procédure insolite.

Qui est « Farewell » ? Né en octobre 1932 dans une famille de travailleurs moscovites, Vladimir Vetrov a été admis au KGB en 1959, gravissant ensuite toutes les marches pour atteindre le grade de lieutenant-colonel à la direction T (espionnage scientifique et technologique). La stagnation et la corruption régnant en maîtres en URSS, sa foi communiste ne tarde pas à vaciller. D'autant que son séjour à l'ambassade d'URSS à Paris, où il est chargé du développement du commerce avec la France, de 1965 à 1970, lui a donné le goût de la société de consommation occidentale. Vetrov adore la France, où il a connu tant de jours de bonheur avec sa femme Svetlana et dont il parle fort bien la langue. Une enquête interne du KGB suggérera par la suite qu'il ne répugnait pas à pratiquer lui-même le marché noir.

En 1980, Vetrov rédige à ses risques et périls un rapport à l'attention de ses supérieurs, leur proposant une refonte totale du service. Pas de réponse. Il décide alors de prendre contact avec les Français, qui au moins l'écouteront. En novembre 1980, il poste de Budapest une carte à l'adresse professionnelle d'un cadre de la société Thomson-CSF, Jacques Prévost, responsable de certains contrats avec l'URSS. A tout hasard, Prévost en informe l'inspecteur-chef Bernard Rouault, qui suit Thomson-CSF, une entreprise sensible, pour la DST. Ravie de court-circuiter le SDECE, la DST charge le colonel Patrick Ferrant, détaché à sa demande par le chef d'état-major des armées, d'assurer la liaison avec « Farewell ». Ferrant n'appartient pas aux services secrets. Russophone mais a priori inconnu des fichiers du KGB, il peut se débrouiller à Moscou autant que le permet sa haute taille.

Muni d'une caméra ultraperfectionnée lisible seulement par les Américains qui l'ont fournie, « Farewell » offre à la DST et à la CIA une vue imprenable sur l'intérieur du KGB. Et du coup, un regard nouveau sur l'état réel de l'économie soviétique, puisque les technologies que le KGB pille avec ardeur en Occident sont bien entendu celles qui manquent cruellement à l'URSS. Peu



porté à imaginer la possibilité d'un effondrement du monde soviétique, Mitterrand reste sceptique. Par contraste, Ronald Reagan applaudit ces révélations que lui transmet le patron de la CIA, William Casey. Ne confirment-elles pas ce qu'il a toujours pensé : le communisme russe est au bout du rouleau ? D'où l'idée d'accélérer la désagrégation de l'économie soviétique en refilant au KGB une pluie de faux renseignements. La CIA s'y emploie, mais sans enthousiasme. Pas plus que Mitterrand, elle n'imagine que la fin de la guerre froide, sa raison d'être en tant que service secret créé en 1947, puisse être aussi proche.

« Farewell » n'est pas seulement infidèle à son service secret, mais à son épouse aussi car il a une maîtresse, Ludmilla, traductrice d'anglais et d'espagnol au même département du KGB que lui. Le 22 février 1982, alors qu'il raccompagne la jeune femme dans sa Lada, une dispute éclate sur un parking désert. Dans un accès de colère alcoolisée, Vetrov poignarde Ludmilla. La police l'arrête pour tentative de meurtre à caractère passionnel. De peur du scandale – un de ses officiers à deux doigts de commettre un crime –, le KGB préfère que le drame reste une affaire de droit commun. En apparence du moins. Condamné à douze ans de prison par un tribunal régulier et non une cour martiale, Vetrov croupit derrière les barreaux de la prison de Lefortovo. Le 5 avril 1983, ses « fournitures » à la DST conduisent à la spectaculaire expulsion de France de 47 officiers de renseignement soviétiques. Un geste mitterrandien à l'attention de Washington au moins autant qu'un avertissement à Moscou. Le KGB contre-interroge alors Vetrov, qui serait passé aux aveux, rédigeant même une violente charge contre le système soviétique et un vibrant éloge de la France. Il sera exécuté en janvier 1985.

Ecrivain et journaliste, Rémi Kauffer est spécialiste de l'histoire du renseignement et des services secrets.



À LIRE de Rémi Kauffer

Histoire mondiale des services secrets, Perrin, « Tempus », 1 024 pages, 14,90 € ;
Les Maîtres de l'espionnage, Perrin, « Tempus », 768 pages, 12 € ;
Les Femmes de l'ombre. L'histoire occultée des espionnes, Perrin, 450 pages, 25 €.

PORTRAITS

Par Adrien Jaulmes

L'honneur perdu du club des Cinq

L'une des plus célèbres affaires d'espionnage de la guerre froide met en scène cinq jeunes gens de la haute société britannique qui ont cédé aux sirènes soviétiques et trahi leur pays.

Angleterre a plus qu'aucun autre pays contribué à créer les mythes de l'espionnage moderne. Outre James Bond et George Smiley, célèbres espions de fiction, les Britanniques ont aussi produit dans leur histoire récente des personnages tout aussi romanesques. Moins héroïques, et surtout servant un autre pays que le leur, les « Cinq de Cambridge » concurrencent presque les créations de Ian Fleming et de John le Carré par la production littéraire et cinématographique qu'ils ont suscitée.

Les trois premiers d'entre eux sont aussi les plus connus : Harold « Kim » Philby et ses deux complices, Guy Burgess et Donald Maclean. Moins célèbres, en partie car démasqués plus tardivement, Anthony Blunt et John Cairncross ont été considérés, sans doute à tort, comme des comparses de moindre importance. Entre 1934, date de leur recrutement, et le début de la guerre froide, ces cinq taupes ont fourni à l'URSS un accès extraordinaire aux secrets les mieux gardés de la Grande-Bretagne, mais aussi de son puissant allié américain. L'étendue des dégâts qu'ils ont commis a été oubliée avant d'être entièrement connue. La fiction et un vernis romanesque ont gommé les aspects les plus déplaisants de leurs actes. Pourtant, ces jeunes gens séduisants et dévoyés étaient des personnages sinistres, trahissant leur pays et provoquant des arrestations et la mort de nombreux agents, au service d'un régime totalitaire sous lequel ils n'avaient aucune envie de vivre.



TRÈS SÉLECT Ci-dessus, de gauche à droite : Donald Maclean, Kim Philby, Anthony Blunt et Guy Burgess. Ci-contre : avec John Cairncross (à gauche), par Olivier Neuray dans *Les Cinq de Cambridge*, bande dessinée écrite par Valérie Lemaire (© Casterman).

On s'est beaucoup interrogé sur les motifs qui avaient pu pousser ces étudiants brillants à trahir leur pays, leurs amis, leurs collègues, comme si la culture, l'intelligence et l'entregent étaient synonymes de valeur morale. John le Carré, dont la brève carrière au MI6 fut interrompue après que sa couverture de diplomate eut été révélée par Philby, avait résumé les principales motivations de la trahison par l'acronyme MICE (en anglais) : l'argent, l'idéologie, la compromission et l'ego. Philby et ses comparses furent attirés par la deuxième et grisés par la dernière.

Leur trahison est d'abord intellectuelle. Le marxisme infecte facilement les beaux esprits, auxquels sa froideur et son implacable logique donnent le sentiment d'être du bon côté de l'histoire. Sur les bords de la rivière Cam, l'université de Cambridge est, avec sa jumelle Oxford, une pépinière des

élites britanniques. Dans les années 1930, le marxisme y est à la mode. Il offre une explication séduisante au cataclysme de la Grande Guerre. Les totalitarismes, rouge ou brun, ont l'attrait de la modernité. Les bolcheviks au pouvoir à Moscou, qui ont échoué momentanément à exporter par les armes leur révolution, préparent l'offensive suivante par la subversion et l'espionnage.

Dans l'atmosphère élitaire des universités anglaises, avec leurs sociétés secrètes et leur snobisme de classe, l'appartenance à une organisation clandestine présente un attrait supplémentaire. L'homosexualité, encore illégale, quoique répandue, donne aussi à certains étudiants l'habitude de mener une double vie.

Philby est surtout à la recherche d'une cause. S'il doit son surnom de Kim au jeune héros de Kipling, il n'en a pas la rigueur





MESSIEURS, JE PROPOSE QU'ON REPRENNE NOTRE DISCUSSION D'HIER DANS LE CALME ET LA SÉRÉNITÉ, SI POSSIBLE...

INSTALLEZ-VOUS, PHILBY !



modeste, intelligent mais plus effacé, n'ayant pas l'entregent de ses acolytes, il sera celui dont la carrière d'espion sera la plus longue.

Le NKVD n'a que faire de sympathisants communistes. Les nouvelles recrues sont priées de mettre leur marxisme en sourdine et de se consacrer à leur carrière au cœur de l'appareil d'Etat britannique. Dans une Angleterre gouvernée et administrée par les anciens élèves des *public schools* et les diplômés d'*« Oxbridge »*, leur pedigree leur ouvre toutes les portes. Philby devient journaliste, excellente couverture pour un agent de renseignement. Pendant la guerre d'Espagne, il couvre le camp nationaliste pour *The Times*, où il est même décoré par le général Franco. Burgess rejoint en 1936 la BBC. Maclean et Cairncross deviennent diplomates au Foreign Office.

Au royaume des taupes

La Seconde Guerre mondiale leur ouvre les portes du renseignement britannique, qui recrute par cooptation les anciens des universités de Cambridge et d'Oxford. Burgess entre le premier au MI6, le renseignement extérieur, où il fait venir Philby. Blunt est au MI5, le service de contre-espionnage. Au Foreign Office, Maclean s'occupe de l'effort de guerre économique. Cairncross est rattaché à l'un des centres les plus secrets de l'espionnage britannique, situé à Bletchley Park, où sont déchiffrées les communications radio allemandes codées par les machines Enigma. Blunt sert d'intermédiaire entre Cairncross et les Soviétiques.

Le NKVD a réussi au-delà de toutes ses espérances. Placés au cœur des services secrets et diplomatiques britanniques, les espions font parvenir à l'URSS des renseignements exceptionnels. Les informations fournies par Cairncross à Staline contribuent à la victoire soviétique à Koursk, en juillet 1943, qui marque le tournant de la guerre sur le front de l'Est.

Au cours de ces années de guerre, l'alliance avec les Soviétiques contre le nazisme justifie leur trahison aux yeux des Cinq de Cambridge, même si l'époque du pacte germano-soviétique ne semble guère avoir pesé sur leur conscience. Au nom de la lutte contre le fascisme et dans leur logique à sens unique, les Alliés ne doivent avoir aucun secret entre

morale. Comme son homonyme de fiction, il devient bien l'un des acteurs du « grand jeu », mais dans les rangs de l'adversaire. Son père, Saint John Philby, explorateur excentrique et arabisant, aurait pu être un héros victorien s'il n'avait pas déjà, avant son fils, travaillé contre son propre pays. Rival et concurrent de T. E. Lawrence, qui soutient la dynastie des Hachémites, Saint John Philby est le conseiller de leur grand rival, Ibn Saud, fondateur de l'Arabie saoudite, le pays auquel il donne son nom. Converti à l'islam, Philby père fait perdre à l'Angleterre ce riche partenaire en favorisant son rapprochement avec les Américains.

Son fils est attiré par une autre religion absolutiste. A Cambridge, où il étudie l'histoire et l'économie, l'un de ses professeurs introduit le jeune Kim auprès des organisations communistes qui viennent en aide aux antinazis allemands réfugiés en Autriche. Pendant un séjour à Vienne, Philby tombe amoureux et épouse une militante communiste, Litzi Friedmann. De retour en Angleterre, il fait connaissance par son intermédiaire d'Edith Tudor-Hart, photographe et espionne soviétique, qui le présente à son tour à l'un des principaux agents recruteurs du NKVD en Angleterre, Arnold Deutsch. Opérant sous son nom de code, Otto lui donne rendez-vous en juin 1934. Philby, séduit, entre au service de Staline. L'une de

ses premières missions est de proposer d'autres candidats. C'est ainsi que se forme ce curieux club des Cinq de Cambridge.

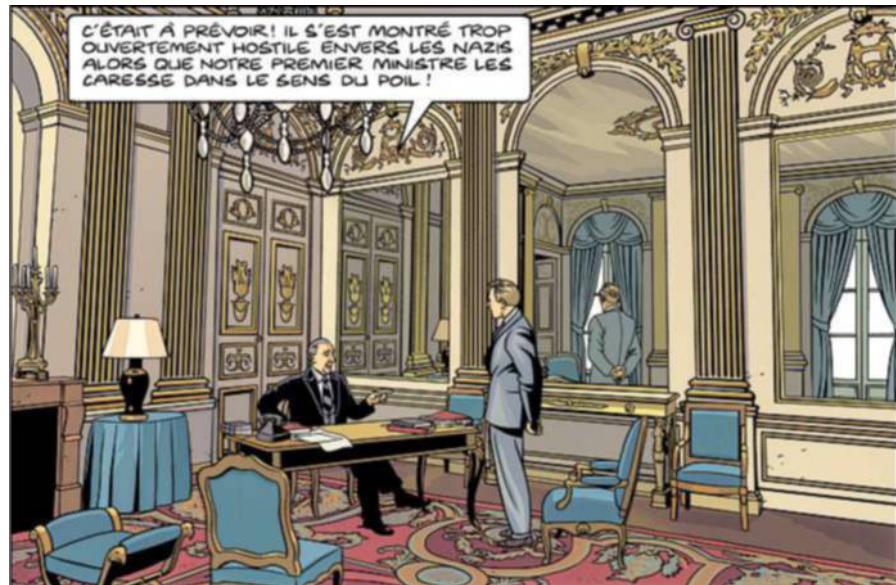
Donald Maclean est une recrue de choix. Fils d'un membre du Parlement britannique et ancien ministre, il pourrait être le personnage d'un roman d'Evelyn Waugh. Etudiant en langues à Trinity College à Cambridge, il est beau, doué, intelligent. Guy Burgess est le plus haut en couleur du groupe. Ancien élève du collège d'Eton, Burgess étudie l'histoire à Trinity et appartient à la très exclusive société des Apôtres, petit groupe de discussion qui rassemble les étudiants les plus brillants de Cambridge. Fils de famille dévoyé, homosexuel charmeur et scandaleux, intellectuel provocateur et perpétuellement ivre, il est aussi brillant et follement distrayant. Du moins selon ceux de ses contemporains qui parviennent à supporter ses frasques et son hygiène corporelle un peu douteuse. Burgess recrute à son tour Anthony Blunt, un autre Apôtre et l'un de ses amants. Vaguement apparenté à la reine mère, Blunt est le fils d'un vicaire anglican et grandit en partie à Paris, où son père est chapelain de l'ambassade britannique. Il entre à Cambridge pour étudier les mathématiques, mais cet esthète au réel tempérament artistique bifurque vers les langues et l'histoire de l'art. C'est Blunt qui recrute leur cinquième comparse, John Cairncross. Le seul à être d'extraction

eux. Cette fiction s'évanouit à la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand la rivalité entre l'URSS et ses alliés occidentaux se transforme en guerre froide. Pour les Soviétiques, ces taupes au sein de l'appareil sécuritaire et diplomatique britannique deviennent encore plus précieuses.

La guerre a favorisé leurs carrières respectives. Maclean a été promu premier secrétaire à l'ambassade britannique à Washington, où il a accès aux correspondances les plus secrètes entre les deux alliés anglo-saxons. Il renseigne les Soviétiques sur la nouvelle doctrine nucléaire des Américains qui se met en place. Il devient pour Staline l'espion dont rêvent tous les dirigeants, permettant de comprendre comment l'adversaire raisonne, de connaître à l'avance ses intentions.

Après avoir été en poste à Istanbul, Philby est à son tour envoyé à Washington comme chef de station du MI6, l'un des postes les plus importants du Secret Intelligence Service (SIS). Il y retrouve un officier de renseignement américain avec lequel il s'est lié d'amitié pendant la guerre, James Jesus Angleton. Les deux hommes sont chargés de la liaison entre la CIA nouvellement créée et le MI6, afin de coordonner le contre-espionnage contre l'URSS. Philby est à l'époque pressenti pour occuper les fonctions de C, le chef du MI6.

Guy Burgess les rejoint à son tour à l'ambassade à Washington. De plus en plus souvent ivre et de moins en moins amusant,



il crée scandale sur scandale, hurlant parfois qu'il est un espion soviétique. Mais le Foreign Office continue à traiter avec indulgence cet ancien Etonien, personne n'imaginant qu'un véritable espion soviétique se livrerait à de telles outrances.

L'espionnage reste une activité artisanale. Philby emporte des documents ultrasecrets dans une mallette et les rapporte le lendemain après les avoir copiés. Il remet les copies à son contact à Londres, dans un magasin de réfrigérateurs sur Regent Street, qui sert d'antenne au KGB. A Bletchley Park, Cairncross emporte les télégrammes décodés d'Enigma en les bourrant dans son pantalon, retenus par les pinces à vélo.

Ils vont être confondus en 1951 par l'une des premières opérations de renseignement électronique de l'histoire. Le projet « Venona », monté par l'OSS américain pendant la guerre, a intercepté et déchiffré des centaines de messages codés du renseignement soviétique. Par recoupement, ils permettent de déduire la présence d'espions soviétiques à l'ambassade britannique à

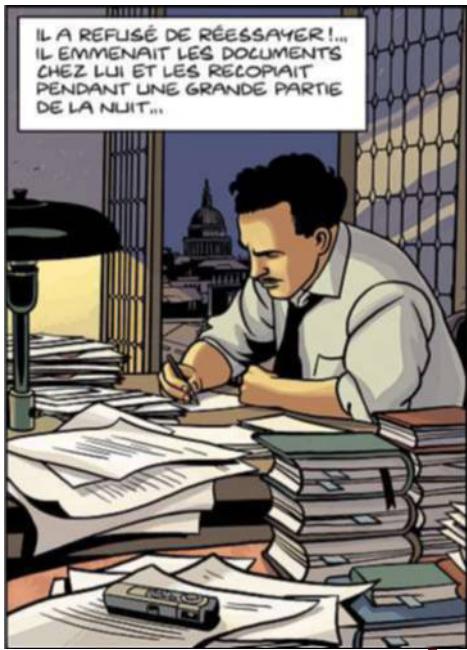


Washington. De par ses fonctions, Philby est mis au courant. Il prévient aussitôt du danger Burgess et Maclean, rentrés à Londres. Blunt monte un plan d'exfiltration. Profitant du laxisme du MI5, dont les agents chargés de les arrêter ne travaillent pas le week-end, Burgess et Maclean prennent à Southampton un ferry pour Saint-Malo, échappant à la douane, avant de traverser l'Europe et le rideau de fer jusqu'à Moscou.

L'affaire déclenche un scandale en Angleterre. Les Américains sont furieux. « *Il savait tout !* » dit Allen Dulles, le directeur de la CIA à propos de Maclean. Manque cependant un troisième homme, que l'on n'est pas parvenu à identifier. Les soupçons se sont portés sur Philby, mais la solidarité de la bonne société britannique a joué en sa faveur. Kim Philby est un gentleman, un *Old Boy*, « *l'un des nôtres* ». Il ne peut pas être un traître. Le MI6 témoigne en sa faveur. Nicholas Elliott, un autre agent et l'un de ses meilleurs amis, affirme répondre de lui. Procureur, Philby va jusqu'à donner à Londres une conférence



AU SERVICE DE SA MAJESTÉ Ci-dessus : à la fin de la guerre, Anthony Blunt, ici avec Elizabeth II dans les années 1960, est devenu le directeur des collections royales. En haut : Donald Maclean (à droite), en poste à l'ambassade britannique de Washington en 1947. Dessins tirés des *Cinq de Cambridge*, d'Olivier Neuray et Valérie Lemaire (Casterman).



L'ESPION QUI M'AIMAIT

Ci-dessous : John Cairncross avec sa femme en 1951. Le moins connu des Cinq de Cambridge aura probablement été celui dont la carrière d'espion fut la plus longue et la plus prolifique, avec plus de 5 800 documents du Foreign Office transmis aux Soviétiques.



de presse, où il réfute en riant les accusations portées contre lui. « Je n'ai jamais été communiste ! » Le MI5, plus plébien dans son recrutement, et qui a de bonnes raisons de penser que Philby est bien le troisième homme, est furieux de cette solidarité entre anciens élèves d'« Oxbridge ».

Quoique écarté de la hiérarchie des services secrets, Philby est vite remis en selle par le MI6. Envoyé à Beyrouth, il reprend sa couverture de journaliste. Correspondant au Moyen-Orient pour *The Economist* et *The Observer*, il travaille aussi comme correspondant pour le MI6. Et, de façon moins honorable, continue son service comme agent double pour le KGB.

Philby, qui boit plus encore qu'à son habitude, est pendant ces années-là une figure de la communauté des expatriés à Beyrouth, et l'un des habitués du bar de l'hôtel Saint-Georges. Ayant conservé son charme, il séduit la femme du correspondant du *New York Times*, qu'il épouse, tout en conservant l'amitié de l'infortuné mari. Il retrouve aussi au Liban son père, avec qui il s'enivre copieusement, jusqu'au décès de celui-ci après une soirée trop arrosée.

Mais même sa chance insolente finit par tourner. En 1961, un haut responsable du KGB, Anatoli Golitsyne, passe à l'Ouest, apportant des informations sur les espions soviétiques au sein des services de renseignements britanniques. Il faut encore deux ans au MI5 pour démasquer Philby. En 1963, c'est son vieil ami Elliott qui est envoyé à Beyrouth pour le confondre. Dans l'un des épisodes les plus étranges d'une affaire qui n'en manque pas, et qui témoigne de la désinvolture de certains responsables du renseignement britannique, ou bien de la solidité de leur

système de classe, Elliott interroge Philby, mais en le laissant chaque soir rentrer chez lui. Un jour qu'il devait rejoindre sa femme à un dîner, il disparaît. À bord d'un cargo soviétique qui appareille dans la nuit de Beyrouth à destination d'Odessa, il passe à son tour de l'autre côté du rideau de fer.

Les Américains et le MI5 sont hors d'eux. Comment les services secrets britanniques ont-ils pu laisser s'échapper Philby ? Une explication convaincante a été avancée par l'écrivain Ben Macintyre. Les Britanniques auraient laissé filer le traître en partie pour éviter un nouveau scandale, alors que les rumeurs concernant le ministre Profumo, compromis dans une autre affaire d'espionnage, s'amplifiaient. Mais aussi et avant tout pour lui infliger la plus cruelle des punitions, en le condamnant à vivre dans ce paradis soviétique qu'il avait servi. En suscitant la méfiance des Soviétiques, persuadés que les Anglais ne l'auraient jamais laissé s'échapper s'il n'était pas un agent triple, le MI6 aurait ainsi rendu à Philby la monnaie de sa pièce.

Car le pendant de la naïveté britannique a toujours été la paranoïa soviétique. Dès le début, Staline et le NKVD se sont méfiés des informations exceptionnelles fournies par les Cinq de Cambridge. Quand Philby parvient à avoir accès aux listes des espions britanniques en URSS pendant la Seconde guerre mondiale et découvre que les Anglais n'en possèdent pas, les Soviétiques refusent de le croire.

La paranoïa est une maladie contagieuse. Avec la trahison de Philby, elle touche aussi les Américains. Trahi par son ami, Angleton ne fera plus jamais confiance à personne. Devenu responsable du contre-espionnage à la CIA, il voit des taupes partout et

considère tous les transfuges soviétiques comme des agents doubles.

Blunt et Cairncross ont quitté le service secret après la guerre. Cairncross a été un temps fonctionnaire au ministère du Trésor, puis professeur dans une université américaine, avant de vivre en traduisant des classiques français. Blunt est devenu bibliothécaire de la Couronne. À la fin de la guerre, il remplit pour le roi George VI une mission secrète en Allemagne, où il doit récupérer des lettres de la reine Victoria à sa famille germanique. Ce gentleman affable, homosexuel un peu fielleux, spécialiste de l'art français (son ouvrage sur Nicolas Poussin fait toujours autorité), devient ensuite le directeur des collections royales et le conservateur du prestigieux Courtauld Institute of Art.

L'enquête qui continue après la défection de Philby finit par les confondre en 1964. Cairncross et Blunt confessent leurs activités en échange d'une immunité. Le crime de trahison n'existe en Grande-Bretagne que lorsqu'on travaille pour un ennemi en temps de guerre et le MI5 préfère recueillir des informations que déclencher un nouveau scandale. Mais les deux espions ne remplissent guère leur part de l'échange. Ne révélant que le minimum, ils se présentent comme des éléments mineurs et nient tout contact avec les autres. Cairncross affirme que les Cinq de Cambridge n'existaient pas vraiment et soutient n'avoir été qu'un « tout petit poisson dans un très grand étang ». Blunt conserve ses fonctions de conservateur des collections royales et sa réputation de critique.

Leur trahison n'est révélée qu'une dizaine d'années plus tard par Margaret Thatcher. Le scandale fait la une de tous les journaux. La reine retire à Blunt son titre, et sa confession en larmes à la BBC ne lui vaut guère de compassion. Son partenaire tente de se suicider et Blunt se fait huer dans les cinémas. Il meurt à Londres en 1983. Cairncross n'a pas non plus été condamné, ni emprisonné. Il s'est exilé dans le sud de la France, où il vit jusqu'à sa mort en 1995. Il a lui aussi tenté de s'exonérer dans une autobiographie truffée de mensonges et d'omissions. Le moins connu du cercle de Cambridge, il a sans doute été l'espion le plus prolifique. De 1941 à 1945, il a fourni au NKVD plus de 5 800 documents provenant du Foreign

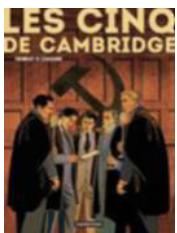
Office, de Bletchley Park et du SIS, soit plus qu'aucun de ses collègues. Certains étaient considérés comme si importants qu'ils furent apportés directement à Staline. Il a aussi livré aux Soviétiques les noms de dizaines d'agents britanniques à travers le monde.

Les trois transfuges ont fini leurs jours au paradis soviétique qu'ils avaient servi avec tant de zèle. Burgess est le premier à mourir, après une douzaine d'années à Moscou. Regrettant l'Angleterre, il est devenu un ivrogne pathétique, avec sa cravate d'ancien Etonien, dans son appartement plein de gravures de chasse à courre et de magazines anglais. Alcoolique, il meurt en 1963, peu après la défection de Philby, qui lui rend visite sur son lit de mort. Maclean a fait une seconde carrière en URSS, où femme et enfants l'ont rejoint, comme analyste spécialiste en politique occidentale. A sa mort en 1983, son pays d'adoption lui rend hommage.

Philby meurt en 1988, juste avant la chute de l'URSS, aussi couvert de décorations qu'un cosmonaute soviétique. Dans son autobiographie, il s'était justifié de sa trahison en invoquant sa fidélité à l'idéal communiste. John le Carré, à qui il avait été proposé de le rencontrer à la fin des années 1980, avait catégoriquement refusé. « *J'avais été trahi par Philby. C'était un homme mauvais, naturellement corrompu. Il avait été pressenti pour devenir le directeur du MI6, mais je ne lui aurais même pas confié mon chat pour un week-end.* »

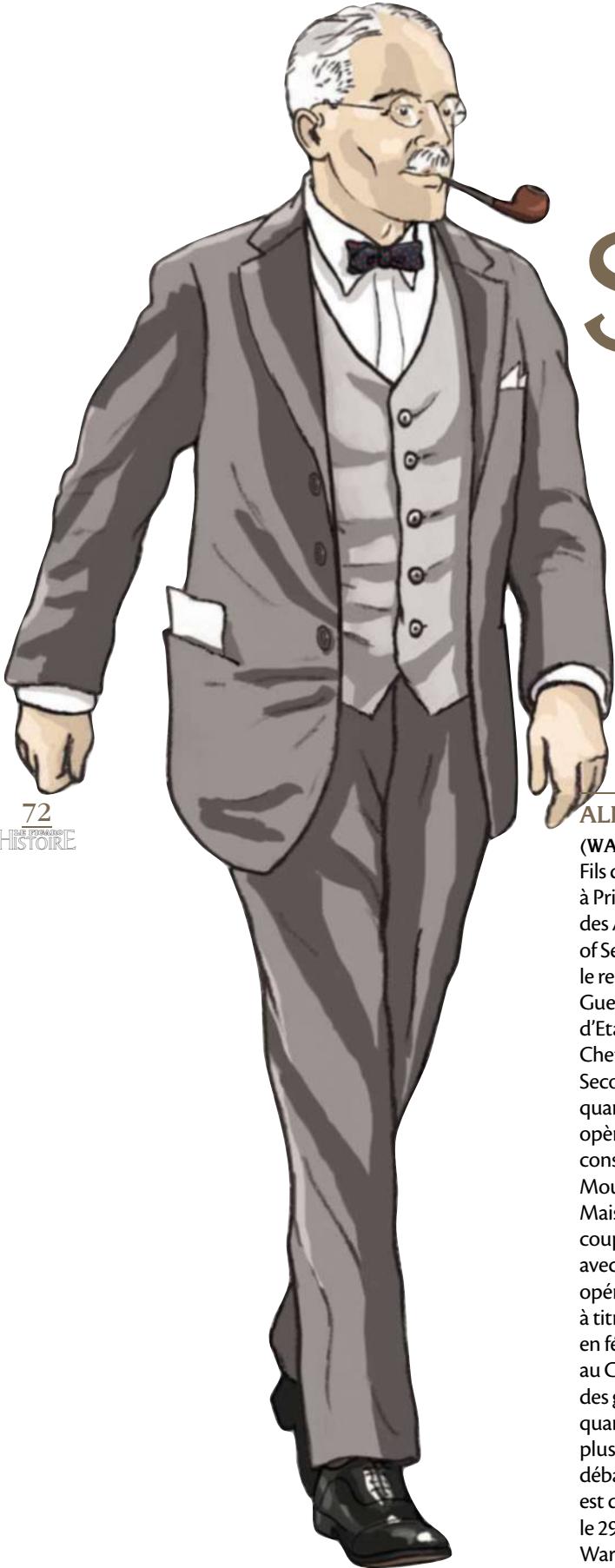
Tous les dessins illustrant l'article sont extraits des *Cinq de Cambridge* (ci-dessous), avec l'aimable autorisation des auteurs et des éditions Casterman.

EN BD



Les Cinq de Cambridge
Olivier Neuray
et Valérie Lemaire
Casterman
Intégrale, 3 volumes
150 pages, 29 €.





Des Agents très Spéciaux

Cultivant le goût du secret, ils ont servi leurs Etats dans l'ombre, certains n'hésitant pas, parfois, à trahir leur camp par idéologie ou par appât du gain.

LES GRANDS CHEFS

ALLEN DULLES

(WATERTOWN, NEW YORK, 1893-WASHINGTON, 1969)

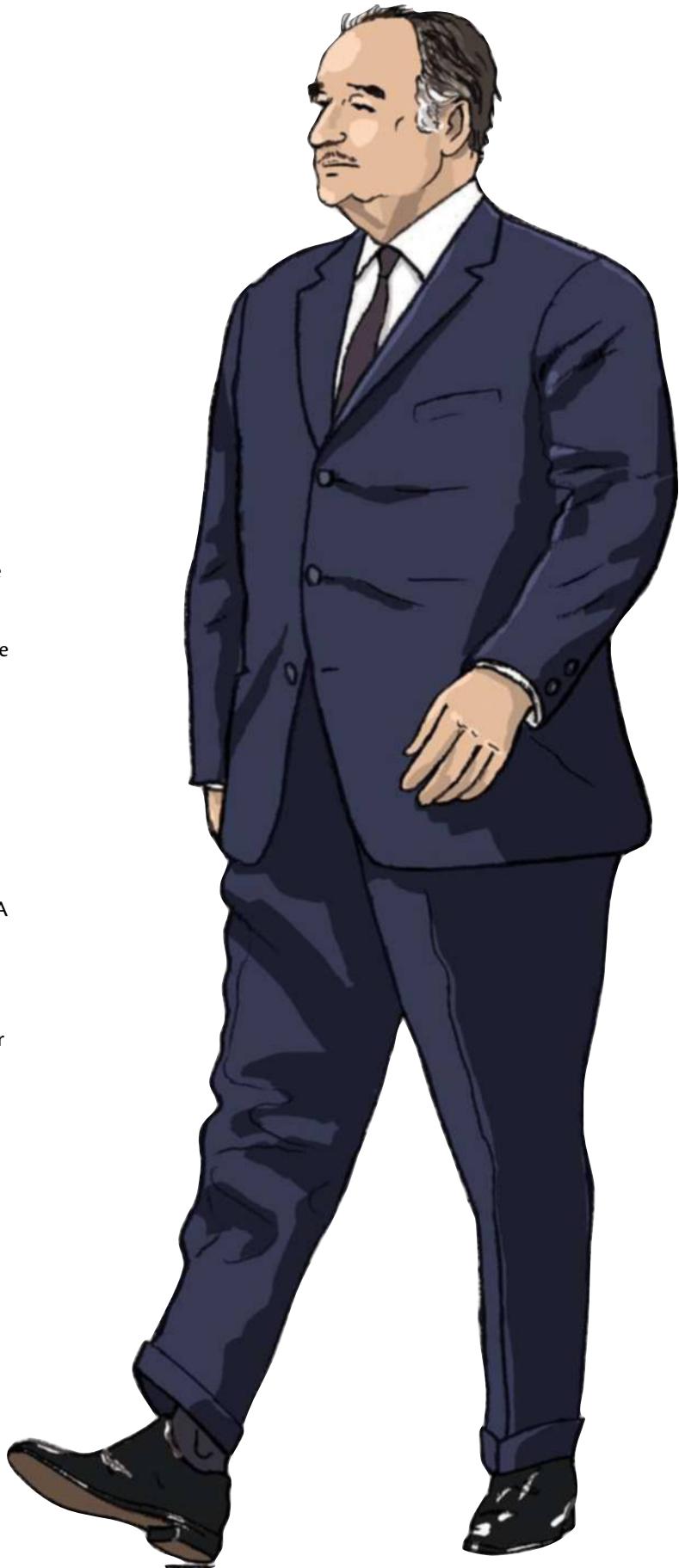
Fils d'un pasteur de l'Eglise presbytérienne, Allen Dulles fait ses études de droit à Princeton. En 1916, son oncle maternel, Robert Lansing, devenu ministre des Affaires étrangères, crée une petite unité de renseignement, dite Bureau of Secret Intelligence (BIS). Rattaché au corps diplomatique, Dulles devient le représentant du BIS en Suisse, du printemps 1917 à la fin de la Grande Guerre. Marié en 1920, il poursuit jusqu'en 1926 sa carrière au Département d'Etat, avant de bifurquer au sein du grand cabinet juridique Sullivan & Cromwell. Chef de l'Office of Strategic Services (OSS), le service secret américain de la Seconde Guerre mondiale, pour l'Europe à partir de novembre 1942, il aura pour quartier général, comme autrefois, la légation des Etats-Unis à Berne. Dulles opère dans deux grandes directions : la Résistance française et son homologue conservatrice allemande. Côté France, il s'appuie sur Combat, le plus étoffé des Mouvements unis de la Résistance, les MUR, unifiés sous l'égide de Jean Moulin. Mais c'est sans illusion ni succès qu'à l'été 1944, il tentera sur ordre de Roosevelt de couper l'herbe sous le pied de De Gaulle. Début mai 1945, il négocie par contraste avec succès la reddition des troupes allemandes de l'Italie du Nord. Patron des opérations clandestines de la CIA de façon occulte d'abord puis, à partir de 1950, à titre officiel, Dulles est nommé directeur de l'Agence centrale de renseignement en février 1953. Il lui donne un style offensif qui, après des réussites en Iran puis au Guatemala, va déboucher sur la manie des « *covert actions* », la déstabilisation des gouvernements jugés procommunistes. En mai 1960, premier grave échec quand la DCA russe abat un de ses avions espions U-2. Et en avril 1961, ratage plus grand encore quand une tentative de renversement de Castro par un débarquement d'opposants à Cuba aboutit à un désastre. Le 28 novembre, Dulles est démis de ses fonctions par un président Kennedy très mécontent. Il meurt le 29 janvier 1969, non sans avoir figuré parmi les sept membres de la commission Warren chargée d'élucider les circonstances de la mort du même JFK.

ALEXANDRE DE MARENCHES

(PARIS, 1921-MONACO, 1995)

Eu égard à son imposante stature, la presse le surnommait « Porthos », mais sa garde rapprochée du service Action du SDECE l'appelait « Dagobert ». Né d'un père français et d'une mère américaine, Alexandre de Marenches connaît une adolescence assez nonchalante. En novembre 1939, il s'engage dans la cavalerie, participe à la campagne de France puis passe en Algérie par l'Espagne en 1942. Muté à l'état-major du maréchal Juin pendant les campagnes d'Italie et de France, il retourne à la vie civile comme propriétaire d'une entreprise florissante mais se passionne pour les problèmes asiatiques. En 1970, alors qu'une série de scandales ébranle le SDECE, ancêtre de la DGSE, l'ancien ministre de la Défense de Charles De Gaulle, Pierre Messmer, conseille au président Pompidou de nommer le comte de Marenches à la tête de la « Piscine ». Dès la fin de l'année, le nouveau directeur général impose tant son style que sa vision géostratégique. Pour lui, le SDECE, loin de s'épuiser dans une guerre secrète frontale contre le bloc de l'Est dont il n'a pas les moyens, doit conclure un partenariat avec les Américains. Que la CIA le laisse tranquille en Afrique par exemple, et le « joujou » de Marenches, le service Action, y soutiendra avec efficacité la guérilla angolaise de l'Unita, hostile au régime procommuniste de Luanda, quitte à s'associer à l'Afrique du Sud ou au Zaïre (ex-Congo belge) du dictateur Mobutu. Parallèlement, Marenches mène sa propre diplomatie, traitant directement avec des chefs d'Etat comme le roi du Maroc Hassan II et créant une structure de coordination internationale entre services secrets, sorte de sainte alliance anticomuniste, le Safari Club. Bonnes au début du septennat, ses relations avec le président Giscard d'Estaing tournent, côté Marenches du moins, à la franche détestation. En 1981, Mitterrand lui propose de conserver son poste mais le comte refuse et sort de la « Piscine » dès juin pour se retirer à Paris ou dans sa villa de Grasse. Il meurt à Monaco en juin 1995.

ILLUSTRATIONS : © STÉPHANE HEUET POUR LE FIGARO HISTOIRE.





LES CHEFS DE RÉSEAU

WILLIAM COLBY (SAINT PAUL, MINNESOTA, 1920-ROCK POINT, MARYLAND, 1996)

Quel sens morbide de l'à-propos quand, après avoir dirigé l'opération « Phénix » avec ses milliers de cadres communistes assassinés au Vietnam, on meurt d'une noyade mystérieuse lors d'une partie de pêche dans le Maryland ! Fils d'un officier de l'US Army et d'une Irlando-Américaine, William Colby suit sa famille dans diverses garnisons au Panama ou en Chine et visite une première fois la France en 1939 dans le cadre d'une thèse universitaire sur la guerre d'Espagne. Etudiant en droit de l'université de Columbia, il retrouve notre pays en août 1944, parachuté avec ses deux camarades français de l'équipe interalliée « Bruce » en charge des liaisons avec les maquis de l'Yonne. Après la dissolution de l'OSS en 1945, Colby, jeune marié, reprend ses études et devient avocat spécialisé dans le droit du travail. En 1950, il intègre la CIA, préparant en Scandinavie la mise en place de réseaux de résistance anticomunistes enterrés en cas d'invasion russe. Muté à Rome à l'automne 1953, il contre l'essor du parti communiste, finançant en sous-main la démocratie chrétienne et les dissidents socialistes de droite. Muté à Saïgon en février 1959, chef de la division Extrême-Orient de la CIA en 1962, il supervise à partir de 1966 la sanglante opération « Phénix ». Celle-ci va coûter la vie à quelque 20 000 « Viêt-congs » ou supposés tels, méthodiquement abattus par des groupes paramilitaires locaux et des soldats des forces spéciales sud-vietnamiennes ou américaines. Directeur administratif de la CIA à son retour aux Etats-Unis en 1971, « Kill Bill » Colby voit son chef, Richard Helms, refuser de livrer aux commissions d'enquête parlementaires post-Watergate les « bijoux de famille », soit les secrets majeurs de l'Agence. Promu à la place de Helms en septembre 1973, Colby accepte de témoigner, décision scandaleuse pour beaucoup de vétérans pas loin de voir en lui un traître. En janvier 1976, il quitte son fauteuil de directeur de la CIA au profit de George Bush père, pantoufle comme conseiller juridique, puis prend sa retraite avant de mourir en 1996.

ILLUSTRATION : © STÉPHANE HUET POUR LE FIGARO HISTOIRE

MIHAI CARAMAN (OANCEA, ROUMANIE, 1928)

Né dans une bourgade moldave, Mihai Caraman a grandi dans une Roumanie aux mains de la Garde de fer d'extrême droite puis de la dictature communiste. Bon élève d'un pays francophone, il excelle dans notre langue. C'est à l'université que le DIE (Departamentul de Informatii Externe), le service d'espionnage extérieur roumain, repère ce brillant sujet, membre actif des Jeunesses communistes, et le forme au renseignement de haut niveau. En décembre 1958, Caraman débarque à Paris comme chef d'antenne du DIE. Sa couverture : premier secrétaire d'ambassade. Son objectif : l'Otan, alors basée au palais de Chaillot. Début 1960, Caraman effectue sa première grosse prise, un homosexuel très introduit dans les cercles mondains. Documentaliste au bureau d'ordres de l'Otan, la recrue a accès aux dossiers *cosmics*, le plus haut niveau de secret. Autre agent recruté par Caraman, « Tarass Boulba », qui arrondit son salaire en important des foies gras de son Quercy natal ! Séducteur, Caraman tente aussi de subordonner une jeune employée de l'Otan, amie de « Nina », sa première recrue. Or la jeune femme s'en va révéler l'affaire à la DST, l'ancêtre de la DGSI. Comme Paris cherché à ménager Bucarest, censé incarner un communisme plus indépendant, l'officier de la DIE, bénéficiant de l'immunité diplomatique, échappe à l'arrestation. En octobre 1967, pour cause de sortie de la France de l'organisation militaire intégrée de l'Otan voulue par De Gaulle, le siège de l'Alliance est transféré à Bruxelles. Caraman, dont le réseau compte alors onze taupes, continue à les « traiter » depuis Paris. Quand un de ses collègues de l'antenne parisienne de la DIE, le capitaine Ion Iacobescu, fait déflection en juillet 1969 et le dénonce, Caraman parvient à quitter la France. Pas certain d'ailleurs qu'on l'y ait recherché avec toute l'ardeur souhaitable, De Gaulle étant alors en plein flirt avec la Roumanie. On ignore son rôle dans le renversement et l'exécution de Nicolae Ceausescu en décembre 1989. Il faut cependant croire qu'il a choisi le bon côté puisque Caraman se retrouve alors bombardé à la tête du DIE avant de prendre sa retraite.



LES GRANDS AGENTS

URSULA KUCZYNSKI (BERLIN, 1907-2000)

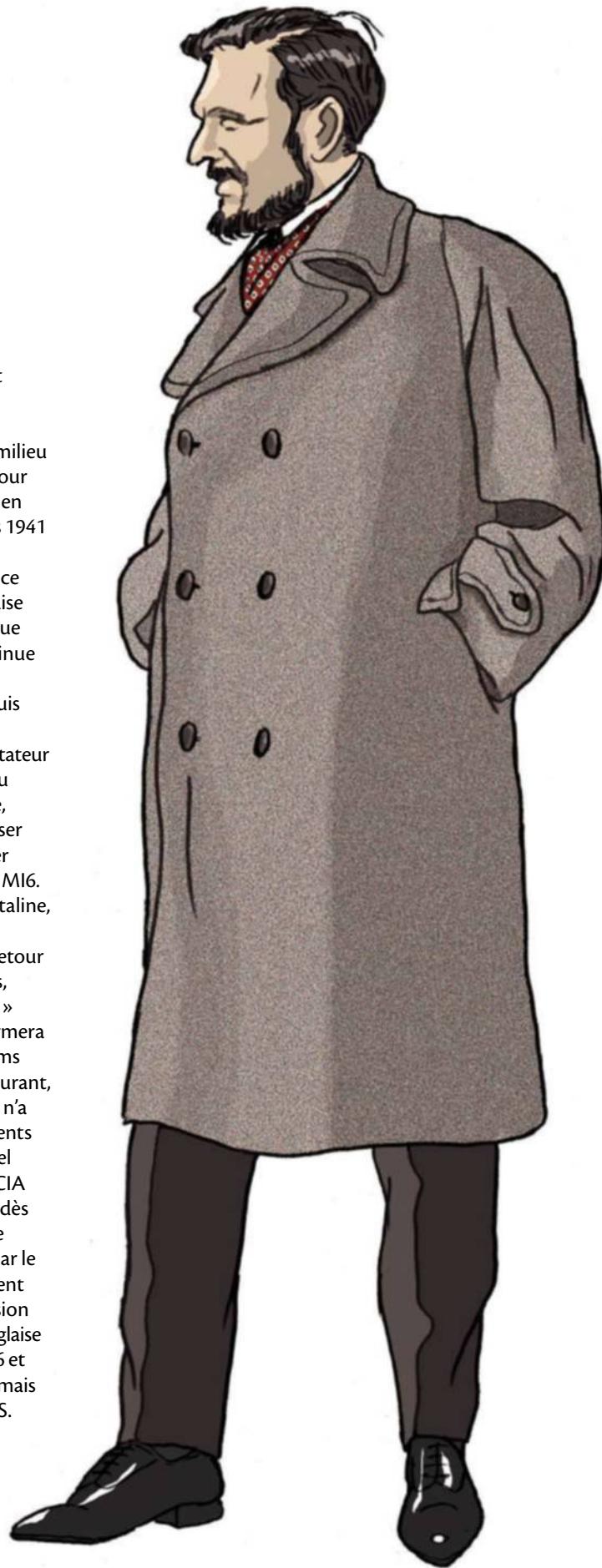
D'une famille d'intellectuels juifs berlinois, Ursula Kuczynski épouse la cause communiste dès son adolescence. Elle voulait être libraire, elle sera officier de renseignement. Connue du GRU, le service secret de l'Armée rouge, comme « Sonia », la jeune femme va conjuguer des années durant son travail d'espionnage et une vie sentimentale agitée (deux mariages, diverses liaisons et trois enfants). A partir de 1930 à Shanghai, elle travaille avec son amant et compatriote Richard Sorge, le futur maître espion soviétique au Japon. « Sonia » opère ensuite en Mandchourie et en Pologne. Major de l'Armée rouge, où elle atteindra le grade de colonel, elle est mutée en Suisse en 1938. Le GRU est en train d'y monter le réseau de renseignement que le contre-espionnage helvétique baptisera pendant la Seconde Guerre mondiale les « Trois Rouges » du fait qu'il va mobiliser trois centrales d'émission radio, dont celle d'Ursula. Le réseau va constituer l'une des principales sources de renseignement soviétiques sur les plans militaires nazis. Un mariage de convenance avec son amant anglais Len Beurton, ancien des Brigades internationales de la guerre d'Espagne, permet à Ursula d'acquérir la nationalité britannique et de s'installer dans les environs d'Oxford. A partir de 1943, elle devient l'officier traitant du communiste allemand Klaus Fuchs, physicien engagé dans le programme allié de confection de la bombe A et qui ne sera arrêté qu'en 1950 comme agent soviétique. Le réseau d'espionnage nucléaire de « Sonia » comprend une douzaine d'autres agents. Parmi eux, Melita Norwood, secrétaire de l'Association britannique de recherche sur les métaux non ferreux, dont l'uranium. En février 1950, craignant d'être repérée en raison de ses contacts avec Fuchs, Ursula gagne l'Allemagne de l'Est avec ses enfants. « Ruth Werner », son nouveau pseudonyme mais de plume cette fois, assouvirra son rêve d'adolescence en publiant quatorze livres, essentiellement pour la jeunesse, et mourra onze ans après la chute du mur de Berlin.



GEORGE BLAKE

(ROTTERDAM, 1922-MOSCOU, 2020)
Fils d'un père juif turc fait sujet britannique pour services rendus à la Couronne pendant la Grande Guerre et d'une mère protestante hollandaise, George Behar naît à Rotterdam en 1922. Elève du lycée français du Caire au milieu des années 1930, puis d'une école anglaise pour enfants d'expatriés, George se veut un chrétien fervent. De retour en Hollande, il intègre dès 1941 le réseau de résistance Vrij Nederland avant de gagner l'Angleterre via la Belgique, la France et l'Espagne. A l'été 1944, la section hollandaise du MI6 le recrute. La guerre finie, Behar troque son nom pour celui de George Blake et continue ses activités au service secret de Sa Majesté. En juin 1950, chef de la station de Séoul depuis deux ans sous la couverture de vice-consul, il se trouve piégé par l'attaque surprise du dictateur nord-coréen Kim Il-sung. De son propre aveu ultérieur, c'est par pure conviction que Blake, ayant perdu la foi chrétienne, décide d'épouser la cause soviétique en proposant à un officier russe de devenir un agent double au sein du MI6. Début avril 1953, un mois après la mort de Staline, le voilà transféré à Moscou. Les modalités d'un premier rendez-vous clandestin à son retour à Londres sont arrêtées. Libéré par les Russes, réintégré au sein du MI6, l'agent « Diomède » (son nom de code pour les Soviétiques) affirmera avoir livré au KGB plusieurs centaines de noms de Russes travaillant pour les Occidentaux, jurant, contre toute évidence, qu'aucun d'entre eux n'a été exécuté ! Or c'est grâce à ses renseignements que le KGB identifiera, entre autres, le colonel du GRU Piotr Popov, un agent double de la CIA fusillé en janvier 1960. En outre, Blake a livré dès 1953 à ses traitants « guébistes » le secret de la construction du tunnel de Berlin. Arrêté par le contre-espionnage anglais en avril 1961, l'agent double du KGB clame haut et fort son adhésion au communisme. Condamné par la justice anglaise pour trahison, Blake s'évade en octobre 1966 et parvient à gagner Moscou où, désenchanté mais toujours communiste, il verra la fin de l'URSS.

ILLUSTRATIONS : © STEPHANE HEUET POUR LE FIGARO HISTOIRE.



LES AGENTS DOUBLES

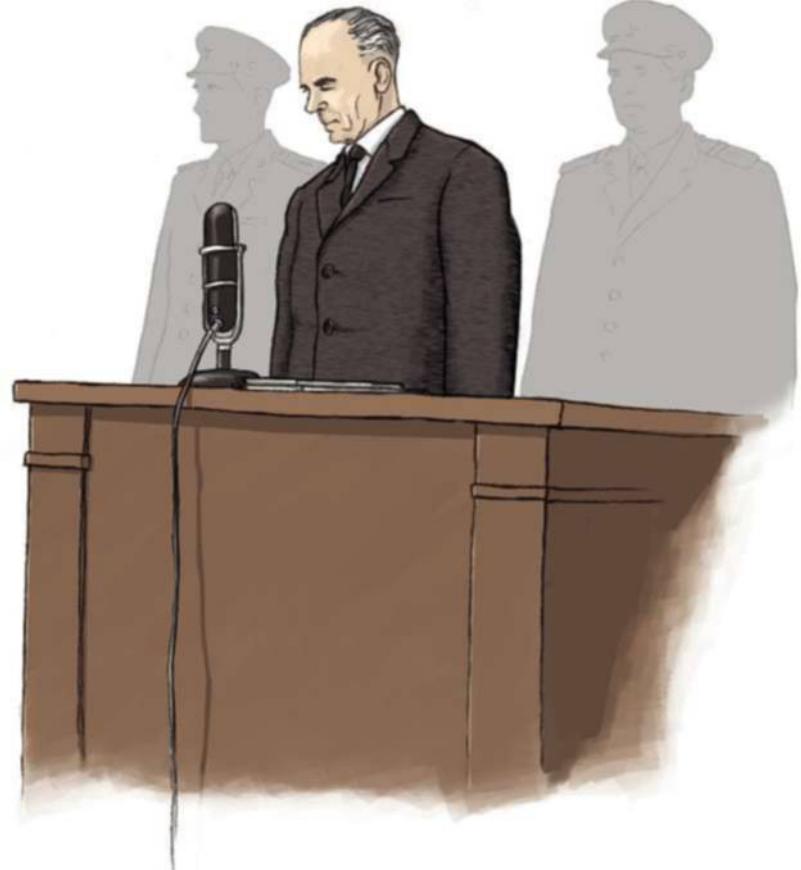
OLEG PENKOVSKY

(VLADIKAVKAZ, 1919-MOSCOU, 1963)

Fils d'un Russe blanc – sérieux handicap en URSS –, ce colonel du GRU, le service secret de l'Armée rouge, fut à coup sûr une des sources les plus précieuses des Occidentaux au sein du monde soviétique. En 1960, déçu comme tant d'autres par le régime, il tente à plusieurs reprises d'entrer en contact avec les Américains à Moscou. L'année suivante, il approche un « *honorable correspondant* » du MI6, l'homme d'affaires anglais Greville Wynne, venu à Moscou négocier des contrats. Son recrutement conjoint par le MI6 et la CIA intervient à l'été 1961 au gré de ses déplacements à Londres puis à Paris pour le compte du Comité d'Etat pour la coordination de la recherche scientifique, qui pilote l'espionnage technologique russe. Penkovsky regagne Moscou. Les pellicules de documents secrets photographiés dans son appartement grâce à un appareil américain très perfectionné passent dans les mains de Janet

Chisholm, la femme du chef de la station moscovite du MI6, à l'intérieur de colis anodins, telles des boîtes de bonbons pour ses enfants.

Peu après, la CIA ouvre une antenne moscovite dédiée à l'agent double. La moisson est en effet prodigieuse, donnant aux Occidentaux une idée précise de la puissance nucléaire soviétique, moins considérable qu'on ne le pensait jusque-là. Dans cette période de guerre froide, c'est un atout inestimable. Les « fournitures » de Penkovsky joueront d'ailleurs un rôle majeur lors de la crise des fusées de Cuba d'octobre 1962. A force, les fonctionnaires du KGB chargés d'épier les faits et gestes des diplomates occidentaux en poste à Moscou et de leur famille finissent cependant par repérer l'étrange manège de Janet Chisholm quand elle recueille les rouleaux de pellicule dans son sac à provisions. Penkovsky, mis sous surveillance en août 1962, est arrêté en octobre. Condamné à mort, il sera exécuté en mai 1963, peut-être brûlé vif dans un four à haute température pour démontrer aux jeunes recrues du KGB les risques encourus par les traîtres à la patrie soviétique.



OLEG GORDIEVSKY (MOSCOU, 1938)

Fils d'un père officier du NKVD et d'une statisticienne, Oleg Gordievsky est en quelque sorte né dans le chaudron de la police politique.

Ses années d'enfance, il les vivra au rythme de la « Grande Guerre patriotique ». D'abord enthousiaste, cet étudiant au prestigieux Institut d'Etat des relations internationales de Moscou est très vite déçu par l'étroitesse du « dégel » khrouchtchévien. Mais n'en apprend pas moins les langues scandinaves, excellente porte d'accès à la PGU, le département de renseignement extérieur du KGB, qu'il intègre en 1961.

Son premier poste extérieur sera Copenhague en janvier 1966. C'est là que la PET, le contre-espionnage danois, et le MI6 britannique le repèrent. De retour au Danemark avec sa femme en octobre 1972, Gordievsky, secrètement hostile au régime, accepte le contact que le MI6 lui propose. Mieux, le voilà d'accord pour devenir un agent double au service des Anglais.

Rappelé en 1978 à Moscou, il divorce pour épouser Leila Alieva, fille d'officiers du KGB dont il aura deux filles. Inscrit à un stage de formation en anglais, il est désigné pour la *residentura* de Londres et, en attendant, compulsé et mémorise de nombreux dossiers

d'opérations en cours. A son arrivée en Angleterre en 1982, le MI6 et le MI5 mettent en place une équipe commune pour traiter cette source d'une valeur inestimable. Dans un contexte international tendu, Margaret Thatcher, Premier ministre, est informée de l'existence de l'agent double même si elle en ignore le nom. Nommé chef de la *residentura* londonienne en avril 1985,

Gordievsky se voit rappelé à Moscou le mois suivant. Aldrich Ames, l'agent double du KGB au sein de la CIA, a en effet dessiné son portrait en creux aux services russes.

Soumis à de nombreux interrogatoires par le contre-espionnage du KGB, Gordievsky demande au MI6 de l'exfiltrer. Une opération très dangereuse, réussie en juillet. En 1987, il rencontre Ronald Reagan à la Maison-Blanche. Décoré par Elizabeth II, Gordievsky vivra désormais sous identité fausse de peur de la vengeance des services russes.





ALDRICH AMES (RIVER FALLS, WISCONSIN, 1941)

Fils d'un chargé de cours à l'université et d'une enseignante d'anglais, Aldrich Ames naît dans le Wisconsin. Spécialiste de la Birmanie, son père est recruté par la CIA en 1951, de sorte que la famille s'installe près de Washington. En poste à Rangoun en 1953, Carleton Ames ne fait preuve d'aucun brio. D'où son rappel en 1955 aux Etats-Unis, où il n'occupera qu'un modeste poste d'analyste. En 1962, Aldrich, qui a effectué trois étés de suite des petits boulots à la CIA, sollicite son intégration, tout en poursuivant ses études à l'université George Washington. Admis à la CIA comme officier en 1967, il est muté l'année suivante à la division du bloc soviétique. Pour son premier poste extérieur, à la station d'Ankara entre 1969 et 1972, sa première épouse, Nancy, l'accompagne. Fort d'un stage de langue russe, Ames revient à la division du bloc de l'Est. Chef du contre-espionnage à Mexico en 1981, il entame une liaison avec une attachée culturelle à l'ambassade de Colombie, Maria del Rosario Casas Dupuy. Très dépensier, le couple ne se contente pas des 45 000 dollars annuels du salaire d'Aldrich.

Au point qu'en avril 1985, Ames, de retour à la division du bloc de l'Est, contacte l'ambassade soviétique à Washington, proposant de vendre des renseignements. La demande est agréée.

Le mariage avec Maria intervient après son divorce avec Nancy à l'été. Alors que le train de vie d'Ames excède largement ses moyens d'existence officiels, nul ne s'en inquiète à la CIA.

Jusqu'au moment où l'hécatombe des agents doubles de l'Agence au sein des services secrets soviétiques finit par provoquer une enquête de sécurité interne en 1991, puis l'ouverture d'une enquête du FBI. Le 21 février 1994, Ames, transféré par sécurité au département de lutte contre les narcotrafics, fait l'objet d'une arrestation spectaculaire sous l'œil des caméras. Des Soviétiques, il aura touché quelque 4,5 millions de dollars, fortune dont il ne peut plus jouir, condamné en avril 1994 à la prison à perpétuité. Pour complicité et fraude fiscale, Maria écopera de cinq ans de réclusion qu'elle purgera avant d'aller se faire oublier en Amérique latine.



LE CHASSEUR DE TAUPES

JAMES JESUS ANGLETON (BOISE, IDAHO, 1917-WASHINGTON, 1987)

Son second prénom, ce chasseur de taupes le tenait de sa mère mexicaine. Officier de l'X-2, le contre-espionnage de l'OSS, Angleton, grand amateur d'orchidées, intègre la CIA dès sa création. Sa première erreur – gigantesque –, il la commet d'entrée de jeu en accordant sa confiance à Kim Philby, officier de liaison entre le MI6 et la CIA, mais surtout... taupe soviétique depuis presque vingt ans ! En 1954, Allen Dulles charge Angleton, dit « Jim le Mince », de monter un véritable service de contre-espionnage. Le traumatisme de ne pas avoir vu la trahison de Philby (suspectée dès 1951) alors qu'elle se trouvait sous son nez déclenche alors chez Angleton l'obsession inverse : voir des traîtres partout, en particulier là où il n'y en a pas. Montant en épingle quelques cas d'infiltration de la CIA par les Russes, Jim le Mince commence à faire régner une atmosphère de méfiance et de doute. Tout est suspect, en particulier le fait d'entrer en contact avec un agent du KGB ou du GRU dans le but de le recruter comme agent double. Une pratique qui constitue pourtant l'essence même du « contre-espionnage offensif », l'art de pénétrer les services secrets adverses ! Le passage à l'Ouest à la toute fin 1961 d'un officier du KGB, Anatoli Golitsyne, ne fait qu'aggraver les choses. Sur la foi des propos du nouveau venu évoquant un vaste complot soviétique à base de faux transfuges, Jim le Mince discrédite dès lors par principe tous les agents doubles que la CIA parvient à recruter au sein du KGB. Aucun communiste passé à l'Ouest, hormis Golitsyne lui-même, ne trouve désormais grâce à ses yeux. Au lieu de protéger la CIA, c'est le chef de son propre département de contre-espionnage qui la freine, paralysant parfois même ses opérations contre le bloc de l'Est. La peur de déplaire à Angleton est si forte qu'il faudra attendre la fin 1974 pour que le nouveau patron, Bill Colby, limoge ce grand paranoïaque, qui n'aurait guère fait plus de mal à la CIA s'il avait été lui-même un agent du KGB !

LES « DISSIDENTS »

PHILIP AGEE (TAKOMA PARK, MARYLAND, 1935-LA HAVANE, 2008)

Né dans le Maryland, Agee est élevé en Floride au sein d'une famille conservatrice. Il intègre la CIA en 1957. En poste en Equateur de 1960 à 1964 puis en Uruguay de 1964 à 1966, attaché militaire des Etats-Unis à Mexico en 1968, ce trentenaire ressent comme bien d'autres la crise de conscience qui travaille la jeunesse américaine à l'occasion de la guerre du Vietnam. En 1969, il divorce. Puis démissionne, soit par dégoût (sa version), soit parce qu'on l'aurait poussé dehors de peur d'un scandale financier ou sexuel (celle de la CIA). Quittant Mexico en décembre 1971, l'officier de renseignement en rupture de ban s'installe à Paris quelques mois, puis en Angleterre où il rédige *CIA Diary* (*Journal de la CIA*). Publié en 1975 et traduit par la suite dans vingt-sept langues, le livre révèle des dizaines de noms d'officiers des services secrets américains en poste. George Bush père, directeur de la CIA au début 1976, accuse Agee d'être responsable de la mort de Richard Welch, chef de station de l'Agence à Athènes, assassiné à la Noël 1975 par un groupuscule gauchiste. Pendant la rédaction de *Dirty Work 1* et *Dirty Work 2* (1. *La CIA en Europe occidentale* et 2. *La CIA en Afrique*), Agee effectue plusieurs séjours à La Havane. Et noue à cette occasion des contacts qui, à partir de ce moment, lui vaudront d'être considéré par ses ex-collègues comme un renégat au service des castristes. Encore ignoreront-ils longtemps dans quelles conditions les Cubains vont partager avec les « camarades soviétiques » les renseignements que leur livrait le transfuge. Sur pressions américaines, Londres l'expulse en 1978. La France et les Pays-Bas refusent de l'accueillir. Le gouvernement marxiste pro cubain de la Grenade, dans les Caraïbes, lui accorde l'asile et la nationalité. En 1983, quand les Américains débarquent à la Grenade, Agee fuit au Nicaragua où les ex-guérrilleros sandinistes lui ouvrent les bras. Epoux en 1990 d'une danseuse allemande, donc bénéficiaire d'un passeport de la République fédérale, Agee crée en 2000 une agence de tourisme qui organise les séjours illégaux de citoyens américains chez ses protecteurs cubains. Il meurt en 2008 à La Havane.

ILLUSTRATIONS : © STÉPHANE HEUET POUR LE FIGARO HISTOIRE.



**OLEG KALOUGUINE (LENINGRAD, 1934)**

Cet enfant de la terreur stalinienne naît d'un père membre de la garde de Leningrad du NKVD, la police politique, et d'une mère ouvrière d'un atelier textile. Lorsque l'ancienne capitale des tsars est assiégée par les nazis, Oleg et sa mère se réfugient en Sibérie. Le culte de la personnalité de Staline atteint son apogée après la guerre, faisant de l'adolescent un communiste plus rouge que rouge. En 1952, il entre à l'Institut des langues étrangères, filière d'excellence vers les services secrets, puis suit les cours d'anglais du KGB. Bénéficiaire d'une bourse d'échange, Kalouguine visite une première fois les Etats-Unis en 1957, s'y liant avec un autre étudiant russe, Alexandre Iakovlev. Ses instructions : se familiariser avec les Américains et leur mode

de vie. A son retour en URSS en septembre 1959, il intègre la Première direction principale du KGB puis regagne les Etats-Unis dès juin 1960, sous couverture de correspondant de Radio Moscou. Sa spécialité : le renseignement politique. En 1970, le voilà rappelé à Moscou comme adjoint du directeur du contre-espionnage étranger puis, à partir de 1973, comme numéro 1. Début 1980, on mute d'autorité ce maître espion au sein de la police politique de Leningrad, dont il revient écoeuré fin 1986. Trois ans plus tard, Kalouguine prend sa retraite et commence à critiquer en public le KGB comme répressif et inutile. S'ensuit la perte de son grade de général et de sa pension de retraite, décision annulée avant qu'Alexandre Iakovlev ne l'introduise dans l'entourage de Boris Eltsine. Opposant au putsch d'août 1991 contre Gorbatchev, Kalouguine conseille Vadim Bakatine, chargé de la normalisation du KGB, puis, déçu de l'évolution du régime, part s'installer aux Etats-Unis en 1995. Du fait qu'il a témoigné au procès d'un colonel de l'US Army accusé d'espionnage pour le KGB, un tribunal russe le condamne par contumace pour trahison en 2002. En 2003, Kalouguine prend la nationalité américaine pour se consacrer à des activités universitaires dans le domaine du renseignement.

**LES EXÉCUTEURS DES BASSES ŒUVRES****PAVEL SOUDOPLATOV (MELITOPOL, UKRAINE, 1907-MOSCOU, 1996)**

Prototype du tueur stalinien, cet Ukrainien entre à la Tcheka, la police politique de Lénine, à l'âge de 14 ans. En 1928, il épouse Emma, officier de la police politique elle aussi. Dix ans plus tard, à Rotterdam, il remet une boîte de chocolats piégée à son compatriote le leader nationaliste Yevhen Konovalets, lequel meurt dans l'explosion. Devenu l'homme de confiance de Beria, le nouveau patron du ministère de l'Intérieur, le NKVD, qui contrôle les services secrets, Soudoplatov est chargé d'une mission digne de ses compétences : l'assassinat de Trotski dans son repaire mexicain. C'est l'opération « Outka » (Canard), menée à bien – et à coups de pic à glace au manche raccourci ! – le 20 août 1940 par Ramón Mercader del Rio, jeune Espagnol dévoyé par sa propre mère, la mal nommée Caridad. Directeur de la division des Missions spéciales du NKVD (sabotages et assassinats), Soudoplatov devient en février 1944 patron du Département S, qui coordonne l'espionnage nucléaire du GRU, le renseignement militaire, et du NKVD. En 1946, le voilà chargé des plans de sabotages civils et militaires et d'assassinats ciblés dans les pays occidentaux. Ses conseils de professionnel du crime politique jouent aussi un rôle en 1949 dans l'élimination de dirigeants des mouvements indépendantistes ukrainiens qu'exige Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du parti communiste dans ce pays. On le charge par ailleurs d'un programme d'entraînement au sabotage et au terrorisme des indépendantistes kurdes d'Irak. En août 1953, deux mois après l'arrestation de Beria, successeur manqué de Staline, le général Soudoplatov est arrêté pour complicité de trahison. Dégradé, jugé en 1958 à l'ère Khrouchtchev, condamné à quinze ans de prison, il est libéré à l'ère Brejnev le 21 août 1968, en pleine invasion de la Tchécoslovaquie. Traducteur en allemand et en ukrainien, il publie en 1994 des Mémoires et meurt deux ans plus tard, à un âge que n'ont jamais atteint ses nombreuses victimes.



KANG SHENG (ZHUCHENG, 1898-PÉKIN, 1975)

Fils de propriétaires terriens né dans la province côtière du Shandong et lui-même fin lettré, Kang Sheng adhère au tout jeune Parti communiste chinois en 1925. Deux ans plus tard, il compte parmi les dirigeants du PCC que Chiang Kai-shek écrase à Shanghai lors de cet épisode tragique qui fournira à Malraux la trame de *La Condition humaine*. Passé dans la clandestinité, il dirige à partir de 1928 le Tewu Gongzuo, les « affaires spéciales » du Parti, qui mènent de front la lutte armée clandestine contre les « Chemises bleues » nationalistes et la liquidation des dissidents. Dernier chef communiste à l'œuvre à Shanghai, Kang est exfiltré en 1933 en URSS, où il restera quatre ans. Chargé fin 1936 de récupérer les deux fils de Mao dans la France du Front populaire pour les conduire à Moscou, il convoiera ensuite en Chine celui de Chiang Kai-shek, otage des Russes, pour le rendre à son père au titre d'un échange de bons procédés voulu par Staline. Fin 1937, Kang gagne en avion la « base rouge » maoïste de Yan'an, où il devient dès novembre 1938 le chef du service secret Zhongyang Shehuibu (Département des affaires sociales). Habillement, il introduit son ancienne maîtresse, l'actrice Jiang Qing, dans le lit de Mao. Lequel le charge, en 1942, d'organiser la purge sanglante dite « Campagne de rectification du style de travail ». Responsable des centaines de morts ordonnées en fait par le grand leader, Kang Sheng tombe en disgrâce en 1944. Il ne refait surface, avec l'aide de Jiang Qing, que dans les années 1950, où il supervise dans l'ombre le travail de renseignement qui conduira à l'explosion de la première bombe A chinoise en octobre 1964. La Révolution culturelle le fait revenir au premier plan. Manipulant avec ses hommes la jeunesse fanatisée des gardes rouges, Kang Sheng liquide les dirigeants qui contrarient Mao dans sa reconquête du pouvoir ainsi que des centaines de cadres intermédiaires du Parti. Dernier « exploit » de ce tueur qui finit par rendre son âme au diable en décembre 1975 : la mise sur orbite des génocidaires khmers rouges.

Ecrivain et journaliste, Rémi Kauffer est spécialiste de l'histoire du renseignement et des services secrets.

À LIRE de Rémi Kauffer



Histoire mondiale des services secrets,
Perrin, « Tempus », 1 024 pages, 14,90 € ;
Les Maîtres de l'espionnage, Perrin, « Tempus »,
768 pages, 12 € ;
*Les Femmes de l'ombre. L'histoire occultée
des espionnes*, Perrin, 450 pages, 25 € ;
Kang Sheng. Le maître espion de Mao, avec Roger
Faligot, Perrin, « Tempus », 464 pages, 10 €.

Le Bal des Espions

Par Bruno de Cessole

La guerre de l'ombre que se livrèrent l'Est et l'Ouest durant plus de quarante ans fournit à une pléiade d'auteurs le sujet des romans d'espionnage les plus emblématiques de la littérature contemporaine. John le Carré s'y impose comme le maître du genre.

ILLUSTRATIONS : © TOMASZ MAJEWSKI POUR LE FIGARO HISTOIRE.

L'APPEL DE L'OMBRE

Maître incontesté du roman d'espionnage, John le Carré (*à droite*) aura baigné, selon son propre aveu, dans le monde du secret dès l'enfance.

Agent du Secret Intelligence Service britannique, il ne dévoila jamais la teneur de ses missions dans l'Europe d'après-guerre, qui ont sans doute inspiré la plupart de ses romans.





Sans doute était-il l'écrivain le plus symbolique de la guerre froide, cette étrange période qui s'étendit des lendemains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la dissolution finale de l'Empire soviétique. C'est à elle que John le Carré, disparu le 12 décembre 2020 à l'âge de 89 ans, fut redevable de son inspiration et de sa célébrité. Reconnu comme le maître incontesté du roman d'espionnage, il a su, en effet, mieux que quiconque décrire les rouages secrets de la guerre de l'ombre entre les services de renseignement occidentaux et ceux de l'URSS et de ses satellites. Surtout, l'écrivain excella dans la peinture des conflits et des dilemmes auxquels sont soumis les espions, en proie à la tension constante entre éthique personnelle et loyauté envers la patrie et l'Etat, contraints de vivre dans un climat de peur, de soupçon et de paranoïa qui constitue le quotidien de leur existence. Pour décrire avec autant de vraisemblance cet univers ténébreux, sans doute fallait-il être ou avoir été du sérial. A l'instar de ses devanciers, John Buchan, l'auteur de *Trente-neuf marches*, Somerset Maugham, inventeur de *Mr Ashenden, agent secret*, et de Graham Greene, qu'il salua comme l'un de ses maîtres, John le Carré appartint, quelques années durant, aux services secrets britanniques, sans doute de 1948 jusqu'à sa démission en 1964 après la défection de Kim Philby, qui avait livré aux Russes les noms des espions anglais opérant à l'étranger. Lié par le serment prêté par tous les anciens agents du MI5 et du MI6, il finit par l'admettre tardivement dans son livre de

souvenirs autobiographique, *Le Tunnel aux pigeons*, paru en 2016, après de semi-confidences dans des interviews.

La dissimulation, cette seconde nature des espions, était son élément naturel depuis sa jeunesse : « Ce n'est pas l'espionnage qui m'a initié au secret. La tromperie et l'esquive avaient été les armes indispensables de mon enfance. A l'adolescence, nous sommes tous plus ou moins des espions, et moi-même j'étais déjà surentraînés. Quand le monde du secret vint me chercher, j'eus l'impression de revenir chez moi. » C'est que John le Carré – David Cornwell, de son vrai nom – était le fils d'un escroc magnifique, dont l'ombre envahissante et menaçante ne cessa de peser sur ses enfants. L'écrivain l'évoqua dans son roman *Single & Single* sous les traits ambigus et fascinants de Tiger Single : « Un homme brillant, bienveillant, mais formidablement toxique et absolument imprévisible. Un jour, il arpétait les champs de courses ; le lendemain, il se réveillait en prison. Il faisait la une des journaux pour détournement de sommes colossales, puis réapparaissait, flamboyant, plein de projets mirifiques (...). Il connaissait mille astuces pour gruger les financiers et inventait des histoires dignes des meilleurs polars. » En dépit d'un environnement familial chaotique, une mère en fuite, un père intermittent, mythomane et manipulateur, le jeune David Cornwell put accomplir un cursus scolaire des plus classiques, selon les vœux de son géniteur qui aspirait à faire de ses enfants des gentlemen sans reproche. Fréquentation des écoles privées, apprentissage



MAÎTRE ESPION En 1961, John le Carré inaugure une série de romans d'espionnage mettant en scène le personnage de George Smiley, véritable antihéros d'une banalité remarquable, mais l'un des meilleurs éléments des services secrets britanniques. Deux ans plus tard, le succès planétaire du troisième opus de la série, *L'Espion qui venait du froid*, consacra le Carré comme le maître du genre.

des codes de l'élite, de la manière de s'habiller à celle de s'exprimer, et jusqu'à l'accent propre aux classes dirigeantes. Cette infiltration forcée en milieu hostile devait constituer une excellente initiation au métier d'espion...

C'est probablement alors qu'il étudiait la langue et la littérature allemandes et françaises à l'université de Berne, de 1948 à 1949, que David Cornwell fut recruté par le Secret Intelligence Service à un niveau subalterne, une sorte de « garçon de courses » dans le cadre des opérations de dénazification. De retour en Grande-Bretagne, il parachève ses études à l'université d'Oxford, où il est chargé de repérer des recrues potentielles, puis enseigne quelque temps à Eton, la plus prestigieuse *public school* d'Angleterre avant d'intégrer le Foreign Office et d'être affecté à l'ambassade britannique à Bonn, puis au consulat de Hambourg, comme officier de renseignement, bénéficiant de la couverture et de l'immunité diplomatiques. Sur ses missions dans l'Allemagne de l'après-guerre, où d'anciens nazis, tel Reinhard Gehlen, s'étaient recyclés dans l'administration fédérale et dans le contre-espionnage, il ne dira rien, mais on peut les deviner en filigrane dans ses premiers romans, écrits à l'instigation d'un de ses anciens collègues du MI5, le romancier John Bingham, dont il s'inspira pour le portrait de George Smiley, le maître espion dont il fit le

protagoniste, secondaire ou principal, de huit de ses livres. « *Lorsque je l'ai créé, confessa l'auteur, je me sentais socialement désorienté et privé de modèles parentaux. J'ai donc inventé ce père de substitution qui est aussi mon mentor.* »

Une allure trompeuse

Premier roman de John le Carré, pseudonyme choisi alors que David Cornwell était encore en service actif, *L'Appel du mort* (1961) est aussi celui où surgit George Smiley, personnage d'une banalité remarquable, véritable antihéros : petit, replet, les jambes courtes, la démarche pataude, de gros yeux de batracien derrière les hublots des lunettes, toujours mal habillé malgré des vêtements de marque, marié par la suite à une femme ravissante, qui le trompe sans vergogne tout en l'admirant, l'homme apparaît comme « *l'un de ces humbles à qui le royaume des cieux n'appartient pas* ». Mais cette allure trompeuse dissimule un caractère intègre et intransigeant, une intelligence acérée, un sens du devoir absolu et une capacité de travail exceptionnelle. Se gardant de toute réaction spontanée, cet individualiste solitaire, rétif au progrès technologique, et dont le cynisme affiché cache un romantisme désuet, se force à observer l'humanité avec une objectivité clinique, ce qui lui permet d'évaluer au mieux l'agent potentiel



que peut recéler un être humain. S'il a embrassé le métier d'espion, c'est que celui-ci lui offre ce qui l'a intéressé au plus haut degré : « *l'occasion de faire, dans les mystères du comportement humain, des incursions théoriques régies par l'application pratique de ses propres déductions* ».

Après avoir été recruté à Oxford et avoir subi l'entraînement traditionnel, George Smiley est envoyé faire ses classes en Amérique latine et en Europe centrale. Puis, sous couverture de lecteur dans une université allemande, en pleine période nazie, il repère et mobilise de futurs agents jusqu'à ce que, démasqué, il doive regagner l'Angleterre. Après la guerre, jugé inapte aux opérations sur le terrain, il est d'abord cantonné à des tâches mesquines, mais ses capacités lui valent bientôt de rentrer en grâce. Peu à peu, et bien qu'il n'appartienne pas à l'élite sociale qui fournit depuis toujours ses cadres et ses dirigeants aux services secrets britanniques, il montera dans la hiérarchie jusqu'à finir à la tête du MI6 après avoir démasqué la taupe qui renseignait depuis des années les Soviétiques. S'il n'est pas le meilleur livre de l'auteur, *L'Appel du mort* met en relief les qualités intrinsèques du romancier, qui se bonifieront au fil des années : la capacité à tisser des intrigues complexes, voire byzantines, et à surprendre le lecteur, l'attention minutieuse aux détails, où gît Dieu ou le diable, l'art du portrait, la perspicacité psychologique, le rendu des atmosphères. Manquent encore l'ampleur narrative, l'ironie féroce à l'égard de la comédie sociale et la dimension morale qui iront s'accroissant au point de faire de le Carré un écrivain engagé dans la dénonciation de toutes les forfaitures et les hypocrisies du siècle.

Admireur de Joseph Conrad et de Graham Greene, le Carré louait, dans leurs livres, des héros solitaires en quête d'un accomplissement moral. De même que les personnages de Greene cherchent Dieu à travers le péché, de même ceux de le Carré traquent la lumière de la vérité à travers l'opacité des mensonges, et cette vérité se révèle, le plus souvent, amère.

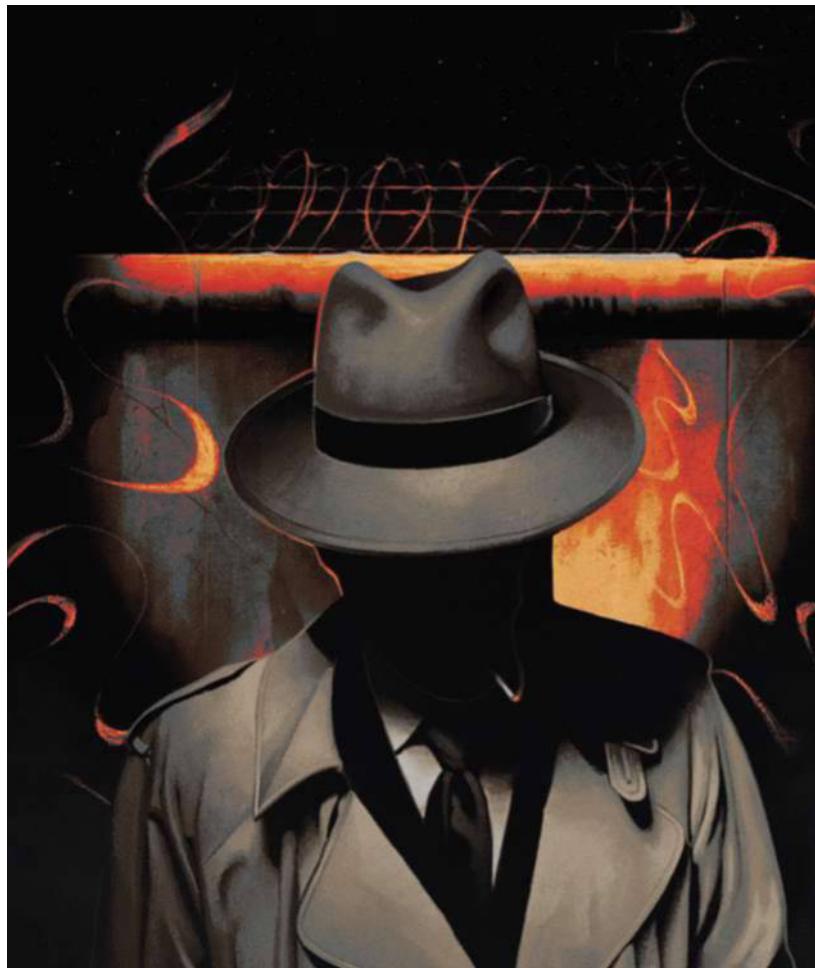
Ni *L'Appel du mort* ni *Chandelles noires*, deuxième roman de le Carré, ne furent des succès. C'est avec *L'Espion qui venait du froid* (1963) que le jeune écrivain de 32 ans accède soudain à la célébrité. « *La meilleure histoire d'espionnage que j'ai jamais lue* », décrètera Graham Greene en connaisseur, suivi par l'ensemble de la critique, et un succès commercial inattendu : 20 millions d'exemplaires vendus à travers le monde. Ancien espion déchu, Alec Leamas est repêché par le SIS pour une ultime mission au-delà du rideau de fer : se faire passer pour un transfuge afin de sauver la mise du chef du service d'espionnage de la RDA, ancien nazi devenu agent double pour les Britanniques et sur le point d'être démasqué par son adjoint. Si la mission de Leamas est un succès, lui-même et sa compagne, Liz Gold, y laisseront la vie en franchissant le Mur pour regagner Berlin-Ouest. En vertu de la loi morale du métier, le rendement, l'espionnage britannique n'hésite pas à recourir aux mêmes méthodes que l'ennemi communiste, avoue Control, le patron du MI6. Peu avant de mourir sous les balles des Vopos, Leamas confie avec amertume à Liz : « *Il n'y a qu'une seule loi dans ce jeu que nous jouons (...). Pour qui prends-tu les espions ? Pour des prêtres, des saints, des martyrs ? Non ! C'est un minable défilé d'imbéciles vaniteux, de traîtres, aussi, oui, de pédés, de*



sadiques, d'ivrognes, de types qui s'amusent à jouer aux cowboys et aux Indiens pour mettre un peu de sel dans leur triste existence (...). C'est d'une guerre qu'il s'agit, on est peu nombreux et on se canarde à bout portant (...). On gaspille des vies innocentes (...) mais ce n'est rien comparé aux autres guerres, la dernière ou la prochaine. J'en ai marre de la tuerie, mais je ne vois pas très bien ce qu'ils peuvent faire d'autre (...). Le prix à payer : mépriser d'un bloc Dieu et Karl Marx. » Un constat pessimiste que partage Smiley qui, au terme de chaque mission menée à bon terme, n'éprouve aucun sentiment de victoire mais un désenchantement lié au sentiment de culpabilité envers ceux qu'a broyés la raison d'Etat.

Un alter ego soviétique

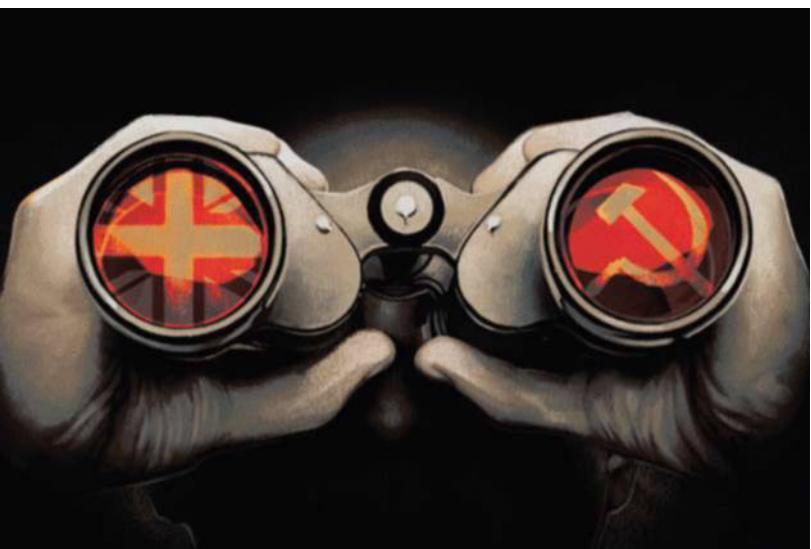
Dix ans plus tard, après *Le Miroir aux espions*, *Une petite ville en Allemagne*, *Un amant naïf et sentimental*, John le Carré renoue avec son antihéros de prédilection en composant la trilogie de Karla – *La Taupe* (1974), *Comme un collégien* (1977), *Les Gens de Smiley* (1979) –, en partie inspirée par un événement véritable : la trahison de Kim Philby et des « Cinq de Cambridge » au profit des Russes. Au point de départ, le soupçon qu'une taupe s'est introduite au plus haut niveau du MI6, un Britannique insoupçonnable, recruté par les Soviétiques des décennies auparavant et qui a fait son chemin au cœur des services secrets jusqu'à devenir l'un des cinq directeurs en exercice. Seuls les renseignements fournis par un agent double au fait de toutes les opérations clandestines expliqueraient les échecs de plusieurs opérations menées de l'autre côté du rideau de fer, qui ont conduit à la capture ou à l'élimination d'agents britanniques ainsi qu'au démantèlement des réseaux implantés sur place. Mis au rancart après l'éviction de Control, son ancien chef et mentor, George Smiley est chargé par un proche collaborateur du Premier ministre de mener une enquête secrète sur l'auteur probable des fuites. S'immergeant dans les archives du Cirque, le service secret britannique, interrogeant une multitude de témoins, recoupant les faits, Smiley parvient à démasquer le



LA NOSTALGIE CAMARADE A la fin de sa vie, nostalgique d'une époque où les enjeux étaient clairs (la défense de la liberté contre le totalitarisme) et les partenaires du « grand jeu » réduits (l'Ouest contre l'Est), John le Carré fit renaître, dans ses deux derniers livres, les personnages de ses débuts.

traître, Bill Haydon, « notre Lawrence d'Arabie », brillant et séduisant aristocrate, de surcroît cousin et amant de sa femme.

Lors de son interrogatoire par Smiley, Haydon explique complaisamment les raisons qui l'ont poussé à trahir sa patrie : après la guerre, il avait découvert à quel point le rôle que jouait la Grande-Bretagne dans le monde était insignifiant et qu'elle n'était plus que le valet d'une Amérique arrogante et cupide, objet de sa détestation profonde. « Il s'était souvent demandé de quel côté il se rangerait si l'épreuve venait ; après de longues réflexions, il avait fini par reconnaître que si l'un ou l'autre des monolithes devait remporter la victoire, il préférerait que ce fut celui de l'Est. C'est un jugement esthétique autant qu'autre chose. En partie un jugement moral aussi, bien sûr. » La capture et la mort de Haydon ne représentent cependant que le gain d'une bataille, pas la victoire finale dans la guerre qui oppose Smiley à son alter ego soviétique, le mystérieux Karla, dont la photo est épingle dans son bureau et qu'il a échoué jadis à retourner, alors qu'il était détenu dans une prison indienne. Les deux volumes suivants de la trilogie, foisonnante et alambiquée à souhait, sont consacrés à la traque et à la capture du maître espion soviétique. Entre l'Europe et l'Asie, à travers les enquêtes de ses agents opérationnels, Jerry Westerby, Sam Collins, Peter Guillam, Toby Esterhase, et le travail de ses analystes au Cirque, Smiley parviendra, non





sans pertes, à ses fins : le retournement de l'incorruptible Karla, tombé en raison d'un impondérable « facteur humain » (titre du seul roman d'espionnage de Graham Greene consacré à la guerre froide) : l'amour que l'espion russe porte à sa fille, soignée dans une clinique suisse.

Avec la chute du mur de Berlin en 1989, John le Carré allait-il se trouver en panne d'inspiration ? Nullement, comme en témoigne la quinzaine de romans, dont plusieurs chefs-d'œuvre, qu'il composa par la suite et qui tissent une impitoyable chronique de la géopolitique et des coulisses contemporaines. Avait-il dit un adieu définitif à George Smiley et à la guerre froide ? Comme s'il avait la nostalgie de cette époque où les enjeux étaient clairs, la défense de la liberté contre le totalitarisme, et réduits les partenaires du « grand jeu », l'Ouest contre l'Est, l'écrivain dédia ses deux derniers livres, *L'Héritage des espions* (2017) et *Retour de service* (2019), à un pèlerinage sur les traces de Smiley et les lieux de ses combats – la Russie « qui n'avance pas vers un avenir radieux, mais repart en arrière vers son passé sombre et délirant » –, ainsi qu'à la dénonciation du Brexit, qui a achevé de distendre ses liens avec la Grande-Bretagne. Tirant de la naphtaline George Smiley et son ancienne équipe, le romancier revient sur la mission au cours de laquelle Alec Leamas et sa compagne avaient trouvé la mort dans *L'Espion qui venait du froid*. Une nouvelle génération, affranchie des dogmes et des préjugés qui régissaient leurs anciens, entreprend un inventaire critique de l'héritage, de l'idéologie et des méthodes du SIS de l'époque. Et Smiley, qui n'a rien perdu de sa lucidité et de son humanisme, doit s'avouer que lui et Guillam ont sans doute consacré en vain toute une part de leur vie à une cause dont ils se demandent si elle était juste ou même si elle existait... Les sacrifices consentis, les vies détruites, les mensonges proférés, les trahisons perpétrées, valaient-ils l'enjeu ? Si l'Occident a gagné la guerre froide, est-ce pour éluder les conséquences de sa victoire, trahir les promesses et les engagements de jadis ? Etais-ce pour substituer à un monde bipolaire, où un minimum

de règles et d'éthique étaient respectées, un univers multipoïlaire chaotique, sans foi ni loi, où règnent le reniement, la trahison, le mensonge et la corruption ?

Depuis *L'Espion qui venait du froid*, cette quête morale sous-tend l'œuvre tout entière de John le Carré qui, en héritier de Graham Greene et de George Orwell, postule que parmi le désarroi et le mensonge universels, l'humanité se doit de préserver l'impératif moral de l'« *ordinary decency* », dont témoignent la plupart de ses personnages. Cette caractéristique dessine, entre autres, les contours de la singularité du romancier parmi la cohorte d'auteurs à qui la guerre froide a fourni la matière de romans à succès. Si l'écrivain britannique a vendu quelque 60 millions de livres, pas moins de 400 millions de romans d'espionnage, dont beaucoup ont cette période de l'histoire pour thème et pour cadre, ont conquis depuis cinquante ans un vaste public à travers le monde. En présentant le monde des espions comme un univers gris peuplé de gens d'apparence ordinaire, accomplissant leur devoir avec un héroïsme discret, utilisant davantage les ressources de leurs cerveaux que leurs muscles et souvent taraudés par le doute ou la mauvaise conscience, John le Carré tranchait sur les conventions d'un genre friand de spectaculaire et de clinquant.

La panoplie de la virilité

Jusqu'à lui, à l'exception notable de Graham Greene, qui démystifia le mythe dans *Notre agent à La Havane* et *Le Facteur humain*, ou de Pierre Nord, ancien officier et agent, dont les romans sont ancrés dans la réalité glauque du renseignement, l'image traditionnelle de l'espion était celle d'un superhéros, exhibant toute la panoplie de la virilité : athlétique, machiste, expert en maniement d'armes et au combat à mains nues, pilote de bolides, grand buveur, utilisateur de gadgets létaux, irrésistible tombeur de filles et sachant se sortir à son avantage de tous les pièges. Un mélange improbable de Superman et de Casanova, dont Ian Fleming, lui-même ancien agent secret de la Royal Navy durant la Seconde Guerre mondiale, traça l'archétype en la personne d'un héros iconique, James Bond 007, que le cinéma, plus encore que les romans – dont il se vendit tout de même 100 millions d'exemplaires ! –, popularisa dans le monde entier. A y regarder de près, cependant, la guerre froide n'occupe qu'une place mineure parmi la douzaine de romans de l'auteur, publiés entre 1953 et 1966. Seul *Bons baisers de Russie* se déroule en URSS et oppose James Bond aux services secrets soviétiques. Dans les autres aventures de Bond, les principaux adversaires de 007 sont des gangsters internationaux ou des syndicats du crime, comme le SMERSH, parfois affiliés de très loin au KGB. En réalité, les romans de Fleming et son héros relèvent davantage du genre policier ou de la *fantasy* que de l'espionnage. A leur propos, John le Carré émit un jugement sans appel. À ses yeux, James Bond n'était en aucun cas un rival de Smiley : « *Jepense que c'est une grossière erreur, si on parle de romans d'espionnage, d'inclure Bond dans cette catégorie. Il m'apparaît plutôt comme une sorte de gangster international à*



PERMIS DE TIER Au contraire de son compatriote John le Carré, Ian Fleming a créé, lui, un personnage fidèle à l'image traditionnelle de l'espion, un mélange improbable de Superman et de Casanova : James Bond. Aux yeux de le Carré, ce dernier, qui lui apparaît comme « une sorte de gangster international à qui l'on a donné l'autorisation de tuer », n'appartient nullement au genre du roman d'espionnage.

qui l'on a donné l'autorisation de tuer. C'est un individu superficiel, sans idéologie ni idéal, et qui est totalement en marge du contexte géopolitique. » Tout aussi stéréotypés appartiennent à cette famille les héros populaires inventés par Jean et Josette Bruce (Hubert Bonisseur de la Bath, alias OSS 117), Paul Kenny (Francis Coplan, agent du SDECE) et Gérard de Villiers (SAS Malko Linge). De meilleur aloi sont les auteurs anglais et américains comme Frederick Forsyth et Robert Littell, tous deux anciens grands reporters ou journalistes ayant traîné leurs guêtres sur tous les fronts des conflits du siècle et dont les livres, nourris d'enquêtes de terrain, touchent de près la réalité des relations internationales, au point d'apparaître comme des reportages romancés. Ainsi, pour Forsyth, de *L'Alternative du diable*, *Le Quatrième Protocole*, *Le Négociateur*, *Le Manipulateur*, et pour Littell, de *La Défection de A. J. Lewinter*, *Le Cercle Octobre*, *Mère Russie*, *Le Transfuge*, *Ombres rouges* et *La Compagnie*. Dans cet épais et remarquable roman de plus de 1 000 pages, l'auteur retrace, à travers une galerie de personnages réels et imaginaires, toute l'histoire de la guerre froide, des années 1950 au putsch militaire contre Gorbatchev. Tout y est vrai, mais Littell a su introduire les ressorts d'un roman à suspense, construire des personnages complexes et se garder du manichéisme dans lequel tombent, porte-parole conscients ou inconscients de la rhétorique occidentale à propos de la supériorité morale de l'Ouest et de la défense nécessaire de la liberté

contre l'impérialisme communiste, la plupart des auteurs de romans d'espionnage sur la guerre froide.

S'il est cependant un alter ego ou un rival de John le Carré pour l'ambition littéraire, la complexité des intrigues, l'art des dialogues et des scènes, l'alliance de l'ironie et de l'intelligence, la sophistication des personnages et les dilemmes moraux qui les travaillent, il se nomme Vladimir Volkoff. En quelques romans magistraux, *Le Trêtre*, *Le Retournement*, *Le Montage*, *L'Interrogatoire*, *Le Complot*, l'écrivain français d'origine russe, qui connaît de l'intérieur le monde du renseignement lors de la guerre d'Algérie, s'est imposé comme l'un des grands romanciers de la guerre froide, qui ne fut pas seulement à ses yeux un combat idéologique mais une lutte spirituelle. Au croisement du roman d'espionnage et de la théologie, Volkoff crée un univers ténébreux, hanté par la présence active et paradoxalement féconde du mal, mais illuminé par la grâce et la possibilité de la rédemption. Ce faisant, il illustre l'assertion de John le Carré, pour qui « *l'espionnage et la littérature marchent de pair. Tous deux exigent un œil prompt à repérer le potentiel transgressif des hommes et les multiples routes menant à la trahison. Ceux (...) qui ont été intronisés dans le monde secret ne le quittent jamais vraiment* ». Depuis la fin de la guerre froide, le visage du monde a changé, mais la trahison et la loyauté, la désinformation et la manipulation, ces ressorts de la guerre de l'ombre, perdurent. Et dans la fiction tout au moins, les espions ne meurent jamais... ↗



LE COUP DU PARAPLUIE Ci-contre : parapluie bulgare (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum). Employé avec succès par les services secrets bulgares contre Georgi Markov en 1978, il permettait d'empoisonner un dissident en lui décochant un plomb de ricine dissimulé dans la pointe du parapluie. A droite : chapeau équipé d'un étui de pistolet (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum).

PHOTOS : © PARIS-MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST. RMN-GRAND PALAIS/
EMILIE CAMBIER. © CIA MUSEUM.

EN IMMERSION

Ci-dessous : semi-sous-marin deux places, baptisé Skiff ou Gimik. Conçu par la CIA dans les années 1950, il permettait d'approcher des zones inaccessibles aux navires pour des missions d'infiltration.



Le Miroir aux tiroirs

Du parapluie bulgare au rouge à lèvres explosif, quantité de gadgets, popularisés par le cinéma, ont vu le jour au cours de la guerre froide pour permettre aux services secrets de dissimuler leurs activités et leurs armes. Revue de détail.

C'est, grâce aux films de James Bond ou à la comédie de Gérard Oury, *Le Coup du parapluie* (1980), l'aspect de la guerre froide le plus spectaculaire et le plus populaire. Au point qu'on viendrait presque à douter désormais de leur réalité. C'est tout le mérite de l'exposition « Guerres secrètes », qui s'est tenue au musée de l'Armée en 2016-2017, d'avoir tiré de l'ombre les innombrables techniques et outils d'espionnage que la guerre froide a suscités dans les officines des services secrets de l'Est comme de l'Ouest. Prêtés par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ou le Combined Military Services Museum de Maldon (Royaume-Uni), les objets qu'on a pu y admirer témoignent de

l'imagination presque infinie déployée par chaque camp. Certains, tel cet appareil photo silencieux ou ces chaussures de soirée équipées d'une lame pour rompre ses liens, étaient simplement destinés à assurer à l'espion la plus grande sécurité possible. D'autres, employés au cours de missions secrètes, avaient pour objectif de mettre l'ennemi hors d'état de nuire. Du parapluie empoisonné au pistolet dissimulé dans un chapeau, une pipe, une cigarette ou un bâtonnet de rouge à lèvres, leur sophistication et leur mystère font frissonner. On donnerait cher pour connaître l'arsenal actuel, façonné par les nouvelles technologies. Il faudra attendre probablement plusieurs décennies pour cela.



TENUE DE SOIRÉE Ci-dessus : chaussures de soirée Florsheim, dont le talon dissimule une lame rétractable pour rompre ses liens (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum). En haut : pipe pistolet à un coup de calibre 4,5 mm (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum).

© PARIS-MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST. RMN-GRAND PALAIS/PASCAL SEGRETTE.

© PARIS-MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST. RMN-GRAND PALAIS/EMILIE CAMBIER.





LE BAISER DE LA MORT Ci-dessus, à gauche : matraque de la CIA en deux parties, contenant une lame propulsée par un ressort (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum). Ci-dessus, à droite : rouge à lèvres « Baiser de la mort », dissimulant un pistolet intégré à un coup de calibre 6 mm (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum).



L'ARME DU CRIME Ci-dessus : pistolet de calibre 4 mm, dissimulé dans une boîte de cigarettes ukrainiennes. La cigarette cachant l'arme est en partie brûlée, afin que la victime, à qui la boîte est tendue, ne la choisisse pas (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum). Ci-dessous : pompe à vélo Lapize contenant un pistolet à un coup de calibre 4 mm (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum).

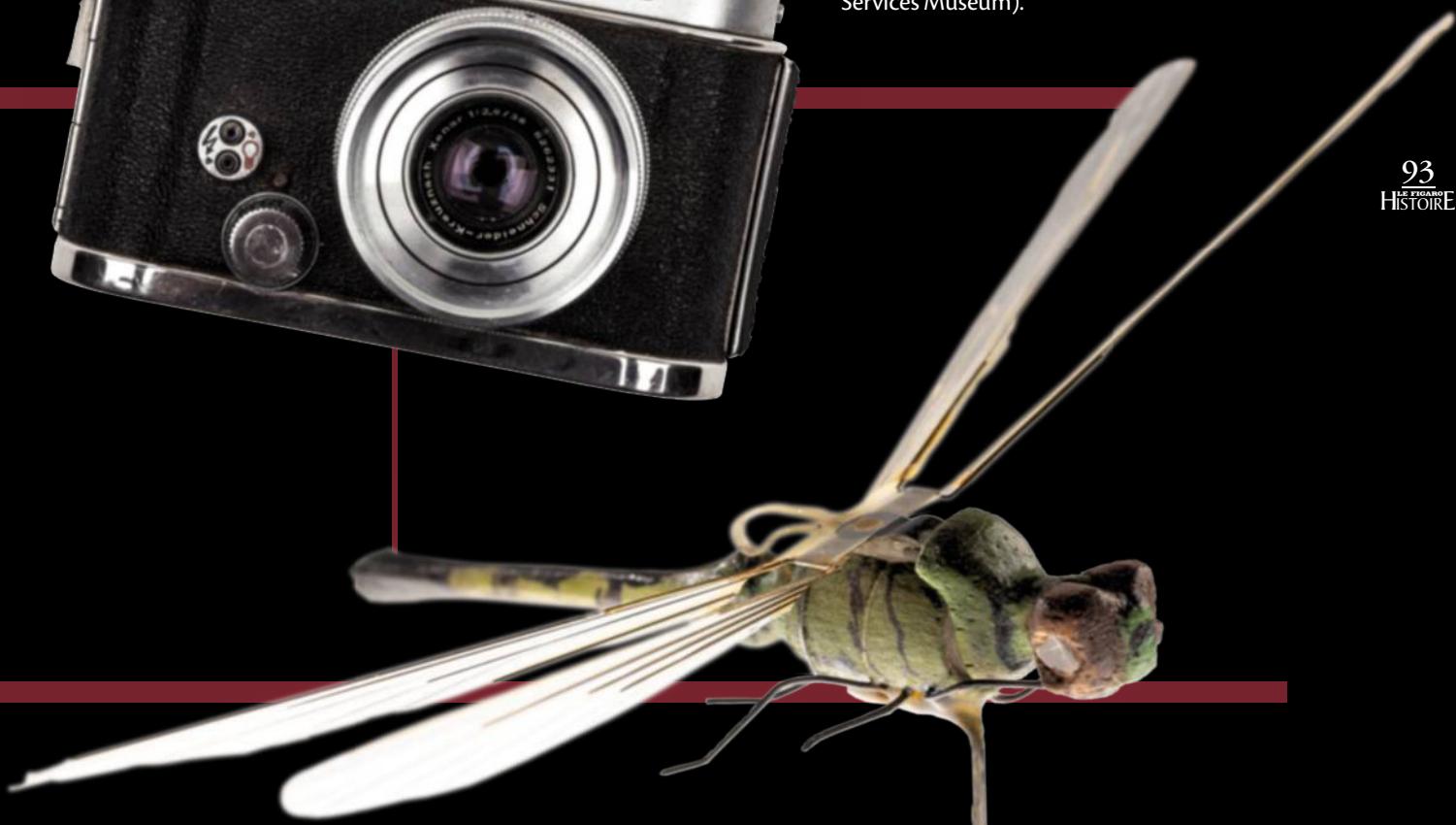


MY NAME IS BOND Ci-dessous : pistolet automatique Walther PPK/S, calibre 9 mm. Le numéro de série commence par A 007 en référence à James Bond (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum).



PHOTOS : © PARIS-MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST.
RMN-GRAND PALAIS/PASCAL SEGRETE.
© CIA MUSEUM.

COMME UNE IMAGE
Ci-contre : appareil photo silencieux de la marque allemande Robot, modèle Star II Vollautomat, 35 mm (Maldon, Royaume-Uni, Combined Military Services Museum).



VOL DE NUIT Ci-dessus : l'Insectothopter, véhicule aérien non habité imitant une libellule, développé par le bureau de recherche et développement de la CIA dans les années 1970 (McLean, Virginie, CIA Museum). Le capteur acoustique dont il était équipé devait le rendre apte à la surveillance. Il disposait d'une portée de 200 m et pouvait voler pendant soixante secondes. Mais son extrême sensibilité au moindre souffle d'air empêcha son lancement.

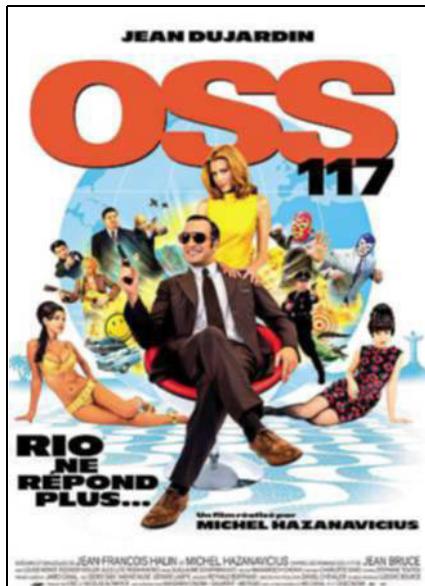
Par Geoffroy Caillet

OSS 117 contre 007

Apparu une première fois sur les écrans juste avant le Britannique James Bond, le Français OSS 117 a connu une métamorphose spectaculaire grâce aux films de Michel Hazanavicius.

A sa sortie sur les écrans en 2006, *OSS 117 : Le Caire, nid d'espions* fut une révélation pour plusieurs générations de spectateurs. Ils découvraient en effet que la France avait eu elle aussi un espion bien à elle, et qu'il avait même devancé James Bond, en littérature comme au cinéma. Il est vrai que ce retour spectaculaire, porté par le talent du réalisateur Michel Hazanavicius, de Jean Dujardin dans le rôle-titre, de Bérénice Bejo et d'impayables personnages secondaires, avait été précédé d'une longue éclipse. Après un dernier titre bizarrement prémonitoire (*OSS 117 prend des vacances*, 1970), Hubert Bonisseur de la Bath était redevenu un simple héros de roman de gare, tandis que James Bond poursuivait sa carrière sur les écrans avec une régularité de métro-nome et un succès imperturbable.

C'est en 1949 qu'était apparu, dans *Tu parles d'une ingénue* (publié chez Fleuve Noir la même année que le premier San-Antonio), le personnage imaginé par Jean Brochet, alias Jean Bruce : celui d'un espion américain d'origine française employé par l'Office of Strategic Services (OSS), l'agence de renseignement créée par les Etats-Unis en 1942, puis par la CIA, qui lui succéda en 1947. Jusqu'à sa mort prémature en 1963, Jean Bruce promena son héros dans 87 autres romans, dont les titres oscillent entre assonances exotiques



(*Agonie en Patagonie*) et calembours assumés (*OSS 117 tue le taon*). Le succès de la série décida sa veuve, Josette Bruce, puis ses enfants, François et Martine, à prendre la relève : lors de la publication du dernier volume en 1992, la série comptait 255 titres, dont plusieurs font toujours l'objet de rééditions.

En 1953, c'est l'agent du MI6 britannique 007, alias James Bond, qui prenait vie à son tour sous la plume de Ian Fleming dans *Casino Royale*, premier de douze romans et de deux recueils de nouvelles, suivis de dizaines d'autres, écrits par divers auteurs

après la mort de Fleming en 1964. Loin d'être un contrepoint à OSS 117, James Bond s'inscrit dans la même veine. On y trouve le même souci de réalisme, nourri du parcours de leurs auteurs : grand bourlingueur, Jean Bruce avait été agent de liaison pour la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale avant d'être versé dans les services de renseignement de l'armée à la Libération ; Ian Fleming pouvait, de son côté, tirer profit d'une double carrière de journaliste et d'officier du renseignement naval. Les deux séries relèvent en outre du même genre littéraire : celui du roman de gare, avec son lot d'aventures exotiques pimentées d'érotisme, de tortures et de méchants soviétiques ou chinois dûment stéréotypés.

En 1957, la première adaptation au cinéma de l'œuvre de Jean Bruce (*OSS 117 n'est pas mort*, de Jean Sacha) fixe le canon des films à venir : de la série B assumée, où OSS 117 est incarné par de seconds couteaux du cinéma français (Ivan Desny) ou international (Kerwin Mathews, Frederick Stafford), sa compagne par des starlettes populaires (Magali Noël, Mylène Demongeot) et le méchant par des gueules de choix (Robert Hossein, Curd Jürgens). De *Banco à Bangkok pour OSS 117 à OSS 117 prend des vacances*, six autres films se succèdent de 1963 à 1970, la plupart réalisés par André Hunebelle, le maître des séries à



succès avec Jean Marais – des films de cape et épée, comme *Le Bossu* ou *Le Miracle des loups*, aux *Fantômas*, qu'il intercale entre deux OSS 117. Cette série-là ne fait pas exception et Hubert Bonisseur de la Bath assure pendant une décennie les beaux jours du cinéma populaire français.

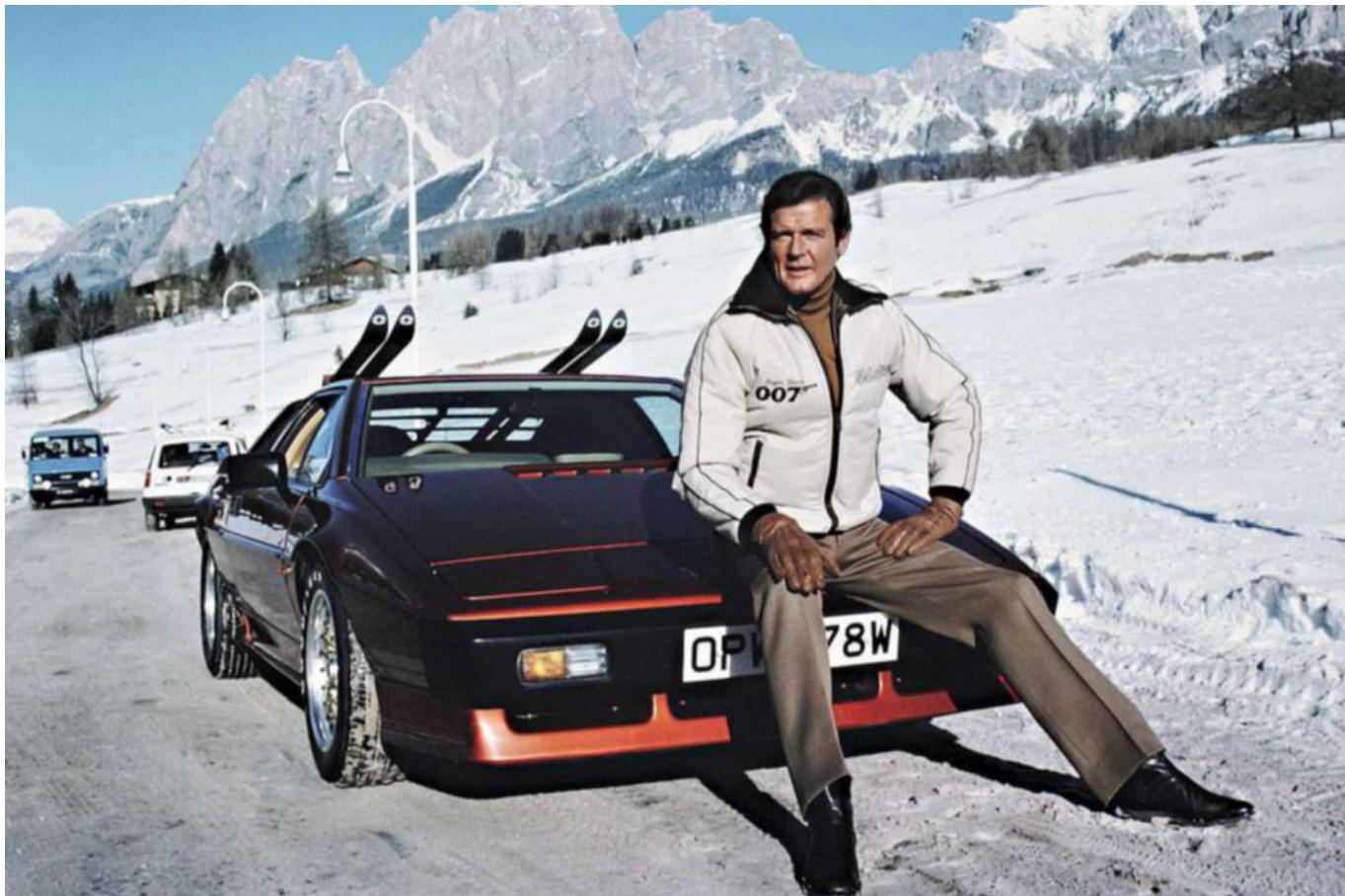
Dans l'intervalle, James Bond a lui aussi fait son apparition sur les écrans. Si le premier opus, *James Bond 007 contre Dr No*, sorti en 1962, ne bénéficie comme lui que d'un budget modeste, il se distingue de son concurrent français par un Technicolor attractif, qui ringardise terriblement le noir et blanc des premiers OSS 117. Rapidement, la rivalité se change en victoire par KO pour les James Bond britanniques : Sean Connery est plus charismatique, les scénarios plus inventifs, les intrigues mieux ficelées. Surtout, le succès de la série gagne le monde entier et, aussitôt, les budgets s'allongent. Après avoir tenté de s'aligner dans *Pas de roses pour OSS 117* (1968) en engageant John Gavin, aperçu dans *Psychose* d'Alfred Hitchcock, et Luciana Paluzzi, une James Bond Girl d'*Opération Tonnerre* (1965), la Gaumont, productrice de la série, jette l'éponge. Financé par une autre société, OSS 117 prend des vacances fermera le ban. James Bond reste seul en lice et devient au fil des décennies un phénomène cinématographique, avec ses

© EMILIE DE LA HOSSERAYE / COLLECTION CHRISTOPHEL © THE KOBAL COLLECTION / AURIMAGES.

AGENT DOUBLE

En haut : Jean Dujardin (Hubert Bonisseur de la Bath, alias OSS117) et Bérénice Bejo (Larmina) dans *Le Caire, nid d'espions*, de Michel Hazanavicius (2006).
D'abord héros de romans signés Jean Bruce, puis de films d'espionnage, l'agent secret y devient le héros d'une comédie maniant avec talent parodie, pastiche et satire. Ci-contre : Sean Connery dans *Opération Tonnerre* (1965).





acteurs vedettes – de Roger Moore à Daniel Craig – et ses budgets toujours plus pharaoniques.

Orchestré par Michel Hazanavicius dans *Le Caire, nid d'espions* (2006) et *Rio ne répond plus* (2009), tous deux couronnés par un immense succès public et critique, le retour d'OSS 117 tient moins de la résurrection que de la métamorphose : celle d'un espion à la papa devenu, par la combinaison talentueuse de différents genres cinématographiques et par un sens satirique assumé, le plus réjouissant des anti-héros de comédie.

Situés comme leur modèle dans les décennies 1950 et 1960, ces nouveaux OSS 117 sont d'abord d'excellents pastiches. Fin connaisseur du cinéma d'autrefois (comme l'a prouvé *The Artist*, récompensé par cinq Oscars), Michel Hazanavicius en restitue les trucages bon marché (maquette simulant le vol d'un avion, arrière-plans incrustés en transparence dans les scènes de voiture), les cadrages caractéristiques, les couleurs vives et même le grain de la pellicule. Quant aux intrigues, elles puissent aussi bien dans l'œuvre de Jean Bruce et de ses successeurs que dans des films d'espionnage fameux, notamment *L'homme qui en savait trop* ou *La Mort aux*

FLEGME Roger Moore (ici dans *Rien que pour vos yeux*, 1981) est le premier James Bond à essayer un autre registre : en l'occurrence celui de l'humour et du flegme britannique surjoués et mêlés à une bonne dose d'autodérision. En ce sens, il annonce le retournement, beaucoup plus radical, d'OSS 117 revu par Michel Hazanavicius.

trousses d'Alfred Hitchcock, dont certaines scènes sont des citations directes.

Plus encore que Kerwin Mathews et Frederick Stafford, Jean Dujardin colle à merveille à son modèle littéraire, ainsi décrit par Josette Bruce : « Hubert Bonisseur de la Bath était un solide gaillard à la carrure athlétique de sportif en pleine possession de ses moyens, au visage énergique et buriné de prince pirate. Son regard clair, à l'ironie tranquille, se posait sur les êtres et les choses avec cette assurance née d'une vie riche en aventures. Son charme ne laissait aucune femme insensible. » Or ce portrait ressemble aussi à s'y méprendre à celui de Sean Connery, et c'est bien en héritier de l'acteur écossais que Jean Dujardin se présente, copiant son style, son allure et même son mouvement de sourcil caractéristique.

Car ces OSS 117 nouveau crû sont aussi des parodies assumées, comme le montre la reprise systématique et appuyée, jusque dans leurs titres (Henri Decoin avait signé un *Casablanca, nid d'espions* en 1963), des codes des films d'espionnage. Héros invincible, méchants caricaturaux tels ces nazis

parlant français avec un accent épouvantable, femmes fatales fondamentalement ambiguës, bagarres outrées, répliques naïves jusqu'à l'absurdité... Ancien auteur des sketchs des Nuls sur Canal+ et coréalisateur du film *La Classe américaine* (1993, film de montage de classiques hollywoodiens nantis de dialogues aussi hilarants qu'absurdes), Michel Hazanavicius donne toute la mesure de son savoir-faire et de son génie du gag.

Dans ses incarnations de James Bond, Roger Moore avait déjà assumé une part de pastiche et de second degré, comme lorsqu'il terrassait ses adversaires avec un énorme yoyo équipé d'une scie circulaire (*Octopussy*, 1983) ou surjouait le flegme britannique dans les situations les plus dramatiques et les plus embrouillées, prenant à témoin, d'un regard ironique, le spectateur de la manière invraisemblable dont il allait devoir s'en sortir. Hazanavicius et Dujardin exploitent cette veine comique en transformant ce qui se présente comme un film d'aventures en satire impayable d'un agent secret impossible à prendre au sérieux, tant il incarne la caricature du

caractère français. C'est surtout aux dialogues que les films confient le soin de se payer la tête d'un OSS 117 à la fois conforme à l'image hollywoodienne du French Lover et à l'image convenue du Français moyen. Prétentieux, ignorant, macho, goujat, gafeur, puéril jusqu'à la bêtise : pas un défaut ne lui manque. Dans *Le Caire, nid d'espions*, il assène à un ennemi : « *Tu n'es pas seulement un lâche, tu es un traître... comme ta petite taille le laissait deviner !* » Tandis que, dans *Rio ne répond plus*, il passe de l'autosatisfaction (« *D'aucuns ont des aventures. Je suis une aventure.* ») à l'étalage de sa science géopolitique (« *Une dictature, c'est quand les gens sont communistes, qu'ils ont froid, avec des chapeaux gris et des chaussures à fermeture éclair.* »).

A travers cet antihéros de compétition, c'est la France de la fin de l'époque coloniale

qui est croquée dans une série de clichés. Dans *Le Caire, nid d'espions*, OSS 117 martèle à un Egyptien : « *On est en 1955, les gars, faut se réveiller ! Les ânes partout, les djellabas, l'écriture illisible, ça va hein ! S'agirait de grandir !* » Au terme d'une grande tirade paternaliste, il gratifie un autre d'une photo du dernier président de la IV^e République : « *C'est notre Raïs à nous : c'est M. René Coty. Un grand homme. Il marquera l'Histoire. Il aime les Cochinchinois, les Malgaches, les Marocains, les Sénégalais... c'est donc ton ami. Ce sera ton porte-bonheur.* » L'originalité de cet humour au second degré consiste à solliciter le regard rétrospectif de la postérité sans prétendre pourtant donner de leçons au spectateur, invité à rire du décalage avec l'époque présente plutôt qu'à dénigrer le passé. Il y est aidé par d'excellents personnages

secondaires, notamment féminins, toujours prêts à moucher OSS 117 et à lui renvoyer ses défauts comme un miroir, loin des James Bond Girls cantonnées au rôle de pulpeux faire-valoir.

De Roger Moore, tout en légèreté seventies, aux James Bond Girls rebaptisées James Bond Women en gage donné au conformisme progressiste, c'est en s'adaptant à son temps que 007 a assuré sa survie depuis soixante ans. OSS 117 a misé, lui, sur son sabordage et sa mue radicale en comédie pour rire de ce qu'il fut en restant ce qu'il est. L'année 2021 sera l'occasion de rejouer le match entre les deux agents puisqu'elle devrait voir la sortie simultanée de *Mourir peut attendre* et d'*Alerte rouge en Afrique noire*. On laisse au futur spectateur le soin de deviner à quel espion correspondent respectivement ces aventures prometteuses. ✓

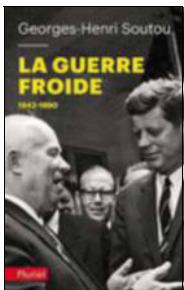
LES ESPIONS QUI S'AIMAIENT

A l'heure de la présidence Reagan, Philip et Elizabeth Jennings forment un jeune couple d'Américains tout ce qu'il y a de plus classique : deux enfants adolescents, un pavillon dans une banlieue de Washington. Tout ce qu'il y a de plus ordinaire, à l'exception du fait que même leurs enfants ignorent qu'il s'agit en réalité d'agents du KGB dont le mariage a été arrangé de toutes pièces afin de les infiltrer dans la société occidentale. Rythme soutenu, intrigues menées avec brio, personnages explorés avec intelligence... Malgré des audiences qui sont restées assez confidentielles, *The Americans* est considéré par beaucoup comme l'une des meilleures séries de ces dernières années, ce qu'a fini par consacrer en 2019 le Golden Globe de la meilleure série dramatique, saluant enfin sa remarquable qualité alors qu'elle venait de tirer sa révérence. Aux commandes, Joe Weisberg, un ancien agent de la CIA, parvient à apporter un souffle nouveau au genre de l'espionnage en s'intéressant, tout autant voire plus qu'aux missions du couple, aux répercussions de cette vie hors normes sur leur vie quotidienne, leur famille, leur relation entre eux et avec leur entourage, leurs sentiments et leur évolution. Naviguant ainsi avec justesse entre thriller noir d'espionnage et drame familial, la série ne sombre jamais dans le manichéisme ne faisant l'apologie ni d'une Amérique libre parée de toutes les vertus, ni d'une URSS fantasmée et explorant la notion d'identité au cœur de ces vies doubles voire parfois triples où la frontière entre réalité et mensonge finit par être trouble pour les protagonistes eux-mêmes, à cheval entre deux mondes. *Marie-Amélie Brocard*

The Americans, de Joe Weisberg, 6 saisons (75 épisodes), disponibles sur Amazon Prime Video.



Par Henri-Christian Giraud, Frédéric Valloire,
François-Joseph Ambroselli et Philippe Maxence



La Guerre froide, 1943-1990

Georges-Henri Soutou

Le maître livre sur les relations Est-Ouest entre 1943 et 1990. Affrontement idéologique, politique, géopolitique, militaire, avec des répercussions dans tous les domaines (culture, économie, sciences), la guerre froide a été un conflit global qui a structuré toute une époque. L'historien soutient la thèse selon laquelle si elle n'a pas débouché sur une guerre mondiale c'est qu'il s'agissait moins de détruire l'adversaire que de l'amener à se transformer de l'intérieur, à « adopter une nouvelle conception de l'organisation politique et sociale ». Cela explique que jamais les contacts entre les adversaires n'aient été totalement rompus, malgré la gravité de leur opposition. Un ouvrage magistral. **H-CG**

Fayard, « Pluriel », 2011, 1 120 pages, 13 €.

Les Maîtres de l'espionnage

Rémi Kauffer

En sept familles, Kauffer analyse cinquante-cinq virtuoses de l'espionnage. Les « grands patrons » qui dirigent un service introduisent l'ouvrage : Beria le stalinien, dit « le Nain sanglant », Allen Dulles, dit « le Requin », et le comte de Marenches, surnommé « Porthos » à cause de son gabarit, à la tête du SDECE. La famille des « fauteurs de troubles », ceux par qui le scandale arrive, le referme. Entre

les deux, les agents de terrain, les versatiles qui souuent à plusieurs râteliers, les exécuteurs des basses œuvres, les agents Action et les chasseurs de taupes. Derrière le frisson garanti, une réelle mise en perspective historique. **FV**

Fayard, « Tempus », 2020, 768 pages, 12 €.

Des chiffres et des lettres

Histoire mondiale des services secrets. Rémi Kauffer

Rémi Kauffer a sondé pendant trente-cinq ans les eaux troubles du monde du renseignement pour nous faire ici le récit haletant de son histoire. Il nous raconte notamment les prouesses des Grecs, des Romains et des Carthaginois en matière d'espionnage. Il nous fait découvrir le « Secret du Roi », ce réseau clandestin au service de Louis XV mobilisant en permanence une trentaine d'agents, nous renseigne sur les « espions patriotes » de la guerre d'Indépendance américaine, révèle les « retournements de redingote » qui ont paralysé les agences royalistes sous le Directoire et le Consulat, dévoile toute la complexité des services napoléoniens, montre les coulisses des deux guerres mondiales et de la guerre froide, avant de dresser l'état des lieux de notre monde multipolaire. **F-JA**

Perrin, « Tempus », 2017, 1 024 pages, 14,90 €.



La Guerre froide. John Lewis Gaddis

Professeur d'histoire militaire, John Lewis Gaddis a écrit cette synthèse pour ceux qui sont nés « après ». A partir d'archives inexploitées, il retrace les grands épisodes de cet affrontement d'ampleur mondiale et de nature inédite : blocus de Berlin, construction du Mur, crise de Cuba, printemps de Prague, crise des euromissiles... Son récit limpide permet de comprendre l'enchevêtrement des causes et des actions.

Très américain dans son approche, ce livre rappelle combien le sort des nations ne tient souvent qu'à un fil... **PM**

Les Belles Lettres, 2019, 368 pages, 25,90 €.



Le KGB contre l'Ouest, 1917-1991

Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine

Publié en 1999, ce livre eut, pour les anciens du KGB, le goût d'une seconde défaite. Sous la plume de l'historien Christopher Andrew (également coauteur du *KGB dans le monde* avec Oleg Gordievsky en 1990), le témoignage de Vassili Mitrokhine, transfuge russe passé en Grande-Bretagne en 1992 avec six valises de notes contenant des informations sur des milliers d'agents de l'Est, prend la forme d'une encyclopédie du mal. Assassinats, chasse aux Juifs, manipulation de la justice : les services secrets soviétiques ne s'imposèrent aucune limite. De la Tcheka de Lénine jusqu'à la dissolution du KGB, cet ouvrage éclairant met fin à certaines illusions sur les « heures glorieuses » de l'URSS. **F-JA**

Fayard, 2000, 984 pages, 30,70 €.



Les Services secrets russes. Des tsars à Poutine. **Andreï Kozovoï**

Entreprendre une histoire des services de renseignement russes est une tâche ardue. Il faut savoir lire entre les lignes des articles de presse et des documents officiels, débusquer les informations véritables dans les hagiographies, compulsé des rapports truffés de noms de code. L'historien Andreï Kozovoï, maître de conférences à l'université de Lille, y parvient à merveille. Son récit, qui va de la police politique des tsars jusqu'aux cybergusonnes des années Poutine, dévoile les « méthodes » russes, les sabotages, les conspirations, les campagnes d'intoxication... Il nous fait pénétrer un monde instable et inquiétant. **F-JA**

Tallandier, « Texto », 2020, 608 pages, 12,90 €.

KGB. La véritable histoire des services secrets soviétiques

Bernard Lecomte

A un train d'enfer, l'auteur guide le lecteur à travers les méandres de cet organisme dont l'histoire se confond avec celle de l'URSS. Le KGB se permet tout, ne juge pas l'ennemi mais le frappe, fusille 83 500 prêtres pour la seule année 1937, multiplie les espions, les taupes, les « accidents » et renouvelle sans cesse ses membres. Il rencontre aussi des échecs, tel celui du fameux « Orchestre rouge ». Mais il survit à la déstalinisation et peut-être même à l'effondrement de l'URSS. **FV**

Perrin, 2020, 376 pages, 23 €.



Histoire de la CIA. Les fantômes de Langley. **John Prados**

John Prados prend d'assaut cette « forteresse du secret » qu'est la CIA. Au fil d'une investigation rigoureuse et sans pitié, l'auteur raconte les prouesses et les déboires de ses « guerriers de l'ombre », leurs opérations clandestines en Pologne, en Hongrie, en Indochine, en Iran, au Nicaragua ou à Cuba. Il dévoile également son « côté obscur », son programme de torture, ses prisons secrètes et ses stratagèmes pour se soustraire à toute surveillance du pouvoir législatif. **F-JA**

Perrin, 2019, 500 pages, 27 €.

L'Espion et le Traître. **Ben Macintyre**

Oleg Gordievsky est admis en 1961 au KGB. La répression du printemps de Prague en août 1968 lui ouvre les yeux sur la nature du régime soviétique. A l'automne 1972, le MI6 anglais le contacte. Désormais, il sert deux maîtres, Moscou et Londres à qui il donne des informations de premier plan. Trahi par un agent double de la CIA, il est exfiltré dans des conditions extravagantes en juillet 1985 par les services anglais. Il vit actuellement en Angleterre sous protection policière... Autant qu'une histoire personnelle insolite, le livre révèle le monde de l'espionnage. En cela, il égale les meilleurs des thrillers. **FV**

Editions Fallois, 2019, 416 pages, 24 €.



L'Affaire Abel. **James B. Donovan**

Ancien officier de l'OSS, James B. Donovan fut désigné en 1957 pour assurer la défense de Rudolf Abel, l'agent soviétique « le plus important jamais arrêté aux Etats-Unis ». Il accepta, tout en sachant qu'il allait devenir l'avocat le plus honni du pays. Le récit qu'il tira de cette expérience fut publié pour la première fois en 1964 : il revient sur sa relation avec Abel, sur son procès et sur les circonstances de son échange, en 1962, sur le pont de Glienicker, à Berlin, contre un pilote et un étudiant américains. Il brosse surtout le portrait – admiratif – d'un espion brillant qui, après que son défenseur lui a épargné la peine capitale, a le flegme de lui dire : « Pas mal. » **F-JA**

L'Archipel, 2015, 320 pages, 19,95 €.

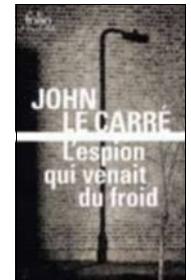
L'Espion qui venait du froid

John le Carré

Paru en 1963, ce roman d'espionnage a révolutionné le genre. Aucun gadget n'encombre l'intrigue, aucune femme fatale n'égare nos sens. Le héros n'en est pas un : buveur invétéré, Alec Leamas est un agent britannique désabusé. Il ne porte pas le smoking mais un complet en fibre artificielle. Toute son équipage a été décimée à Berlin-Est par le chef des services secrets de la RDA, un certain Mundt. Sa mission est de l'éliminer. A coups de phrases taillées à la serpe et de dialogues incisifs où pointe le cynisme ordinaire des espions, John le Carré dessine les contours d'une effroyable machination et nous plonge dans l'univers obscur du contre-espionnage. **F-JA**

Gallimard, « Folio », 2016,

352 pages, 8,10 €.



Atlas de la guerre froide. 1947-1990 : un conflit global et multifforme

Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson, Jérémie Tamiatto et Aurélie Boissière

Parmi les 120 cartes et graphiques qui permettent de comprendre et de suivre les principales étapes de ce conflit sous tous ses aspects et sous toutes ses formes, même dans ses dimensions culturelles, l'espionnage et les services secrets ne sont pas oubliés. Trois itinéraires d'agents doubles (George Blake, Kim Philby, Dimitri Poliakov) sont cartographiés ainsi que les actions de la CIA et du KGB. Cela avec le savoir-faire cartographique des éditions Autrement. **FV**

Autrement, « Atlas/Mémoires », 2020, 96 pages, 24 €.

CHRONOLOGIE
Par François-Joseph Ambroselli

Le choc des Titans

En 1945, les Américains et les Russes se retrouvent face à face. Leur guerre froide ne s'achèvera qu'à la chute de l'URSS.

Triomphe et tragédie

28 NOVEMBRE-1^{ER} DÉCEMBRE 1943 Les chefs de la Grande Alliance, Franklin D. Roosevelt, Winston Churchill et Joseph Staline, se réunissent à Téhéran : l'URSS obtient de conserver les territoires conquis en 1939 et en 1940 (pays Baltes, Carélie finlandaise, Moldavie et Bessarabie roumaines).

9 OCTOBRE 1944 A Moscou, Churchill et Staline conviennent d'un partage de l'Europe en sphères d'influences. Dans les faits, tous les territoires occupés par l'Armée rouge – Autriche exceptée – tomberont dans l'orbite soviétique.

4-11 FÉVRIER 1945 Roosevelt, Churchill et Staline se réunissent de nouveau à Yalta, en Crimée, pour décider des modalités d'occupation de l'Allemagne : elle sera divisée en quatre zones sous la responsabilité des Etats-Unis, des Britanniques, des Russes et des Français. Staline feint de consentir à des élections libres en Europe de l'Est. Il n'a pas la moindre intention de tenir ses promesses.

25 AVRIL 1945 Les armées russes et américaines font leur jonction à Torgau, sur l'Elbe, dans l'est de l'Allemagne.

7 MAI 1945 L'Allemagne capitule sans condition à Reims.

8 MAI 1945 Les Alliés ratifient l'acte de capitulation à Berlin, en présence des Russes.

26 JUIN 1945 A la conférence de San Francisco, les représentants de cinquante nations approuvent les statuts de l'Organisation des Nations unies (ONU), dont la mission est de résoudre pacifiquement les conflits.

17 JUILLET-2 AOÛT 1945 A Potsdam, Harry Truman, qui a succédé à Roosevelt

après sa mort le 12 avril, Joseph Staline et les Premiers ministres britanniques successifs, Winston Churchill et Clement Attlee (à partir du 26 juillet), scellent le sort de l'Allemagne : le III^e Reich est démantelé, le parti nazi dissous, le territoire désarmé et fragmenté en zones d'occupation. Dans les mois qui suivent, l'Armée rouge installe des régimes satellites dans toute l'Europe de l'Est.

6 AOÛT 1945 Les Etats-Unis larguent une bombe nucléaire sur Hiroshima et, trois jours plus tard, une seconde sur Nagasaki. Les Russes mettent en place un programme urgent de rattrapage nucléaire : ils testeront leur première bombe atomique en 1949.

Le rideau tombe

MARS 1946 En Grèce, la guerre civile éclate entre les communistes, soutenus par l'URSS, et les troupes gouvernementales, soutenues par les Britanniques puis les Américains. En octobre 1949, les communistes renonceront à la lutte.

19 DÉCEMBRE 1946 Le Viêt-minh, mouvement nationaliste d'obédience communiste dirigé par Hô Chi Minh, tente un coup de force à Hanoi, capitale de l'Indochine française : c'est le commencement d'une guerre qui coûtera la vie à 100 000 soldats français.

5 JUIN 1947 Le secrétaire d'Etat américain, George C. Marshall, annonce un plan de redressement pour l'Europe : les pays européens se voient proposer des prêts considérables en échange de l'importation de produits américains. Staline interdit aux pays de l'Est de recevoir l'aide.

18 SEPTEMBRE 1947 Fondation de la CIA (Central Intelligence Agency). Elle est la descendante de l'OSS (Office of Strategic Services), dissous en 1945.

24 JUIN 1948 L'URSS organise le blocus de Berlin-Ouest : toutes les voies de ravitaillement terrestres, ferroviaires et fluviales vers la zone ouest de l'Allemagne sont coupées. Les Alliés réagissent et organisent un pont aérien. Staline lèvera le blocus le 12 mai 1949.

4 AVRIL 1949 Les pays occidentaux signent le traité de l'Atlantique Nord à Washington, entérinant ainsi la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan).

23 MAI 1949 La République fédérale d'Allemagne (RFA) est proclamée à Bonn, en Allemagne de l'Ouest.

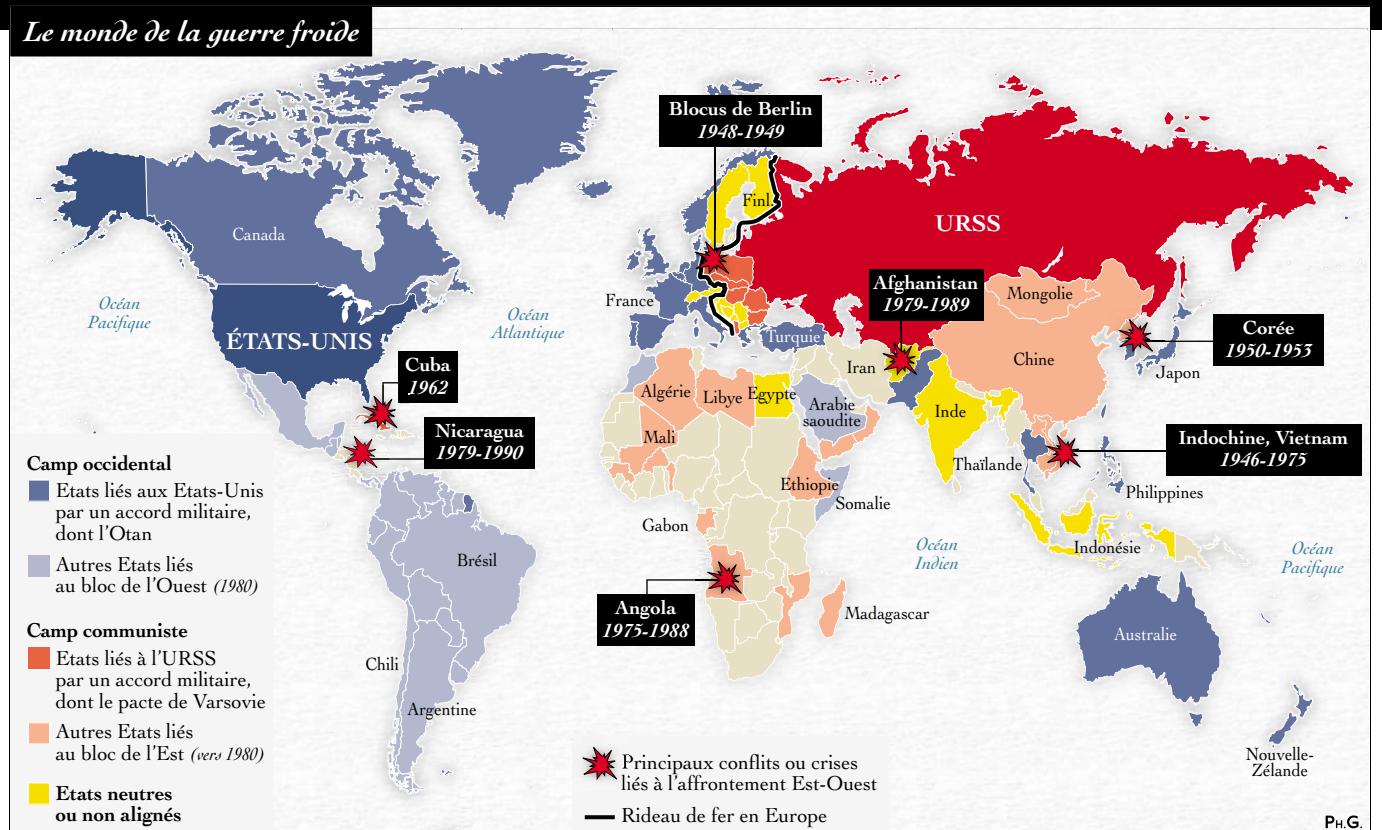
7 OCTOBRE 1949 La République démocratique allemande (RDA) est proclamée à Berlin-Est.

9 FÉVRIER 1950 Lors d'une conférence à Wheeling, en Virginie-Occidentale, le sénateur républicain Joseph McCarthy alerte son auditoire sur la présence de communistes au sein du département d'Etat, déclenchant une « chasse aux sorcières » à travers le pays.

L'affrontement

25 JUIN 1950 Les troupes de Kim Il-sung, le dictateur nord-coréen appuyé diplomatiquement par l'URSS et militairement par la Chine, franchissent le 38^e parallèle pour envahir la Corée du Sud. Profitant du retrait du délégué soviétique quelques mois plus tôt pour protester contre le refus d'accorder un siège aux communistes chinois, les Américains saisissent le Conseil de sécurité de

Le monde de la guerre froide



l'ONU afin de constituer sous leur commandement une force internationale destinée à prêter main-forte aux Sud-Coréens : le conflit durera trois ans. Un armistice sera signé le 27 juillet 1953 : la frontière entre les deux Corées n'aura guère changé.

25 MAI 1951 En passe d'être démasqués, Guy Burgess et Donald Maclean, deux espions pour le compte des Soviétiques ayant occupé divers postes au sein du ministère des Affaires étrangères britannique, quittent l'Angleterre pour rejoindre Moscou. Ils sont les deux premiers espions membres des « Cinq de Cambridge » – étudiants de l'université de Cambridge recrutés par les Soviétiques dans les années 1930 – à passer à l'Est.

5 MARS 1953 Mort de Staline.

19 JUIN 1953 Coupables d'avoir communiqué aux Soviétiques des informations confidentielles sur les essais atomiques américains, Julius et Ethel Rosenberg meurent sur la chaise électrique à New York.

7 SEPTEMBRE 1953 Nikita Khrouchtchev devient premier secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique.

13 MARS 1954 Crédit à la police politique créée en 1917 sous Lénine.

20 JUILLET 1954 Le chef de l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV), les services de renseignement intérieur de la RFA, Otto John, passe à l'Est à la suite d'un dîner avec un ami communiste ouest-allemand. Il y subira des interrogatoires pendant plus d'un an. Le même jour, la France et le Viêt-minh

signent les accords de Genève, qui mettent fin à la guerre d'Indochine. Les Français évacuent le pays tandis que le Vietnam est divisé entre la République démocratique du Vietnam dirigée par Hô Chi Minh au nord et un régime autoritaire soutenu par les Etats-Unis au sud. La guerre du Vietnam commencera dès 1955 : les Vietnamiens du Sud, qu'épailleront bientôt des conseillers militaires américains, sont en effet aux prises avec des maquisards réclamant l'unification du pays sous la bannière communiste. Nommés les Viêt-congs, ils créeront, en 1960, le Front national de libération du Vietnam du Sud.

11 MAI 1955 Le « tunnel de Berlin » est opérationnel. Construit sur plus de 500 m sous Berlin-Est à l'initiative de la CIA et du MI6 pour intercepter les communications téléphoniques et télégraphiques, il sera finalement démantelé par les Russes en avril 1956.

14 MAI 1955 Réagissant à l'entrée de la RFA dans l'Otan, l'URSS, l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la RDA, la Roumanie et la Tchécoslovaquie signent le pacte de Varsovie, traité prévoyant une défense réciproque en cas d'agression.

15 MAI 1955 L'URSS, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France signent l'accord de neutralité de l'Autriche : les forces d'occupation quittent le pays pour qu'un Etat souverain et démocratique voie le jour.

12 DÉCEMBRE 1955 Otto John retourne en RFA : il écope de quatre ans de prison.

14 FÉVRIER 1956 Lors du XX^e congrès du parti communiste, Khrouchtchev détermine l'élément central de sa politique extérieure : « *la coexistence pacifique* ».

4 JUILLET 1956 L'U-2, un nouvel avion espion américain, survole pour la première fois Moscou et Leningrad à très haute altitude. Durant quatre ans, ces vols se poursuivront à intervalles réguliers. Le 1^{er} mai 1960, les Russes abattront un U-2 et s'empareront de son pilote, Francis Gary Powers, qui sera condamné à dix ans de prison.

26 JUILLET 1956 Nasser, le président égyptien anticolonialiste, nationalise la Compagnie du canal de Suez. La France et le Royaume-Uni, actionnaires floués de la compagnie, reprennent en novembre le contrôle du canal par les armes. Eisenhower, furieux de ne pas avoir été informé de l'opération, les somme de retirer leurs troupes sous peine de sanctions économiques. Ils s'exécutent.

4 NOVEMBRE 1956 A Budapest, l'insurrection des Hongrois contre le régime communiste et la tutelle de Moscou est réprimée par les chars de l'Armée rouge.

15-28 SEPTEMBRE 1959 A l'invitation d'Eisenhower, Khrouchtchev est en visite officielle aux Etats-Unis.

17-19 AVRIL 1961 Afin de renverser le régime communiste de Fidel Castro, qui a pris le pouvoir à Cuba en 1959, les Etats-Unis font débarquer 1 500 exilés cubains anticastristes, formés par la CIA, dans la

baie des Cochons, au sud de l'île : l'opération, mal préparée, est un désastre.

12-13 AOÛT 1961 Dans la nuit, pour contrer l'évasion massive des citoyens de la RDA, une barrière de fil de fer barbelé est érigée à Berlin sur la ligne de démarcation Est-Ouest. Elle sera transformée en quelques semaines en un mur de béton, flanqué de miradors et de champs de mines.

10 FÉVRIER 1962 Sur le pont de Glienicker, à Berlin, les Soviétiques échangent le pilote américain Francis Gary Powers contre un colonel du KGB, William Fischer, alias Rudolf Abel. Au même moment, l'étudiant américain Frederic Pryor, arrêté par la Stasi alors qu'il remettait une copie de sa thèse à un professeur à Berlin-Est en août 1961, est remis à la CIA au Checkpoint Charlie.

MAI 1962 Afin de « servir un peu de leur propre médecine » aux Américains qui ont placé, à la fin des années 1950, leurs rampes de lancement en Turquie, Khrouchtchev fait achever minuscules des missiles nucléaires vers Cuba. Le 14 octobre, les avions espions américains photographient les missiles pointés vers les Etats-Unis : pour obtenir leur retrait, le président John Fitzgerald Kennedy, élu en 1960, s'engage à ne pas envahir Cuba et à démanteler ses missiles de portée intermédiaire situés en Turquie.

23 JANVIER 1963 Averti de l'imminence de son arrestation, Kim Philby, espion soviétique ayant infiltré le MI6 et membre clé des « Cinq de Cambridge », s'enfuit à Moscou.

12 AOÛT 1963 Le directeur adjoint du service de presse de l'Otan, Georges Pâques, est arrêté devant le siège de l'organisation, Porte Dauphine, à Paris : il livrait depuis 1943 des informations confidentielles à l'URSS.

2 ET 4 AOÛT 1964 Des torpilleurs nord-vietnamiens échangent des tirs avec des destroyers américains dans le golfe du Tonkin : dénonçant une agression, Lyndon Johnson, qui a succédé à Kennedy après son assassinat à Dallas le 22 novembre 1963, ordonne de bombarder les facilités portuaires nord-vietnamiennes, faisant entrer les Etats-Unis de plain-pied dans la guerre du Vietnam. En 1968, plus de 536 000 soldats américains seront engagés dans le conflit.

14 OCTOBRE 1964 Khrouchtchev est mis à la retraite par les membres du Comité central. Leonid Brejnev lui succède.

20-21 AOÛT 1968 Afin de mettre un terme au « printemps de Prague », un mouvement de libéralisation politique né au printemps 1968, les troupes soviétiques pénètrent en Tchécoslovaquie et occupent Prague : le pays est contraint à la « normalisation » politique.

La détente

3 SEPTEMBRE 1971 Les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'URSS signent l'accord quadripartite qui confirme le statut particulier de Berlin et garantit la libre circulation des civils et des marchandises entre Berlin-Ouest et la RFA.

26 MAI 1972 Leonid Brejnev et Richard Nixon – qui a succédé à Johnson en 1969 – signent à Moscou les accords Salt I sur la limitation des armements stratégiques.

21 DÉCEMBRE 1972 La RFA et la RDA normalisent leurs relations politiques et commerciales.

27 JANVIER 1973 Accords de Paris : le Nord-Vietnam et le Sud-Vietnam conviennent d'un cessez-le-feu tandis que les Américains annoncent le retrait de leurs troupes du pays. Cette guerre impopulaire a entraîné la mort de 58 220 soldats américains. Progressivement privés du soutien de leur puissant allié, les Vietnamiens du Sud succomberont cependant à la pression des Viêt-congs et des Vietnamiens du Nord, qui proclameront la réunification du Vietnam en 1976.

24 AVRIL 1974 Günter Guillaume, secrétaire du parti social-démocrate (SPD) et conseiller personnel de Willy Brandt (chancelier de la RFA), ainsi que sa femme Christel, elle-même assistante au secrétariat d'Etat à la Défense, sont arrêtés pour espionnage : le couple renseigne la Stasi depuis le début des années 1950.

9 AOÛT 1974 Coupable d'avoir ordonné des opérations illégales pour colmater des fuites liées à la publication, en 1971, des *Pentagon Papers* (une histoire classifiée des tenants et aboutissants de la guerre du Vietnam), puis de s'être rendu complice de la tentative d'étoffer l'affaire, Nixon démissionne de la présidence des Etats-Unis. Son vice-président, Gerald Ford, le remplace.

1ER AOÛT 1975 Les Etats-Unis, le Canada, l'URSS et 32 pays européens signent l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la

coopération en Europe réunie à Helsinki : le document reconnaît notamment la partition de l'Europe de l'après-guerre et appelle au respect des droits de l'homme.

La fin de la détente

4 SEPTEMBRE 1977 Sans avertir l'Otan, l'URSS déploie des missiles nucléaires à portée intermédiaire d'une haute précision, les SS-20, contre des objectifs situés en Europe de l'Ouest. La « crise des euromissiles » est déclenchée : en 1979, Jimmy Carter – qui a succédé à Ford en 1977 – proposera d'installer des missiles Pershing II en Europe de l'Ouest. L'Otan acceptera leur déploiement.

16 OCTOBRE 1978 L'archevêque de Cracovie, Karol Wojtyla, devient le 263^e successeur de saint Pierre sous le nom de Jean-Paul II.

15 NOVEMBRE 1979 A la Chambre des communes, le Premier ministre anglais, Margaret Thatcher, révèle que sir Anthony Blunt, historien d'art britannique, a infiltré, de 1940 à 1954, le MI5 pour le compte des Soviétiques. Membre des « Cinq de Cambridge », il était passé aux aveux dès 1964 mais avait obtenu l'immunité en échange de noms d'espions soviétiques. Le cinquième homme de la bande, John Cairncross, ancien agent du MI6 et fonctionnaire au Trésor, sera quant à lui dénoncé en 1990 par un transfuge du KGB, Oleg Gordievsky.

25 DÉCEMBRE 1979 Pour mettre fin aux querelles incessantes entre les factions communistes, au pouvoir à Kaboul depuis le 1^{er} mai 1978, l'Armée rouge envahit l'Afghanistan : un pion de Moscou, Babrak Karmal, est placé à la tête de la République afghane. Le 4 janvier 1980, le président Carter impose un embargo sur les envois de blé et de technologie destinés aux Russes.

31 AOÛT 1980 A la suite d'une grève au chantier naval de Gdańsk en Pologne, Lech Wałęsa, un électricien, annonce la formation de Solidarnosc, premier syndicat indépendant du bloc soviétique.

4 NOVEMBRE 1980 Ronald Reagan est élu président des Etats-Unis : il veut rompre avec la fatalité du partage bipolaire.

13 MAI 1981 Sur instruction de Brejnev, un militant nationaliste turc, Mehmet Ali Agca, tente d'assassiner Jean-Paul II, qui soutient Solidarnosc, en tirant sur lui à deux reprises sur la place Saint-Pierre à Rome.

14 JUILLET 1981 A Paris, à la garden-party de l'Elysée, Marcel Chalet, patron de la DST (Direction de la surveillance du territoire), présente à François Mitterrand des documents confidentiels russes glanés grâce à un lieutenant-colonel du KGB, Vladimir Vetrov, qui agit sous le nom de code « Farewell ». Le président français donne son aval pour que cette source soit exploitée en lien avec la CIA : les renseignements fournis par Vetrov conduiront, le 5 avril 1983, à l'expulsion hors de France de 47 agents secrets soviétiques.

14 DÉCEMBRE 1981 Lech Wałęsa et des milliers d'opposants au régime communiste sont arrêtés sur ordre du général Jaruzelski : la veille, le chef du gouvernement polonais a proclamé l'état de siège dans tout le pays afin d'éteindre leurs aspirations démocratiques. Wałęsa sera libéré après onze mois de détention tandis que, le 8 octobre 1982, Solidarnosc sera interdit.

20 JANVIER 1983 François Mitterrand prononce un discours à Berlin-Ouest, au Bundestag, où il affirme son soutien au déploiement des missiles américains Pershing II en Europe de l'Ouest : « Il faut que la guerre demeure impossible et que ceux qui y songeraient en soient dissuadés. »

23 MARS 1983 Reagan annonce la mise en place d'un programme de défense baptisé Initiative de défense stratégique (IDS) ou « guerre des étoiles » : l'objectif est de protéger les Etats-Unis d'une attaque nucléaire par la mise en place d'un « bouclier spatial » capable d'intercepter les missiles nucléaires. Ce coup de bluff pousse l'URSS dans une course ruineuse aux missiles défensifs.

1^{ER} SEPTEMBRE 1983 Les Russes abattent un avion sud-coréen transportant 269 civils, dont 63 Américains, qui avait pénétré par mégarde dans l'espace soviétique au-dessus de Sakhaline : Iouri Andropov, qui a succédé à Brejnev en novembre 1982, se plaint « d'une provocation sophistiquée organisée par les services secrets américains ».

9 FÉVRIER 1984 Iouri Andropov meurt à l'âge de 69 ans : il est remplacé à la tête de l'URSS par Konstantin Tchernenko.

19 OCTOBRE 1984 Pour avoir condamné fermement le régime communiste dans ses sermons, le père Jerzy Popieluszko, vicaire de la paroisse Saint-Stanislas-Kostka à Varsovie et aumônier du syndicat Solidarnosc,

est enlevé et torturé à mort par trois officiers de la police secrète polonaise.

Crépuscule de l'URSS

11 MARS 1985 Mikhaïl Gorbatchev devient secrétaire général du Comité central du parti communiste à la place de Tchernenko, mort la veille à l'âge de 74 ans. Il hérite d'un empire délabré : l'Union soviétique est devenue en effet le premier importateur mondial de blé et s'apparente à un vaste tiers-monde équipé d'armes nucléaires. Gorbatchev ouvre la voie à une reconstruction économique du pays (*perestroïka*) en même temps qu'à une libéralisation du régime (*glasnost*) afin d'obtenir des aides financières et technologiques des pays occidentaux.

8 DÉCEMBRE 1987 Reagan et Gorbatchev signent un traité prévoyant la destruction de tous les missiles de moyenne portée en Europe, dont les SS-20 et les Pershing II : la course aux armements est terminée.

2 MAI 1989 Les gardes-frontières hongrois reçoivent l'ordre de leur hiérarchie de démanteler en plusieurs endroits le grillage électrifié qui sépare leur pays de l'Autriche : dans les semaines qui suivent, des milliers de Hongrois et d'Allemands de l'Est vont s'engouffrer dans ces brèches pour fuir à l'Ouest. Le 23 octobre, la République populaire de Hongrie, dissoute par le Parlement, est remplacée par la république de Hongrie.

4 ET 18 JUIN 1989 Autorisés par le général Jaruzelski à se présenter aux élections législatives de Pologne pour adoucir la crise politique et sociale qui secoue le pays, les candidats de Solidarnosc remportent un surprenant succès : le 24 août, le premier gouvernement non communiste de l'Europe de l'Est d'après-guerre sera créé sans que Moscou ne réagisse. Le 9 décembre 1990, Lech Wałęsa sera élu président de la Pologne.

9 NOVEMBRE 1989 Pour soulager la tension sociale, les autorités est-allemandes annoncent, lors d'une conférence de presse, que les citoyens de la RDA sont libres de partir « *par le point de passage de la frontière de leur choix* ». À Berlin-Est, des milliers de personnes se pressent aux checkpoints, où les gardes, dépassés, décident de lever les barrières.

10 NOVEMBRE 1989 En Bulgarie, Todor Jivkov, maître du pays depuis 1954,

démissionne : des élections libres se tiennent pour la première fois en juin 1990.

17-29 NOVEMBRE 1989 En Tchécoslovaquie, la « révolution de velours » engendre la création d'un gouvernement de coalition : le 29 décembre, Václav Havel, ancien dissident, deviendra président de la République fédérale tchèque et slovaque.

25 DÉCEMBRE 1989 A la suite d'une révolution populaire, le dictateur roumain, Nicolae Ceausescu, qui a fait tirer sur des manifestants quelques jours plus tôt, est fusillé avec son épouse, Elena. Des élections libres seront organisées en 1990.

3 OCTOBRE 1990 La réunification allemande est proclamée.

12 DÉCEMBRE 1990 Alors qu'une grave pénurie alimentaire touche l'URSS, le président américain George Bush, qui a succédé à Reagan en 1989, annonce une série de mesures d'aide économique à Moscou. Le 14 décembre, le Conseil européen réuni à Rome décide de prodiguer à l'URSS une aide alimentaire d'urgence de 750 millions d'écus.

12 JUIN 1991 Boris Eltsine est élu président de la Fédération de Russie. Un an plus tôt, il avait proclamé la supériorité des lois russes sur les lois soviétiques.

18 AOÛT 1991 Alors qu'il est en vacances en Crimée, Gorbatchev voit tous ses liens de communication interrompus et reçoit la visite d'une délégation envoyée par Vladimir Krioutchkov, le patron du KGB, qui lui demande de proclamer l'état d'urgence et de transmettre ses pouvoirs à son vice-président. Le lendemain, le président Boris Eltsine déclare ce coup de force illégal et signe un décret selon lequel tous les organes du pouvoir de l'URSS agissant sur le territoire russe passent sous son contrôle. Lâchés par l'Armée rouge, les conjurés jettent l'éponge. Le 23 août, Eltsine signe un autre décret bannissant le parti communiste du territoire russe. Le KGB sera dissous le 11 octobre.

8 DÉCEMBRE 1991 Alors que, plus tôt dans l'année, les Etats baltes, l'Ukraine, l'Arménie et le Kazakhstan ont proclamé leur indépendance, le président Boris Eltsine signe un accord avec les dirigeants de l'Ukraine et de la Biélorussie pour former la Communauté des Etats indépendants.

25 DÉCEMBRE 1991 Gorbatchev signe le décret mettant fin à l'existence de l'URSS. /

L'ESPRIT DES LIEUX

© ANTOINE AGOUDJIAN. © THIERRY NECTOUX/GAMMA-RAPHO. © AKG-IMAGES/GERARD DEGEORGE. © OSCAR NILSSON.



106

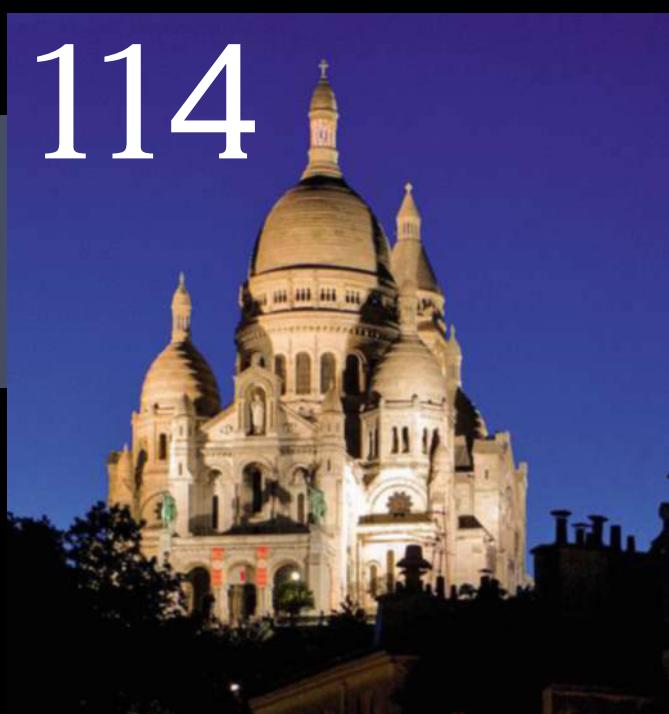
KARABAGH, TERRE DE SANG

APRÈS SIX SEMAINES DE COMBATS ENTRE L'ARMÉNIE ET L'AZERBAÏDJAN, LES ARMES SE SONT TUÉS AU HAUT-KARABAGH. VIENT POUR UNE RÉGION À L'HISTOIRE IMMÉMORIALE LE TEMPS DES RÈGLEMENTS DE COMPTES ET DE L'ÉPURATION ETHNIQUE.

114

LA SENTINELLE DE LA BUTTE

FRUIT D'UN VŒU FORMULÉ EN 1870, LA BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE VA ENFIN OBTENIR SON CLASSEMENT COMME MONUMENT HISTORIQUE.



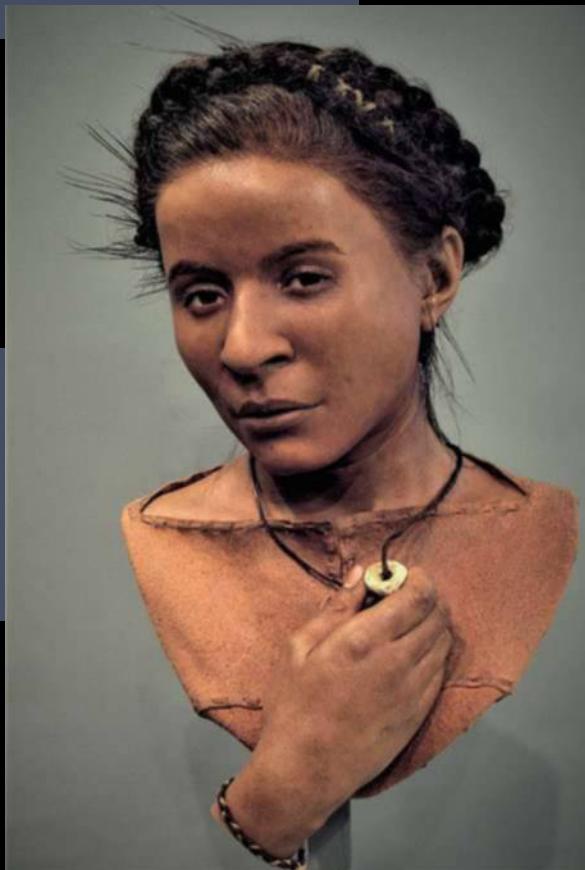


118

AU-DELÀ DES IMAGES

COMMENT L'ART INSPIRÉ PAR LE CHRISTIANISME DEPUIS PRÈS DE DEUX MILLÉNAIRES A-T-IL PEU À PEU SUSCITÉ DES IMAGES DÉCONNECTÉES DE LEUR INSPIRATION SACRÉE ? LE PHILOSOPHE OLIVIER REY A MENÉ L'ENQUÊTE DANS UN LIVRE ÉBLOUSSANT.

ET AUSSI
LA TÊTE DE L'EMPLOI
DE LUCY À NAPOLEON
EN PASSANT PAR LES EMPEREURS
ROMAINS OU REMBRANDT :
LES PORTRAITS DES HOMMES ET
DES FEMMES DU PASSÉ REVIVENT
DE FAÇON TROUBLANTE GRÂCE
AUX AVANCÉES DE LA SCIENCE.



PATRIMOINE SACRÉ

L'archevêque du Haut-Karabagh,
Mgr Barkev Mardirossian, devant
la cathédrale Saint-Sauveur
de Chouchi, l'une des plus grandes
églises du monde arménien.
L'édifice a été bombardé le 8 octobre
2020 par les forces azéries.



Karabagh Terre de sang

Par Mikaël Nichanian

L'offensive de l'Azerbaïdjan
sur le Haut-Karabagh
a renoué le fil d'une histoire
tragique, qui se confond
avec celle de l'Arménie face
à l'expansionnisme turc.





L'enjeu du Haut-Karabagh



— Frontières de la république d'Artsakh (Haut-Karabagh)

■ Zones contrôlées par les forces azéries

■ Territoires occupés par l'armée arménienne qui seront restitués à l'Azerbaïdjan

■ Territoires où est déployée la force d'interposition russe

PH.G.



PEAU DE CHAGRIN En haut : le monastère de Dadivank, construit entre le IX^e et le XIII^e siècle, est situé dans le Kelbadjar. Cette province du Karabagh historique, limitrophe de la république d'Artsakh (Haut-Karabagh), a été restituée par l'Arménie à l'Azerbaïdjan. Malgré la protection de militaires russes, l'avenir du monastère comme celui des autres monuments religieux arméniens en zone azérie reste incertain. Ci-dessous : une vieille femme de Stepanakert, capitale du Haut-Karabagh, déterminée à défendre son foyer. A gauche : après l'accord de cessez-le-feu signé le 9 novembre 2020 par l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous l'égide de Vladimir Poutine, le territoire de la république d'Artsakh a été réduit de deux tiers au profit de l'Azerbaïdjan.

Au terme de six semaines d'intenses combats et au prix d'au moins 3 000 morts pour chaque camp, l'Arménie a dû conclure, le 9 novembre dernier, un cessez-le-feu aux allures de capitulation. Lancée le 27 septembre avec le soutien actif de son protecteur turc, l'offensive de l'Azerbaïdjan sur la région contestée du Haut-Karabagh avait atteint la quasi-totalité de ses objectifs militaires : les Azéris avaient conquis le sud de la république arménienne d'Artsakh (nom arménien du Karabagh, enclave montagneuse peuplée d'Arméniens, indépendante depuis 1991) jusqu'à la ville de Chouchi (Choucha pour les Azéris). Ils ont aussi imposé le retrait des territoires limitrophes que les Arméniens occupaient depuis 1994 et leur succès dans la première guerre du Haut-Karabagh. Par sa rapidité et son ampleur, cette victoire totale (ou quasi totale, puisque le président russe Vladimir Poutine a imposé la présence de « forces de maintien de la paix » russes pour protéger d'un nettoyage ethnique imminent les populations arménienes du Haut-Karabagh) a été accueillie avec surprise.

Et pour cause : la plupart des experts n'avaient pas anticipé l'intervention directe de la Turquie dans le conflit. C'est elle qui a permis l'usage des drones armés Bayraktar TB2, pilotés à distance par des militaires turcs, mais aussi de plus de 1 500 mercenaires djihadistes, recrutés en Syrie, pour réduire les pertes militaires affichées jusqu'alors par l'Azerbaïdjan. Plus significatif encore, le général Sadikov, chef d'état-major des forces armées azéries depuis vingt-sept ans, a été démis de ses fonctions pour laisser la place à des généraux turcs, qui ont dirigé les opérations militaires depuis Bakou, ce qui traduit l'influence nouvelle dont jouit la Turquie auprès de son voisin.

Cette guerre marque ainsi le basculement de l'Azerbaïdjan dans l'orbite turque. Nul doute que Vladimir Poutine saura se souvenir de cet affront qui vient s'ajouter à un autre, plus ancien, fait à la puissance et aux intérêts russes dans la région : la construction d'un oléoduc

(dit « BTC », Bakou-Tbilissi-Ceyhan), inauguré en 2006, pour transporter le pétrole azéri à travers le territoire de la Géorgie et de la Turquie et destiné à fournir à l'Europe un approvisionnement en énergie alternatif à celui de la Russie et du Moyen-Orient.

La région appelée Artsakh par les Arméniens et Karabagh (« jardin noir ») en turc, dont la république d'Artsakh ne forme qu'une partie, est une ancienne terre de peuplement arménien. Les ancêtres des Arméniens, qui parlaient une langue d'origine indo-européenne, apparentée au grec et au phrygien selon l'historien Hérodote, arrivèrent en effet à l'est de l'Anatolie au cours du II^e millénaire av. J.-C. pour former l'un

l'alphabet arménien pour que la Bible soit traduite et lue en arménien. Preuve de l'importance de la province d'Artsakh pour les Arméniens, le premier monastère abritant une école où fut enseigné cet alphabet fut celui d'Amaras, au Karabagh, aujourd'hui situé sur la ligne de contact entre les positions arméniennes et azéries.

Il suffit de parcourir le territoire de la république d'Artsakh et tous ceux de l'Artsakh historique pour observer les nombreux vestiges d'époque antique et médiévale que les Arméniens ont laissés dans la région, les plus visibles étant les églises, les monastères et les milliers de pierres tombales en forme de croix dressée, les fameux khatchkars (croix-

En 301, l'Arménie devint le premier Etat chrétien au monde.

des peuples de l'empire pluriethnique qu'était le royaume d'Ourartou (XIII^e-VI^e siècle av. J.-C.). C'est là que la Bible place le mont Ararat, où se serait posée l'arche de Noé. Selon les spécialistes, le terme « Ararat » désignerait d'ailleurs précisément dans la Bible le royaume d'Ourartou.

A la charnière du VI^e et du V^e siècle av. J.-C., les Arméniens prirent le pouvoir sur ce qu'on appelle le haut plateau « arménien », soit la zone la plus montagneuse autour du mont Ararat. Les inscriptions perses commencent alors à évoquer l'Arménie à la place de l'Ourartou. C'est probablement à cette époque que, selon les sources grecques classiques, la province d'Artsakh fut arménisée. Depuis lors, l'histoire de l'Artsakh se confond avec celle de l'Arménie.

C'est en 301 que le roi d'Arménie Tiridate fit le choix, audacieux pour l'époque, de proclamer le christianisme religion d'Etat. L'Arménie devint alors le premier Etat chrétien au monde et l'on pourrait même dire la première nation chrétienne. Un siècle plus tard, au V^e siècle, le moine Mesrop Machtots inventa

pierres), dont le passage sous domination azérie menace directement la conservation. Parmi eux, le site archéologique de la ville antique de Tigranakert, fondée au I^{er} siècle av. J.-C. par le roi Tigrane II, le monastère d'Amaras, fondé au IV^e siècle, mais aussi l'église de Tzitzernavank (V^e siècle) et le monastère de Gandzasar (XIII^e siècle), grand centre religieux durant tout le Moyen Age.

C'est l'islamisation de l'Anatolie et de l'Azerbaïdjan actuels qui modifièrent peu à peu le paysage religieux autour des Arméniens. Au VII^e siècle, l'Arménie passa sous domination arabe, mais c'est au XI^e siècle que les premiers conquérants turcs s'installèrent dans le Caucase et en Anatolie, après la bataille de Manzikert (1071), où les armées byzantines avaient été mises en déroute par les Turcs seldjoukides.

Côtoyant jusque-là surtout des populations chrétiennes (hellénophones et orthodoxes en Anatolie, d'origine caucasienne et fidèles à l'Eglise arménienne dans l'Azerbaïdjan actuel), les Arméniens virent les populations d'Azerbaïdjan se convertir, dès le VIII^e siècle, à



l'islam, puis se mêler aux conquérants turcophones à partir du XI^e siècle. Si bien qu'aux XVI^e-XVII^e siècles au plus tard, l'Anatolie occidentale et l'Azerbaïdjan actuels étaient devenus majoritairement turcophones et musulmans, même si Grecs et Arméniens y conservaient encore de fortes positions par endroits.

Les derniers vestiges d'indépendance disparaissent avec la chute du royaume arménien de Cilicie, au nord de la Syrie, tombé sous les coups des Mamelouks en 1375. Dès lors, les Arméniens se retrouvèrent soumis à deux pouvoirs musulmans : les Turcs ottomans à l'ouest à partir du XV^e siècle, les Perses safavides à l'est à partir du XVIII^e siècle. Ils résistèrent pourtant, dans une certaine mesure, au processus de colonisation et d'islamisation. Jusqu'au XIX^e siècle, la particularité du Karabagh et de quelques autres provinces montagneuses (autour du lac de Van ou à Zeytoun, au nord de la Cilicie) fut précisément de maintenir une majorité arménienne et chrétienne, ainsi qu'une petite aristocratie qui parvenait à conserver ses prérogatives militaires : ce sont les fameux *méliks* (« roi », en arabe) du Karabagh – plutôt des hobereaux en réalité, auxquels l'écrivain Raffi (1835-1888), le Victor Hugo arménien, a consacré l'un de ses plus beaux romans historiques,

traduit en anglais sous le titre *The Five Melikdoms of Karabagh*.

Le paysage politique changea du tout au tout avec l'annexion du Karabagh par l'Empire russe en 1813, puis de la région d'Erevan et du lac Sevan en 1828, aux dépens de la Perse. L'occupation russe, que les Arméniens appelaient de leurs vœux depuis deux siècles, les fit passer du statut de citoyens de seconde zone, au sein de l'Empire perse safavide, à celui, plus enviable, de protégés des Russes, qui employaient les populations chrétiennes du Caucase – Géorgiens, Arméniens, Ossètes – comme forces supplétives de leurs troupes d'occupation. Les Arméniens du Karabagh, estimés depuis des siècles pour leurs capacités militaires, s'y engagèrent massivement, et nombreux furent ceux qui s'élèverent à d'importantes positions de commandement au sein de l'armée russe.

En 1915, l'anéantissement des trois quarts de la population arménienne de l'Empire ottoman toucha aussi, dans une moindre mesure, celles qui vivaient sous domination russe, même si le gouvernement jeune-turc s'était efforcé d'étendre le génocide aux Arméniens du nord de l'Iran et du Caucase. Le Karabagh devint en revanche un problème politique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au moment du retrait des armées

russes de la région, consécutif à la révolution russe de novembre 1917. Lorsque l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan proclamèrent leur indépendance en mai 1918, se posa immédiatement la question de leurs frontières. L'Arménie revendiqua l'ex-province russe d'Erevan et du lac Sevan, auxquels le traité de Sèvres allait ajouter (en théorie), en août 1920, trois des six vilayets autrefois peuplés d'Arméniens de l'Empire ottoman. Mais elle réclama aussi le Karabagh, dont le cœur, forteresse montagneuse et chasse gardée des « méliks » à laquelle sa position donnait une importance stratégique, conservait une forte majorité arménienne, tandis que les territoires environnants étaient en majorité peuplés de musulmans, kurdes et turcs, notamment la province de Kelbadjar.

Une guerre éclata alors entre les deux Etats pour le contrôle de trois provinces à l'est et au sud de l'Arménie : Karabagh, Zanguezour et Nakhitchevan. La présence de l'armée ottomane dans le Caucase de mai à octobre 1918 conféra d'abord un avantage militaire à l'Azerbaïdjan turcophone, dont elle encadrait les forces armées. Mais son retrait, après la capitulation de l'Empire ottoman le 30 octobre 1918, permit aux Arméniens de conserver leurs positions au Karabagh et dans le Zanguezour.

L'Arménie après la Première Guerre mondiale



AU GRÉ DES TRAITÉS

Ci-contre : brièvement indépendante entre 1918 et 1920, l'Arménie s'était vu attribuer par le traité de Sèvres trois des six vilayets arméniens de l'Empire ottoman. Ces dispositions furent rendues caduques par le traité de Lausanne signé en 1923 avec la Turquie de Mustafa Kemal. L'Arménie tomba ensuite dans le giron soviétique jusqu'à la chute de l'URSS en 1991. Ci-dessus : manuscrit du XIV^e siècle du monastère de Gandzasar au Haut-Karabagh. Page de gauche : célébration de la messe dans la cathédrale Saint-Sauveur de Chouchi.

C'est pendant cet affrontement qu'intervint l'épisode fondateur du différend historique entre l'Azerbaïdjan, son allié turc et l'Arménie. En septembre 1918, l'Azerbaïdjan se joignit à l'entreprise d'extermination menée depuis trois ans dans l'Empire ottoman par les Jeunes-Turcs : ce furent les massacres de Bakou, menés à bien par la population azérie locale et supervisés sur place par des officiers ottomans. Ils entraînèrent la mort de plus de 20 000 Arméniens. Cet épisode de collaboration politique ouverte entre les Jeunes-Turcs ottomans et les nationalistes azéries sur le territoire de la jeune république d'Azerbaïdjan est toujours nié par les autorités azéries, au même titre que le génocide arménien dans l'Empire ottoman, comme le montre la campagne ouvertement négationniste financée par l'actuelle république d'Azerbaïdjan.

L'arrivée de l'Armée rouge dans le sud du Caucase en 1920 mit un terme à la brève indépendance de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et gela le conflit autour des territoires contestés, jusqu'à la décision des Soviétiques de créer des républiques sur la base des nationalités. Naquirent alors dans le Caucase les Républiques soviétiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Politique, cette fois, la bataille reprit entre les nouvelles autorités

bolcheviques d'Arménie et d'Azerbaïdjan pour le contrôle des mêmes provinces du Karabagh, du Zanguezour et du Nakhitchevan, et tourna à l'avantage de l'Azerbaïdjan pour le Karabagh et le Nakhitchevan. Souvent attribuée à Staline, alors commissaire aux nationalités, d'origine géorgienne, cette décision fut en réalité un choix collectif pour favoriser l'expansion des idées révolutionnaires dans les Etats musulmans voisins, notamment en Turquie et en Iran.

Durant ces années, le général Mustafa Kemal, à la tête de l'armée turque, s'opposait militairement aux intérêts français et britanniques en refusant le traité de Sèvres, qui avait, en août 1920, consacré le partage des dépouilles de l'Empire ottoman entre zones d'influence occidentales. Les autorités bolcheviques décidèrent alors de soutenir ouvertement le mouvement nationaliste turc en lui fournissant des armes et de l'argent. Or celui-ci était entièrement aux mains des Jeunes-Turcs, réunis dans le parti Union et Progrès (Ittihad), auquel Kemal lui-même avait adhéré dès 1908 et qui avait conduit une active politique de destruction des Arméniens d'Anatolie et du Caucase pendant la Première Guerre mondiale.

Les autorités turques obtinrent donc de la Russie que le tracé des frontières

internes au Caucase russe, notamment entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie soviétiques, soit favorable à l'Azerbaïdjan turcophone. Elles y voyaient un intérêt géopolitique de long terme, notamment dans les régions du Karabagh et du Nakhitchevan, dont la population arménienne avait été chassée dès 1918, lors de l'occupation turque. En guise de consolation, les autorités soviétiques décidèrent néanmoins, en 1923, d'accorder à la région arménienne, désormais appelée Nagorny Karabagh (« Karabagh montagneux », soit « Haut-Karabagh »), un statut d'autonomie qui la préservait dans une certaine mesure de la tentation, bien réelle, de nettoyage ethnique du côté azéri. Les autorités soviétiques d'Arménie et du Karabagh continuèrent par la suite à réclamer à Moscou le rattachement du Karabagh à l'Arménie. En vain.

En février 1988, en pleine *perestroïka*, le parlement régional du Haut-Karabagh vota son rattachement à l'Arménie. Mais, à Bakou, les autorités azéries lancèrent une politique de terreur pour étouffer cette revendication : le 26 février 1988 à Soumgaït, à Ganja en novembre 1988 et à Bakou en janvier 1990, des pogroms firent des centaines de morts et provoquèrent la fuite des 200 000 Arméniens vivant dans le reste de l'Azerbaïdjan. Au Karabagh, qui abritait plus de

150 000 Arméniens, l'humeur était à la résistance plutôt qu'à la fuite. En 1991, les autorités du Karabagh organisèrent un référendum pour que leur droit à l'autodétermination soit reconnu par la communauté internationale.

Mais 1991 fut aussi l'année des indépendances pour les Républiques soviétiques : l'Arménie le 21 septembre, l'Azerbaïdjan le 18 octobre. Elles firent basculer dans la guerre le conflit, jusqu'ici (mal) contenu par les Soviétiques au bénéfice de l'Azerbaïdjan. En 1992, les combats les plus décisifs tournèrent à l'avantage des forces arméniennes, qui occupèrent au début de 1993 les territoires azéris limitrophes de la république du Karabagh proprement dite. Elles les conservèrent par la suite comme monnaie d'échange

les revenus considérables que le pays tirait de sa rente pétrolière depuis la signature, en 1994, du « contrat du siècle » avec des compagnies étrangères pour son exploitation. Le budget militaire de l'Azerbaïdjan avait, depuis, progressé de manière significative, passant de 200 millions de dollars en 2004 à plus de 3 milliards en 2019. En avril 2016, l'Azerbaïdjan déclencha des hostilités, mais la Russie mit un terme aux combats au bout de quatre jours. Compte tenu de la disproportion croissante entre les forces militaires en présence et des appétits du président turc Erdogan, leur reprise, le 27 septembre 2020, était inévitable.

Relayé par les médias azéris d'autant plus facilement que la liberté de la presse est inexistante en Azerbaïdjan, le climat

Arméniens, de les « chasser comme des chiens », comme l'a promis le président Aliev le 5 octobre dernier, puis le 9 novembre, jour de la signature de l'accord de cessez-le-feu.

De fait, l'Azerbaïdjan n'esquisse pour l'heure aucun geste de bonne volonté pour favoriser une coexistence pacifique. Le président Aliev a ainsi organisé à Bakou, le 10 décembre, une grande parade militaire pour célébrer la victoire, au cours de laquelle il a affirmé que les provinces du lac Sevan et d'Erevan, en Arménie, sont d'anciennes régions azéries, laissant ainsi planer la menace d'une guerre de conquête contre le cœur de l'Arménie elle-même. À ses côtés, le président turc Erdogan a rendu un hommage appuyé à Enver pacha, ministre de la Guerre jeune-turc, connu pour son rôle décisif dans le génocide arménien mais aussi comme fervent partisan du pantouranisme, cette idéologie de l'extrême droite nationaliste turque visant à regrouper tous les peuples turcophones d'Anatolie, du Caucase et d'Asie centrale. Un hommage révélateur des objectifs de la Turquie nouvelle qu'Erdogan cherche à réaliser, depuis le virage ultra-autoritaire de 2015, afin de rivaliser avec l'héritage de Mustafa Kemal.

Une reconnaissance internationale, à l'instar de celle du Kosovo, permettrait-elle de sortir la république du Karabagh de cette zone de non-droit qui la prive de toute forme de soutien international, même humanitaire, et encourager l'Azerbaïdjan et la Turquie à recourir, une fois encore, au nettoyage ethnique ? Il est permis d'en douter, compte tenu de la nouvelle donne militaire sur place, mais aussi de l'embarras de l'Europe et des Etats-Unis, réticents à sanctionner un président azéri aux vastes ressources pétrolières et qui semble bien décidé à sortir de l'orbite russe.

On touche ici au point névralgique du conflit du Karabagh, qui concerne plus largement la sécurité des approvisionnements de l'Europe, des Etats-Unis et d'Israël en pétrole et en gaz. L'Azerbaïdjan est en effet un exportateur relativement important : ses réserves de gaz

En 1994, l'Azerbaïdjan a signé le « contrat du siècle » pour l'exploitation de son pétrole.

pour obtenir des autorités azéries la reconnaissance de l'indépendance du Karabagh. Devant l'ampleur de la débâcle militaire, les Azéris finirent par réclamer un cessez-le-feu en mai 1994.

Entre 1994 et 2018, les négociations conduites entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous la direction de présidents successifs et sous l'égide du « groupe de Minsk » (présidé par la France, la Russie et les Etats-Unis) ne purent aboutir à des résultats concrets, principalement parce que l'Azerbaïdjan refusait toujours de reconnaître l'indépendance du Karabagh, considérant que l'intangibilité des frontières étatiques était un principe fondamental du droit international. De son côté, l'Arménie réaffirmait l'importance d'un autre principe fondamental : celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Avec l'arrivée, en 2003, d'un nouveau président, fils du précédent président Heydar Aliev, en Azerbaïdjan, les relations entre les deux pays se tendirent un peu plus, Ilham Aliev envisageant sérieusement une offensive militaire, basée sur

de haine anti-arménienne qui règne dans le pays fait évidemment peser une grave menace sur le sort des Arméniens qui continuent à vivre dans ce qui reste de la république du Karabagh. Favorisé par les autorités, il a eu de graves conséquences sur le déroulement de la guerre et le traitement des populations civiles et des prisonniers après la guerre. De fait, l'Azerbaïdjan a choisi de mener une sale guerre contre les Arméniens du Karabagh. Les missiles et drones azéris ont frappé des centaines de bâtiments civils dans les villes. D'autres crimes de guerre ont été rapportés, notamment l'exécution et la décapitation de prisonniers arméniens, dont témoignent les nombreuses vidéos azéries postées sur le réseau Télégram.

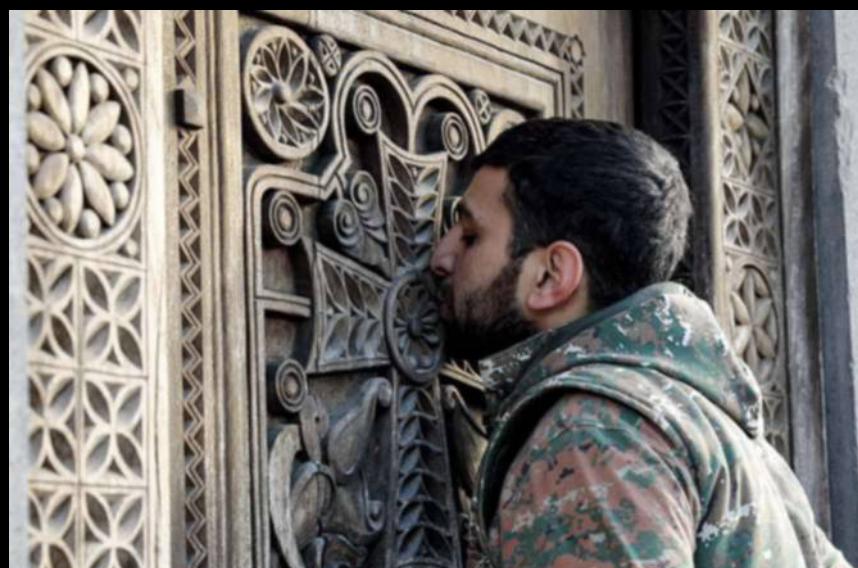
Le résultat de cette politique de terreur est l'exode en Arménie de la moitié de la population arménienne du Karabagh, soit 80 000 personnes qui n'osent pas y revenir, malgré les 2 000 soldats russes censés les protéger. Les déclarations publiques de nombreux responsables azéris ne laissent d'ailleurs aucun doute sur leur intention de se débarrasser des

sont estimées à plus de 2 trillions de m³ et celles de pétrole à 7 milliards de barils. Les grandes sociétés européennes et américaines ont des entrées privilégiées auprès de leurs gouvernements et déplient d'importants moyens de lobbying en faveur de l'Azerbaïdjan. Le pays contribue aussi à hauteur de 40 % aux besoins en hydrocarbures d'Israël et bénéficie d'un partenariat stratégique : Israël lui a livré, entre 2015 et 2019, 60 % de ses armes, et des centaines de conseillers militaires israéliens sont actifs dans ce pays frontalier de l'Iran.

Face à cet enjeu stratégique, le risque de nettoyage ethnique et de disparition physique de la population arménienne du Karabagh pèse d'un faible poids diplomatique. C'est pour la même raison que les revendications arméniennes pour la reconnaissance internationale de l'indépendance de la république du Karabagh n'ont jamais rencontré un écho favorable. Face à une situation similaire de nettoyage ethnique et de pogroms, l'Europe et les Etats-Unis n'avaient pas hésité à détacher de la Serbie la province du Kosovo en 1999 et à reconnaître son indépendance en 2008. Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avait alors été reconnu comme principe fondamental par une centaine d'Etats. Il est vrai que la Serbie n'avait pas de pétrole et privilégiait, comme l'Arménie, l'alliance russe. ↗

Mikaël Nichanian est historien, conservateur chargé des collections arméniennes à la BnF, et chercheur associé au laboratoire Orient et Méditerranée (CNRS/Collège de France).

PHOTOS : © ANTOINE AGOUDJIAN. © RYUMIN ALEXANDER/TASS/ABACA.



PARTIR OU RESTER Ci-dessus : à Berdzor (Latchin), un homme embrasse la porte d'une église avant de quitter la région attribuée à l'Azerbaïdjan. La ville est située au centre du corridor de Latchin qui relie l'Arménie au Haut-Karabagh. Les forces russes présentes sur place sont censées garantir la libre circulation entre les deux Etats arméniens durant cinq ans. Au milieu et en haut : la première messe célébrée au monastère de Dadivank depuis la fin des combats. Les prêtres et les Arméniens restés sur place après le rattachement de la région à l'Azerbaïdjan ont été placés sous la protection de militaires russes pour une période de cinq ans.

À LIRE de Mikaël Nichanian

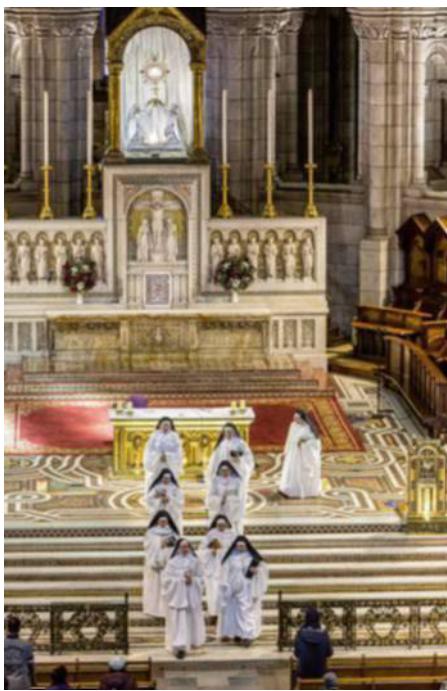


*Détruire
les Arméniens.
Histoire
d'un génocide*
PUF
280 pages
21 €



LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



La Sentinelle de la Butte

Cent ans après sa consécration,
la basilique du Sacré-Cœur se prépare à
rejoindre la prestigieuse liste des édifices
classés aux Monuments historiques.



Cest un endroit de calme et de prière, à deux pas du tumulte du quartier de Montmartre et du Moulin Rouge. Juchée sur sa célèbre colline, la basilique du Sacré-Cœur culmine à plus de 200 m au-dessus du plancher parisien. Haute de 91 m et longue de 85 m, elle offre l'une des plus belles vues de Paris. Aujourd'hui l'un des emblèmes de la capitale, cet édifice majestueux qui accueille 11 millions de visiteurs par an devrait bientôt recevoir la consécration : son inscription à l'inventaire des Monuments historiques, malgré l'opposition de la gauche parisienne, écologistes en tête, qui a dit « exiger » son report, voire son annulation, en dénonçant un édifice « construit avec le sang des communards ». Le projet de la basilique est pourtant antérieur à la Commune (mars à mai 1871) ! A son origine, on trouve deux beaux-frères de la haute société, Alexandre Legentil et Hubert Rohault de Fleury. Dès décembre 1870 en effet, ils formulent un voeu qui circulait déjà dans la population : édifier, à Paris, un sanctuaire consacré au Sacré-Cœur de Jésus afin de sauver la France.

PHOTOS : © BASILIQUE DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE / SOPHIE LLOYD.

VŒU NATIONAL Page de gauche et ci-dessus : née d'un voeu et d'un élan national inédit, la basilique du Sacré-Cœur domine tout Paris depuis le sommet de la colline de Montmartre. Ce sont les sœurs bénédictines du Sacré-Cœur de Montmartre (*page de gauche, en bas*) qui assurent l'animation spirituelle et matérielle de la basilique, vouée à l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement.

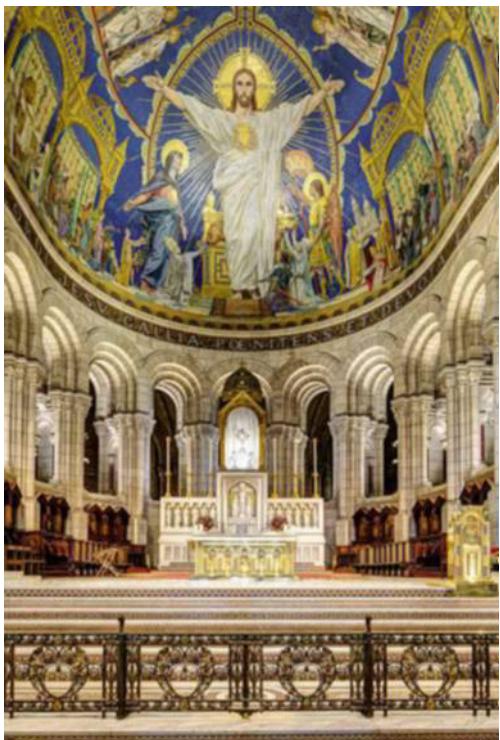
et la capitale après les ravages de la défaite contre la Prusse, mais aussi de délivrer le pape, prisonnier dans la cité du Vatican depuis la proclamation de l'unité italienne. Le désir de ces deux fervents membres de la Société de Saint-Vincent-de-Paul est aussi de permettre à la France de se racheter, par la pénitence, des égarements de la Révolution. L'appel des deux hommes est bientôt soutenu par le monde politique et l'Eglise. Il obtient ainsi la bénédiction du pape Pie IX et il est approuvé un an plus tard par le cardinal Guibert, archevêque de Paris.

Pour le choix du lieu, différents emplacements sont envisagés, comme celui de l'Opéra Garnier, resté inachevé à la chute du Second Empire, ou la colline de Chaillot, mais Mgr Guibert, venu sur la colline de Montmartre en 1872 et frappé par la beauté du site au lever du soleil, s'écria : « C'est ici que sont les martyrs, c'est ici que le Sacré-Cœur doit régner, afin d'attirer

tout à lui (...). Au sommet de la colline où le christianisme prit naissance, parmi nous, c'est dans le sang de nos premiers apôtres que doit s'élever ce monument... » C'est en effet sur cette colline qu'au III^e siècle, le premier évêque de Paris, saint Denis, et ses compagnons furent mis à mort. La tradition dit que le saint ramassa sa tête, la lava à une fontaine et poursuivit son chemin jusqu'à la ville actuelle de Saint-Denis. La colline de Montmartre prit alors le nom de Mons Martyrium, le mont des Martyrs. Elle est restée jusqu'à aujourd'hui un lieu de pèlerinage, vivifié par la présence, du XII^e siècle à la Révolution française, d'un vaste monastère de sœurs bénédictines.

Le 25 juillet 1873, l'Assemblée nationale vota la loi spéciale déclarant le projet d'utilité publique et autorisa l'archevêque de Paris à acheter tous les terrains nécessaires. Son financement fut rendu possible grâce à la générosité des fidèles.





« Il y a eu un élan spirituel et matériel inédit avec 10 millions de donateurs, à 80 % laïcs », raconte le père Stéphane Esclef, recteur de la basilique. Leurs initiales et parfois leurs noms complets ont d'ailleurs été gravés sur certaines pierres à l'intérieur de l'édifice. Près de 46 millions de francs furent récoltés en cinquante ans.

Le concours public pour le projet de construction de la basilique fut remporté en 1874 par l'architecte Paul Abadie, parmi 87 concurrents. Après sa mort en 1884, six autres architectes se succédèrent pour achever l'édifice. La première pierre fut posée le 16 juin 1875, les fondations bâties dès 1877. La construction de la crypte débute l'année suivante et la chapelle Saint-Martin fut inaugurée en 1881. Couverte de cinq coupoles qui lui donnent l'aspect d'un plan centré, la nef fut élevée à partir de 1881 et les façades achevées près de dix ans plus tard. Si la somptueuse basilique fut inaugurée en 1891 par le cardinal Richard, archevêque de Paris, son achèvement, tributaire des rentrées d'argent, n'advint qu'en 1923.

L'église est imposante, avec son extérieur tout de pierre, hormis quelques sculptures qui restent cependant de second plan, comme celles en bronze de Saint Louis

et de sainte Jeanne d'Arc, qui surplombent le péristyle de l'entrée. Imaginée par Paul Abadie dans le style romano-byzantin, la silhouette de la basilique a une allure féerique, avec sa série de coupoles, qui se proposaient de rappeler celles de Sainte-Sophie à Istanbul. Elle est aussi remarquable par sa blancheur, Abadie ayant sélectionné la pierre des carrières de Château-Landon qui servit à bâtir l'Arc de triomphe et le pont Alexandre III. Sa particularité ? Elle se régénère et blanchit à l'eau de pluie, « *un peu comme si elle était autonettoyante* », précise le recteur de la basilique. Cette visibilité étincelante lui permet de rayonner loin. L'orientation de la basilique est, elle aussi, singulière : non pas vers l'orient comme la plupart des églises, mais nord-sud pour faire face à Paris.

L'atmosphère intérieure est, quant à elle, plutôt sobre. Des murs aux vitraux en passant par l'orgue et un puits de lumière inspiré de celui de Saint-Pierre de Rome, le décor est inégalement réparti en fonction des souscriptions, mais foisonne dans certaines chapelles comme celle dédiée à la Vierge ou à saint Ignace de Loyola. Dans la crypte, ce sont les origines de la basilique que l'on découvre : la chapelle de la Pietà, qui abrite le cœur d'Alexandre Legentil, ainsi que la toute première pierre, bénie en juin 1875, qui se distingue, au centre de la deuxième marche, par sa couleur légèrement différente des autres.

Mais ce qui attire invinciblement le regard, c'est la spectaculaire mosaïque, achevée en 1923, qui trône au-dessus du maître-autel. Avec ses quelque 60 tonnes et 500 m², ce décor dessiné principalement par Luc-Olivier Merson est l'un des plus grands du monde. Il a été conçu dans le sillage de la redécouverte de l'art de la mosaïque et de son application à de grands édifices publics, dont le

premier avait été l'Opéra Garnier. Il représente le Christ vêtu de blanc, les bras grands ouverts et laissant voir un cœur d'or. Autour de lui, les principaux personnages liés à la basilique, comme le pape Léon XIII consacrant le genre humain au Sacré-Cœur et lui tendant un globe terrestre. Si le sommet du dôme est accessible au visiteur, on ne monte pas au campanile, qui s'élève à 91 m et abrite la plus grande cloche de France, avec ses 19 tonnes de bronze. Offerte par l'archevêché de Chambéry en 1895, la « Savoyarde » a été montée en haut de la Butte grâce à un char tiré par 28 chevaux.

Retardée à cause de la Grande Guerre, la consécration de l'église du Sacré-Cœur n'eut lieu qu'en octobre 1919 : elle reçut alors le titre de basilique et devint un sanctuaire et un lieu de pèlerinage.

« *De bonne heure, la Savoyarde, de sa voix puissante qui planait sur la ville de Paris encore silencieuse, avait appelé à Montmartre les fidèles et les prêtres venus de tous les coins de France. A 7 h 30, son Eminence le cardinal archevêque de Paris commença la cérémonie extérieure (...).* » (L'Illustration du 25 octobre 1919). Le jubilé



UN COEUR EN OR En haut : la mosaïque du Christ en gloire du chœur, dessinée par Luc-Olivier Merson et réalisée par l'atelier Guilbert-Martin, a été inaugurée en 1923.

Avec ses quelque 500 m², elle est l'une des plus grandes mosaïques du monde. Ci-contre : la chapelle de la Pietà, dont la sculpture est l'œuvre de Jules Félix Coutan, abrite le cœur d'Alexandre Legentil, l'un des initiateurs du projet de construction de la basilique, ainsi que la toute première pierre de l'édifice, bénie en juin 1875.



de cette consécration a été fêté tout au long de 2019-2020, avec des pèlerinages, un chemin jubilaire et un parcours scénographique biblique dans la crypte.

Cette année a aussi vu la fin d'une campagne menée pendant huit ans par la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, en partenariat avec la Ville de Paris, pour classer le Sacré-Cœur au titre des Monuments historiques et lui « donner la considération qu'il mérite au regard de sa qualité architecturale », souligne Laurent Roturier, directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France.

Pourquoi ce classement intervient-il si tard ? « Il faut y voir le signe d'une lente reconnaissance de l'architecture du XIX^e siècle. » Le style de la basilique a en effet longtemps souffert d'un certain discrédit. Elle a été critiquée pour sa silhouette jugée massive et boursouflée, qui lui a valu les surnoms peu aimables de « chou à la crème » ou de « meringue de la Butte ».

Le 13 octobre dernier, la commission régionale du patrimoine et de l'architecture a pourtant rendu un avis favorable à son inscription à l'inventaire des Monuments historiques. Le ministère de la Culture a indiqué alors qu'il ne s'agissait que d'une

PARTITION BYZANTINE Ci-dessus : inaugurée dès 1891 par le cardinal Richard, archevêque de Paris, la basilique ne fut pourtant consacrée qu'en 1919 et achevée qu'en 1923. Son style romano-byzantin s'inspire librement des basiliques Sainte-Sophie d'Istanbul et Saint-Marc de Venise, ou encore des édifices religieux de Ravenne.

« première étape vers son classement », prévu au premier semestre 2021. Plusieurs arguments plaident en faveur de cette distinction : l'originalité de son style, devenu une sorte de manifeste d'éclectisme néomédiéval sur les chantiers religieux de la première moitié du XX^e siècle, la variété et la qualité architecturale de la construction, reconnues par tous les spécialistes, le nombre d'artistes recrutés (près de 60), nourris de l'évolution de différents courants artistiques, un peu comme la Sagrada Familia à Barcelone. « C'est tout l'édifice qui a été retenu, mais aussi sa position symbolique sur une colline et les jardins qui l'entourent, car ils participent à sa mise en valeur », ajoute Laurent Roturier.

Contestée par ses détracteurs, louée par ses admirateurs, la basilique fait l'objet de jugements contrastés. Pour les uns, elle symbolise la réaction des catholiques à la III^e République naissante. Pour les autres, un élan national autour d'un grand projet après une période de conflit et le besoin de rédemption de la France. « Ce qui est sûr,

c'est que, contrairement à ce que prétend la récente polémique, le vœu formulé dès 1870, n'était en rien une réaction "aux crimes de la Commune", que l'on aurait cherché à expier par la construction d'un sanctuaire », précise le père Esclef.

La confusion tient au fait que la loi de 1873 ait fait allusion aux « crimes des fédérés » et que c'est à Montmartre qu'avait commencé, le 18 mars 1871, le soulèvement des communards avec l'exécution sommaire de deux généraux.

Le soir venu, la pierre blanche prend un habit rose. Les lourdes portes en bronze se referment. Mais l'activité du sanctuaire ne s'arrête pas pour autant. Depuis 1885, l'adoration perpétuelle du Saint-Sacrement y a lieu de jour comme de nuit. En haut du dôme, une lumière reste allumée pour signaler cette sentinelle qui veille sur Paris. ✓

À LIRE : *La Basilique du Sacré-Cœur de Montmartre*, de Patrick Sbalchiero, Artège, 272 pages, 18,90 € ; *Le Sacré-Cœur de Montmartre*, de Vivier et Cerisier, Artège, 52 pages, 14,90 €.



MYSTÈRE DIVIN Ornant l'un des couloirs du couvent San Marco à Florence, *La Madone des ombres* de Fra Angelico (ci-dessus, vers 1440) doit son nom aux ombres que les pilastres projettent sur le mur du fond, à l'arrière-plan. Dans son registre inférieur, en dehors de la scène figurative, l'artiste a peint une série de quatre pans bariolés ressemblant à des plaques de marbre coloré et faisant référence, selon les mots d'Olivier Rey (*page de droite, en haut à gauche*), à « ce qui excède le visible », à savoir le mystère divin.



Au-delà des images

Dans un livre étincelant, le philosophe Olivier Rey raconte la lente métamorphose des images suscitées par le christianisme en œuvres d'art étrangères au sacré.

C'est le récit d'un long déclin : celui de la connaissance du sacré. Dans *Gloire et misère de l'image après Jésus-Christ*, le philosophe Olivier Rey décrit la propagation de ce virus de l'esprit. Ses effets sont aujourd'hui bien visibles : des touristes se pressent dans les salles du Louvre pour photographier des Madones dont ils ignorent tout, tandis que des étudiants en histoire de l'art confondent un *Noli me tangere* avec une scène galante dans un jardin : « Mon livre est parti d'un constat : une part de notre héritage est en train de devenir aussi exotique que les objets du Quai Branly », explique Olivier Rey. Je me suis rendu compte de cela il y a quelques années, lors d'un voyage à Santiago, au Chili, où je suis allé visiter le musée d'Art précolombien : le seul rapport que j'ai pu établir avec les objets de cette civilisation sans écriture était un rapport esthétique. Rien ne me disait le contexte dans lequel ils avaient été créés. A mon retour en Europe, en me promenant au Louvre, j'ai été saisi d'effroi face à la horde de touristes hébétés qui déambulait dans les salles et me suis questionné : notre rapport avec les objets de notre propre tradition n'est-il pas en train de perdre de sa valeur par

notre manque de connaissances ? N'est-il pas en train de devenir le même que celui que l'on peut entretenir avec les objets précolombiens ? »

L'auteur remonte aux racines du christianisme pour tenter d'expliquer l'avènement de ce règne de l'ignorance, et percer le mystère de l'art. Sa formation n'est pourtant pas celle d'un historien de l'art. Chercheur au CNRS, membre de l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques, ancien professeur de mathématique à l'Ecole polytechnique, il enseigne désormais la philosophie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ce polytechnicien a dû « travailler beaucoup pour se mettre au niveau ». Et la rigueur du mathématicien, autant que celle du philosophe, pointe dans les pages : un à un, les éléments de sa démonstration sont posés. Le résultat est admirable. De sa plume précise, il raconte le destin des images après la vie humaine de Jésus-Christ, analyse le rôle de la religion chrétienne dans leur éclosion au monde et décrit le moment où, à la Renaissance, « le sacré est devenu un prétexte à l'art ». Sa thèse est d'autant plus provocatrice qu'elle vient bousculer l'idée d'un apogée des arts au XVI^e siècle. Elle entend

© DOMINGUE & RABATTI/LA COLLECTION © BALTEL/SIPA © THE METROPOLITAN MUSEUM OF ART/CCO.



IMAGE DANS L'IMAGE

La Vierge à l'Enfant de Joos Van Cleve (ci-dessus, vers 1512-1513, New York, The Metropolitan Museum of Art) incarne la métamorphose de l'image cultuelle en œuvre d'art opérée à la Renaissance : les traits de Marie et de l'Enfant Jésus, observés attentivement par le commanditaire à l'arrière-plan, sont empruntés à ceux de La Madone de Lucques, peinte vers 1436 par Jan Van Eyck, créant ainsi un effet d'enchaînement renforçant la dualité de l'œuvre par la citation d'un maître célèbre.



LIBÉRATRICE Appelée autrefois « Notre-Dame-des-Fers » en raison de la délivrance que de nombreux forçats obtinrent grâce à son intercession, cette *Vierge en majesté* du XII^e siècle (*ci-contre, Orcival, basilique Notre-Dame*) est un magnifique exemple des sculptures mariales qui se répandirent en Occident à partir du X^e siècle.

prouver, au contraire, que la peinture sacrée commence à décliner en Occident

dès le dernier tiers du XV^e siècle. L'auteur accuse en effet la Renaissance d'avoir opéré un retournement insidieux, presque imperceptible, faisant des images, non plus le témoignage ultime de l'Incarnation du Christ, mais la preuve éclatante du génie de l'artiste ; en définitive, d'avoir rompu l'équilibre entre la beauté et la densité théologique des œuvres : « *La personnalisation du style constitue un écueil à la vocation religieuse d'une peinture* », écrit-il, reprenant à son compte les propos du peintre futuriste Gino Severini : « *Pendant la période qui va de Raphaël au XVII^e siècle, l'art se complait à sa propre splendeur ; tout devient prétexte à de belles couleurs et à de belles formes.* » L'art avait été pourtant, jadis, le serviteur d'une cause bien plus grande, bien plus profonde. En sondant les origines de la peinture sacrée, Olivier Rey s'efforce de nous le rappeler.

Les images au service du Tout-Puissant

C'est à partir du III^e siècle que se constitua un véritable « art chrétien » : « *Les images commencèrent à se multiplier, surtout sur les tombes, dans les catacombes* », raconte le philosophe. Les grandes peintures ou mosaïques durent, elles, attendre la conversion de Constantin, en 312, pour trouver leur place dans les basiliques : la figure du Christ « *Pantocrator* », barbu et chevelu, prit peu à peu le dessus sur celles d'un Messie plus jeune ou imberbe. Elle s'imposa dans les absides à mesure que grandissait la renommée du mystérieux Mandylion, ce linge qui aurait appartenu au roi Abgar d'Edesse et où les traits du Nazaréen se seraient miraculeusement imprimés après qu'il y aurait essuyé son visage. Cette image « *non faite de main d'homme* », qui représentait Jésus dans la fleur de l'âge, avec

ses cheveux longs et sa barbe foisonnante, accrédita en effet le « modèle barbu » et renforça la légitimité des images du Christ en montrant que « *lui-même avait souhaité laisser son image* ».

En 730, l'empereur byzantin Léon III ordonna néanmoins leur destruction. Sans doute voulait-il redonner tout son lustre à l'image impériale ou mettre fin à cette vénération idolâtre que certains prenaient pour la cause des succès de l'invasion musulmane. Les adversaires des images, les iconoclastes, brandissaient le Décalogue, en rappelant que Jésus n'était pas venu pour abolir la Loi mais pour l'accomplir, et que pas une ligne n'en serait changée. Or son verset 4 (Exode 20) était on ne peut plus clair : « *Tu ne feras aucune image sculptée, rien qui ressemble à ce qui est dans les cieux, là-haut, ou sur la terre, ici-bas, ou dans les eaux, au-dessous de la mer.* » Le fils de Léon III, l'empereur Constantin V, qui régna de 741 à 775, s'attacha néanmoins à donner à ce saccage un fondement théologique plus subtil : la divinité du Christ étant invisible, n'évoquer que sa forme humaine revenait à le diviser et ainsi participer à l'hérésie nestorienne qui distinguait en Jésus deux personnes.

Après deux revirements, la conformité des icônes avec la doctrine chrétienne fut finalement réaffirmée par l'impératrice Théodora en 843 : les images étaient nécessaires car elles confirmaient l'Incarnation du Verbe de Dieu dans la personne du Christ : « *L'Incarnation les autorisait, mais même les appelaît* », note Olivier Rey. Elles devaient dès lors orner les murs des églises et des maisons, mais aussi faire rayonner leur beauté silencieuse sur tous les chemins de la chrétienté.

L'image et la Parole

En donnant un visage humain au Verbe de Dieu, l'incarnation et le dogme trinitaire avaient privé l'interdiction biblique de son fondement (ne pas vénérer une idole qui concurrence le culte dû au seul

vrai Dieu) et donné un nouveau sens à la fabrication d'icônes, résumé en ces mots par le théologien russe Serge Boulgakov : « *Toutes les images humaines, à moins que le péché ne les entène, (...) portent toutes l'empreinte de la même Face.* » L'Eglise orientale, qui bénissait chaque nouvelle image en demandant qu'elle soit « *remplie de la même grâce que l'icône envoyée à Abgar* », les considérait en effet comme une « attestation » de l'Incarnation, détenant un pouvoir sanctifiant : « *L'icône n'était pas seulement un objet de contemplation et un relais pour la prière, une grâce et une énergie divines lui étaient également liées* », insiste Olivier Rey. Elles furent donc lestées d'un « programme » strict imposant un fond d'or, l'absence quasi totale de la nature, le hiératisme des formes et la disparition des volumes, de sorte que le fidèle ne s'arrête pas au monde matériel et que l'image soit marquée des « caractères de l'Intelligible » tout en étant figurative.

L'Eglise latine n'accordait pas aux images le même statut : « *Le rôle qui leur fut explicitement reconnu fut d'abord pastoral* », relève l'auteur. Elles devaient embellir les murs et enseigner la « sainte plèbe de Dieu », conformément aux recommandations du pape Grégoire le Grand, dernier Père de l'Eglise, qui avait comparé la peinture à « *la lecture de ceux qui ne savent pas les lettres* ». Les artistes et les artisans s'en donnèrent à cœur joie : les crucifix peints ou sculptés remplacèrent les croix, les statues-reliquaires se substituèrent aux simples châsses et les sculptures romanes de la Vierge portant son enfant sur ses genoux investirent les chœurs en même temps que les vitraux.

Mais ce sont les enlumineurs qui firent de l'image l'épouse fidèle de la lettre. Leurs miniatures furent en effet la manifestation éclatante de cette « *Bible des illettrés* » voulue par les théologiens où, comme le montre Olivier Rey, se reflétait sur la page « *l'union de la parole et de la chair* ». Parmi eux se trouvait l'un des pionniers de la Renaissance : Fra Angelico (1395-1455). Célèbre pour



avoir décoré les cellules du couvent San Marco à Florence, le moine dominicain s'adonna également à la décoration de nombreux psautiers, où il excellait à mettre en image le contenu des textes sacrés : au commencement du psaume 69, supplique du roi David qui demande à Dieu de le sauver « car les eaux [lui] sont entrées jusqu'à l'âme », par exemple, il décora l'initiale « S » en faisant figurer, dans la boucle inférieure, le monarque se débattant avec les flots et, dans la boucle supérieure, le Christ le bénissant.

L'image servait ainsi de « point d'amarrage à la pensée », précise l'auteur. Elle était l'émanation sublime de la parole et devait inviter à méditer les enseignements des Pères : « L'art médiéval a réussi ce pari extraordinaire de combiner la force de l'image et l'éloquence du symbolisme. Les images médiévales devaient être lues autant que regardées, car elles fourmillaient de

signes à interpréter. L'âme des personnages, notamment, pouvait être représentée sous la forme d'un enfançon. La Renaissance oublia progressivement cet héritage sublime en s'enfonçant dans le naturalisme. »

Vers le naturalisme

Ce naturalisme partait d'une bonne intention : témoigner du « miracle des miracles », à savoir l'Incarnation. Si, durant les premiers temps du christianisme, il avait fallu représenter le Christ en majesté pour tenter de convaincre les juifs, les païens, les hérétiques puis les musulmans de sa nature divine, l'Europe médiévale avait été confrontée à un autre enjeu : rappeler son humanité. Au XIII^e siècle, l'insistance portée sur la vie humaine de Jésus avait déjà pointé timidement dans la Maestà de Cimabue (1240-1302) conservée à Bologne, où la sainte Mère de Dieu présentait au fidèle la jambe nue de son fils, comme pour prouver au monde qu'il s'était vraiment fait homme et qu'il ne s'agissait pas là d'un esprit évanescence. Ce n'était qu'un

début : des artistes comme Fra Filippo Lippi (1406-1469), Andrea Mantegna (1431-1506), Andrea del Verrocchio (1435-1488) ou encore Sandro Botticelli (1445-1510) délestèrent peu à peu le nouveau-né de ses linges. A leur suite, le Corrège (1489-1534) fera même du sexe du petit Jésus l'élément central de sa composition dans *La Madone au panier*, et Raphaël (1483-1520) le représentera totalement nu dans sa *Vierge au chardonneret*, sa *Madone Aldobrandini* ou sa *Madone d'Alba*, aux côtés d'un Jean-Baptiste systématiquement paré d'une peau de bête.

Prouver par l'image l'Incarnation du Christ adulte, néanmoins, requérait plus de finesse et de ruse. La décence préconisait en effet de le figurer habillé (seule une poignée de peintures et de sculptures se sont risquées à le présenter nu sur la Croix). Dans son *Baptême du Christ*, Joachim Patinier (1480-1524), vers 1515, s'ingénia ainsi à jouer avec les plis du périzonium pour suggérer la pleine humanité du Sauveur, tandis que Wolf Huber (1485-1553), dans son *Allégorie* ↗



CORPS CÉLESTE Après un temps d'hésitation entre le Christ Emmanuel imberbe et le Christ barbu, l'Eglise d'Orient fixa le type « *Pantocrator* », figurant un Christ plus âgé, dont l'on peut admirer la barbe et les cheveux longs dans une mosaïque de l'église de la Chora à Istanbul (en haut, XIV^e siècle), transformée en mosquée par le président turc Recep Tayyip Erdogan. Ci-contre : lettrine du psaume 69 par Fra Angelico, vers 1450 (Florence, Museo di San Marco). Afin de faire écho aux paroles imploratrices du psaume, le roi David fut représenté presque submergé par les flots dans la boucle inférieure du « S ». ↗



du salut de 1543, montra le pagne du crucifié flottant dans le vent, dévoilant ainsi aux personnages de la scène – tout en épargnant le fidèle – son intimité.

D'autres stratagèmes existaient. Au XV^e siècle, des peintres comme Henri Bellechose (1415-1440) ou Jean Malouel (1365-1415) avaient

représenté le Christ mort avec un filet de sang coulant de sa plaie au flanc droit jusqu'à son entrejambe, rejoignant ainsi l'endroit où le sang de l'Enfant Jésus avait jailli pour la première fois lors de la circoncision : « Ce filet rouge indique le lien entre l'ancienne Alliance et la nouvelle, et rappelle que l'Alliance

nouvelle n'est pas la négation de l'ancienne, mais son accomplissement », souligne Olivier Rey.

La perte du sacré

Mais les raisons théologiques de cette coulée de sang non conforme aux lois de la gravité échapperont bientôt aux



© FINEARTIMAGES/LEIMAGE. © DOMINGUE & RABATTI/LA COLLECTION. © AAKG-IMAGES/UIG/PHAS.

artistes du XVI^e siècle, qui la supprimeront ou la feront descendre le long de la hanche. Quant à la nudité de l'Enfant Jésus, elle sera considérée comme impudique : « *En quoi cette nudité peut-elle bien être édifiante ?* » s'indignera le chanoine de l'université de Louvain, Molanus, à la sortie du concile de

Trente. Après lui, ce sera le peintre Francisco Pacheco, maître de Velázquez et censeur officiel de l'Inquisition de Séville, qui émettra des doutes quant à la possibilité que la « *Très Sainte Vierge* » et le « *bon saint Joseph* » puissent laisser « *l'Enfant Jésus tout nu, à la chaleur et au froid* ».

Cette ignorance était sans doute le fruit d'une certaine paresse intellectuelle, mais aussi d'une confiance surdéveloppée des artistes et des lettrés dans les progrès de leur époque : « *Les peintres, devenus de plus en plus habiles dans la maîtrise de leurs effets, et les spectateurs, de plus en plus accoutumés à une telle maîtrise, eurent tendance à porter un regard condescendant sur les œuvres du passé, qui passèrent pour grossières* », explique l'auteur.

Cette méconnaissance du caractère symbolique des choses n'était en réalité que le symptôme d'un retourment sournois, d'un dérèglement léger de l'équilibre entre l'esthétique et le sacré. Dans *Image et culte*, paru en 1990, l'historien de l'art Hans Belting y verra le signe du passage de « *l'ère de l'image* » à « *l'ère de l'art* », qu'il situera au tournant du XV^e et du XVI^e siècle. C'est en effet à cette époque qu'apparurent des images à « double visage », où l'intérêt stylistique de la scène rivalisait avec sa portée spirituelle. C'est ainsi que Joos Van Cleve (1485-1541) réalisa dans les années 1510 une *Vierge à l'Enfant* reprenant les traits de *La Madone de Lucques* peinte trois quarts de siècle plus tôt par Jan Van Eyck (1390-1441) et accompagnée de ce qu'on appellera au XVII^e siècle une nature morte, ou que Pieter Aertsen (1508-1575), dans son *Christ chez Marthe et Marie* de 1553, présenta, au premier plan, l'office de Marthe débordant de victuailles, au détriment de Jésus et de Marie, qu'il plaça au fond de la composition. Ces œuvres ambivalentes entretinrent le sentiment étrange d'une compétition entre virtuosité et religiosité.

Puis un peintre au talent hors normes fit pencher la balance du côté de la virtuosité : Raphaël. Pour Olivier Rey, c'est



GLORIEUSE NUDITÉ

A la Renaissance, les peintres délestèrent peu à peu l'Enfant Jésus de ses vêtements pour témoigner de sa pleine incarnation.

Cette nudité se retrouve ainsi dans *La Vierge au chardonneret* de Raphaël (en haut, vers 1506, Florence, Galleria degli Uffizi) ou encore dans *La Madone au panier* du Corrège (ci-dessus, vers 1525, Londres, The National Gallery). Dans son *Baptême du Christ* (page de gauche, vers 1515, Vienne, Kunsthistorisches Museum), Joachim Patinier joua avec les plis du périzonium pour évoquer ce qu'il cache.



EFFETS SPÉCIAUX Le passage de « l'ère de l'image » à « l'ère de l'art » se fit au XVI^e siècle par le truchement d'œuvres ambiguës, où les qualités stylistiques des compositions rivalisaient avec leur sens anagogique. Ainsi, dans *Le Christ chez Marthe et Marie* (ci-dessus, 1553, Rotterdam, Museum Boijmans Van Beuningen), Pieter Aertsen présenta les victuailles de l'office au premier plan, tandis que Raphaël fit poindre son goût pour les effets de style dans sa *Madone Sixtine* (ci-dessus, à droite, vers 1512-1513, Dresde, Gemäldegalerie Alte Meister) ou dans sa *Transfiguration* (page de droite, vers 1516-1520, Rome, Musei Vaticani).

ce « génie de l'art » qui a permis la victoire finale du style sur le sens : « *L'epassage de l'ère de l'image à l'ère de l'art ne s'est pas fait par rupture, mais par la production d'œuvres ambiguës, et Raphaël en est l'exemple le plus brillant : ses toiles étaient autant des œuvres sacrées que de pures œuvres d'art.* » Dans sa *Transfiguration*, il s'émancipa de l'Evangile pour représenter Elie, Jésus et Moïse suspendus dans les airs, employant ainsi l'un de ces « effets spéciaux » qui étaient destinés à frapper les esprits mais qui, selon Olivier Rey, encourageaient peu à la prière.

Le parcours de sa *Madone Sixtine*, Vierge au regard doux portant son enfant avec grâce, flanquée du pape martyr Sixte II et de sainte Barbe, incarne à lui seul cet évanouissement progressif du caractère sacré des sujets. Commandée en 1512 par le pape Jules II pour orner l'église Saint-Sixte de Plaisance, la belle Madone au visage inquiet fut vendue en 1754 au roi de Pologne Auguste III, qui la plaça dans sa collection à Dresde : le tableau d'autel devint ainsi tableau de galerie et l'hommage n'était plus rendu à Jésus, « mais à Raphaël et à son art supérieur ».

La Madone ne faisait qu'entamer son exil loin des terres de l'âme. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Soviétiques s'emparèrent d'elle. S'ils furent

contraints de la restituer à l'Allemagne après la mort de Staline, elle dut, avant sa libération, se soumettre à une dernière parade au musée Pouchkine en 1955, où elle subit les outrages littéraires de Vassili Grossman, lequel, émerveillé devant sa beauté, y vit la « représentation visuelle de l'âme maternelle » et « l'expression la plus athée qui soit de la vie, de l'humain sans la participation du divin ». L'écrivain balayait ainsi d'un coup de plume l'essence spirituelle de l'œuvre et transformait en trophée de l'athéisme un tableau commandé par un pape. Il n'y voyait pas la preuve de l'Incarnation, mais un enfant nu se dandinant dans les bras de sa mère. À ses yeux, le rideau qui encadrait la scène ne renvoyait pas au voile qui avait couvert le saint des saints dans l'ancien Temple, mais à l'une de ces coquetteries stylistiques dont étaient friands les peintres de cette époque ; les deux anges accoudés nonchalamment au bord de la composition n'étaient plus les témoins de la Révélation christique et les héritiers des deux chérubins qui avaient encadré jadis l'Arche d'Alliance, mais de mignons angelots que le maître avait placés là par fantaisie. Pour Olivier Rey, le jugement de Grossman est significatif du retourment que la peinture de la Renaissance a permis : « *Lorsque la divinité de Jésus allait de soi, souligner son humanité était*



une façon de s'émerveiller du mystère de l'Incarnation. Quand le monde sort de la religion, non seulement cette peinture n'est plus gardienne des mystères de la foi, mais elle peut même contribuer à les faire oublier. »

Le crépuscule de l'art

Et ils le furent en effet. Au XX^e siècle, l'art avait depuis longtemps déjà cessé de représenter le sacré : il était sacré. Il tenait lui-même lieu de Révélation et ne s'encombrait plus de têtes ou de corps. Dans un sursaut de vitalité, des dominicains eurent un jour l'idée de faire décorer la chapelle de leur couvent de Vence par une vedette de la peinture : Matisse. L'artiste recouvrit les murs de quelques nuages assaillonnés de graffitis à peu près religieux, et s'en alla. Lorsqu'une bonne sœur lui rappela qu'il avait dit œuvrer pour Dieu, il répondit : « *Oui, mais Dieu c'est moi.* » Pour Olivier Rey, c'est impardonnable : « *En fait d'art sacré, mieux vaut encore une Vierge en plâtre.* »

À LIRE



Gloire et misère de l'image après Jésus-Christ
Olivier Rey
Editions Conférence
312 pages
25 €





T RÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann



© KENNIS&KENNIS RECONSTRUCTIONS, © BAS UTERWIJK.

La Tête de l'emploi

Les avancées de la science permettent désormais de reconstituer des portraits et d'hommes et de femmes du passé saisissants de vraisemblance.



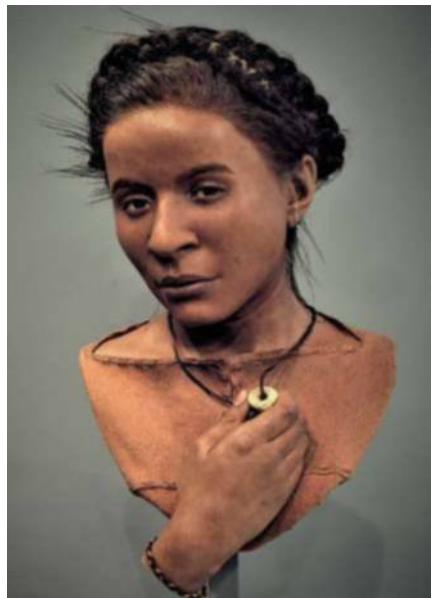
VISAGES DE L'HISTOIRE Ci-dessus : les logiciels d'intelligence artificielle permettent de reconstituer des visages d'hommes et de femmes du passé, comme ceux d'Hannibal Barca par Alessandro Tomasi (*ci-dessus, en haut*), d'Auguste par Daniel Voshart (*en bas*), de Machiavel (*à droite*) ou de Rembrandt (*page de gauche, en bas*) par Bas Uterwijk. Page de gauche : Adrie Kennis travaillant à la reconstruction du garçon de Turkana (*Homo ergaster*).

Daniel Voshart est canadien, diplômé d'une école d'art dans la section Images et titulaire d'un master d'architecture et de design à Toronto. Directeur de la photographie de films documentaires, dont certains ont été projetés à Berlin ou à Locarno, il travaille depuis 2018 à parfaire la réalité augmentée de la série *Star Trek : Discovery*. Rien à voir avec l'histoire. Pour se distraire pendant le confinement, il s'est mis cependant à brosser une galerie de photos virtuelles de 54 empereurs romains, qui a eu son petit succès sur les réseaux sociaux. Caligula, Néron, Tibère, Caracalla et quelques autres ont pris, grâce à lui, l'air aussi vrai que si vous les rencontriez au coin d'une rue de Rome : bruns, le teint mat, dépouillés de la vision héroïque donnée par les bustes et les profils de médailles. Sur Twitter, les fans s'échangent depuis quelques mois d'autres photos d'empereurs romains et d'auteurs grecs, signées cette fois d'un jeune artiste florentin, Alessandro Tomasi. Lui se dit passionné d'histoire et s'est lancé à son tour dans l'aventure parce qu'il ne trouvait pas convaincantes les réalisations des autres.

Comment s'y sont-ils pris ? Leurs travaux ont-ils une quelconque crédibilité historique ? Daniel Voshart a transformé 800 images de bustes. Assumant une interprétation artistique, il précise qu'il s'est efforcé de croiser le plus de références historiques possible, afin de déterminer la couleur de la peau, des yeux, des cheveux, etc. Et de représenter les empereurs l'année précédant leur mort. Comme Alessandro Tomasi, il a donc recherché tous les bustes sculptés du vivant de leurs modèles et a épousseté les textes de Suétone et de Pline l'Ancien. Pour les rares empereurs dont on n'a pas conservé de buste – les plus tardifs ou ceux qui ont régné trop brièvement –, il s'est inspiré des effigies gravées sur les pièces de monnaie. Ensuite, le GAN a fait son travail. Lisez *generative adversarial network*, une technique d'intelligence artificielle inventée en 2014 par Ian Goodfellow, un jeune

diplômé en informatique, qui consiste à opposer deux réseaux de neurones concurrents. Le premier, nourri de données, génère des images. Le second réseau, nommé le discriminateur, sélectionne ces images de manière à obtenir un résultat encore plus conforme aux données qui ont été proposées à l'ordinateur. Cette découverte permet d'obtenir de fausses images imitant parfaitement la réalité, comme celles utilisées pour créer ces inquiétantes *deep fakes*, où l'on peut voir, entre autres, une personnalité tenir des propos incohérents. Les deux artistes ont utilisé le récent outil nommé Artbreeder, qui utilise cette technique, pour créer la base de leurs portraits, peaufinés ensuite avec Photoshop. Le photographe néerlandais Bas Uterwijk s'est spécialisé, lui, dans les versions photos des héros les plus célèbres de l'histoire : Machiavel, Napoléon, Rembrandt, George





Washington semblent ainsi sortis du passé pour nous rendre visite.

Plus extraordinaire encore : le travail que réalisent désormais une poignée de sculpteurs spécialisés à partir des véritables restes de nos ancêtres. Depuis une trentaine d'années, grâce aux outils informatiques, aux techniques utilisées par la police scientifique et, plus récemment, à la paléogénétique, la reconstitution historique des visages et des corps humains a en effet considérablement évolué. Des artistes sont devenus capables, avec la collaboration d'archéologues, d'anthropologues, d'anatomistes, de médecins légistes, de sculpter, pour des musées du monde entier, des hommes et

des femmes de la préhistoire ou de l'histoire ancienne d'une saisissante humanité.

Le Suédois Oscar Nilsson a ainsi reconstitué une jeune Grecque morte il y a neuf mille ans, ou, d'après des crânes retrouvés près de Brighton, des humains ayant vécu dans le sud de l'Angleterre, du néolithique jusqu'à l'époque des Anglo-Saxons. A chaque fois, il scanne, imprime et modèle à la main une réplique exacte du crâne original en 3D, avant de disposer les muscles et la peau. Les travaux récents en génétique légitiment de nouveaux choix de teintes de peau ou de cheveux. Les analyses ADN ont ainsi prouvé que les populations qui ont vécu au néolithique dans le sud de l'Angleterre avaient la peau assez foncée. Avec ses yeux bleus et sa peau noire, la reconstitution d'un Britannique nommé « Cheddar Man » ayant vécu il y a environ dix mille ans a fait beaucoup jaser il y a trois ans outre-Manche !

Les frères Kennis sont néerlandais et vrais jumeaux. Aussi bons dessinateurs dès l'école que mauvais élèves, ils se consacrent depuis vingt ans à la reconstruction d'humains de la préhistoire. Ils ont ainsi livré en 2011 un exemplaire d'Otzi, cet homme du néolithique retrouvé congelé dans le Tyrol italien en 1991, au Musée archéologique de Bolzano, où se trouve conservée sa momie. Ou des Néandertaliens au musée de Mettmann, en Allemagne, en 2012, et au musée d'Histoire naturelle de Londres, en 2014. Ils ont aussi fait revivre en 2014 l'australopithèque Sediba, d'après des squelettes trouvés en Afrique du Sud, ainsi que la célèbre Lucy pour le Moesgaard Museum au Danemark. Tout en respectant les données scientifiques, Oscar Nilsson ou les jumeaux Kennis prêtent des expressions et des traits très personnels aux humains qu'ils reconstituent, laissant jouer leur subjectivité artistique.

La plasticienne française Elisabeth Daynès, dont la rigueur lui a valu le prestigieux John J. Lanzendorf PaleoArt

PHOTOS : © OSCAR NILSSON. © LOOK AT SCIENCES/PHILIPPE PLAilly, ELISABETH DAYNES.



Prize en 2010, est familière des techniques de l'anatomie et de l'anthropologie médico-légale depuis de longues années. Elle a redonné vie, quant à elle, à de nombreux hommes et femmes préhistoriques : Lucy, l'homme de La Ferrassie (l'un des squelettes néandertaliens adultes les plus complets qu'on connaisse), l'homme du Cerny (un squelette du néolithique) ou le pharaon Toutankhamon, et elle a été choisie pour reconstituer le visage du squelette de l'expédition La Pérouse, trouvé au large de Vanikoro en 2003. Dans son atelier parisien, des quantités de moulages de crânes alignés sur des étagères forment un décor étrange. Tout part précisément de ces vestiges osseux.

« La première rencontre, c'est le crâne, explique-t-elle. Certains sont beaucoup plus séduisants que d'autres. Je préfère sculpter des visages assez émaciés pour laisser le moins de place possible à l'interprétation. Je travaille sur l'existant selon un protocole très précis, en procédant d'abord à une analyse anthropologique. S'agit-il d'un homme ou d'une femme ? Quelles sont ses pathologies, l'âge au décès, les causes de celui-ci ? L'analyse du régime alimentaire de l'individu donne par exemple des indications sur le climat où il vivait et donc sur sa couleur de peau. »

LE SENS DU DÉTAIL En haut : Elisabeth Daynès travaille les détails jusqu'à ce que le visage la bouleverse. Des tuteurs donnent l'épaisseur des tissus mous, qui sont sculptés dans la terre (*ci-contre, en haut*). Le Suédois Oscar Nilsson a reconstitué un ensemble d'hommes et de femmes (*ci-contre*) ayant vécu au néolithique dans le sud de l'Angleterre.



Dans une deuxième étape, elle prend des mesures très précises du crâne : l'orifice nasal donne la largeur des narines, le palais détermine la taille de la bouche...

Après une formation artistique, Elisabeth Daynès s'est spécialisée dans la fabrication de masques et d'effets spéciaux pour le théâtre et le cinéma au cours des années 1980. Soucieuse de trouver des matières permettant de fournir des peaux réalistes, translucides, assez souples pour qu'on puisse y implanter des poils et des cheveux, elle contacte les laboratoires de Rhône-Poulenc, qui commencent alors à travailler sur les silicones imitant le derme. A la demande du musée du Thot, à Montignac, près de la grotte de Lascaux, elle entreprend ensuite de reconstituer un atelier d'artistes magdaléniens, ces peintres de la préhistoire, plongeant ainsi dans l'étude fascinante d'une période qu'elle ne quittera plus.

En 1996, sa rencontre avec l'anthropologue Jean-Noël Vignal, qui a développé à l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale une méthode de reconstitution faciale assistée par ordinateur, est déterminante. Ensemble, ils appliquent ses méthodes à la reconstitution historique. Il s'agit d'abord de numériser le moulage du crâne et d'appliquer des marqueurs d'épaisseur des parties molles, calculés à partir des résultats de l'étude anthropologique. Parallèlement, un portrait-robot numérique est réalisé. La plasticienne commence alors son travail de sculpture en fixant sur le moulage

du crâne dix-huit tuteurs qui donnent les valeurs d'épaisseur des parties molles. Puis elle construit, avec de la terre, les couches de tissus mous de la face : muscle, graisse et épiderme. Elle réalise alors une enveloppe de silicone pour prendre l'empreinte de l'ensemble. Dans la forme en creux, elle coule une épreuve intégrale en silicone.

Vient alors le moment de donner la vie : placer les yeux réalisés par un souffleur de verre, donner un regard en les orientant, en jouant sur leur humidité, fixer un par un les cheveux et les poils véritables, achetés à Londres. « *Je rassemble toutes les données que ces êtres du passé m'ont transmises et j'essaie de leur rendre une identité* », précise Elisabeth Daynès. *« Je travaille énormément le détail, jusqu'à ce que le visage me bouleverse. Si cette vie n'est pas forte, la rencontre n'aura pas lieu. Lorsque, sur un groupe de collégiens qui visitent un musée où mes reconstitutions sont exposées, cinq élèves s'interrogent sur nos origines, j'estime que c'est gagné. »*

Aujourd'hui, dans ses nouvelles créations artistiques comme ces bouches rouges sous blister, ces masques qui flottent dans des bocaux, Elisabeth Daynès, après avoir travaillé tant d'années sur les hommes du passé, s'interroge aussi sur l'homme d'aujourd'hui, sur les métamorphoses des visages que permettent la chirurgie plastique et les injections de toxine botulique. Ses œuvres, après nous avoir permis de méditer la vertigineuse question de nos origines, nous plongent dans une autre, non moins vertigineuse : celle de notre avenir.

ABONNEZ-VOUS

LE FIGARO
HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMÉROS

35 €
au lieu
de 53,40 €



129
LES ÉDITIONS
HISTOIRE

L'HISTOIRE
EST UN PLAISIR

Abonnez-vous en appelant au

01 70 37 31 70
avec le code RAP21002

PAR INTERNET
www.figarostore.fr/histoire

PAR COURRIER
en adressant votre règlement de 35 €
à l'ordre du Figaro à :

Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/03/2021. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case Q. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case Q. Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr. Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

A V A N T , A P R È S
Par Vincent Trémolet de Villers

Tous les matins du monde

Le bruit du monde ne vient plus jusqu'à nous. Comment en serait-il autrement ? Il n'y a plus de bruits, il n'y a plus de monde. Un babil numérique tente de le singer, des administratifs en blouse blanche ou des médecins changés en petits hommes gris ordonnent l'existence de courbes en chiffres, de restrictions en interdictions. Lazare, le héros du dernier roman de Sébastien Lapaque, n'est pas confiné (nous sommes au cœur du quinquennat de François Hollande) mais sa vie déjà est réduite. Petits plaisirs, petites douleurs. Pizzas, séries, désirs publicitaires inouïs, réalités médiocres, amours stériles : le monde ? « *L'Immonde* », explique le héros. « *Oui, l'Immonde. Le monde dans lequel nous vivons. Un monde qui n'en est plus un, un monde dont le visage est une absence de visage.* » Comme sorti d'un roman de Houellebecq, sorte de Bardamu qui aurait surmonté son désespoir, Lazare veut s'extirper de cette laideur. Il lui faudra éteindre les écrans, rencontrer véritablement ceux qui, depuis le début, partagent sa vie, abandonner le confort du cynisme, les ricanements amers, pénétrer le mystère des forêts, cultiver l'amitié, accepter d'être un fils.

Au milieu du chemin de sa vie, Sébastien Lapaque s'est détaché des formules hussardes, de son goût de la théorie, du rire tragique de Philippe Muray pour affronter, comme un sculpteur son morceau de marbre, le bloc de ses tourments, de ses inquiétudes, de ses déceptions, de ses secrètes espérances. Le roman, dès lors, n'est plus un coup d'éclat, une brillante cavalcade, une démonstration déguisée mais un rendez-vous décisif, physique, le corps avec le cœur, la plume avec l'esprit et l'âme. S'en dégagent une impressionnante densité, une vérité du propos, une forme d'abandon à la littérature comme si Jacob épuisé de sa lutte s'en remettait à Dieu. La construction, lente ascension vers la lumière, renvoie à *La Divine Comédie*, l'apréte de la quête intérieure, à Dostoïevski. La langue, ample et sévère à la fois, prend souvent un tour biblique, celui des psaumes pour ces magnifiques premières pages : « *Ce monde est tellement beau par ses couleurs sans nombre (...). Il est beau sous la neige et beau sous la pluie, beau les soirs d'or et les matins gris.* » Une



note plus paulinienne quand il s'agit d'évoquer la jalousie : « *Elle a la rancune rancunière et la joie mauvaise, le faux la rassasie davantage que le vrai, la vérité ne l'intéresse pas, elle se nourrit de mensonge, elle ne supporte rien, ne fait confiance à personne, elle n'espère rien (...). La jalousie ne passera jamais, c'est une maladie sans repos.* »

Le tour de force de Sébastien Lapaque, c'est de renouer avec la seule interrogation qui vaille, celle de notre présence sur terre, dans toutes ses dimensions. Dans ces pages, ni l'odeur âcre des sacristies ni le sourire pincé des chrétiens de salons. C'est un homme, ce « *nœud complexe d'appétits violents* » (Saint-Exupéry), qui cherche. Comme tous les autres il est balourd et grandiose. Le dernier dîner du fils avec son père illustre les poignantes incompréhensions qui jalonnent nos vies. Les conversations nocturnes dans une forêt bretonne mêlent la botanique et la théologie, la politique et la poésie. Une cure d'altitude dans une terre sans sommet. Ce n'est

pas la beauté qui s'éloigne, c'est « *notre regard qui manque à la lumière* », disait Gustave Thibon. Le roman de Sébastien Lapaque donne au lecteur la grâce du dessillement ; par la force de l'écriture, il nous rend un peu du monde et de sa splendeur. ✓

À LIRE



Ce monde est tellement beau
Sébastien
Lapaque
Actes Sud
325 pages
21,80 €

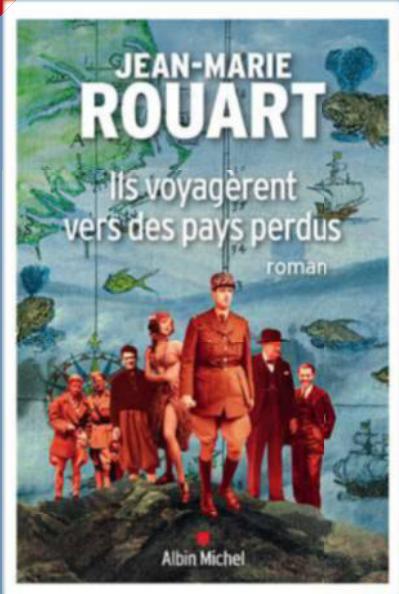
LE FIGARO
HISTOIRE
OFFRE DU MOIS

ABONNEZ-VOUS

ET RECEVEZ LE LIVRE

Ils voyagèrent vers des pays perdus

de Jean-Marie Rouart



Nombre de pages : 336

Format : 150mm x 220mm

**1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE**

ILS VOYAGÈRENT VERS DES PAYS PERDUS

49 €
au lieu de ~~75,30 €~~
soit 35 % DE RÉDUCTION



LE FIGARO
HISTOIRE

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABONNEMENTS - LIBRE REPONSE 85169 - 60647 CHANTILLY CEDEX

OUI, je souhaite bénéficier de cette offre spéciale : 1 an d'abonnement au *Figaro Histoire* (6 numéros) + le livre « Ils voyagèrent vers des pays perdus » au prix de 49 € au lieu de ~~75,30 €~~.

M. Mme Mlle

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Téléphone _____

Je joins mon règlement de 49 € par chèque bancaire à l'ordre de Société du Figaro.

Je règle par carte bancaire :

N° _____

Date de validité _____

Signature obligatoire et date

RAP21001

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/03/2021 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 4 semaines après réception de votre règlement. Photos non contractuelles. Vous pouvez acquérir séparément le livre « Ils voyagèrent vers des pays perdus » au prix de 21,90 € + 10 € de frais de port et chaque numéro du Figaro Histoire au prix de 8,90 €. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case . Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour la prospection postale, cochez cette case . Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.

LE FIGARO

VOUS RÉVÈLE LES DESSOUS DE LA CULTURE

hors-série



POUR L'AMOUR DU STYLE

Il rêvait d'être Cervantès, Montaigne et Voltaire à la fois. Son œuvre ne ressemblerait qu'à lui-même : corrosive, désenchantée, portée par un style qui transfigurerait tout. Flaubert n'appartint à aucune école, aucune doctrine, et conspuia son époque autant qu'il put. Ce briseur d'idoles n'en eut qu'une, la langue, qu'il servit comme un forçat pour « *aller dans l'âme des choses* », des platiitudes normandes aux sortilèges de la Carthage antique et du Paris de 1848. Pour célébrer le bicentenaire de sa naissance, *Le Figaro Hors-Série* consacre un numéro spécial au créateur de *Madame Bovary* et de *L'Education sentimentale*. Analyse des ressorts de son génie, critique de ses œuvres, dictionnaire des personnages qui peuplent ses romans, panorama des films qui s'en sont inspirés, promenade sur les lieux de sa vie, bibliographie : tout Flaubert, en 114 pages.

Le Figaro Hors-Série, « Flaubert, la fureur d'écrire », 114 pages.



8€
,90

Actuellement disponible
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

Version digitale disponible également à 6€
,99

9782810509157



Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur Twitter et Facebook